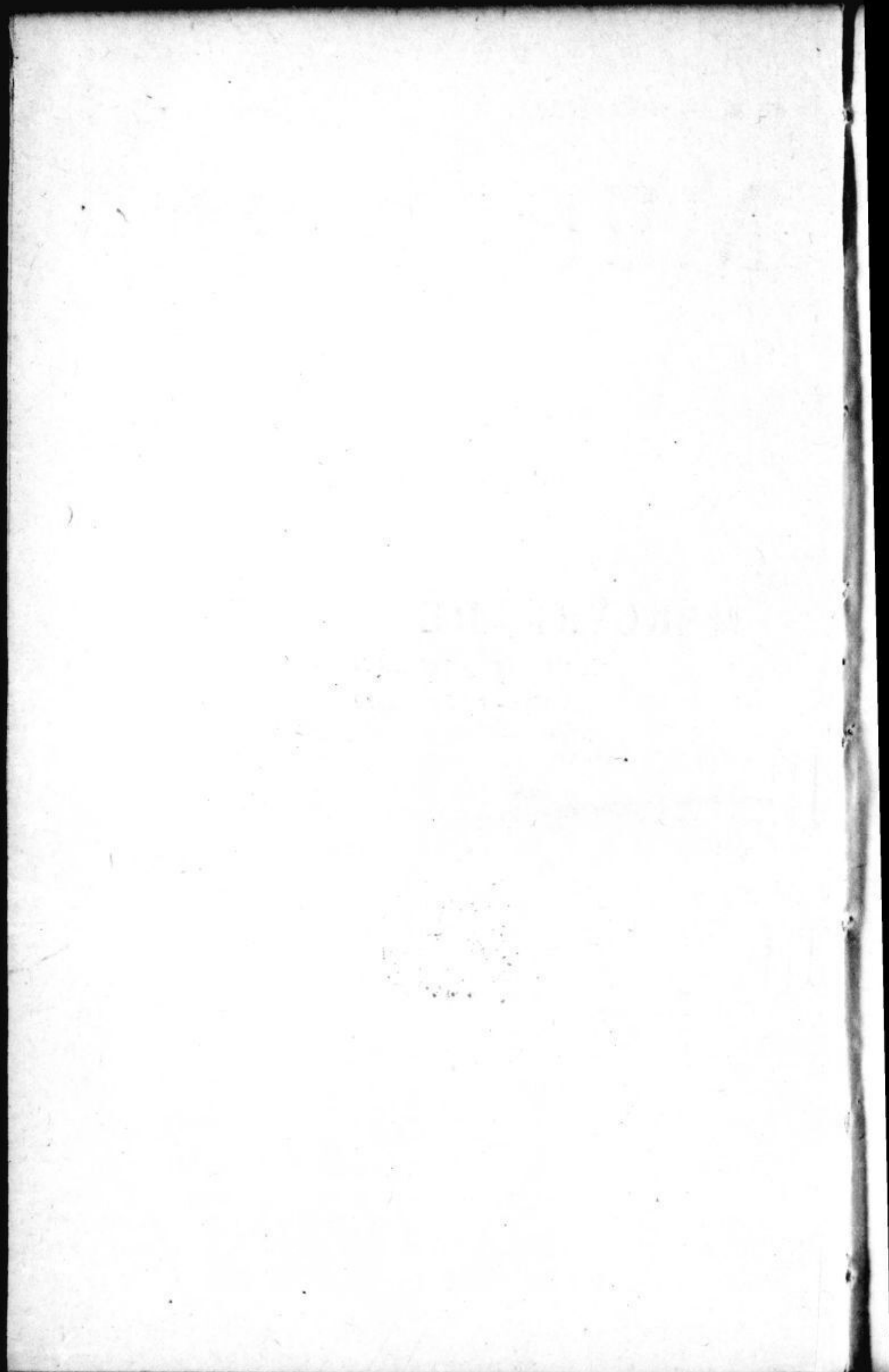


MERCVRE DE FRANCE

TOME CENT QUARANTIÈME

15 Mai - 15 Juin 1920

DV
807 12830



15 Mai - 15 Juin 1920

— Tome CXL

MERCVRE

DE

FRANCE

(Série Moderne)



PARIS
MERCVRE DE FRANCE

XXVI, RUE DE CONDÉ, XXVI

—
MCMXX



LE LENDEMAIN

Tout est fini, ou semble fini, en Occident. Les armées ont marché sous l'Arc triomphal. Le traité de paix, après bien des lenteurs, a été ratifié, au moins en Europe. Malgré l'évidente mauvaise foi de l'Allemagne à l'exécuter, il est entré en vigueur. Et, bien que l'Orient soit toujours en feu, bien que l'Amérique reste énigmatique, bien que des soubresauts agitent toujours l'Europe centrale et balkanique, à l'ouest de cette ligne dont a parlé à la Chambre M. Charles Benoist, on peut dire que c'est la paix. Les combattants démobilisés sont redevenus des citoyens, la vie semble avoir repris son cours normal, les élections de 1919 ont fait oublier celles de 1914. La retraite forcée de l'homme d'Etat qui avait « fait la guerre », la retraite volontaire du Président qui l'avait appelé au pouvoir semblent avoir clos la période martiale. Et en même temps que commence le travail de vérification et de rectification qui établira dans les détails la vérité historique, la grande guerre tend pour les imaginations à n'être plus qu'une légende, qui va rejoindre dans les esprits la légende napoléonienne.

Revoyons, confrontons ces deux visages de notre pays, dont les traits accusés persistent dans notre souvenir. Celui de la France d'avant-guerre, de la France divisée, dont il

(1) Pour faire suite aux études précédemment publiées par le *Mercur* : *Le conflit des mystiques et les mœurs littéraires* (16 juillet 1919). *La vie politique dans la France d'avant-guerre* (16 novembre 1919).

était tonique peut-être de mettre en lumière les points faibles, car ceux qui savent aimer sont sévères à ce qu'ils aiment ; et celui de la France de 1914, de cette France unie et raidie dans un grand élan de révolte et d'espoir. Et demandons-nous ce qu'ils sont devenus aujourd'hui, après plus de quatre ans de guerre et plus d'un an de paix provisoire, au moment où commencent des jours nouveaux bien plus salués par l'attente des peuples que par la froide réalité.

Surtout ne prétendons pas, dès maintenant, porter un jugement complet et définitif sur ces années formidables. Nous en sommes trop près encore, le recul manque pour la totale impartialité historique. Nous brûlons encore de passions mal éteintes, dont quelques-unes d'ailleurs sont vitales, et toute angoisse ne nous a pas quittés. Pourtant, nous pouvons nous croire délivrés de l'hypnose guerrière ; la vie a rudement réveillé quelques-uns d'entre nous, elle en a plongé d'autres dans une hypnose inverse. Donc soyons modestes, mais, sous ces réserves, essayons, regardons. Tâchons d'unir, en comprimant les battements du cœur, et sans forcer la voix, la préoccupation du citoyen à la lucidité de l'observateur.

I. — LES ILLUSIONS PERDUES

Pourquoi le nier ? L'impression dominante, depuis de longs mois déjà, est une impression de déception et de désenchantement. Impression qui paraît être ressentie jusque dans les « sphères gouvernementales » : un ministre a pu confesser nos illusions perdues (1). Et ce n'est sans doute pas sans intention que l'anniversaire de l'armistice n'a donné lieu, au moins en France, à aucune pompe officielle. On sentait trop que les cœurs n'étaient plus emportés, le 11 novembre 1919, dans l'élan tumultueux qui les soulevait un an auparavant. La signature du traité de paix, vers la fin de juin, n'avait déjà plus provoqué de manifestations

(1) M. Isaac, ministre du Commerce, dans un discours prononcé à la Foire de Lyon, le 6 mars 1920.

aussi enthousiastes, et les débats sur la ratification, dans la presse et dans les Chambres, ont clairement montré que l'esprit public n'était plus unanime. Phénomène en partie naturel : on ne peut s'attendre à voir se prolonger des émotions qui tendent jusqu'à l'excès les ressorts de la machine humaine. Réaction plus forte cependant qu'on ne s'y fût attendu, et qui se double d'une inquiétude réfléchie.

Cette inquiétude, les bons citoyens l'ont moins connue durant la guerre. Ils avaient confiance dans le succès, et même, s'il avait fallu prévoir le pire, leur esprit s'y trouvait préparé. Maintenant encore il ne convient pas de ne voir que les ombres. Ces bons citoyens n'ont pas oublié la joie des premiers jours de l'armistice, grave et forte. Ils ont communié, car ils sont hommes, avec la première ivresse de la foule traînant les canons dans les avenues splendides, aux jours déjà lointains de novembre. Ils ont aussi vibré, de tout leur cœur, dans un élan où n'entrait rien de bestial, avec la reconnaissance de tout un peuple acclamant les survivants sous l'Arc, après avoir veillé les morts aux Champs-Élysées, dans l'apothéose de juillet. Mais, parcequ'ils sont hommes aussi, ils veulent que cette joie se justifie en raison, et ils repoussent les fades adoucissements qui pourraient leur dissimuler la réalité de la situation. Or, si une inquiétude les effleure depuis la victoire, c'est qu'ils mesurent avec probité, sans sévérité ni complaisance excessives, le chemin des promesses aux réalisations.

Sans excès de sévérité. La passion politique ne les pousse point à méconnaître, comme le font des adversaires qui oublient toute justice, ce qu'il y a malgré tout de réconfortant et de nouveau dans ce traité de paix, qu'il est devenu de mode de vilipender sans nuances, en laissant dans l'ombre les parties justes qu'on avait d'abord reconnues. Ce n'est pas un gain médiocre que la réparation des grandes injustices historiques, que le retour ou la restauration de l'Alsace et de la Lorraine, de la Pologne, des nationalités d'Autriche et des Balkans conformément à leurs vœux his-

toriques persistants. Ce n'est pas non plus un phénomène historique négligeable que l'introduction, dans un instrument diplomatique, de cette idée de la Société des Nations, aujourd'hui effondrée sous l'impopularité de l'homme d'Etat qui l'a imposée aux préoccupations des politiques, mais qui n'en est pas moins à l'horizon de la voie où il faut s'engager pour faire sortir de l'anarchie les rapports entre peuples, et qui est une idée française avant d'être une idée wilsonienne. Et pour tout dire, malgré la certitude où nous sommes maintenant du manque de sanctions, ce n'est pas un mince progrès moral que cette condamnation solennelle de la guerre, que cette mise en accusation de criminels qui se trouvaient jusqu'à présents couverts par la raison d'Etat. Germes sans doute encore incertains et menacés ; progrès contrecarrés par les résistances de l'ancien droit et de l'ancien esprit persistant ; applications difficiles par suite de la complication parfois inextricable des situations territoriales et des exigences des jeunes nationalités déchaînées ; défaillances enfin et contradictions qui ne sont pas niables, et dont on accable les auteurs responsables, mais qui tiennent moins peut-être à l'insuffisance des négociateurs qu'à la difficulté d'une tâche qui dépassait vraisemblablement toutes les forces humaines. Pour liquider une aussi formidable situation, il eût fallu des surhommes. Les faibles humains qui ont réglé le sort de l'Europe ne pouvaient prétendre à ce titre, mais c'est une question de savoir si les plus âpres de leurs censeurs eussent fait mieux.

Ne méconnaissons pas ces progrès ; ils empêchent d'être entièrement du nombre de ceux qu'on a nommés les « désenchantés de la paix ». L'enjeu valait les sacrifices, réserve faite de ceux qu'eût épargnés une meilleure économie des hommes et des choses. Et d'ailleurs on ne pouvait pas faire autrement. Pourquoi, cependant, la paix, même après admission de ces heureux résultats, et interprétée comme cette « paix de vigilance » que tous ses défenseurs au Parlement ou dans la presse ont entendu qu'elle fût, pourquoi la paix

laisse-t-elle, au cœur de ces bons citoyens qui l'acceptent d'un cœur vaillant, et qui sont très étrangers à toute manœuvre politique, une tristesse qu'ils ne peuvent chasser ? Pourquoi cette tristesse affecte-t-elle surtout non les politiques, qui sont assez fermés à toute réaction « sentimentale », mais les « idéalistes », ceux qui ont vu dans la guerre une croisade et se sont dévoués à des fins morales qui étaient pour eux toute la raison d'être de la vie ? Hélas, c'est qu'aux injustices corrigées en ont succédé d'autres, que l'ancien esprit politique persiste, que les impérialismes se sont déplacés plus qu'abolis, que les scandales ont obscurci les sacrifices. Il était fatal que les simples citoyens subissent quelques désillusions ; il ne l'était peut-être pas que ces désillusions fussent si fortes, ni surtout qu'elles vinsent de côtés d'où on ne les attendait pas.

§

L'impérialisme politique n'est pas mort. Les mouvements nationalistes n'ont pas fini de travailler les nations en plein développement ou les jeunes Etats appelés à la vie. La guerre est finie en Occident, mais elle ensanglante toujours l'Europe orientale, où le messianisme panslaviste, après avoir fait du tsarisme son instrument d'expansion, semble maintenant vouloir se répandre par l'autocratie bolchéviste, qui a pris la place du tsarisme et qui veut mener la guerre sainte contre l'Occident « réactionnaire » et vieilli. Et quelles menaces de conflits s'annoncent pour demain en Extrême-Orient, et en Afrique, et dans le Nouveau-Monde, si une organisation internationale puissante et pourvue de sanctions effectives ne prévient pas les conflits des impérialismes aux aguets ! L'Europe même reste un mystère. L'Allemagne, de toute évidence, ne se sent pas définitivement vaincue. Avec les jours qui s'écoulent, elle oublie sa chute profonde d'il y a plus d'un an. Ou plutôt elle la déguise, elle en transforme les causes, de nouvelles légendes se créent qui auréolent d'un jour nouveau tout le passé. Il

n'est pas jusqu'aux graves embarras où elle se débat, qui ne soient propices à la propagation de la fièvre de haine et de revanche que ne manque pas de déchaîner la fureur pan-germaniste. La contre-révolution avortée de mars 1920 est un symptôme de ce travail.

Sans doute des changements sont survenus, qui ne sont pas négligeables. L'Allemagne, quoique restant un *Reich* unifié, est officiellement une démocratie. Elle a désormais, de par sa constitution, les *moyens* de changer son âme et de devenir pacifique, comme a fait la démocratie française jadis si belliqueuse. Mais c'est une tâche de longue haleine, une possibilité à cultiver : on ne change pas en un tour de main l'âme d'un peuple fanatisé par cinquante années de prussianisme et qui reste un bloc compact au milieu de nations affaiblies ou disloquées. Le succès de la grève générale, qui a brisé le coup d'Etat militariste, est un événement plus significatif, un grand fait, en ce sens que, pour la première fois, les hobereaux et les militaires ont trouvé devant eux une force qui les a maîtrisés ; mais ce que l'on sait des socialistes allemands et de leur mépris pour les « idéologies bourgeoises » démocratiques ne permet pas de croire à une radicale transformation des sensibilités (1). Une politique habile et ferme serait nécessaire, à la fois pour imposer à l'Allemagne vaincue les justes réparations et les garanties qu'elle nous doit, et pour y développer les germes de libéralisme vrai dont l'épanouissement constituerait notre plus sûre sauvegarde. Cette politique, saurons-nous, pourrions-nous la faire ?

Pour la pratiquer en toute sécurité, il faudrait que les nations victorieuses, qui ont combattu pour le droit, fussent entièrement guéries de cet impérialisme contre quoi le monde s'est dressé quand il a voulu lui imposer sa loi en 1914. En est-il ainsi ? Des Français sont à l'aise pour poser la question, car ce n'est pas de leur côté, malgré des accu-

(1) On sait, d'ailleurs, que le militarisme allemand, vaincu à Berlin par la grève générale, a cherché sa revanche dans le bassin de la Ruhr. On connaît aussi les difficultés diplomatiques qui en sont résultées.

sations passionnées, qui ont influencé jusqu'au président Wilson (1), qu'on peut faire tomber principalement l'accusation de militarisme ou d'impérialisme. Quoi qu'on puisse penser des intentions, réelles ou supposées, de nos négociateurs, ils ont, en définitive, tout sacrifié à l'entente avec les Alliés. Les garanties et les réparations envisagées, même si elles sont parfois contestables ou d'une application difficile, ne peuvent pas, en bonne justice, passer pour l'expression d'un appétit immodéré de puissance. Cela est évident pour tout homme équitable, qui connaît bien nos mœurs et nos conditions de vie ; le paradoxe de telles accusations, qui tendent à transformer — toujours — la victime en coupable, ne fait que souligner les progrès de l'oubli, et paraît d'autant plus étonnant que ces accusations pourraient plus justement se retourner contre ceux qui les profèrent.

Car il faut bien se demander, puisque des hommes d'Etat très pondérés l'ont fait à la tribune ou dans la presse, si tous nos alliés ont observé une modération semblable à celle de la France, et l'on peut n'être pas très satisfait de la réponse. L'empire britannique est démesurément accru ; le nationalisme italien s'irrite de rencontrer les Yougo-Slaves ; le principe du droit des peuples, drapeau flamboyant quand on peut l'arborer sur les expansions légitimes, est rejeté comme une défroque quand il gêne les appétits. Et les nationalités d'Autriche et des Balkans, anciennes ou nouvelles, jouent sans pudeur ce jeu lamentable et dangereux. La conséquence en est l'affaiblissement des garanties de paix et des bénéfices de la victoire. Les alliances, indispensables pour tenir l'Allemagne en respect en attendant un organisme plus large, menacent de se désagréger, sous les yeux de l'ennemi d'hier qui s'en réjouit et y travaille. Et la grande lumière de la paix est menacée de s'éteindre avant même d'avoir brillé. L'impérialisme d'outre-Atlantique, qui arme une flotte formidable, ne veut pas plus sauver l'Europe que celle-ci ne consent à se sauver elle-même ; la

(1) On se souvient de sa lettre au sénateur Hitchcock.

n'est pas jusqu'aux graves embarras où elle se débat, qui ne soient propices à la propagation de la fièvre de haine et de revanche que ne manque pas de déchaîner la fureur pan-germaniste. La contre-révolution avortée de mars 1920 est un symptôme de ce travail.

Sans doute des changements sont survenus, qui ne sont pas négligeables. L'Allemagne, quoique restant un *Reich* unifié, est officiellement une démocratie. Elle a désormais, de par sa constitution, les *moyens* de changer son âme et de devenir pacifique, comme a fait la démocratie française jadis si belliqueuse. Mais c'est une tâche de longue haleine, une possibilité à cultiver : on ne change pas en un touremain l'âme d'un peuple fanatisé par cinquante années de prussianisme et qui reste un bloc compact au milieu de nations affaiblies ou disloquées. Le succès de la grève générale, qui a brisé le coup d'Etat militariste, est un événement plus significatif, un grand fait, en ce sens que, pour la première fois, les hobereaux et les militaires ont trouvé devant eux une force qui les a maîtrisés ; mais ce que l'on sait des socialistes allemands et de leur mépris pour les « idéologies bourgeoises » démocratiques ne permet pas de croire à une radicale transformation des sensibilités (1). Une politique habile et ferme serait nécessaire, à la fois pour imposer à l'Allemagne vaincue les justes réparations et les garanties qu'elle nous doit, et pour y développer les germes de libéralisme vrai dont l'épanouissement constituerait notre plus sûre sauvegarde. Cette politique, saurons-nous, pourrons-nous la faire ?

Pour la pratiquer en toute sécurité, il faudrait que les nations victorieuses, qui ont combattu pour le droit, fussent entièrement guéries de cet impérialisme contre quoi le monde s'est dressé quand il a voulu lui imposer sa loi en 1914. En est-il ainsi ? Des Français sont à l'aise pour poser la question, car ce n'est pas de leur côté, malgré des accu-

(1) On sait, d'ailleurs, que le militarisme allemand, vaincu à Berlin par la grève générale, a cherché sa revanche dans le bassin de la Ruhr. On connaît aussi les difficultés diplomatiques qui en sont résultées.

sations passionnées, qui ont influencé jusqu'au président Wilson (1), qu'on peut faire tomber principalement l'accusation de militarisme ou d'impérialisme. Quoi qu'on puisse penser des intentions, réelles ou supposées, de nos négociateurs, ils ont, en définitive, tout sacrifié à l'entente avec les Alliés. Les garanties et les réparations envisagées, même sielles sont parfois contestables ou d'une application difficile, ne peuvent pas, en bonne justice, passer pour l'expression d'un appétit immodéré de puissance. Cela est évident pour tout homme équitable, qui connaît bien nos mœurs et nos conditions de vie ; le paradoxe de telles accusations, qui tendent à transformer — toujours — la victime en coupable, ne fait que souligner les progrès de l'oubli, et paraît d'autant plus étonnant que ces accusations pourraient plus justement se retourner contre ceux qui les profèrent.

Car il faut bien se demander, puisque des hommes d'Etat très pondérés l'ont fait à la tribune ou dans la presse, si tous nos alliés ont observé une modération semblable à celle de la France, et l'on peut n'être pas très satisfait de la réponse. L'empire britannique est démesurément accru ; le nationalisme italien s'irrite de rencontrer les Yougo-Slaves ; le principe du droit des peuples, drapeau flamboyant quand on peut l'arborer sur les expansions légitimes, est rejeté comme une défroque quand il gêne les appétits. Et les nationalités d'Autriche et des Balkans, anciennes ou nouvelles, jouent sans pudeur ce jeu lamentable et dangereux. La conséquence en est l'affaiblissement des garanties de paix et des bénéfices de la victoire. Les alliances, indispensables pour tenir l'Allemagne en respect en attendant un organisme plus large, menacent de se désagréger, sous les yeux de l'ennemi d'hier qui s'en réjouit et y travaille. Et la grande lumière de la paix est menacée de s'éteindre avant même d'avoir brillé. L'impérialisme d'outre-Atlantique, qui arme une flotte formidable, ne veut pas plus sauver l'Europe que celle-ci ne consent à se sauver elle-même ; la

(1) On se souvient de sa lettre au sénateur Hitchcock.

grande idée de la Société des Nations qui pouvait seule, — répétons-le, — munie de sanctions effectives, imposer un frein aux appétits déchaînés, est condamnée en Amérique comme elle est bafouée en Europe. La possibilité recule d'une discipline internationale.

L'impression est amère pour ceux qui espéraient la victoire de l'esprit. Sans doute ils savaient bien que même la guerre du Droit ne pouvait instaurer, d'un coup et définitivement, le droit dans les institutions et dans les consciences. Il y faut plus de préparation, d'étapes et de travail. Une guerre si longue, même une guerre défensive, devait fatalement débrider les appétits collectifs en même temps que les passions individuelles. Et ce n'est pas une raison pour désespérer. Mais, sans méconnaître le progrès accompli, ne pouvait-on attendre une insertion plus grande, dans le traité, par des gouvernements soucieux du moral des peuples, des principes pour lesquels des milliers d'hommes ont donné leur vie ? On saisit ici l'action de ces impondérables avec lesquels les hommes d'Etat affectent de ne pas compter, tout en leur rendant hommage dans leurs discours. Vous mobilisez des hommes. Pendant près de cinq années vous leur répétez, ce qui d'ailleurs est vrai, qu'ils se battent pour le droit. Les meilleurs, ceux que ne satisfait ni l'appât des bénéfices, ni le coup de fouet du « pinard », vous font confiance et vous suivent. Et, la victoire obtenue, on se trouve en présence de toute autre chose que l'application la plus large possible du droit. Que voulez-vous que pensent les survivants et ceux qui songent aux morts, ceux qui sont obligés de se défendre contre l'affreuse arrière-pensée d'avoir été dupes ? — Il ne fallait rien promettre, disent quelques-uns. — Mais sans idéal vous n'auriez pas déclenché ni soutenu un pareil élan. — Il fallait, reprend-on, une victoire qui « paie » (car, parmi les mécontents, les uns trouvent la paix trop douce, tandis que les autres l'estiment inique). — Mais cette victoire de vengeance eût été la certitude d'une nouvelle guerre de revanche, que certaines

dispositions du traité, — ce ne sont pas en premier lieu celles qui concernent la France, — ne permettent malheureusement pas de croire entièrement sans prétexte. Paix de force trop débile, ce qui ne rassure pas les amis des anciennes méthodes; mais aussi paix d'insuffisante justice, car on eût pu faire davantage. Voilà une des grandes causes du malaise qui trouble les consciences scrupuleuses.

II. — LE RÈGNE DES PROFITS

Il s'en ajoute d'autres non moins pressantes. Les forces politiques ou les croyances mystiques ne se sont pas seules heurtées dans la guerre et ne sont pas seules à peser sur la paix. Il y faut ajouter, par-dessus tout, l'influence de la grande puissance occulte qui n'a pas déterminé la catastrophe, mais qui s'en accommode et qui en vit : le monde des affaires, la finance. Le souci des profits n'a pas quitté les hommes, même pendant le combat; il paraît depuis la paix être devenu leur seul dieu.

On le constate à tous les degrés de la fameuse « échelle sociale ». Est-il besoin de rappeler, tout au bas, les gains énormes amassés par des intermédiaires d'occasion ou des négociants sans vergogne, justement flétris du nom de mercantis ? Faut-il mentionner les gains des ruraux, heureux enfin de faire sentir leur importance dans la nation en vendant à des prix inespérés les indispensables produits de la terre, travaillant durement, largement saignés, non moins, après au profit ? Faut-il enfin redire que, tandis que les jeunes hommes et même les territoriaux grisonnants tombaient par milliers, d'autres à l'abri négociaient les « bonnes affaires » ? Faits assurément scandaleux, qui ont porté un coup rude à la ferveur patriotique des gens simples, mais qui ne surprennent pas l'observateur de la nature humaine familiarisé avec ses scories ; ils devraient être simplement portés au passif du grand conflit si la démoralisation qu'ils ont produite ne persistait pas. Mais chacun sait qu'elle survit, et qu'elle s'aggrave. Comme après toutes les grandes

secousses, mais plus fortement encore parce que celle-ci fut la plus ample, le besoin de détente transforme les grandes villes en d'éclatants lieux de plaisir. Gardons-nous de sermons moroses et d'un puritanisme déplaisant ; reconnaissons que, là aussi, certains de nos censeurs pourraient balayer devant leur porte avant de se signer devant celle du voisin. Il reste qu'on serait plus enclin à l'indulgence si l'on était certain qu'ils sont les mêmes, ceux qui ont pâti ou qui travaillent, et ceux qui s'amuse...

Mais ces gaspillages voyants, ces scandales de la rue sont moins graves au fond que ceux qu'on ne distingue pas au premier coup d'œil : les spéculations financières qui ont pesé sur le traité et qui pèsent sur notre relèvement. Le pouvoir de la finance est plus grand que jamais. Il résiste aux assauts convergents des uns et des autres, immuable et inébranlable dans son mépris silencieux. Se croyant assuré dans sa solidité, il se rit des assauts impuissants. Elles viennent, ces attaques, des pôles extrêmes de l'opinion, et cette concordance, sur ce point, de partis que tout divise, est bien symptomatique et bien frappante — aussi frappante que son impuissance. Les hommes d'extrême-gauche s'en prennent aux « profiteurs » « capitalistes » ; ils se font une plate-forme des profits prodigieux, et ils montrent, derrière le paravent de la « guerre du Droit », l'avide ruée des appétits. Mais les patriotes et les hommes de justice, ceux qui ont cru à cette guerre du Droit, ne sont pas les derniers à dénoncer les pressions financières qui nous ont frustrés, disent-ils, des réparations et des garanties légitimes (1). La guerre aussitôt terminée, — parfois même avant, — les ressentiments et les crimes ont été oubliés ou se sont effacés dans le désir de recommencer la conquête des profits ; les nations qui n'ont pas su faire taire assez tôt et assez complètement leurs répugnances « sentimentales » ont été « ban-

(1) Un des auteurs qui ont le mieux dégagé la signification morale de la guerre, M. George D. Heron, a nettement dénoncé « l'influence de la haute finance » internationale dans les travaux de la Conférence (*Semaine littéraire de Genève*, 7 juin 1919).

dicapées » par les nations moins scrupuleuses et plus habiles. L'impérialisme politique n'est de plus en plus qu'une forme de l'impérialisme économique. On se préoccupe moins de faire de nouvelles conquêtes territoriales, forme ancienne de l'ambition, que d'accumuler les affaires fructueuses ; le diplomate n'est bien souvent que l'agent de l'industriel ou du banquier. Le désir d'exploiter les richesses allemandes ou russes, plus prometteuses de dividendes que la reconstitution de nos régions ruinées, a fait passer l'éponge sur les trahisons et porte à trouver le traité trop dur. Evolution caractéristique du « monde moderne », qu'il faut prendre comme elle est, sans s'étonner ni se scandaliser, mais à quoi ne se sont pas encore résignés les partisans attardés des anciennes valeurs morales...

Il y a mieux, ou pis. Les considérations mercantiles ont réussi à transformer complètement les rapports des compagnons d'armes d'hier, comme on peut s'en apercevoir en consultant le baromètre qui enregistre fidèlement les fluctuations d'une société industrielle. Tout l'héroïsme de nos soldats, tous les sacrifices que nous avons prodigués pour la liberté commune n'ont pu empêcher chez nos alliés ce fait simple et brutal : la hausse de plus en plus inquiétante du change. Et la solidarité financière des frères d'armes d'hier apparaît encore plus menacée que leur solidarité politique. L'un après l'autre, les Etats, avec qui nous avons en commun versé notre sang pour la même cause, refusent de nous continuer leur aide économique. Ce n'est plus la guerre, disent-ils, reprenons nos méthodes de paix. Et ils nous conseillent de nous restreindre, de produire davantage et d'exporter, comme si l'on pouvait du jour au lendemain revenir à l'état « normal », comme si l'on pouvait mettre sur le même pied des nations restées intactes et florissantes et des nations dont les meilleures régions ont été dévastées ou épuisées ! Ou ils posent à la continuation de leur assistance des conditions qui nous transformeraient en vassaux, nous réduiraient au rang d'une Turquie. Là encore, évitons

les indignations superflues ; comprenons que nous sommes en présence d'économistes et de financiers, qui ne sont pas des philanthropes. Mais quelle perspective sur les conditions d'existence du « monde moderne », non sur les sentiments des peuples qui restent profonds et sincères, pourvu qu'on sache les émouvoir, mais sur ceux des hommes d'affaires qui sont les maîtres de l'armature !

Certes, parmi les griefs qu'ils nous adressent, il en est de justifiés : on va le reconnaître plus expressément. Il ne s'agit pas de faire de la France le mendiant qui tendrait à la porte de la Société des Nations le casque de Bélisaire. La ruine des victimes n'empêche nullement les possesseurs de la fortune d'accomplir leur devoir civique, et les deuils ne sont pas une raison pour se refuser à l'impôt. Il y a des gaspillages que nous devrions éviter ; on aimerait seulement voir ceux qui nous les reprochent pratiquer le puritanisme autrement qu'en paroles. Nous n'avons enfin à nous en prendre qu'à nous-mêmes de notre faible natalité et de notre manque d'initiative industrielle. Tout cela est vrai, nous pouvons battre notre coulpe ; mais ce n'est peut-être pas une raison pour jouer le rôle du baudet de la fable. Ces faiblesses reconnues, « tout de même », comme répétait M. Viviani en martelant la tribune de la Chambre, tout de même ! Il reste qu'un pays ruiné, frappé dans une proportion inconnue aux plus décimés de ses grands cobelligérants, ne peut pas se relever sans assistance, et que l'assistance ici s'appelle stricte justice. La justice ne peut accepter sans révolte l'idée qu'après avoir fait de son sel, des corps et du sang de ses plus nobles enfants un rempart pour la liberté, il faille encore payer de son vasselage économique la gloire immatérielle d'avoir sauvé le monde. Pendant la guerre, suivant le mot que l'on attribue à l'un de nos maréchaux, « le sang était au pair » : le sang, oui, mais non les richesses, constatation qui va loin. Si les sacrifices comptaient dans la balance du change, comment compenserait-on notre créance ? Hélas, le sacrifice n'est

pas du même ordre que l'or. L'ère est close des généreux élans d'idéalisme et il revient, celui des intérêts sans âme. On n'a jamais senti de façon plus poignante la différence de la *qualité* à la *quantité*.

Ce n'est pas à dire, répétons-le sans nous lasser, qu'il faille négliger la quantité. On ne saura jamais trop pousser notre pays dans la voie du progrès économique; qu'il « s'américanise », s'il ne veut pas se laisser définitivement distancer! Mais c'est à condition de ne pas perdre le sens des valeurs éternelles. La lutte contre les excès du « monde moderne », contre le pouvoir occulte de la finance, contre les abus de l'industrialisme et du mercantilisme, c'était, on l'a vu, le grand souci de ceux qui se préoccupaient de faire de l'être humain un animal inventant de belles pensées et de belles formes, non une machine à ramasser des profits. C'était le point d'accord d'un Maurras, d'un Péguy, d'un Ferrero, d'un Jaurès, de tous ceux qui ont souci de ne pas humilier l'intelligence devant la matière. C'est parce qu'on sentait que les raisons profondes de la guerre n'étaient pas mercantiles, mais politiques et morales, qu'on acceptait de se sacrifier. Qu'en conclusion d'une telle lutte le patriotisme d'un Clemenceau ou l'idéalisme d'un Wilson (1), la dignité nationale et le plus haut rêve de l'esprit humain aient été bridés par le veto des rois de la finance, voilà qui jette un jour cru sur la structure de nos sociétés, et qui peut faire présager l'asservissement de la pensée. Quel déchet, — et quel danger pour l'avenir des valeurs morales, — s'il apparaissait que tant de désintéressement et d'héroïsme ait surtout abouti à faire prospérer les affaires de quelques banquiers!

(1) Bien qu'il soit aujourd'hui de mode de bafouer sans mesure le président Wilson, après l'avoir d'abord exalté sans mesure, on permettra à l'auteur de ces pages de ne pas donner dans cet exercice. Le président des Etats-Unis s'est gravement trompé sur la France et nous a mis dans une situation extrêmement pénible; ce n'est pas une raison pour oublier, que sans son action personnelle, l'Amérique ne serait peut-être pas entrée dans la guerre. Et jusqu'à preuve du contraire il semble que le président Wilson ait subi, comme d'autres chefs d'Etat, les conditions des financiers. Rien ne peut nous faire croire qu'il ait été leur complice.

Telles sont, sans excès comme sans complaisance, les raisons qui nourrissent l'inquiétude de quelques bons citoyens. Ils se demandent si les résultats qu'on aperçoit sont bien ceux qu'on pouvait espérer, sans vaine utopie, d'un si grand sacrifice. Ils reconnaissent tout le positif et les gains moraux de la victoire, mais ils sont obligés de se demander, à mesure que les jours s'écoulent, si un coup trop sensible n'a pas été porté à l'idéal qu'ils chérissaient, et par ceux mêmes qui affectaient de le chérir. Ils gardent leur équilibre, non sans effort. Mais autour d'eux on ne pratique pas la même sagesse un peu triste. Le désarroi économique se traduit par la cherté croissante de la vie et la fureur de jouissances qui gagne toutes les classes, d'autant plus sûrement que l'exemple vient d'en haut. Et le désarroi politique se marque par l'absence d'esprit public, par la renaissance — aggravée — des luttes de classes et des luttes de partis, qu'avive la lutte de mystiques antagonistes. Ces luttes ne nous sont pas particulières; les autres pays les connaissent comme le nôtre, avec une gravité peut-être encore plus grande, car tous n'ont pas une classe paysanne aussi forte que la nôtre, et devenue conservatrice par son enrichissement. Elles ne datent pas non plus d'aujourd'hui; elles nous paralysaient avant la guerre et ne se sont jamais complètement atténuées, sauf au début, même pendant le conflit. Mais elles réapparaissaient plus aiguës que jamais. Il faut, pour bien comprendre le présent, suivre la courbe de cette désagrégation.

III. — LA DÉSAGRÉGATION DE L' « UNION SACRÉE »

Ne revenons pas sur l' « union sacrée ». Bien qu'il soit aujourd'hui de mode de la railler, elle fut une réalité. Il y eut communion nationale, communion dans l'indignation, la résistance et l'espérance. On formait un peuple, parce qu'on était coude à coude, conditions, classes et orgueils mêlés, dans une fraternité qui n'était pas mensongère. Et

l'on voulait de magnifiques choses, au fond les mêmes sous leur diversité : être les soldats de Dieu ou les serviteurs de la Justice, sanctifier la guerre ou la briser définitivement.

Ces temps sont loin. Avant même la fin de la guerre, la communion nationale était lézardée. Le temps avait fait son œuvre, et la fatigue, et les désillusions, et les manœuvres de l'ennemi. On s'accoutume à tout, même au pire. Si les combattants se faisaient à la boue, au froid, à la mitraille, à l'enfer, « l'arrière » prenait avec une étrange facilité l'habitude de leur héroïsme. Pourtant la lassitude venait, bien excusable. Et quand on est las et brisé, l'idéal s'obscurcit aux yeux du plus vaillant. Ajoutons que ce que le poilu pouvait voir, dans ses permissions de « détente », et ce qu'il voyait parfois sur le front, n'était pas de nature à fortifier en lui la mystique de la guerre du Droit. Dans les villes bien protégées, la guerre était si loin et les mutilés parfois si encombrants ! Et les enrichissements scandaleux, les spéculations, les gabegies, les embusquages, les fautes des gouvernements et des chefs, l'exploitation de la détresse nationale pendant que d'autres mouraient... tout cela n'était pas propre à renforcer l'idée qu'on se battait pour une patrie meilleure et plus heureuse. L'union sacrée était parfois singulièrement pratiquée entre Français, tandis que, d'autre part, par le simple effet de la « guerre d'usure », le combattant français en arrivait à ne plus voir, dans le « Boche » qui lui faisait des signaux de l'autre côté de la tranchée, qu'un soldat comme lui et non un agresseur. On oubliait. L'homme — surtout le Français — semble essentiellement un animal qui oublie, par une fatalité qui serait sans dangers, si tous oubliaient en même temps et au même degré, ce qui n'est pas l'humaine condition. Et non seulement on oubliait, mais on transposait. Insensiblement on en arrivait à déplacer les responsabilités, à justifier par des sophismes une abdication de volonté qu'il était trop dur de s'avouer. L'échec de quelques offensives, la quasi impossibilité d'obtenir une « décision » ébranlaient chez quelques-

uns la foi en la victoire finale. Il y eut des heures de dépression inquiétante, dont le mois de juin 1917 a vraisemblablement marqué le point le plus bas.

Dans cet affaïssement de l'esprit public, les partis et les ligues, éducateurs-nés de la démocratie, remplirent-ils convenablement leur fonction ? Quelques-uns s'y efforcèrent. Les associations se multiplièrent, inégalement fortes, plus ou moins heureusement inspirées, mais toutes unies dans la volonté nécessaire d'engager le peuple français à « tenir ». De fait on *tint*, par ce miracle de vitalité qui, une fois de plus, trompa les calculs de l'ennemi, comme il les avait déjà déçus au début de la guerre. Mais tous les partis ne contribuèrent pas également à la cohésion nationale. La politique est un vin capiteux ; quiconque a juré de s'abstenir d'en boire, s'il en a d'abord goûté jusqu'à l'ivresse, n'est pas assuré de tenir longtemps son serment. Plus s'affaiblissait le sentiment de la guerre étrangère, plus renaissait le goût des discordes civiles. Les passions de doctrines ou de partis n'étaient que trop tentées de trouver, dans la durée des hostilités, l'impréparation du début, les fausses manœuvres militaires ou diplomatiques, l'intervention ou l'abstention du Parlement, des arguments susceptibles, au jugement des leaders, d'étayer leurs thèses. Si le gros des troupes républicaines, nominalement radicales, se contentait de la possession du pouvoir, qu'elles partageaient d'ailleurs avec des ministres pris dans tous les partis, aux deux extrêmes, comme on eût pu s'y attendre, des manœuvres s'esquissaient pour briser le bloc national. Les vieilles luttes religieuses renaissaient. Tandis que certains anticléricaux répandaient dans quelques villages la « rumeur infâme » que la guerre était voulue par les « curés » et les « jésuites », dans les hôpitaux, les dépôts ou sur le front, des ministres du culte ou des infirmières bénévoles abusaient parfois des services qu'ils rendaient pour exercer sur les blessés ou les combattants des pressions confessionnelles amèrement et durablement ressenties. Fait triste à recon-

naître, mais vrai : on était parfois plus tenté d'oublier l'ennemi que ces blessures.

§

C'est surtout à l'extrême-gauche que la désagrégation s'accéléra. Le parti socialiste, d'abord uni dans la tradition démocratique de la défense nationale, sentit se réveiller, à la longue, ses divisions doctrinales. Les dogmes politiques ne sont pas moins susceptibles d'exciter les passions que les dogmes religieux, et on ne se déprend pas d'une religion, même dans un cataclysme social, on s'y enfonce plutôt. Il y a un fanatisme des principes, indifférent à toute réalité, qui n'entre pas dans le cadre de leur idéologie. L'internationalisme, la lutte de classes, les dogmes révolutionnaires professés avant la guerre par les socialistes antidémocrates avaient conservé des partisans. D'abord silencieux ou noyés dans l'élan national, ils se retrouvèrent vite, et ne furent pas embarrassés pour puiser dans les événements la justification de leurs thèses. Le « capitalisme » et l'« impérialisme », également prédominants chez tous les belligérants, et même plus puissants, en arrivèrent à dire quelques-uns, chez les Alliés que dans les empires centraux, devinrent les thèmes habilement exploités pour prêcher de nouveau, insidieusement, au grand espoir de l'ennemi aux aguets, l'insolidarité totale. Les faits suivirent la doctrine. Des tentatives progressivement plus larges, Zimmerwald, Kienthal, Stockholm, s'efforcèrent de renouer, en pleine guerre, par-dessus les combattants encore face à face, des relations avec l'adversaire. Qui aurait pu les arrêter ? Le patriotisme ? il était l'ennemi. La justice ? ce n'était qu'une « grue métaphysique ». L'honneur ? une « idéologie bourgeoise ». Tout le vocabulaire marxiste reflua aux cerveaux.

Contre ce réveil du socialisme purement doctrinaire, le gros du parti essaya longtemps de résister. Les disciples démocrates de Jaurès (mais les autres aussi se réclamaient de lui), les partisans de la défense contre un ennemi agres-

seur, les défenseurs du socialisme idéaliste luttèrent pied à pied. Vains efforts ! Les doctrines extrêmes exercent toujours, dans les circonstances critiques, une attraction puissante, les époques de crise ne sont pas propices à l'équilibre et à la raison. Celle-ci l'était d'autant moins que les « militants » partis aux armées étaient remplacés par de jeunes hommes à qui l'ardeur intransigeante et le révolutionnarisme verbal tenaient lieu d'expérience. Dans l'atmosphère aigrie des groupes, on en était arrivé, soit à ne plus croire à la victoire, soit même à ne plus la désirer. Chaque congrès marquait une victoire des « ex-minoritaires », une nouvelle capitulation des « ex-majoritaires » et des « centristes » devant les « extrémistes », lesquels ne tardaient pas à voir se dresser devant eux d'autres révolutionnaires encore plus farouches, attendant eux-mêmes d'être épurés.

La tactique des socialistes partisans de la défense nationale contribuait d'ailleurs à provoquer leur défaite. Car, s'ils s'en déclaraient les tenants résolus, ils n'en consentaient pas toujours les moyens. Leur désir de ne pas rompre l'unité du parti les trouvait résignés à toutes les soumissions, dont la patrie et la justice faisaient les frais. Et les passions politiques n'abdiquaient pas. Ils fermaient les yeux sur les agissements d'hommes dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils avaient une singulière idée des devoirs de leur charge ou de leur rôle politique en temps de guerre. Et ils faisaient une opposition acharnée au vieillard implacable et enace à qui l'opinion fit appel enfin pour pousser la lutte à fond. Ce sera sans doute un des étonnements de l'histoire que cette résistance avouée ou sournoise de Français, en pleine bataille, à un homme d'Etat qui continuait d'être ce qu'il avait été toute sa vie, un homme de guerre, qui l'était sans ménagements et sans scrupules, qui cumulait ce qu'il y a de meilleur et de pire dans la dictature, bref qui faisait son éternelle besogne de démolisseur, mais qui se trouvait, cette fois, au soir de sa carrière, animé d'une

flamme de patriotisme comme on en trouve bien peu d'exemples chez des politiques généralement sceptiques, mener une guerre nécessaire à la libération du genre humain, et qui démolissait, pour que fût enfin possible ce travail de reconstruction, où il ne se retrouva plus lui-même, et à quoi il était peut-être impropre. Quoi qu'on pense de l'œuvre de paix de M. Georges Clemenceau, — et on peut n'en être pas enthousiaste, — il semble qu'aucun Français, aucun citoyen épris de justice ne devrait méconnaître le bienfait de son action durant la guerre. Il s'en trouve cependant, comme il s'en trouve pour persister à diminuer, voire à nier les responsabilités des agresseurs, et à enfler celles des victimes. Quelle misère, mais significative, quel coup de sonde dans la nature humaine, cette persistance des haines intérieures, même chez des hommes d'un sens politique qu'on pouvait croire éprouvé, quand la France était piétinée !

Les révolutions russes firent le reste. Si toute la France républicaine accueillit avec allégresse la chute du tsarisme, qui donnait enfin tout son sens à la croisade de la liberté, si les premiers essais du gouvernement provisoire et du ministère Kerensky suscitèrent un enthousiasme peut-être disproportionné à la valeur de l'homme, les choses changèrent avec l'avènement de Lénine et Trotsky. C'était, disait-on, le socialisme pur, avec la répudiation complète de la défense nationale et l'absolu de la lutte de classes, qui s'installait en Russie. Un marxisme vidé de tout démocratisme, ayant totalement rompu avec les méthodes occidentales, prenait possession de l'orient de l'Europe, et commençait la formidable expérience dont on peut voir aujourd'hui les premiers résultats. Dans le socialisme d'Occident les esprits se trouvèrent partagés. Les uns, les réformistes, qui ne séparaient pas l'avènement du socialisme du développement intégral de la démocratie, même bourgeoise, firent front contre ce nouveau mysticisme de la force, qui formait le plus singulier amalgame avec le mysticisme de la

non-résistance, et qui d'abord, par sa trahison, avait coûté aux Alliés la mort de quelques centaines de milliers d'hommes. Mais de telles considérations n'étaient pas pour émouvoir les « extrémistes », chaque jour plus forts dans le parti. On oublia, ou on excusa Brest-Litovsk ; on ferma les yeux sur la collusion du bolchévisme et du germanisme, puisque cette collusion était déjà dans l'esprit de beaucoup de révolutionnaires de ce côté-ci de l'Europe ; on ne voulut voir dans le régime des soviets qu'une nouvelle révélation, l'instauration de la pure dictature du prolétariat, enfin apportée à l'Europe et au monde par le messianisme oriental sur les débris de l'infâme société occidentale, crevant de l'explosion de son impérialisme et de son capitalisme. La nouvelle religion trouvait chez les révolutionnaires, excités par la guerre, un terrain préparé. Elle emporta peu à peu toutes les résistances de la raison critique et du sens politique. Elle triomphe chaque jour un peu plus dans un parti qui ne manque d'ailleurs pas de profiter habilement des erreurs commises par les gouvernements, aussi obstinés parfois que leurs adversaires à méconnaître les nécessités politiques ou économiques. Les derniers défenseurs du socialisme démocratique, de l'idée de justice, bref de la tradition française du socialisme, ont quitté le parti, viennent d'en être expulsés comme « dissidents » (1), ou se résignent à leur impuissance, dans l'espérance de jours meilleurs.

Telle est la courbe du socialisme. Celle du syndicalisme ne se confond pas absolument avec elle, présente même des divergences marquées. C'est un des faits saillants de ce temps que cette opposition latente entre le socialisme politique, trop souvent victime du verbalisme, et le syndicalisme ouvrier, le véritable socialisme des institutions, lesté par le maniement du réel et le sens des responsabilités. Si le premier a fléchi assez rapidement, l'autre a op-

(1) Au Congrès de Strasbourg (février 1920). Les « dissidents » expulsés ont reconstitué un parti nouveau, admettant tout le programme socialiste, mais ne reniant pas la défense nationale.

posé une digue plus résistante au dogmatisme idéologique. Il a sans doute, lui aussi, ses « extrémistes ». Les théoriciens du pur syndicalisme révolutionnaire, un moment submergés par le flot populaire, ont repris la doctrine de l'insolidarité complète à l'égard de la vie nationale, et ils sont allés, eux aussi, à l'Internationale communiste. Mais ils n'ont pas réussi, jusqu'à présent, à entraîner dans une action politique violente la masse des syndicats, surtout des puissantes organisations. Des secrétaires de grands syndicats, qui étaient d'abord allés à Zimmerwald, se sont ensuite dressés contre le courant qu'ils avaient contribué à déchaîner. Et s'ils sont obligés de faire à l'idéologie révolutionnaire, pour maintenir le contact avec toutes les forces ouvrières, des concessions parfois dangereuses, intérieurement ils ne sont pas dupes. Les affinités intellectuelles et morales ne sont pas les mêmes. Tandis que le socialisme politique retourne au marxisme, le syndicalisme est plutôt proudhonien ; les dirigeants de la Confédération du Travail ne cachent pas leur admiration pour l'auteur de la *Justice* et reprennent ses formules, — ce qui vaut moins, d'ailleurs, que de s'inspirer de son idéal. Sans vouloir forcer l'opposition entre Marx et Proudhon, il faut noter cette divergence d'orientation ; elle est significative de la résistance du bon sens et des forces laborieuses de la race aux effluves mystiques ou aux appétits de puissance démesurés. Mais elle signifie aussi que, sans vouloir délibérément précipiter les catastrophes, le peuple laborieux a conscience de son rôle prochain et n'entend pas y renoncer.

IV. — LA DÉSAGRÉGATION DE L'UNION SACRÉE (suite)

Si l'illuminisme slave, le mysticisme épris d'absolu s'est heurté au réalisme ouvrier, il a rencontré un obstacle plus résistant encore dans le peuple paysan. Façonné par le lent travail de la terre et le rythme des saisons, celui-ci n'a jamais donné dans les innovations révolutionnaires. Mais les forces de conservation, chez les petits propriétaires de

campagne comme chez les grands possédants, n'ont pas été plus sages que les forces de révolution. La guerre a creusé le fossé existant déjà entre ruraux et citadins, et surtout entre paysans et ouvriers. Des deux côtés on a vu seulement les mœurs ou les actes qui permettaient d'accuser l'autre, jamais l'existence urbaine et les modes de la vie rurale ne se sont plus âprement désaccordés. Les ouvriers, consommateurs, prodigues, ayant l'impression de vivre des heures exceptionnelles, se jetaient sur la bonne chère et le plaisir, avec d'autant moins de retenue qu'ils réduisaient leurs autres dépenses et ne payaient pas tous leurs loyers ; la vie devenant toujours plus chère, ils incriminaient l'avarice et la rapacité des ruraux. Et les hommes des champs, qui, certes, payaient à la guerre le plus lourd tribut, d'autre part prenaient leur revanche à l'égard de ces citadins qui les avaient si longtemps méprisés, et ne pouvaient maintenant se passer d'eux. « C'est notre tour, maintenant ! on est obligé de compter avec nous et de nous saluer ! », combien de fois cette naïve exclamation n'a-t-elle pas été entendue ! Et debout de l'aube à la nuit, privés de divertissements, de lumières, de bruit, de mouvement, n'ayant d'autre joie que de racheter la terre et d'entasser les billets, ne tenant pas compte de leurs propres gains, ils regardaient avec amertume les hauts salaires et la sécurité des usines de guerre, les gaspillages de l'intendance, les bénéfices des grands industriels et des gros commerçants, l'exploitation des « mercantis » tout proches ; ils s'indignèrent quand les « privilégiés » de la ville demandèrent et obtinrent la journée de huit heures. Redoutable incompréhension, presque fatalement engendrée par les images de deux genres d'existence dont les modes ne concordent pas ; elle ne pourra vraisemblablement être dissipée que par une pénétration plus complète de ces modes.

Les classes possédantes, la bourgeoisie riche ou aisée, firent-elles au moins le nécessaire pour prévenir cette désaf-

fection d'une partie du peuple ? Hélas, il faut convenir que, malgré d'admirables exceptions individuelles, elles n'ont pas toujours fait preuve de la générosité, du vif sentiment du devoir social qui eussent été la meilleure réponse aux accusations des « extrémistes ». Elles ne paraissent compter que sur la force : faible rempart à opposer aux révolutions de conscience. Aux promesses d'assistance totale spontanément consenties dans le danger, à l'élan fraternel qui vraiment a fondu un temps les cœurs dans la tranchée ou au chevet des agonisants, partout où la mort unissait, a de nouveau succédé, avec l'accoutumance et la sécurité, le souci des profits égoïstes. Les sacrifices de la fortune n'ont pas répondu aux sacrifices du sang, qui pourtant les appelaient. Une fois de plus, l'esprit civique de la bourgeoisie française s'est trouvé inférieur à ce qu'il se montrait chez quelques-uns de nos alliés et chez l'ennemi même. Non seulement il n'a pas été possible de réaliser pendant la guerre la totale mobilisation ou réquisition des choses, comme avait été obtenue celle des hommes, — on obtient gratuitement de la nature humaine sa chair et sa vie même, mais non sa peine ou son argent, — mais l'impôt sur les bénéfices dits de guerre — la sinistre expression ! — est loin d'avoir donné en France un chiffre qui approche, même de très loin, de celui où il s'est élevé en Angleterre ; et les explications fournies par les économistes sur la différence de situation des deux pays ne suffisent pas à justifier un aussi formidable écart. Alors que nos alliés d'outre-Manche acceptaient d'énormes « tours de vis » à l'impôt sur le revenu, — si énormes qu'on pouvait les assimiler à la quasi confiscation de quelques grandes fortunes, — nous vivions d'emprunts et nous gardions toutes nos préventions contre l'« inquisition fiscale » ; nous considérions comme un honneur de frauder le fisc, et l'impôt sur le revenu ne donnait pas de résultats plus satisfaisants que l'impôt sur les bénéfices de guerre. Et quand les journaux, conscients du danger, se sont mis, à la suite de nos hommes politiques, à prêcher la « jus-

tice fiscale », ou le « patriotisme fiscal », d'autres leur ont répondu que ce n'étaient là que des mots, qu'il ne fallait pas introduire de désir de justice dans les questions d'impôt, mais se préoccuper de leur seul rendement ; et l'on s'est rejeté, par peur d'une réforme profonde, sur les impôts de consommation, qui « rendent » en effet davantage, mais qui aigrissent le cœur en allégeant la bourse des moins favorisés. Admirable « réalisme », qui méconnaît les réactions de l'« injustice » sur les esprits et les cœurs ulcérés, sans voir que cette méconnaissance prépare peut-être des désastres !...

Entre ces blocs extrêmes, le bloc des « profiteurs » et des « nouveaux riches », arrondis de notre détresse, et le bloc des ouvriers de la grande industrie, ayant pris l'habitude des hauts salaires et décidés à les faire respecter, une classe a disparu ou est en voie de disparition, celle qui renfermait peut-être la plus grande part des réserves morales de la nation, la classe moyenne, celle des fonctionnaires, des employés, des « intellectuels ». Devenus les vrais prolétaires, méprisés des nouveaux possédants incapables de sentir la valeur de l'esprit, dédaignés des organisations ouvrières dont ils n'ont pas la force combative et l'esprit révolutionnaire, mal soutenus par l'Etat dont les augmentations de traitement ne peuvent pas correspondre, au moins dans les villes, à l'élévation du coût de la vie, raillés par les commerçants ou les paysans, qui déjà ne les aimaient pas, ils ne peuvent résister avec une force assez grande aux courants qui les entraînent et ils s'enferment dans un désespoir silencieux et mortel. Les plus hardis cherchent à s'associer, à rompre leur individualisme tenace ; des voix se font entendre qui proclament les droits de l'intelligence et la nécessité de soustraire la pensée libre à la double dictature d'une bourgeoisie d'affaires ou d'un prolétariat encore insuffisamment éclairé (1). La haute culture apparaît me-

(1) On sait que cette œuvre de défense a été entreprise par la *Confédération des Travailleurs intellectuels* et les *Compagnons de l'Intelligence*, dont a parlé ici même M. Henri Clouard,

née, quelques-uns de ses organes réduisent leur périodicité ou disparaissent. Grave perspective pour « l'avenir de l'intelligence », si une guerre soutenue pour la libération des peuples devait avoir pour conséquence l'asservissement de l'esprit. De quelle substance serait faite alors l'éducation morale des prochaines générations ?

§

Ainsi l'union nationale, d'abord intacte dans sa première ferveur, s'est peu à peu effritée aux deux ailes, et lézardée dans sa masse même. Les luttes religieuses, les luttes politiques, les luttes sociales ont réapparu. On a vu se reproduire, comme pour prouver la vanité des « leçons de l'histoire », les divisions qui paralysaient la France avant la guerre. De même que, par l'artifice cinématographique, aux scènes projetées sur l'écran se substituent parfois brusquement d'autres scènes évoquées par les personnages et qui incarnent le passé, de même, sur le beau visage de la France unie, ont réapparu, plus profondes, les rides de la France divisée. Il n'y aurait pas à s'en trop scandaliser ni même à s'en affliger, — car les luttes de partis sont les mœurs d'un peuple libre, — si ces divisions ne menaçaient, par leur excès, de détruire jusqu'au sentiment de ce qui doit rester commun à tout un peuple et ne dissolvait jusqu'aux notions morales fondamentales. Le déséquilibre produit par la guerre est tel que dans tous les pays les conflits sociaux prennent une ampleur jusqu'à présent inconnue, et que les impérialismes de classes s'opposent ou s'ajoutent aux impérialismes nationaux. Socialismes et nationalismes n'ont jamais été plus excités, n'ont jamais menacé avec plus de violence de se heurter ; la disparition ou l'effacement des classes intermédiaires met directement face à face les revendications du travail qui se prétend majeur et les résistances de l'argent qui ne veut pas abdiquer. En France même, où par suite d'une industrialisation moindre ces classes intermédiaires forment un tampon plus consistant, le conflit,

surtout dans les grandes villes, reste une possibilité permanente. Le socialisme est retourné à l'insolidarité. D'autre part les partis qui, aux élections de 1919, ont prétendu défendre et symboliser la nécessaire solidarité nationale, n'ont su trop souvent lui donner que la figure de la peur et du profit. Et entre ces deux blocs, les esprits sincères et logiques, fidèles à leur double devoir et qui tentent d'en faire la synthèse, restent incompris des esprits absolus, isolés, sans appui et sans audience. Pour cette désagrégation et cette exaspération que les partis aient au moins le courage de confesser leurs responsabilités parallèles ! Les socialistes, en se désintéressant activement pendant la guerre du droit des nations et en répudiant l'idéal démocratique, ont déserté la cause sacrée de la justice dont ils se réclament. Et les étranges « patriotes », qui s'enrichissent du malheur commun et refusent de consentir les sacrifices indispensables, ont tué chez d'autres le patriotisme. Les scandales font plus pour détruire les croyances dans les consciences que toute la dialectique de leurs adversaires.

V. — L'ABDICATION DES MYSTIQUES

Le désarroi qu'engendre le bouleversement universel, les tendances extrêmes que nous venons de voir s'affirmer dans les partis politiques se retrouvent dans les mystiques. Fait naturel et dans l'ordre, puisque les mystiques inspirent en définitive l'action des partis. Les écrivains, sauf ceux qui prétendent rester en dehors de toute action et qui veulent se confiner dans leur rôle d'artistes désintéressés, sont attirés par deux pôles. Les uns, encore tout frémissants des convulsions du conflit, ont senti renaître ou s'affirmer en eux l'horreur de la guerre, et des institutions ou des régimes qui, selon eux, la provoquent ; ils rêvent d'un monde nouveau où rien ne subsistera de ces horribles ferments des vieilles sociétés. Les autres, plus rassis, plus positifs, mais non plus sages, percent froidement ces illusions pour en nourrir d'autres peut-être encore plus uto-

piques. Et, comme tout à l'heure en politique, les esprits qui tentent la critique impartiale et la synthèse de ces courants restent isolés. Cela encore est dans l'ordre. Les périodes de fermentation où s'exaspèrent les sensibilités, où se détraquent les imaginations, ne sont pas celles où l'on écoute la raison (1).

§

Un monde nouveau ! Que de fois n'avons-nous pas entendu, n'entendons-nous pas encore cet appel ! Au sortir d'un cataclysme qui a bouleversé l'ancien monde, et qui a ému le nouveau, c'est une puissante clameur unanime qui s'élève de ces ruines fumantes et de ces charniers. « Une immense espérance a traversé la terre », l'espoir que ce sera tout, que l'humanité en a bien fini de ces horreurs et de ces convulsions de la haine. « Guerre à la guerre ! » criaient les guerriers en partant et en mourant, et, d'ici, la révolte des âmes tendres répondait : « Guerre à la guerre ! » Et puisque le vieux monde agonisant, ses politiques, ses armements, ses compétitions nationales ont abouti à une aussi sanglante faillite, qu'on fasse table rase de ces méthodes et que de leurs débris surgisse l'image rayonnante d'un ordre moins meurtrier ! Un monde nouveau, de nouvelles mœurs, une nouvelle humanité ! telle est l'aspiration formidable de milliers de cœurs blessés, d'esprits révoltés. Comment n'en être pas soulevé ?

L'aspiration va loin. Sous sa forme extrême elle nie ou emporte toutes les constructions qu'avait édifiées l'expérience des sociétés. Les armements sont cause de guerre : on réclame le désarmement universel. La patrie a coûté de sanglants sacrifices : on s'en prend à la patrie même, idole, dit-on, qui ne vaut pas tant d'hécatombes, « idée courte » destinée à être submergée dans le flot montant de

(1) La première de ces tendances est représentée par le groupe *Clarté* ; l'autre par le *Parti de l'Intelligence* ; entre les deux se sont constitués les *Artisans des Jours Nouveaux*. Les écrivains qui ne veulent pas se mêler activement de politique se groupent surtout dans la revue *les Marges*.

l'internationalisme, qui engloutira toutes les haines nationales. On oublie, ce que Jaurès a pourtant rappelé, qu'aucune Internationale n'est possible sans nations, que les conflits politiques et nationaux subsisteront jusque dans l'ère du travail, et que le producteur ne fera pas plus oublier le citoyen que la science n'a résolu les problèmes métaphysiques. « Brûlez, brûlez tous les livres qui enseignent la haine ! » s'écrie Anatole France ; et il n'a pas tort, à condition que la leçon s'adresse à ceux qui la méritent vraiment, aux instituteurs et aux docteurs qui intoxiquaient tout un peuple du culte de la grande Allemagne (1), car on ne sache pas que les universitaires français eussent en général péché par excès de chauvinisme ; on leur faisait plutôt le reproche contraire. S'ils sont les seuls à entendre le conseil, il risque, une fois de plus, de coûter cher.

En attendant, voici l'auteur du *Lys rouge* devenu, avec Romain Rolland et Henri Barbusse, après avoir chanté les combattants « sur la voie glorieuse », le prophète définitif du messianisme nouveau. Curieux phénomène, et significatif, que cette rencontre des deux maîtres qui représentaient avant la guerre, avec des génies si différents, les deux tendances de la France « de gauche ». Moins étrange peut-être au fond qu'il ne paraît au premier abord. Car si l'on est d'abord surpris de voir l'adorateur des lignes pures et nettes du « génie latin » marcher la main dans la main avec l'écrivain dont l'esprit diffère le plus du sien, avec le représentant le plus authentique dans les lettres françaises — je l'écris sans arrière-pensée péjorative — des génies slave et germanique, on peut penser en premier lieu que cette rencontre est délibérément voulue, comme un symbole. Et en réfléchissant encore on trouve qu'Anatole France est resté, au fond, semblable à lui-même. Cet esprit du dix-huitième siècle retrouve assez naturellement le cosmopolitisme du siècle des « lumières ». Et s'il préconise

(1) Ils continuent, comme le révèlent les enquêtes faites en Allemagne depuis l'armistice.

aujourd'hui, avec les politiques socialistes, la reconstitution de l'Internationale ouvrière, c'est sans doute qu'il n'a confiance que dans les institutions et dans les mécanismes pour changer la face de la planète. Pas plus après le grand conflit qu'avant, il ne se fait vraisemblablement d'illusions sur la nature humaine, — la lecture de ses romans n'est pas propre à en donner une fameuse idée, — mais on peut croire qu'à son jugement l'Internationale des travailleurs, une fois réalisée, fera naître par sa seule vertu de nouvelles mœurs. Un de ses personnages, comme l'a rappelé M. Julien Benda (1), paraît bien avoir exprimé le dernier mot de sa philosophie : « La paix universelle se réalisera un jour, non pas parce que les hommes deviendront meilleurs (il n'est pas permis de l'espérer), mais parce qu'un nouvel ordre de choses, une science nouvelle, de nouvelles nécessités économiques leur imposeront l'état pacifique, comme autrefois les conditions mêmes de leur existence les plaçaient et les maintenaient dans l'état de guerre. » Mais la preuve vient d'être faite que ni la science la plus poussée, ni les nécessités économiques les plus pressantes ne suffisent à empêcher la guerre et à imposer l'état pacifique, il y faut un adoucissement de la nature humaine. Et comment des mœurs plus justes naîtraient-elles, si on n'en a pas le désir, si on a perdu jusqu'au sentiment de la justice ? Car, — on vient de le dire, — cette nouvelle Internationale, dans sa hâte à se reconstituer, rejette comme importunes les questions de justice qui étaient l'âme du conflit, quand elle ne laisse pas entendre qu'elles ne sont que duperie. Ou peut-être, sans tant chercher, ne faut-il voir dans les discours du nouvel annonciateur socialiste qu'un jeu de dilettante fatigué, qui estime que l'humanité est incurable et qui prend un plaisir néronien à souhaiter la révolution sociale, car elle n'amènerait pas pis que ce qu'on voit maintenant...

Avec Romain Rolland, avec Henri Barbusse ou Georges

(1) *Figaro*, 9 mars 1920.

Duhamel, c'est bien la mystique qui triomphe. Mais c'est une mystique éperdue, oublieuse des attaches solides que la pensée d'un Claude Bernard, d'un Taine ou d'un Renan a incorporées à notre esprit, et qui croit supprimer les fruits de l'expérience parce qu'elle affecte de les dédaigner. Etrange juxtaposition d'un art puissant (le *Feu* est d'un inoubliable réalisme), d'un art au besoin très corporel, voire gaulois (ce fut une surprise, réserve faite de certaines pages qui sentent l'huile et de cette insupportable prose rythmée, que ce *Colas Breugnon* parfois savoureux), ou d'un art indiciblement pathétique (on peut tenir la *Vie des Martyrs* pour le plus beau livre de la guerre) et d'une mystique candide et raide, ingénue et absolue, que les faits et gestes des personnages créés par les romanciers, sur l'observation de l'humaine vérité, démentent constamment. Aventure qui renouvelle le paradoxe de l'œuvre de Zola, où l'on vit avec étonnement une humanité impeccable surgir toute lumineuse de l'épopée la plus effroyablement pessimiste que jamais artiste ait enfantée. Mais c'était à des utopistes de chez nous, au génial et fantasque Fourier, si raisonnable au fond jusque dans ses extravagances, que se référait l'auteur de *Travail* ; au sortir du bain de sang dont nous sommes encore tout dégouttants, c'est à un retour offensif du tolstoïsme, de l'évangélisme slave que nous assistons, mêlé d'ailleurs, — par un assemblage qui dépasserait même les bornes de l'incohérence si l'on n'en retrouvait la commune inspiration dans la négation de la patrie, — à un retour offensif du mysticisme de la force qui légitime les excès de toutes les guerres, pourvu qu'elles soient des guerres de classes. Mais dans ce mysticisme encore la justice est sacrifiée ; on lui préfère un Amour éthéré, embrassant indistinctement tous les hommes, les bourreaux encore, arrogants et les victimes encore saignantes ; or, qu'est-ce qu'un amour qui n'est pas d'abord discipliné par la justice ? Et en même temps qu'on proclame la faillite du patriotisme et du « mythe »

bourgeois de l'« union sacrée » des citoyens, on célèbre la renaissance du « mythe » révolutionnaire de l'union sacrée des prolétaires de tous les pays contre les capitalistes internationaux. Ce dernier trait éclaire tout. Bien qu'on se réclame ostensiblement de la « clarté de la raison », c'est de l'exaltation de toutes les puissances irrationnelles que nous sommes témoins. La raison à la fois positive et constructive, le socialisme démocratique tout ensemble prudent et généreux, l'idéal français de la justice clairvoyante et tendre, mais sévère sur le droit : tels seraient, si ces tendances triomphaient, les grands vaincus de la guerre. Et le philosophe qui pourrait se frotter les mains et saluer, — comme il l'a fait, — dans le bolchévisme l'avènement d'une ère nouvelle, c'est l'adversaire sarcastique de tout rationalisme et de tout démocratisme, de Jaurès et des encyclopédistes, le mystique auteur des *Réflexions sur la Violence*, M. Georges Sorel.

Mais ce dernier exemple doit nous instruire. Si les critiques de l'auteur des *Illusions du Progrès* — qui depuis a suivi des fortunes changeantes... — valaient avant la guerre contre un optimisme excessif et un intellectualisme absolu, qui n'ont jamais été professés par un rationalisme compréhensif, elles ne prouvaient pas que la révolution sociale pût aboutir à un résultat durable, et par conséquent consacrer un réel progrès de la civilisation, sans une suffisante « capacité » des classes prolétariennes. Le problème reste le même à l'époque actuelle. On voit bien les ruines que peuvent ajouter aux ruines de la guerre des mouvements convulsifs comme ceux de Russie s'étendant à tout l'Occident. On voit bien la perte irréparable pour le patrimoine humain que constituerait la mort des idées de patrie, de démocratie et de justice que l'on déclare périmées. On aperçoit moins bien comment vivrait une société nouvelle qui se refuserait à tenir compte des enseignements les plus constants de l'histoire et des règles de la raison. Cela ne veut pas dire que de tels mouvements ne puissent se produire

dans nos vieilles sociétés : une atmosphère lourde de déceptions, de souffrance et de révolte est propice — on vient de le montrer — à la diffusion des idées les plus simplistes, et il n'est pas impossible que l'égoïsme persistant des classes possédantes pousse à bout l'exaspération des classes victimes de la guerre. Mais qu'il faille attendre le salut de nos sociétés de ces destructions opérées sous l'action des « mythes », c'est ce que tout ami sincère de la raison et du peuple se refusera à contresigner. De l'enthousiasme, de l'héroïsme, du sacrifice avant toutes choses, certes ; mais qu'ils soient éclairés, et qu'eux-mêmes échauffent les plans de la raison constructive ! S'en remettre les yeux bandés à l'imprévisible, quand on ne croit pas au miracle, est une attitude à quoi ne se résoudra pas volontiers le penseur accoutumé aux saines méthodes rationnelles.

§

Qu'il n'est pas possible de faire table rase du passé, et de mépriser l'intelligence dans la conduite de la vie humaine, c'est ce que savent d'autres penseurs qui ne sont pas dupes — du moins à ce point de vue — de leur imagination. Mais ceux-ci tombent dans l'erreur inverse, qui est de croire que la discipline sociale est immuable, et qu'aucune transformation profonde ne peut s'accomplir dans l'évolution des sociétés. Erreur qui se double d'une défaillance morale, car, demandant à l'Eglise la direction des mœurs, ils oublient — ce dont ils convenaient avec tristesse pendant la guerre — que le chef de l'Eglise, pas plus que les chefs socialistes étrangers, n'a dit à l'heure opportune la parole lumineuse et sans équivoque qu'attendaient les consciences angoissées. Ah ! cette carence, dans la mêlée, de tous les « pouvoirs spirituels », comme elle a lourdement pesé et comme elle pèse encore sur les esprits et sur les cœurs ! Pour ne s'en tenir qu'à l'ordre intellectuel, il semble que les défenseurs de l'« Intelligence » méconnaissent pareillement les enseignements les plus certains de la cata-

strophe. A ceux qui voient dans l'ordre humain le reflet d'un ordre transcendant, expressément voulu par la divinité et traduit dans les canons d'une Eglise infallible, aucune objection ne peut être apportée : elle est d'avance repoussée. Mais à ceux qui prétendent ne s'appuyer que sur les lois d'une sagesse toute humaine, sur les constatations toutes positives de l'« empirisme organisateur », il faut opposer une fois de plus — car cela non plus n'est pas nouveau — les leçons d'une expérience plus complète et les commandements de la raison. L'ordre qu'ils conçoivent est essentiellement d'Eglise ; il implique une distinction absolue du pasteur et du troupeau, des dirigeants et des dirigés, et une subordination complète de ceux-ci à ceux-là. Or s'imaginer qu'après une pareille secousse les peuples, déjà portés dans tout l'Occident à intervenir dans l'élaboration des lois au nom desquelles on les envoie parfois à la mort, vont se débarrasser de cette habitude, c'est un aveuglement auprès duquel l'« infirmité » des doctrines démocratiques apparaît rayonnante. Il était déjà vrai d'opposer au conservatisme que l'individu, cellule sociale ou partie de la cellule sociale, est en puissance, et devient de plus en plus en acte un être pensant, dépositaire d'une partie de la raison collective. Il est plus urgent encore de le répéter, maintenant que cette cellule pensante apparaît animée d'une âpre aspiration à faire prévaloir sa volonté.

Sans doute, on ne soutiendra pas que tout soit pensée dans ces aspirations populaires. On l'a dit tout à l'heure : la fermentation sociale qui trouble l'Europe au lendemain de la guerre est, dans ce qu'elle a d'excessif, la voix de la misère, de la révolte ou de l'instinct ; il faut espérer que nos sociétés ne succomberont pas à ces assauts. Mais ils sont des symptômes dont il convient de tenir compte, et qu'il faut exactement interpréter. Sous le bouillonnement de surface on aperçoit la volonté de plus en plus étendue, et de plus en plus réfléchie chez les plus « conscients » des « militants », de participer, suivant des modes encore mal

définis, à la gestion de la chose publique et de la production. Cette ère nouvelle dont tout le monde, un peu au hasard, proclame la naissance, ils la voient, après Proudhon dont ils se proclament les disciples, sous les traits de l'ère du travail, qui doit succéder selon eux à l'ère purement politique. Et cette volonté est encore, dans la masse obscure. Elle s'accompagne de contradictions, de fausses manœuvres et de maladresses. Elle reprend la vieille idée proudhonienne de la fin de la politique au moment même où la Confédération du Travail sort de son cadre exclusivement professionnel pour inaugurer au grand jour une action politique. Elle sous-estime la virulence toujours virtuelle des questions nationales. Elle n'est pas toujours réglée, fait parfois aux éléments extrêmes des concessions fâcheuses et transporte dans les congrès corporatifs toute la « cuisine » des congrès politiques. Mais enfin cette volonté est un fait, aussi réel que les mouvements nationaux qui ne sont d'ailleurs, eux aussi, qu'une conséquence des principes révolutionnaires, et que, par conséquent, des politiques « expérimentaux » n'ont pas le droit de négliger. Ce mouvement ne nie pas l'autorité, il reconstitue des aristocraties parfois aussi tyranniques que les anciennes, mais il soumet l'autorité à un contrôle de plus en plus effectif et ne veut obéir qu'à une discipline de plus en plus consentie. Aveugle serait l'autorité qui se raidirait brutalement contre cette inéluctable transformation.

Le mouvement ouvrier en arrive donc à se conformer dans ses parties saines, en dehors de ses excès extrémistes, aux justes exigences de l'idéal démocratique. Car il faut bien en arriver à le prononcer, ce mot plein d'horreur, qui excite le dédain superbe des beaux esprits ! Toutes les « infirmités » et les contrefaçons n'empêchent pas qu'elle ne se réalise, cette démocratie abhorrée, qu'il ne faut confondre ni avec la dictature de la bourgeoisie, ni avec la dictature du prolétariat, ni avec aucune forme historique nécessairement transitoire ; qui exprime simplement la parti-

cipation de plus en plus effective et inéluctable, des gouvernés au gouvernement, des producteurs à la production. Au lieu de l'anathématiser et de la couvrir de sarcasmes faciles, les défenseurs de l'« intelligence » seraient plus sages de reconnaître ce fait, d'en accepter la légitimité, et de travailler, avec les meilleurs des « démocrates », à ce que l'accession des classes populaires au pouvoir soit réglée, progressive, conforme au droit, de façon à ne rien laisser perdre des trésors de la vieille civilisation, en même temps qu'elle lui infuserait un sang nouveau. Car si cette irrésistible poussée de démocratie ne s'éclaire pas d'une compétence technique et d'une valeur morale toujours croissantes, elle peut engendrer des désastres.

§

Ainsi, plus grave encore que les défaillances des partis politiques, apparaît l'altération, la prostitution des mystiques. Il y a des nécessités politiques et économiques, contre quoi il est vain de récriminer : on se donnerait figure d'un prisonnier se précipitant les mains nues contre les barreaux de sa prison. L'armature du monde moderne est inflexible. Qu'il faille traiter avec l'adversaire, lui tendre la main, le ravitailler, lui envoyer des diplomates, des commis-voyageurs, des banquiers, oublier pour les tractations commerciales les atrocités et les trahisons, c'est la règle du jeu temporel ; il est puéril de s'en indigner. « Gémir, pleurer, prier est également lâche. » Il faut bien qu'il vive, ce pauvre monde, et que les hommes d'affaires s'enrichissent ! Mais que les pouvoirs spirituels, ceux qui ont la charge de ne pas laisser s'éteindre la flamme de la conscience, la laissent vaciller et parfois succomber, cela est infiniment plus triste et plus douloureux. Or, il faut avoir le courage de le dire, c'est de cette défaillance que nous sommes témoins, il n'est pas de plus fort symptôme du désarroi des consciences. Ces puissances qui représentaient, malgré leur antagonisme métaphysique, les plus hautes conceptions

les guerres de classes. Mais à creuser assez profond aucun de ces grands mouvements d'idées ne constitue ce que Renouvier appelait des « commencements absolus ». La démocratie industrielle n'est autre chose que l'extension à l'économie des principes de la démocratie politique; la « dictature du prolétariat » ne serait pas plus une nouveauté absolue dans l'histoire que les précédentes dictatures de classes ou de despotes. La Société des Nations ne sera que l'extension logique, appliquée aux rapports entre nations, des principes d'ordre contractuel posés par la Révolution française pour les rapports entre citoyens. Et la Révolution n'a fait au fond que transposer dans l'ordre humain, en leur donnant un fondement « immanent » et en appuyant sur l'idée de droit — c'est là sa signification métaphysique — l'idée d'égalité que le Christianisme réservait exclusivement au royaume des cieux. Et le Christianisme lui-même — sauf aux yeux de ceux qui lui attribuent une origine divine — n'a pas apporté aux hommes, comme une découverte sans précédents, son baume de Judée : il est le trait d'union de l'Occident rationalisé au mystique Orient. Rien donc, dans ces amples mouvements de l'histoire humaine, n'est absolument nouveau. Les révolutions les plus profondes sont celles qu'opèrent les techniques, qui peuvent renouveler brusquement toutes les conditions de la vie sociale; encore ne sont-elles pas sans liens avec les techniques qui les précèdent. Et les techniques mêmes ne changent pas la nature humaine. Pour faire surgir du néant une société toute neuve, sans antécédents ni survivances historiques, il faudrait proprement un miracle. Même après le plus grand bouleversement que le monde ait connu, on n'a pas vu ce miracle.

Mais si l'on peut sourire des illusions naïves des illuminés, si l'on doit concevoir comme aussi impossible un retour aux disciplines ecclésiastiques, les sceptiques auraient tort de triompher. Car les esprits assez forts pour se contenter du vrai et les cœurs assez modestes pour ne pas s'enivrer d'absolu constatent *tout de même* un mouvement.

Le bouleversement de la guerre n'a rien enfanté d'inouï, mais il a élargi des voies encore encombrées d'ornières ou hérissées d'obstacles, et il a parfois percé de nouvelles avenues. Il ne sera plus possible de construire le monde politique sur les seules combinaisons des diplomates et les seules volontés des gouvernements. L'ancien principe des nationalités, devenu le principe plus clair du droit des peuples, agite encore l'Europe et d'autres continents et peut déchaîner, on l'a reconnu, de nouvelles catastrophes : qu'est-ce à dire cependant, sinon que les peuples cessent de plus en plus d'être passifs et exigent chaque jour davantage que l'on tienne compte de leurs aspirations ? L'organe qui pouvait prévenir ces catastrophes, la Société des Nations, a passagèrement succombé aux assauts des impérialismes : qu'on soit assuré cependant qu'elle revivra ; l'idée, qui s'affirme à peine, n'a pas fini d'épuiser sa force active. L'industrie, l'administration connaîtront des transformations analogues à celles des institutions politiques. Un grand industriel n'a pas hésité à déclarer que les temps étaient révolus du « patronat de droit divin », comme sont révolus dans toute l'Europe ceux de la monarchie d'essence divine ; toutes les administrations publiques ou privées s'ouvrent à la collaboration du personnel, sous des modes encore incertains, mais par l'effet d'une irrésistible poussée. Cette démocratisation de la production, succédant à celle de la cité, apparaît comme la caractéristique de l'ère qui s'ouvre ; elle subsistera quand se seront apaisées les agitations chaotiques dont on a montré la genèse, mais qui ne peuvent qu'en compromettre l'enfancement régulier. Les institutions restent indispensables, mais ne sont pas figées dans des formes rigides ; les facteurs sociaux les assouplissent sans cesse. Les mœurs elles-mêmes, par suite du déséquilibre des conditions et des sexes, subiront vraisemblablement des transformations profondes, dont il faudra comprendre la nécessité tout en sauvegardant les principes essentiels de la vie des sociétés. Et dans les œuvres de

définis, à la gestion de la chose publique et de la production. Cette ère nouvelle dont tout le monde, un peu au hasard, proclame la naissance, ils la voient, après Proudhon dont ils se proclament les disciples, sous les traits de l'ère du travail, qui doit succéder selon eux à l'ère purement politique. Et cette volonté est encore, dans la masse obscure. Elle s'accompagne de contradictions, de fausses manœuvres et de maladresses. Elle reprend la vieille idée proudhonnienne de la fin de la politique au moment même où la Confédération du Travail sort de son cadre exclusivement professionnel pour inaugurer au grand jour une action politique. Elle sous-estime la virulence toujours virtuelle des questions nationales. Elle n'est pas toujours réglée, fait parfois aux éléments extrêmes des concessions fâcheuses et transporte dans les congrès corporatifs toute la « cuisine » des congrès politiques. Mais enfin cette volonté est un fait, aussi réel que les mouvements nationaux qui ne sont d'ailleurs, eux aussi, qu'une conséquence des principes révolutionnaires, et que, par conséquent, des politiques « expérimentaux » n'ont pas le droit de négliger. Ce mouvement ne nie pas l'autorité, il reconstitue des aristocraties parfois aussi tyranniques que les anciennes, mais il soumet l'autorité à un contrôle de plus en plus effectif et ne veut obéir qu'à une discipline de plus en plus consentie. Aveugle serait l'autorité qui se raidirait brutalement contre cette inéluctable transformation.

Le mouvement ouvrier en arrive donc à se conformer dans ses parties saines, en dehors de ses excès extrémistes, aux justes exigences de l'idéal démocratique. Car il faut bien en arriver à le prononcer, ce mot plein d'horreur, qui excite le dédain superbe des beaux esprits ! Toutes les « infirmités » et les contrefaçons n'empêchent pas qu'elle ne se réalise, cette démocratie abhorrée, qu'il ne faut confondre ni avec la dictature de la bourgeoisie, ni avec la dictature du prolétariat, ni avec aucune forme historique nécessairement transitoire ; qui exprime simplement la parti-

cipation de plus en plus effective et inéluctable, des gouvernés au gouvernement, des producteurs à la production. Au lieu de l'anathématiser et de la couvrir de sarcasmes faciles, les défenseurs de l'« intelligence » seraient plus sages de reconnaître ce fait, d'en accepter la légitimité, et de travailler, avec les meilleurs des « démocrates », à ce que l'accession des classes populaires au pouvoir soit réglée, progressive, conforme au droit, de façon à ne rien laisser perdre des trésors de la vieille civilisation, en même temps qu'elle lui infuserait un sang nouveau. Car si cette irrésistible poussée de démocratie ne s'éclaire pas d'une compétence technique et d'une valeur morale toujours croissantes, elle peut engendrer des désastres.

§

Ainsi, plus grave encore que les défaillances des partis politiques, apparaît l'altération, la prostitution des mystiques. Il y a des nécessités politiques et économiques, contre quoi il est vain de récriminer : on se donnerait figure d'un prisonnier se précipitant les mains nues contre les barreaux de sa prison. L'armature du monde moderne est inflexible. Qu'il faille traiter avec l'adversaire, lui tendre la main, le ravitailler, lui envoyer des diplomates, des commis-voyageurs, des banquiers, oublier pour les tractations commerciales les atrocités et les trahisons, c'est la règle du jeu temporel ; il est puéril de s'en indigner. « Gémir, pleurer, prier est également lâche. » Il faut bien qu'il vive, ce pauvre monde, et que les hommes d'affaires s'enrichissent ! Mais que les pouvoirs spirituels, ceux qui ont la charge de ne pas laisser s'éteindre la flamme de la conscience, laissent vaciller et parfois succomber, cela est infiniment plus triste et plus douloureux. Or, il faut avoir le courage de le dire, c'est de cette défaillance que nous sommes témoins, il n'est pas de plus fort symptôme du désarroi des consciences. Ces puissances qui représentaient, malgré leur antagonisme métaphysique, les plus hautes conceptions

et les plus hauts espoirs de l'humanité, christianisme, démocratie, socialisme, qui toutes déclaraient vouloir l'amour par la justice, on les a vues et on les voit encore hésiter devant leur idéal, et l'on assiste aux efforts de leurs fidèles pour excuser ou glorifier leur carence, par exclusif souci de leur établissement temporel.

Les internationales de la pensée n'ont pas plus le sens de la justice que les internationales financières : quel étrange spectacle que la collusion de ces deux forces ! L'une n'a de raison d'être que de maintenir en face de l'autre la dignité des valeurs de l'esprit ; au lieu de cette noblesse, on assiste à l'alliance du puritain et du marchand s'élançant à la conquête de nouveaux territoires, sur le cadavre encore chaud de la justice méconnue. Les nationalismes surexcités ne veulent pas accepter les disciplines du droit ; les internationalismes ne s'y soumettent pas non plus, et le dédaignent pareillement. L'internationale ouvrière ou socialiste veut se reconstituer à tout prix, et va jusqu'à exclure ou à forcer de partir les militants qui n'ont pas oublié les responsabilités primordiales des agresseurs et ne rougissent pas d'avoir collaboré à la défense de la patrie et de la justice. L'internationale financière ne se préoccupe également que de partager les dividendes, et, sous prétexte que les affaires sont les affaires, imposerait, si on n'y prenait garde, des conditions draconiennes de relèvement aux pauvres nations assez folles pour avoir cru qu'il y a dans le monde autre chose que des affaires. L'internationale de la pensée ne veut se préoccuper que des intérêts de la science, sans voir que la science n'a de noblesse qu'au service de la civilisation. Et l'internationale catholique, après avoir, par l'organe du Souverain Pontife, refusé de dire le juste quand cette parole eût été expédiente, se croit de nouveau autorisée à donner des directions morales aux sociétés et trouve des fidèles pour excuser sa carence d'hier. De toutes parts les « politiques » se remettent à l'œuvre en trépignant sur les « mystiques » de la guerre ; et dans les mystiques qui

réapparaissent, comme dans les formes politiques que prônent leurs partisans, rien ne paraît subsister de ce qui était jusqu'à hier le plus haut effort de la raison occidentale : la justice claire et forte, la démocratie respectueuse du droit. Ces idées s'affirment encore, par survivance, dans quelques discours (non chez les plus francs) ; elles ont disparu des cœurs, ce ne sont plus que des cosSES vides. Serait-il vrai que nous sommes arrivés à la fin d'une période historique, que le cataclysme a définitivement balayé dans le vieux monde, sans espoir de retour, les hautes idées qui affermissaient la conscience des justes, de même que le christianisme berçait la souffrance des faibles ; et que nous allons vivre, après la révolution libératrice, une époque inouïe, mais sans consistance morale, que nous annoncent les nouveaux prophètes d'Orient ?

VI. — UN MONDE NOUVEAU ?

L'esprit des pages qui précèdent laisse entrevoir la réponse à cette question. Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de monde entièrement nouveau. Tous les espoirs qui cristallisent sur ce mot magique renferment nécessairement une part d'illusion. Et cela est vrai de tous les grands mouvements historiques. Le Christianisme a opéré dans le monde une révolution vraie, en apportant l'idée de l'égalité morale des fils de Dieu et les commandements évangéliques inconnus du monde antique. La Révolution a ouvert une autre ère dans l'histoire de l'humanité, en fondant les sociétés sur les idées de contrat et de droit qui obligent à justifier ou à transformer dans un sens rationnel les bases naturelles de ces sociétés. La Société des Nations inaugurerait une troisième époque, en mettant fin aux guerres entre peuples, comme la Société policée a mis fin aux guerres entre individus. Et l'Internationale ouvrière, ou plus exactement la Démocratie industrielle, apporterait bien encore à l'humanité des principes nouveaux, puisque la production économique serait réorganisée sur des bases propres à faire cesser

les guerres de classes. Mais à creuser assez profond aucun de ces grands mouvements d'idées ne constitue ce que Renouvier appelait des « commencements absolus ». La démocratie industrielle n'est autre chose que l'extension à l'économie des principes de la démocratie politique; la « dictature du prolétariat » ne serait pas plus une nouveauté absolue dans l'histoire que les précédentes dictatures de classes ou de despotes. La Société des Nations ne sera que l'extension logique, appliquée aux rapports entre nations, des principes d'ordre contractuel posés par la Révolution française pour les rapports entre citoyens. Et la Révolution n'a fait au fond que transposer dans l'ordre humain, en leur donnant un fondement « immanent » et en appuyant sur l'idée de droit — c'est là sa signification métaphysique — l'idée d'égalité que le Christianisme réservait exclusivement au royaume des cieux. Et le Christianisme lui-même — sauf aux yeux de ceux qui lui attribuent une origine divine — n'a pas apporté aux hommes, comme une découverte sans précédents, son baume de Judée : il est le trait d'union de l'Occident rationalisé au mystique Orient. Rien donc, dans ces amples mouvements de l'histoire humaine, n'est absolument nouveau. Les révolutions les plus profondes sont celles qu'opèrent les techniques, qui peuvent renouveler brusquement toutes les conditions de la vie sociale ; encore ne sont-elles pas sans liens avec les techniques qui les précèdent. Et les techniques mêmes ne changent pas la nature humaine. Pour faire surgir du néant une société toute neuve, sans antécédents ni survivances historiques, il faudrait proprement un miracle. Même après le plus grand bouleversement que le monde ait connu, on n'a pas vu ce miracle.

Mais si l'on peut sourire des illusions naïves des illuminés, si l'on doit concevoir comme aussi impossible un retour aux disciplines ecclésiastiques, les sceptiques auraient tort de triompher. Car les esprits assez forts pour se contenter du vrai et les cœurs assez modestes pour ne pas s'enivrer d'absolu constatent *tout de même* un mouvement.

Le bouleversement de la guerre n'a rien enfanté d'inouï, mais il a élargi des voies encore encombrées d'ornières ou hérissées d'obstacles, et il a parfois percé de nouvelles avenues. Il ne sera plus possible de construire le monde politique sur les seules combinaisons des diplomates et les seules volontés des gouvernements. L'ancien principe des nationalités, devenu le principe plus clair du droit des peuples, agite encore l'Europe et d'autres continents et peut déchaîner, on l'a reconnu, de nouvelles catastrophes : qu'est-ce à dire cependant, sinon que les peuples cessent de plus en plus d'être passifs et exigent chaque jour davantage que l'on tienne compte de leurs aspirations ? L'organe qui pouvait prévenir ces catastrophes, la Société des Nations, a passagèrement succombé aux assauts des impérialismes : qu'on soit assuré cependant qu'elle revivra ; l'idée, qui s'affirme à peine, n'a pas fini d'épuiser sa force active. L'industrie, l'administration connaîtront des transformations analogues à celles des institutions politiques. Un grand industriel n'a pas hésité à déclarer que les temps étaient révolus du « patronat de droit divin », comme sont révolus dans toute l'Europe ceux de la monarchie d'essence divine ; toutes les administrations publiques ou privées s'ouvrent à la collaboration du personnel, sous des modes encore incertains, mais par l'effet d'une irrésistible poussée. Cette démocratisation de la production, succédant à celle de la cité, apparaît comme la caractéristique de l'ère qui s'ouvre ; elle subsistera quand se seront apaisées les agitations chaotiques dont on a montré la genèse, mais qui ne peuvent qu'en compromettre l'enfantement régulier. Les institutions restent indispensables, mais ne sont pas figées dans des formes rigides ; les facteurs sociaux les assouplissent sans cesse. Les mœurs elles-mêmes, par suite du déséquilibre des conditions et des sexes, subiront vraisemblablement des transformations profondes, dont il faudra comprendre la nécessité tout en sauvegardant les principes essentiels de la vie des sociétés. Et dans les œuvres de

la pensée, dans les lettres, dans les arts, il faut s'attendre aussi à des renouvellements, qui ne sont pas fatals parce qu'aucune cause sociale ne commande, pas plus d'ailleurs qu'elle n'empêche, l'éclosion des génies, mais qui sont probables si de grands artistes, comme c'est la fonction propre de l'art, puisent leurs thèmes d'inspiration dans les nouveaux problèmes d'une société transformée. L'industrialisme, actuellement, est une menace de barbarie. Il n'est pas interdit d'espérer, si les « pouvoirs spirituels » se ressaisissent et se montrent de nouveau dignes de leur mission, une renaissance de l'art, de la pensée, de la dignité humaine, qui fera refleurir le sourire d'Athéné sur l'obéissance d'Héphaistos.

Dans ces espérances, disons plus : dans ces probabilités, il n'y a pas trace — on croit l'avoir suffisamment établi — de cet optimisme éperdu que l'on reproche si souvent aux partisans du progrès, et qui ne peut exactement s'appliquer qu'aux croyants convaincus qu'un Dieu de bonté veille sur le monde. Les sages qui voient l'homme sortir de ses origines animales et poursuivre, encore tout alourdi de ses survivances ancestrales, sa marche à l'esprit, n'ont pas de ces assurances. Mais ils n'ont pas non plus de désespérance. Ils voient le mouvement, lent et coupé de traverses ou de retours, fécondé par la mystique et clarifié par la raison, mais réel. Et ce mouvement, ils peuvent, sans illusions ni fatalisme historique, l'appeler progrès. Il ne sera l'œuvre que des hommes, mais il peut être leur œuvre. Si toutes les intelligences et toutes les volontés s'appliquaient à le promouvoir en même temps qu'à le régler, la marche de l'humanité serait sans doute plus paisible.

VII. — LES DESTINÉES FRANÇAISES

Cesont là, dira-t-on, des vœux téméraires. Le monde semble bien ne pouvoir marcher que par l'impulsion des violents, et les hommes de foi n'écoutent pas la critique. La raison, dont la flamme est tout intérieure, paraît importune

et grise. Nous paraissions voués aux secousses sociales et politiques. De ce coup d'œil sur l'avenir revenons à l'état présent de la France.

Les luttes politiques, les conflits de classes battent leur plein ; ils menacent même de se doubler de luttes confessionnelles que l'on croyait éteintes et qui, si l'on en juge d'après certaines manifestations récentes, pourraient bien réapparaître. Les élections de 1919 ont été aussi passionnées que celles de 1914, et les débats qui ont marqué les derniers jours de la dernière session législative, comme ceux qui ont marqué les débuts de la nouvelle législature, ne sont pas faits pour relever aux yeux des foules le prestige du Parlement.

La fièvre politique de nouveau allume les convoitises, soulève les compétitions, les compromissions, les tripotages, cependant que des milliers de Français ont encore faim et froid dans un désert de ruines toujours aussi horribles, et que les plus ardents de nos ennemis d'hier se reprennent à se demander si des Français ne vont pas faire ce que la brutalité teutonne n'a pas été capable d'obtenir. Même dans ce domaine, pourtant bien restreint, on n'est pas arrivé à opérer une réelle modification dans les mœurs politiques, car si l'on entend beaucoup parler de partis nouveaux, de ligues nouvelles, et si l'on est parvenu à dresser des programmes de réformes politiques ou constitutionnelles, qui ne sont pas négligeables, disons même dont le vote s'impose, rien, dans ces réformes utiles ou urgentes, ne donne l'impression de sortir directement de l'expérience de la guerre ; tout est du déjà dit, du déjà rêvé sans avoir encore été réalisé, rien ne donne l'impression de ce quelque chose de « sensationnel » qu'annoncent quelques prophètes d'une nouvelle démocratie. Et c'est de nouvelles mœurs, surtout, que nous avons besoin. Il est vrai que les institutions les préparent.

De cette passion de la politique ne nous hâtons pas de médire. Elle est l'honneur de notre peuple, elle est ce qui

l'empêche d'être un peuple serf, et ce qui l'a jusqu'à présent distingué de l'actuel peuple germanique, avide de bien-être et de profits plus que de liberté. Se battre pour des idées, s'entre-déchirer jusqu'à en être pantelant, jusqu'à en mourir et à faire mourir le pays sous ses disputes, c'est un vieux trait de notre histoire, et constant, depuis les Latins et les Gaulois. Nos querelles politiques, nos âpres luttes de partis et de classes, sans atténuations ni ménagements, ne sont qu'une autre face des querelles religieuses qui ont non seulement troublé, mais ensanglanté notre France. « Atroces, ces guerres civiles, dit M. Lanson, dans une de ses leçons sur l'idéal national au XVI^e siècle, et salies de tous les bas motifs... Mais, tout de même, la religion est cause (1). » Et il montre « la France mise en péril par son propre idéal de *vérité*, de *sincérité*, d'obéissance aux commandements intérieurs de la conscience ». C'est un fanatisme semblable, pareillement mêlé à la lie du ruisseau, qui a jeté les Français les uns contre les autres et les a jetés sur l'Europe, dans les luttes pour la *liberté*. Et c'est ce culte passionné de la *justice* et de l'*honneur* qui est la cause morale de cette révolution en profondeur que fut l'affaire Dreyfus. Et si le peuple français avait pensé, comme le social-démocrate Noske ou son acolyte, que l'honneur, la liberté, le droit des peuples et des citoyens ne sont que des « idéologies bourgeoises », est-ce qu'il eût jamais accepté la grande guerre ? Nos luttes de partis et de classes, si affreuses parfois qu'elles apparaissent, et quelques bas intérêts qu'elles servent, n'en traduisent pas moins chez les plus sincères les commandements de la conscience, dont l'ardeur fanatique peut rallumer les guerres civiles. C'est la justice qu'elles poursuivent, et c'est ce qui les distingue de la dictature de la force pure qui caractérise le nouvel internationalisme, à base de marxisme aggravé. Si la tradition révolutionnaire française de justice et de liberté, de socialisme idéaliste dont Jaurès fut le der-

(1) *La Civilisation française*, n° 3.

nier représentant, venait à succomber sous sa victoire et à disparaître du monde, ce serait une perte irréparable pour la conscience de l'humanité.

Mais l'étude du passé ne devrait pas être vaine, encore qu'on en médite si peu les enseignements. Et le juste souci de l'idéal ne va pas sans la compréhension préalable des tâches qui pourraient être accomplies en commun. Avant d'aborder le point où les conceptions politiques divergent et où commencent les luttes d'idées, que de tâches positives s'imposent à tous les bons citoyens, qui n'exigent aucune abdication d'idéal et tendent au contraire à réaliser les conditions favorables où ces luttes pourraient s'exercer ! Pour ces œuvres de restauration et de rénovation tous les bons citoyens pourraient s'unir, sauf ceux qui n'attendent le salut, comme dans les théories catastrophiques, que de l'excès de la misère et du désespoir. C'est ce sentiment, heureusement très répandu, qui explique le cri des *braves gens* de France devant tant de travaux à accomplir : « Surtout, pas de politique ! Nous en avons assez, de la politiciannerie ! » Dispositions dont les journaux parlent peu et que masquent à l'observateur superficiel les agitations des « militants », mais qui sont le fond de la race, avec son bon sens, son ardeur au travail, sa prudence parfois archaïque et qui aura besoin d'être renouvelée par de larges communications avec les modes de la vie moderne, toutes choses qui sont le terroir d'où partent les hautes envolées et qui font que ce peuple dure.

Indépendamment de ces raisons pratiques, des raisons proprement spirituelles appellent la concorde nationale. C'est devenu un lieu commun de la philosophie de répéter qu'il y a une âme de vérité même dans toute erreur. La démocratie, qui confronte les opinions extrêmes, respecte en toutes, au moins nominale, leur sincérité. Au sein des partis politiques il y a une « droite » et une « gauche », et le fin du fin des congrès et des tacticiens consiste, pour maintenir l'unité du parti, à réaliser sans trêve des conci-

liations toujours fluctuantes. Ce laborieux travail de synthèse, ne faut-il le concevoir qu'à l'intérieur des partis ? Est-il donc interdit de l'espérer entre concitoyens de convictions opposées ? Ne peut-on réaliser d'abord entre les membres de la communauté nationale ces rapports de bienveillance mutuelle que l'on rêve d'élargir ensuite à la communauté des nations ? Certes, il est des mystiques morales ou politiques irréductibles, dont il ne faut demander à personne le sacrifice. Ce sont celles précisément qui fondent les oppositions de religions ou de partis. Mais dans ces oppositions mêmes, est-il bien sûr qu'il n'y ait rien de semblable ? Des croyances ne peuvent radicalement et totalement diverger, qui prétendent se réclamer de la raison. Et les diversités dernières, dont il est bon qu'elles s'opposent, est-il nécessaire qu'elles visent à se détruire totalement, à se faire une guerre « absolue » ? Cet état d'esprit se comprenait des anciens fanatismes religieux, qui poursuivaient par le fer et par le feu la destruction de l'erreur ; il était récemment celui du fanatisme pangermaniste, et l'on a vu les procédés qu'il a mis en œuvre pour exterminer les peuples « inférieurs ». On voit bien qu'il est encore celui du fanatisme révolutionnaire, qui veut créer un monde nouveau par la destruction de la bourgeoisie abhorrée. Mais ceux qui conçoivent d'une façon moins simpliste le mouvement de l'histoire croient à la possibilité de discipliner même les oppositions, dont ils savent bien qu'elles sont aussi éternelles que les ententes ; c'est pourquoi on peut avoir de fortes croyances et triompher de l'adversaire sans pour cela l'exterminer. Aller aussi loin que possible dans l'accord, pratiquer les règles les plus loyales et les plus courtoises dans les formes humanisées de la guerre, telle est la ligne de conduite d'une philosophie sociale, qui ne s'arrête ni aux illusions du pacifisme « béat », ni aux monstruosité du « bellicisme » absolu, et qui cherche à tenter la synthèse constamment mouvante de l'expérience et de la raison.

§

En tout cas, nous en sommes là, telle est l'alternative qui s'offre à la France victorieuse, comme d'ailleurs à la plupart des peuples. Ou, sans étouffer les oppositions légitimes d'intérêts et de croyances, un certain sentiment de la solidarité nationale comme de la justice sociale retiendra ces intérêts de se heurter irréductiblement, ces croyances de repousser tout travail commun, et, dans un réveil fécond des initiatives et des énergies, notre pays, enfin délivré de l'obsession de la défaite, pourra repartir avec confiance vers de nouvelles destinées. Ou au contraire, dans la méconnaissance de ces conditions vitales, dans une fièvre de passion politique analogue au vertige de la phalène qui se jette sur la flamme pour s'y brûler, les antagonismes s'exaspéreront, les conflits d'intérêts seront poussés jusqu'à l'insolidarité totale, ceux de croyances jusqu'à la scission, et la France se dissoudra.

L'histoire d'ailleurs nous apprend quels sont les lendemains de ces vertiges de passions où les peuples s'abandonnent. Les enragés des guerres de religion, quand ils sont saouls de massacres, honteux de leurs violences, et qu'ils aspirent à la paix, ne s'arrêtent pas aux demi-mesures. « Il n'est plus question de l'équilibre et des restrictions que cherchait la pensée libérale de L'hôpital, de Du Vair, et même de Bodin, dit encore M. Lanson. Le roi est tout, on lui donne tout... On veut un roi fort, pour avoir la vie sûre, être gardé contre la guerre civile et la guerre étrangère. » Par delà le bon roi Henri, les bandes de Montluc et de d'Aubigné ont fait le lit de Richelieu et de Louis XIV. Après l'anarchie révolutionnaire et l'orgie du Directoire, c'est Napoléon. La violence tsariste a porté Lénine au pavois, et quand le tsar rouge disparaîtra, ce ne sera sans doute pas une paisible Assemblée constituante, dans cette malheureuse Russie vouée — pour combien de temps encore ? — aux catastrophes, qui lui succédera. Les doctrines royalistes, malgré le talent de leurs promoteurs,

n'ont pas mordu chez nous sur la masse ; le bonapartisme même n'y a plus de racines, et l'on cherche en vain, actuellement, le « dictateur » dont nous menacent des partisans moins naïfs que leurs auditeurs, qui nous ramènerait le « régime du sabre ». Prenons garde cependant que le dégoût et la révolte ne finissent par faire surgir ce que n'aurait pu obtenir l'activité doctrinaire la plus remarquable, pour peu que les guerres sociales se précipitent et que réapparaisse la menace des guerres étrangères.

Si de telles éventualités se produisaient, — il n'est pas sage, répétons-le, de détourner les yeux de cette hypothèse, — soyons assurés que nous reverrions de beaux spectacles. De nouveau les révolutionnaires sentiraient la nécessité de la défense nationale ; de nouveau les conservateurs comprendraient la nécessité d'accorder au peuple plus de justice. Et l'« union sacrée » refleurirait de nouveau, pour un temps. Mais il n'est pas sûr que ces retournements *in extremis* suffiraient toujours à nous sauver. Et en sommes-nous là fatalement, que nous ne puissions consentir à la défense de la patrie que sous l'étreinte de la guerre, et accorder la justice que sous la menace de la révolution ? Est-il fatal que nous ne puissions nous unir que contre le danger, et que nous n'attendions même pas d'avoir passé le pont pour faire la nique au saint ?

On se contente, à la fin de ces pages, de poser la question, en laissant entrevoir pourquoi l'on se refuse à la désespérance. Non, les jours ne sont pas révolus de la sagesse occidentale. L'idée de justice, si blessée qu'elle sorte de la mêlée universelle, ne peut pas mourir ; on ne peut faire table rase d'une aspiration désormais invincible dans la conscience humaine. La Société des Nations, malgré les assauts qu'elle subit des égoïsmes combinés de classes et de peuples, finira bien par régir juridiquement les rapports des Etats, de même que la loi nationale régit aujourd'hui les rapports des citoyens. Et la démocratie, c'est-à-dire la

détermination de la loi par la libre collaboration de tous les citoyens éclairés, dépassera le stade de la dictature prolétarienne comme elle a franchi celui de la dictature bourgeoise, et disciplinera l'atelier comme la cité. Ce qui est plus large, plus universel, plus humain triomphera progressivement de ce qui est particularisme d'individu, de groupe, de peuple, et les conflits politiques et économiques se soumettront, d'un commun accord, à des arbitrages qui les régleront pour un temps, sans prétendre arrêter la vie qui en fera toujours surgir de nouveaux. Sans faire profession d'un optimisme naïf, sans dissimuler aucune des tares que l'espèce humaine garde de ses origines animales, on peut, même après d'aussi atroces convulsions, croire à un progrès d'ailleurs toujours plus lent qu'on ne l'imagine. Et la France non plus n'est pas au bout de sa course ; après avoir une fois de plus étonné le monde par sa résistance, elle va repartir pour une période nouvelle, elle porte en son sein des puissances de renouvellement généralement mieux observées par ses adversaires ou les étrangers que par elle-même. Dans une des « Lettres à tous les Français » dont il dirigeait la publication pendant la guerre (1), M. Ernest Lavisse rappelait qu'au sortir des convulsions les plus affreuses de son histoire, la guerre de Cent ans, les guerres de religion, les guerres des deux empires, notre pays a toujours stupéfié ses voisins par la rapidité de son relèvement. Il cite ces paroles d'un ambassadeur vénitien, après la mort d'Henri IV : « La France, quand elle n'affaiblit pas ses propres forces, peut toujours faire contre-poids à une puissance quelconque. » Et aussi celles-ci, du prince de Bülowl : La France possède « une foi inaltérable en l'indestructibilité des forces vitales de la nation ». Elle ne laissera pas plus obscurcir son idéal par le matérialisme de la richesse qu'elle ne s'est laissé griser par l'impérialisme de la puissance.

(1) M. Lavisse a repris le même sujet dans un article de la *Revue de Paris* du 15 octobre 1919.

Oui, mais qu'on n'oublie pas le mot du Vénitien : *quand elle n'affaiblit pas ses propres forces*, et qu'on ne fasse pas trop de fond, non plus, sur une possibilité indéfinie de renouvellement qui deviendrait vite un prétexte commode ; qu'on y puise une confiance raisonnée appuyée sur les faits, non une béatitude paresseuse encline à penser que les relèvements s'opèrent tout seuls. Et qu'on songe aux dangers immédiats. Avant de reprendre le cours régulier de ses destinées, l'humanité peut traverser encore d'autres crises, nationales ou sociales, si chez les individus et les collectivités ne se rétablit pas la volonté de les prévenir ou de les discipliner. La France, en particulier, bien qu'elle soit, comme on l'a souvent remarqué, la moins atteinte des nations d'Occident par l'illuminisme oriental, la gardienne la plus éprouvée de la raison et de la sagesse du monde civilisé, la France peut n'être pas à l'abri de crises partielles qui, pour être éphémères, n'en causeraient pas moins des désastres. Il appartient aux Français de l'en préserver. Il faut pour cela, d'abord, qu'ils veuillent continuer à être un grand peuple, qu'ils n'abdiquent pas cette *volonté de vivre* faute de laquelle les collectivités, comme les individus, finissent par être impitoyablement éliminés de la lutte pour l'existence. Mais il faut aussi, pour que cette volonté de vivre soit allègre et unanime, qu'elle s'auréole d'un idéal susceptible d'émouvoir l'enthousiasme ; il faut que la générosité, éclairée par la *volonté de justice*, s'installe dans les esprits et dans les cœurs à la place de la pure volonté de puissance, de la volonté de lucre, ou de la volonté de renoncement qui ne fait qu'appeler les appétits. Cette volonté de justice, elle doit être celle de tout le peuple ; mais c'est aux gouvernants et aux élites surtout, aux « pouvoirs spirituels » et aussi aux pouvoirs temporels, à la proclamer et à la *pratiquer*, s'ils veulent enrayer la démoralisation actuelle des masses et constituer un esprit public qui est la seule barrière possible à la corruption de la richesse et du pouvoir.

La tâche est urgente, elle exige de l'intelligence et des sacrifices, il n'y a plus à tergiverser devant elle. On l'a dit pendant la guerre, la phase des peuples est ouverte. Que les consuls responsables veillent à ce qu'elle ne marque pas de régressions ni de catastrophes, mais de nouveaux épanouissements de l'être humain.

GEORGES GUY-GRAND.

DADA

—

Moi aussi, je fus dada.

Cela se passait il y a un quart de siècle environ.

Dans un village du centre de la France, à Renaison en Forez, le curé avait coutume de recevoir, chaque année, à la mi-septembre, ses petits-neveux et nièces. Nous arrivions ainsi, au nombre de sept consins et cousines, pour goûter le vin doux, tandis que nos parents respectifs, des bourgeois qui avaient le sens de l'organisation et le goût du plaisir, se rendaient dans de plus aimables villégiatures.

Nous étions sept. Il y avait Jean, l'aîné, futur rhétoricien, Robert, treize ans, très fort en gymnastique, Pierre et Jacques, onze et dix ans, et deux filles, Annie à l'imagination vive, et moi, dont les douze ans robustes n'avaient pas peur des garçons. Il y avait aussi le petit Paul dit Paulinet, un bébé de quatre ans.

Cette année-là, nous nous retrouvâmes tous, le soir du 15 septembre, autour de la table ronde de la salle à manger de Renaison, Annie et moi aux côtés de notre oncle, en face de l'abbé Abric, le vicaire, qui nous servait de répétiteur.

La mère de Jean et de Robert était partie le matin même pour Biarritz. Annie rageait parce qu'elle avait espéré accompagner son père qui chassait en Sologne. Au lieu de cela, nous étions tous les sept, dans cette cure de campagne, bien près de nous considérer comme des enfants abandonnés. Trop jeunes pour sentir le charme de cette grande maison française et de ce clair village, au milieu des vignes, nous ne retenions que le déplaisir d'être là, entre ces deux prêtres, dans ce presbytère qui nous semblait, à l'ombre de son église, le prolongement de notre pensionnat. Tout

nous y semblait maussade, les tableaux aux murs : cette Vierge de Rubens et ce Saint François de Sales à barbe, et jusqu'au repas servi avec simplicité et pourtant succulent. C'est à peine si d'être réunis tous les sept compensait un peu tant d'austérité.

Et puis, il n'y avait pas d'imprévu. Nous savions que chaque matin nous devrions travailler à nos devoirs de vacances, sous la surveillance du vicaire, l'abbé La Colique, comme nous l'avions surnommé. Le malheureux prêtre souffrait d'une néphrite. Mais pour nous, gosses méchants, toutes les coliques se ressemblaient et s'appelaient la Colique.

Seul Jean se montrait satisfait d'avoir retrouvé la belle paire d'échasses que lui avait confectionnée le sabotier l'année précédente. D'ailleurs Jean avait déjà beaucoup voyagé. Il avait beaucoup lu. Il savait bien des choses. C'était un long garçon un peu faible. Malgré ses quinze ans, il voulait bien jouer avec nous, et les jeux qu'il inventait étaient toujours fort amusants.

Assis à la gauche de l'abbé Abrie, il était occupé à envoyer discrètement des boulettes de mie de pain dans l'ouverture de mon corsage, lorsque notre grand-oncle prit la parole.

— Mes enfants, nous dit-il de sa voix de sermon, je vais être privé cette année du plaisir de rester auprès de vous. Mes vieux amis d'Epagnac m'emmènent à Lourdes où je passerai la semaine au pied de la sainte Grotte. C'est un grand bonheur pour moi, un bonheur que j'ai longtemps désiré et que Dieu m'a enfin accordé...

— Et Thérèse d'Epagnac ? est-ce qu'elle part aussi, mon oncle ?

— Que vous êtes pétulante, Annie ! Non, Thérèse d'Epagnac reste au château avec son institutrice. Vous la verrez quelquefois. Je compte, mes enfants, que vous vous conduirez bien pendant mon absence. Je vous confie à Mon-

sieur l'Abbé pour ce qui concerne le spirituel. Et Benoîte aura soin du corporel.

Benoîte, la servante bossue, qui en ce moment emportait la soupe, baissa les yeux et rentra ses lèvres minces. Cette vieille fille, habillée comme une béguine, avait deux buts dans la vie : gagner le paradis, mais auparavant gagner la faveur d'être couchée sur le testament de Monsieur le Curé. Benoîte escomptait ainsi une petite rente qui lui permettrait de vivre ses dernières années dans le repos. C'était un vœu bien légitime. Malheureusement il devrait être exaucé aux dépens des héritiers directs, nos parents, qui eux aussi veillaient sur l'héritage. Pauvre héritage qui consistait en quelques pièces de vignes et cette grande maison aux murs blanchis à la chaux...

Benoîte posa la soupière sur le buffet et leva les bras au ciel.

— Seigneur, mon Dieu ! Il ne manquait plus que cela ! Monsieur le Curé s'en va et me laisse seule avec cette bande de...

— Paix, Benoîte. Ils seront sages. Et puis il y a Monsieur l'Abbé.

— Et si Monsieur l'Abbé est malade comme d'habitude ?

A la pensée que son horrible néphrite pourrait le reprendre, l'abbé pâlit. Lui aussi était mécontent. Non seulement notre arrivée troublait ses habitudes, car il savait que pendant ces quinze jours ce ne serait que tracas et cris à travers la maison, mais il était déçu dans ses espérances. Il n'ignorait pas le projet de voyage des d'Epagnac, et il avait escompté l'absence de son Curé pour se rendre subrepticement à Roanne, afin d'y consulter un nouveau médecin dont on disait grand bien. Notre oncle l'avait toujours détourné de ce dessein où l'abbé s'entêtait.

Sans écouter la suite, la bossue s'en alla en faisant résonner sa vaisselle. Alors Jean dit :

— Vous pourrez partir, mon oncle, nous serons très raisonnables.

Ses yeux rieurs démentaient bien un peu ses paroles. Annie avait un sourire diabolique, parce qu'elle était occupée à rendre un « pinçon » savant à Robert qui lui avait fait sournoisement la « raie » dans le dos. Pierre et Jean s'envoyaient de violents coups de pieds sous la table, tandis que leurs deux mains restaient correctes sur la nappe, de chaque côté de leur assiette.

Le regard de l'Oncle se posa avec complaisance sur Paulinet, le plus petit.

— Toi, mon ange, ton innocence sera leur protection !



Il partit le lendemain matin, après avoir béni Paulinet et nous avoir embrassés tous. Il monta dans le landau des d'Epagnac. On hissa sa valise sur le siège à côté des sacs de la vieille comtesse. Le vieux cocher caressa de la mèche du fouet la croupe des chevaux qui eux seuls n'étaient pas vieux dans cet équipage. La voiture partit pour la gare de La Pacaudière. Nous la vîmes disparaître au tournant de la grand'route bordée de peupliers.

Alors, nous eûmes envie de danser une bamboula d'allégresse. La présence de l'abbé Abrie nous retint. Pourtant nous ne craignions pas le pauvre homme qui nous précédait à petits pas vers la cure, les mains sur son ventre dans son geste habituel de souffrance. Déjà il entra dans la maison et monta dans sa chambre. Nous, nous traversâmes en trombe le large vestibule, tandis que Benoîte, l'œil horrifié, se garait dans sa cuisine, et nous débouchâmes dans le jardin.

Il était plein de géraniums et de résédas, par-dessus lesquels nous sautâmes avec plus ou moins de bonheur, selon la longueur de nos jambes. C'était à qui pousserait le plus fort de ces cris aigus qui ne signifiaient rien pour les gens du village, mais qui, pour nous, avaient le sens profond de

l'appel de ralliement des Peaux Rouges de l'Arkansas traversant le fleuve Mississippi pour exterminer leurs ennemis, les Blancs.

Les Blancs étaient représentés par le sacristain-jardinier occupé à biner les carottes dans le fond du potager, et par Benoîte qui allait cueillir du persil. Le fleuve Mississippi, c'était la rivière d'irrigation qui venait du parc du château séparé du jardin par une haie. Un monticule planté de bouleaux nous cachait en partie ce parc : c'était les Montagnes Rocheuses.

Nous allions franchir d'un bond le Mississippi, lorsque, à travers un trou de la haie, Thérèse d'Epagnac apparut. Elle avait une plume de faisan dans les cheveux, au-dessus de son nœud rouge. Elle leva les bras pour marquer son ardeur au combat. Thérèse d'Epagnac était une petite fille frêle pour qui nos jeux étaient pleins de prestige. Elle était élevée par ses grands-parents et son institutrice, Miss Kinsly, une vieille demoiselle qui écrivait en cachette des romans pour le « Magasin Pittoresque ». Je crois bien que Thérèse attendait toute l'année le mois de septembre. Elle attendait le retour des petits-neveux de monsieur le Caré, comme d'autres attendent la saison de la chasse ou l'ouverture de la pêche. Parmi les cousins, c'était surtout Annie qu'elle aimait, à cause de sa brillante imagination. Quand Annie disait : J'ai une idée ! Thérèse ouvrait la bouche et écarquillait ses doux yeux bruns. En moi, elle n'admirait que la force physique, qui m'apparentait aux garçons qu'elle redoutait un peu. Cependant, Jean, le futur rhétoricien, lui plaisait beaucoup. Le soir, quand nous étions las de nos jeux, elle demandait à Annie de conter des histoires et à Jean de dire des vers. Jean avait composé pour elle un poème intitulé : *Ses boucles brunes*, qu'elle gardait dans un carnet en bristol perforé et brodé de myosotis.

Le Mississippi franchi, nous nous trouvâmes tous réunis sur un espace sablé qui n'était autre que le jeu de croquet et que nous appelions le camp retranché des Blancs.

— Il faut faire quelque chose d'extraordinaire, annonça Annie. Pendant que l'Oncle n'est pas là, il faut imaginer un grand jeu, quelque chose qu'on n'a jamais fait, quelque chose d'inouï... de formidable.

— Oui, oui, oui.

— Qu'est-ce qu'on va faire ?

Robert proposa une bataille rangée suivie de la mise à mort des captifs. Cela commencerait par une charge de cavalerie — sur les échasses. Les prisonniers seraient traînés par les cheveux à travers le champ du carnage et amenés devant le Chef, qui les ferait passer au fil de l'épée.

Les filles désapprouvèrent ce projet. Annie, d'un geste prompt, enfouit ses nattes sous son chapeau, et Thérèse serra ses boucles anglaises.

— Non, pas de bataille, trancha Jean. C'est banal. Je propose une grande représentation théâtrale.

— J'ai une idée, cria Annie. On jouera un drame qui s'appellera : LA FIN DU MONDE.

— C'est ça. On cassera tout, approuva Robert.

Jean reprit :

— Que dites-vous d'un drame en deux parties : la première, *la Fin du Monde*, qui se passera de ce côté du jardin...

Il désignait les parterres, la charmille, où notre oncle avait coutume de lire son bréviaire sur un banc, au pied d'une niche de l'Immaculée Conception.

— Mais il y aura une seconde partie qui s'appellera *le Monde Nouveau*, qui aura lieu de l'autre côté et où l'on fera des choses extraordinaires. Tout sera nouveau. Tout sera neuf dans *le Monde Nouveau*. Vous comprenez ?

Nous applaudîmes. Cette idée du *Monde Nouveau* nous paraissait grandiose.

Le titre de la pièce était arrêté. On décida d'un commun accord de rédiger un programme sensationnel écrit dans toutes les couleurs. On emploierait pour cela les encres qui servaient à enluminer nos cartes de géographie. Chacun

ferait un programme. On les confronterait et on choisirait le plus beau qui serait montré aux invités.

Les invités ? Nous les entrevoyions confusément. Nous sentions que nous devions nous abstenir de nous adresser à la bourgeoisie conservatrice qui ne nous comprendrait pas. Le médecin, le notaire et surtout les demoiselles Sauterot désapprouveraient la destruction du vieux monde.

Nous nous adresserions plutôt au petit commerce et même au peuple. La Félicie du sabotier viendrait sûrement, et Geo-Geo, le fils du cantonnier, accourrait. Il est vrai qu'il était idiot.

A ce moment où notre projet commençait à prendre corps, l'abbé Abrie apparut à sa fenêtre et nous ordonna de rentrer pour travailler à nos devoirs de vacances. A son grand étonnement, nous nous rendîmes sans un mot de protestation dans le salon transformé en salle d'études.

Ce salon désaffecté pendant notre séjour, c'était là un des sujets de la détestation que Benoîte nous vouait. Dès que notre arrivée était annoncée, elle en enlevait les petits tapis bordés de laine mousse et jusqu'aux meubles Louis-Philippe recouverts de housses à ramages. Elle eût voulu même pouvoir enlever la pendule de marbre noir et la dame de bronze tenant un oiseau mort qui la surmontait. C'est à contre-cœur qu'elle laissait aux murs les tableaux en tapisseries de perles qui représentaient le *Départ du Marin* et le *Retour de l'Enfant Prodigue*, et surtout la photographie « en agrandissement » de notre vénérable oncle lui-même faisant vis-à-vis à son saint patron Joseph, porteur du lys de la pureté.

De temps en temps, Benoîte pénétrait dans le salon pendant les absences fréquentes de l'abbé, à seule fin de constater que nous n'étions pas en train d'y commettre quelque épouvantable dégât. Elle fut stupéfaite de nous trouver ce matin, tous les sept autour de la table, penchés et la plume à la main. Paulinet même nous imitait en barbouillant un cahier.

La bossue ne savait pas lire et encore moins écrire. Elle fut édifiée par notre silence et notre application, et disparut discrètement comme elle était entrée, sans avoir distingué sur nos pages :

*La Fin du Monde
et le Monde Nouveau*

écrits en caractères de toutes les grandeurs et de toutes les couleurs. Celle d'Annie représentait, au centre, une énorme tache rouge, image même de la catastrophe finale et d'où sortait un soleil rayonnant fait à l'encre verte, signe de l'espérance dans le monde nouveau. C'est son programme qui fut adopté. Je l'ai retrouvé l'autre jour glissé entre les feuillets jaunis d'un vieux cahier d'écolier — et j'ai cru lire un manifeste dadaïste :

LA FIN DU MONDE

et

LE MONDE NOUVEAU

Drame extraordinaire et formidable

PAR LES DERNIERS HOMMES

et

LES PREMIERS ENFANTS

Jean.....	Thérèse
Robert.....	Annie
Pierre.....	Louise
Jacques.....	et Paulinet

REPRÉSENTATION UNIQUE ET DÉFINITIVE.



Annie achevait de sécher au buvard l'emblème des temps futurs qui avait absorbé la moitié d'un flacon d'encre verte, lorsque l'abbé Abric entra les deux mains croisées sur sa soutane. Il était très pâle et avait l'air absorbé.

— Je n'ai pas la force de vous interroger, mes enfants. Je suis très souffrant, je n'assisterai pas au déjeuner.

Il s'éclipsa. Je l'entendis qui, dans le vestibule, avait un

vif conciliabule avec Benoîte. Je compris qu'il préparait son départ pour le train de deux heures.

— Pas d'hésitation ! dit Jean à cette nouvelle. Il faut que la représentation de *la Fin du vieux Monde et le Monde Nouveau* ait lieu cet après-midi même. Nous lancerons nos invitations en sortant de table. D'ici là, que règne la plus absolue discrétion ! Qu'il n'y ait aucun incident pendant le repas, afin que l'abbé la Colique ne s'avise pas de changer d'idée et pour ne pas donner l'éveil à cette bougresse de Benoîte. Que chacun réfléchisse profondément au grand drame qui va se jouer tout à l'heure et apporte des idées vraiment originales.

Sous l'œil ahuri de la bossue, le début du repas se passa dans un profond silence.

— Vous êtes de bons enfants, avoua-t-elle. Vous avez pitié de ce pauvre Monsieur l'Abbé qui se croit encore plus malade qu'il n'est. Allons, pour vous récompenser, je vous ferai ce soir une crème au chocolat. Pourvu que cela dure, Sainte-Vierge, ma douce mère ! Voilà que l'abbé s'en va à Lyon pour consulter. Qu'est-ce que je vais devenir toute seule avec vous jusqu'à demain ?

— Soyez rassurée, mademoiselle Benoîte, dit Jean d'une voix posée. Mes consins et moi nous ne vous causerons aucun souci.

— Alors je peux faire en paix mes confitures. J'aime mieux vous le dire tout de suite. Je fais mes confitures de pêche. Je vous en ferai goûter demain, si vous ne venez pas me tourmenter dans ma cuisine. D'ailleurs je m'enfermerai.

— Enfermez-vous, enfermez-vous, mademoiselle Benoîte. C'est plus sûr.

— Oh ! je n'ai pas dit cela pour vous fâcher ! protesta la vieille fille, soudain inquiète à cause de l'air offusqué de Jean.

— Bon ! Eh bien, pour nous montrer votre confiance,

vous allez nous offrir à tous un verre de vieux marc, que nous boirons à la guérison de Monsieur l'Abbé.

Benoîte y consentit. Ce consentement si facile vous surprend peut-être. C'est que vous n'êtes pas d'un pays de vignes. De plus, la Benoîte était fille et petite-fille de vignerons. Il y avait des choses qu'elle comprenait.



Lestés d'un verre de vieux marc, nous partîmes, le cœur content, à la recherche de nos invités. Félicie, la fille du sabotier, avait regardé le programme qu'Annie portait sur sa poitrine à la manière des aveugles.

— Vous avez donc renversé l'encrier sur votre papier, mademoiselle Annie ? dit-elle.

— Tu es bête ! répondit Annie. Viens tout de même, on va rire.

Félicie était une pauvre adolescente, le souffre-douleurs d'une grand'mère infirme. Elle nous adorait. Aussi admettait-elle de nous les pires extravagances, sans nous trahir jamais.

Elle ne tarda pas à nous suivre, emportant sa corbeille de raccommodage, et elle s'assit sur une bande de gazon contre le mur en espalier. Près d'elle vint se placer Geo-Geo, l'idiot.

Geo-Geo était l'idiot comme il y en a un dans chaque village. C'était un long garçon rouquin de quinze ans, au visage criblé de taches de son. Il ne faisait rien, n'étant même pas capable de traîner une brouette. Il bégayait des mots sans suite. Mais on le supportait parce qu'il était inoffensif.

Les invités se trouvant au complet, Jean annonça :

— Et maintenant le spectacle va commencer. Que ceux qui ont des idées les sortent. Il ne s'agit pas de faire les imbéciles.

— Moi, je n'ai pas beaucoup d'idées, avoua Pierre en clignant de l'œil. Mais j'ai deux bouteilles de vin que j'ai

chipées dans le cellier. C'est du vin de la messe. C'est du cachet jaune.

— Chic ! La fin du Vieux Monde débutera par une orgie comme chez les Romains.

— Moi aussi, j'ai quelque chose, fit Thérèse d'Epagnac, qui apparut au trou de la haie, la tête surmontée des plumes multicolores de la volière du château.

Elle apportait un haut pichet de vin doux qu'elle avait elle-même soutiré à la cuve.

Mais le plus beau, c'est que Paulinet sortit, de dessous son tablier, le flacon de vieux marc imprudemment laissé sur le buffet par Benoîte, après notre départ.



Ce fut une orgie. Une véritable orgie, non truquée comme celle des théâtres. Nous bûmes vraiment tout le vin doux, tout le vin de la messe et tout le vieux marc. Annie, pour n'être pas en reste de munificence, avait exigé de Benoîte, comme prix de sa tranquillité, un quarteron de ces pêches-brugnons qui croissent parmi les vignes et qui sont si savoureuses. Leurs noyaux servirent de projectiles dans le combat inévitable qui suivit l'orgie.

D'une voix pompeuse, Jean dit :

— Les derniers hommes, fous de douleur, luttent contre les éléments. La terre va redevenir une nébuleuse. Car les hommes ont méconnu le Tout-Puissant et renversé les idoles...

Une grêle de noyaux de pêches avait en effet criblé la statuette de l'Immaculée Conception qui avait fini par choir de sa niche. Ses débris de plâtre gisaient sur le sable parmi les morceaux de faïence de ses vases fleuris. A sa place on hissa le Père Eternel, le Créateur.

Paulinet fut désigné pour ce rôle immobile que personne ne voulait. Pour le lui faire accepter, on couronna ses cheveux blonds d'une couronne de géraniums et l'on mit dans

sa main une boule de croquet qui figurait le globe terrestre... Nous nous prosternâmes à ses pieds.

— Créateur, sauvez le monde !

— Je veux faire pipi, grogna le Créateur.

Jean traduisit :

— La Volonté du Très-Haut est inexorable. Le monde va finir. Toutes les constructions humaines vont s'effondrer. Entendez-vous le tremblement de terre ?...

Nos voix s'enflèrent en imitant le roulement du tonnerre.

Nous nous précipitâmes sur le banc vermoulu de la charmille et sur le jeu de tonneau qui fut défoncé. A coups de maillet, à coups de piquets qui servaient à tendre les fils de fer de la lessive, nous détruisîmes les monuments humains.

A ce moment, le Créateur laissa tomber la boule du monde. Ce fut le signal du carnage final. Les femmes moururent les premières dans des cris d'agonie. Après une défense désespérée, Pierre et Jacques s'affalèrent sur la pelouse.

Jean et Robert restaient seuls.

— Tu es la Force, décréta l'Esprit. Il faut que l'Esprit demeure pour recréer le Monde Nouveau.

La Force consentit à disparaître, mais elle envoya, au préalable, une dernière bourrade à l'Esprit, qui, après s'être un peu frictionné, annonça :

— Le Vieux Monde est mort ! Fin de la première partie du spectacle.



Personne n'applaudit. Geo-Geo l'idiot continua de pousser son rire et Félicie posa le bas qu'elle reprisait.

— Qu'est-ce que Monsieur le Curé dira quand il verra son banc cassé et la Sainte Vierge bombardée ?

Il s'agissait bien de ces choses, alors que nous étions déjà tout à la pensée de la création du Monde Nouveau !

Nous achevâmes de boire ce qui restait de vin doux et

de vieux marc. Notre volonté d'inventer quelque chose d'extraordinaire, de magnifique, s'affirmait de plus en plus. Il y avait une grande ébullition dans nos cervelles. Chacun cherchait des idées dans sa tête un peu chaude.

Nos yeux brillants, nos joues colorées, nos gestes fiévreux firent dire à Félicie :

— On croirait des fous !

— Non, ce n'est pas la folie qui habite en nous, protesta Jean en appuyant son index sur son front. C'est le génie ! Et nous allons le faire voir.

Il disposa la mise en scène et le décor.

Le fleuve Mississippi s'appellerait désormais le Fleuve tout uniment, et le bassin, où nageaient des poissons rouges, serait l'Océan. Le drame aurait lieu sur sa rive lointaine, dans le Désert du jeu de croquet. C'est là que l'humanité nouvelle s'éveillerait sous le regard indifférent du Créateur. Que les créatures se forment elles-mêmes ! Précisément Paulinet, assis dans sa niche, dodelinait de la tête sous l'effet du vin doux. Jean, le Premier Homme, monté sur ses échasses, lui tourna le dos.

Il traversa d'un bond le Fleuve et, se plantant au milieu du Désert, il cria d'une voix de stentor :

— Humanité, éveille-toi !

Aplatis, le nez dans le sable, nous nous redressâmes.

— Qu'est-ce que c'est que cette humanité-là ? Je veux une humanité où la femme soit semblable à l'homme !

— Oui, oui ! crièrent les filles.

— Qu'on coupe ces tignasses et que du poil naisse autour de ces bouches !

En trois enjambées, Robert alla quérir les ciseaux de Félicie dans sa corbeille de raccommodage.

— Que l'on commence par la plus belle !

— Femme, approche ! dit rudement Robert à Thérèse d'Epagnac. A genoux pour le sacrifice !

Terrorisée, Thérèse pencha son visage sur le Fleuve. Trois coups de ciseaux eurent raison de ses boucles, qui s'en allè-

rent au fil de l'eau. Puis ce fut le tour d'Annie et de moi-même. Nos nattes détachées s'éparpillèrent, en algues blondes et rousses, parmi le cresson et les roseaux.

Quand nous nous relevâmes, des mèches drues et inégales auréolaient nos visages cramoisis.

— Un bouchon ! ordonna l'Esprit.

— Et des allumettes ! compléta-t-il.

Au moyen des allumettes, on fit flamber le bouchon, et le Premier Homme lui-même dessina, au-dessus de la lèvre de la Première Femme, une paire de moustaches en croc.

— Voilà qui est vraiment original, déclara le Premier Homme satisfait.



— Je m'ennuie. Je veux descendre, pleurnichait le Créateur dans sa niche.

— Le Créateur indifférent se désintéresse de plus en plus du monde nouveau. Que l'Humanité agisse donc à sa guise sans se soucier de lui. Et que tout, même le langage, soit nouveau, dans le monde nouveau !

Ayant ainsi parlé, Jean se mit à chanter, en sautillant sur ses échasses :

Le Créateur
Est un farceur
L'Institutrice
Est en nourrice
Rossignol
A la casserole
Le train siffle
Comme une gifle
Poule sur la locomotive
Girafe sur la poule
Le coq pleure.

Annie, inspirée, se mit à chanter plus fort que lui :

La terre se gonfle
Et se dégonfle
Comme la bosse de Benoite
La colique de l'abbé Abrie
Le cerveau de Geo-Geo l'idiot.

Ce fut alors un concours d'incantations abraca-labrantés que nous criions à qui mieux mieux. Tout cela n'avait ni queue ni tête : c'était des mots, des images assemblés au petit bonheur, entremêlés d'exemples tirés de la grammaire et dont nous changions le sens :

« N'écoutez pas vos maîtres parce qu'ils ont plus d'expérience que vous. »

« Plutôt la honte que la mort. »

« L'enfant, ainsi que certaines plantes, n'a pas besoin de soutien. »

Les plus jeunes huriaient seulement :

Chacal
Régat
Bal
Carnaval

Les filles reprenaient :

Amour, délices et orgues

Bientôt les exemples nous manquèrent, nous criâmes au hasard :

Soleil, poireaux
Lanterne magique
Défense de cracher
Dieu à bicyclette
La tour Eiffel
Et une donzelle.

— Il ne faut pas dire d'« âneries », grondait Jean.
Et il nous apostrophait :

Pick-pockets
A recutons
Je suis capitaine
Du bataillon
Des étoiles
Pas de rébellion !

Mais chacun n'écoutait que soi. Et encore n'étions-nous pas bien sûrs de nous entendre nous-mêmes.

• C'était une griserie qui n'était pas due seulement aux alcools absorbés, une frénésie qui montait, nous envahissait.

— Hibou, Pou, hurlait Georges.

— Pou, Pou, Pou, répétâmes-nous. Fou, Fou, Fou.

Nous nous mîmes à énoncer des syllabes : Ba be bi bo bu. Da de di do du. Da da.

Au plus fort de notre délire, Geo-Geo se leva. Plié sur ses genoux, il vint au milieu de nous en dansant, imitant ainsi sans s'en douter la danse des paysans russes. « Da da da », bégayait-il, la langue entre les dents, de sa voix qui muait.

« Da da da », répétâmes-nous en chœur. Et, à croupetons comme lui, nous l'entourâmes en criant « da da » sur tous les modes et sur tous les tons. C'était un chœur discordant qui montait, s'enflait. Félicie elle-même, prise par la contagion, gloussait « da da ». Jean, seul debout sur une échasse, appuyé contre un tilleul, faisait le moulinet avec sa seconde échasse. Son visage était très rouge. C'était lui qui reprenait le cri « da da », lorsque, manquant de souffle, nos voix tendaient à s'apaiser.

« Da da... Da da. »

Et à nouveau, le chant cacophonique reprenait formidable, passant par-dessus le mur du jardin, s'élevant jusqu'au clocher, atteignant la place du marché, couvrant tout le village. Il eût réveillé les morts dans le petit cimetière. Il finit par dégourdir Paulinet assoupi, dans sa niche, sous l'effet du vin doux.

Et l'on vit le Créateur debout, dans la pose du Mannekenpis, qui chantait « Dada » en arrosant le réséda.



C'est alors que Miss Kinsly apparut à la porte du corridor, flanquée de Benoîte et des demoiselles Sauterot effarées. A la vue du Mannekenpis, elles se voilèrent la face et

s'enfuirent. Benoîte se précipita sur le petit et l'empoigna.

— Vilain garçon !

— Da da da da, répondait le vilain garçon, dans les bras de la bossue qui le reboutonnait.

— Da da da da, continuait à crier Thérèse d'Epagnac, poursuivie par Miss Kinsly.

Celle-ci finit par la saisir et l'emporta. Elle criait toujours : « Dada. »

— Elle est saoule comme une grive, gémissait la miss.

— Ils sont possédés ! renchérissait Benoîte.

L'arrivée du sacristain, qui proposa de nous asperger d'eau bénite, ne nous calma pas. Nous entendîmes, comme dans un rêve, la plus vieille des demoiselles Sauterot dire : « Je vais télégraphier à Monsieur le Curé. »

Enfin nous nous tîmes d'épuisement. Il en fut, comme Annie et Robert, qui s'endormirent à même la pelouse. Jean alla en titubant se reposer sur son lit. Pierre eut une indigestion qui le dégrisa du coup. On coucha Paulinet qui balbutiait toujours : « Dada. »

Quant aux spectateurs, ils avaient filé sans se faire prier. Félicie s'était comme évaporée dès l'arrivée de Benoîte. Mais le sacristain avait dû redresser, d'un coup de pied, Geo-geo l'idiot, qui, à travers le village, continua à bégayer, la langue entre les dents, son « dada » guttural.



Ce soir-là, nous nous passâmes de dîner. Benoîte, dès l'Angelus, avait verrouillé la maison et était montée se coucher. Elle disait qu'elle avait « les sangs tournés ».

Nous dormîmes tous d'un sommeil lourd, à peine troublé par la visite du docteur Bonnin, appelé par les demoiselles Sauterot. A neuf heures, en effet, Benoîte fut obligée de se relever pour répondre au coup de sonnette du médecin. Celui-ci s'approcha de nos lits, constata de la fièvre à tous les poignets et, étant parvenu à faire ouvrir un œil à Jean, entendit l'adolescent murmurer d'une voix pâteuse :

— Dada, dada, dada...

Annie, secouée à son tour, grogna avant de replonger son nez dans le traversin :

— Dada, dada...

Et tous successivement, nous soupirâmes « Dada » entre deux ronflements.

— C'est un cas d'idiotie collective et d'origine contagieuse, déclara le docteur aux demoiselles Sauterot. J'ai toujours dit qu'on ne devait pas laisser les fous en liberté... Cas curieux, cas très curieux, tout de même. J'en ferai un rapport à l'Académie de Médecine.

A tout hasard, il prescrivit une purge collective comme le mal. De telle sorte que, le lendemain, lorsque nous nous réveillâmes après avoir fait le tour du cadran, nous trouvâmes, en place du petit déjeuner, une préparation pharmaceutique que nous présenta Bénédict, les lèvres serrées et le regard outragé.

Annie, la première, prit conscience de la situation. Elle lui parut grave. Il fallait s'attendre à tout, au rappel de nos parents, au retour brusqué de l'oncle curé. Et l'abbé Abrie qui allait revenir tout à l'heure ! Jean, le regard vague et la tête encore lourde, écoutait Annie. Il passait sa main dans ses cheveux. Nous en faisons autant, Annie et moi... D'avoir les cheveux courts comme les garçons, Annie se sentait plus d'autorité encore.

— Je propose, dit-elle, de commencer par jeter les purges par la fenêtre, puis d'aller, dans le salon, faire nos devoirs de vacances, comme si rien ne s'était passé. On verra bien !



— Eh bien, messieurs les Dadas ? Je dis « messieurs les Dadas » aux filles comme aux garçons...

C'est ainsi que notre vénérable oncle nous apostropha.

Il n'avait pas hâté son retour. Il revint le samedi pour les offices du dimanche, comme il l'avait annoncé.

Il revint, la tête encore bourdonnante des cantiques et des rosaires. Ses yeux, illuminés par les miracles, semblaient refléter, dans leur azur, le ciel des Pyrénées et la ceinture de l'Immaculée. Son cœur était plein de mansuétude.

Au surplus, pendant ces cinq jours, tout était rentré dans l'ordre. Sous l'effet d'une pluie bienfaisante, l'herbe piétinée de la pelouse avait repoussé plus drue que jamais, le géranium un peu éclairci avait refleuré, et le réséda embaumait.

Cependant l'affaire de l'« idiotie des enfants de la cure » avait fait grand bruit jusqu'au chef-lieu de canton voisin. Et puis le banc de la charmille restait brisé, le jeu de tonneau défoncé, sans compter maints autres dégâts, et surtout, la Sainte Vierge avait disparu de sa niche !... Notre oncle nous fit comparaître pour nous interroger.

C'était un brave homme que notre grand-oncle Curé. Peut-être n'était-il pas très intelligent, ainsi que l'affirmait mon père, et c'est pour cela qu'il ne put jamais obtenir un poste plus important que cette cure de village. Peut-être n'était-il qu'un sage, qui voulait mourir dans ce beau pays de vignes qui l'avait vu naître.

Il considérait d'un œil un peu narquois Thérèse d'Epagnac, que sa miss avait envoyée comparaître aussi en manière de punition, et qui, avec ses cheveux courts, ressemblait à un petit page florentin.

— Allons, parlez !

Les rapports contradictoires de Benoîte, des demoiselles Sauterot et du sacristain ne parvenaient pas à l'éclairer sur cette aventure.

Alors Jean tenta d'expliquer l'idée du spectacle fameux qui devait représenter le Monde Nouveau, où tout serait nouveau, les hommes, les idées et même le langage. Mais, déconcerté par le regard d'incompréhension de son juge, il ne tarda pas à se perdre dans des explications et à bredouiller...

L'oncle trancha :

— Pour vous punir, vous m'écrirez, demain dimanche, en manière de pensum, le récit de toutes ces sottises. Et surtout, dites la vérité et ne vous concertez pas. D'ailleurs l'abbé, cette fois, vous surveillera.

.
C'est ainsi que j'ai pu retrouver dans un, vieux cahier d'écolier l'histoire des premiers « Dadas ». Longtemps, dans le pays, on nous nomma ainsi, à notre confusion.



..... Vingt-cinq ans ont passé.

Le vénérable curé, depuis longtemps, repose dans le petit cimetière de Renaison, non loin de Benoîte et de l'abbé Abric.

Les Dadas ont grandi, sont devenus des hommes accomplissant leur destinée, qui fit d'eux des notaires, des médecins, des avocats comme leurs pères. Les filles se sont mariées. Thérèse d'Epagnac préside des œuvres de charité...

Geo-Geo l'idiot aussi a grandi. Il est toujours idiot et inoffensif. C'est aujourd'hui un homme de quarante ans au crâne chenu. Sa voix a pris un ton de basse. Mais son vocabulaire s'est de plus en plus restreint. Il traîne toujours son long corps à travers le village en bégayant le mot que, lui seul, n'a pas oublié.

Il mourra, la langue entre les dents, en disant de sa voix gutturale :

— Dada !

LOUISE FAURE-FAVIER.

SKATING-RING A TABARIN

BALLET-AUX-PATINS

pour la musique de...

—

1. — *Ils tournent. Ils tournent. ILS TOURNENT.*

*Dans de vagues senteurs de folie,
ils tournent le sens éperdu de toute la vie.*

2. — *Skating-Ring. Un petit TOURBILLON DE CHAIR,
quelque part, dans la métropole.*

Point de gestes. Surtout point de paroles.

L'ample et rond grincement des patins sous la voûte sans air.

*Etouffement d'odeurs charnelles
dans la grinçante clameur de l'acier.*

3. — *Skating-Ring. Élégance des masses corporelles
ondoyant sur le ciment sans rides.*

Tous les corps ne sont plus qu'un mouvement fluide.

Une élégance de LÉGÈRETE.

*On perd le sens du poids,
comme devant les volutes de la mer.*

*Paris tord là
un minuscule tourbillon de son immense chair.*

4. — *Les PATINEURS*

*tournent et tournent et tournent
dans de vagues senteurs de folie,
l'élégance de leur danse glissante,
et des odeurs mêlées de plâtre et de peau,
et le sens éperdu de toute la vie.*

5. — Quelques couples sont entrés dans la lice.

Cinq, dix, très peu. Et ils remplissent l'espace du vent
de leur chair en mouvement.

Ils n'ont pas de visage.

Une forme double de chair qui glisse.

Une image.

ÉLÉGANCE DE LÉGÈRETÉ.

Exaspérante image de SEXUALITÉ.

Deux corps ne font qu'un. L'ondoiement
commun des hanches et des reins
est celui de l'étreinte.

6. — Au milieu d'eux, tout à coup, un homme.

Haut, droit, sec. Inéluctable comme la volonté du rythme
dans les muins du chef d'orchestre,

Un homme seul, sur ses PATINS.

Ainsi que sur leurs cothurnes les antiques comédiens.

Le bout du foulard rouge à son cou

bouge, pareil à la flamme d'un cierge qu'on secoue.

On le devine pâle, émacié, comme un anachorète.

Il est le maître de la DANSE-DES-PATINS.

Il résume dans un tourment

l'éclat métallique de l'orgue de foire, et tout le mouvement.

Ses os vibrent comme un instrument.

Visibles, sensibles, cordes tendues sous les muscles souples.

Sur ses deux bras ouverts, il a le rythme de ces couples
qui tournent et tournent le sens éperdu de toute la vie.

Corybante de cette frénésie.

Poète.

Fou.

7. — Vingt couples, puis cinquante, puis cent.

Toute une masse fluide d'ondoiement.

La clameur des aciers roulants frottant contre le ciment
se mêle aux stridences hautes de l'orgue mécanique.

*Des âmes, ivres de mouvement,
exhalant une VAPEUR METALLIQUE.
Et les lumières pâlisent
devant les yeux des assistants.
Le cœur des couples bruyants autour de la lice
regarde le charnel tourbillon,
en sirotant des baisers et des boissons.*

8. — *Vingt couples, puis cinquante, puis cent.
Ils tournent. Ils tournent sous le commandement
de l'orgue, dans l'ivresse de leur souplesse.
Autour du FOU.*

9. — *Une femme, ivre de son tournoiement,
sori de la danse en rond.
Le Fou la rattrape d'un bond.
Son foulard rouge l'a fascinée.
Il l'enlève dans une apothéose de bonds et de voiles.
Il s'élance avec elle dans une plus flexueuse fureur
au centre des patineurs.
ARAIGNÉE au centre de sa toile.*

10. — *Il la balance sur les courbes de la piste.
Leurs têtes penchées dans un seul sens ondoient
sur la vague circulaire des têtes des autres.
Ils tournent tous, ILS TOURNENT
leur signification frénétique de la vie.
Visages courroucés. Grimaçants. Extatiques.
Comme dans un spasme.
Membres fondus dans une traînée de chair rythmique.
Mollement, comme dans un spasme lent.
Dans la clameur de l'orgue métallique.*

11. — *Un homme enflammé d'une colère
de jalousie mâle
s'élance vers le couple de la Femme et du Fou.*

*Il tend tout son corps fin vers une CHIMÈRE.
Il tend ses mains contre l'insaisissable
couple de la Femme et du Fou.
Il tourne, il tourne, dans des cercles toujours plus étroits,
vers le couple de la Femme et du Fou.
Rien. Il ne saisit pas l'insaisissable.
Le couple s'échappe, et joue,
et se rapproche et s'éloigne.
Et l'Homme le poursuit tremblant d'ardeur angoissée.*

*12. — Alors, tous les autres s'arrêtent,
autour de la lutte des trois,
de cette suprême élégante lutte de souplesse
dans le cercle toujours plus étroit.
Tous les autres s'arrêtent après avoir traîné leurs PATINS
comme dans un cri métallique étrange et prolongé.
L'HOMME poursuit sa FEMME,
éperdue au bras du FOU.
Le foulard rouge bouge
comme une toujours plus vibrante flamme.
L'Homme veut rattraper la sexuelle chimère qui s'échappe
et se rapproche, et s'échappe
dans la plus exaspérante élégance de la souplesse.
Le foulard rouge marque en tournoyant
un petit sillon sanglant, aérien, devant les yeux.
Les assistants voient un signe de feu PROMESSE DE SANG.*

*13. — Nulle voix. Nul geste qui précise la volonté.
L'ondoiement de trois corps,
d'un corps et d'un autre double,
dans le même cercle de LÉGÈRETE
bondissant, s'effaçant tour à tour.
L'un, avec sa volonté
de MORT.
L'autre, avec sa volonté
d'AMOUR.*

14. — *Nulle voix humaine. L'essentiel de la chair qui vent.
Le grincement long et rond des PATINS,
dans le brouillard sonore de l'orgue,
dans la fixité froide des lampes électriques,
dans le frémissement félin
des assistants.
Et dans l'interminable tournoiement
déjà plus saccadé, plus proche, plus aigu,
des trois corps qui se cherchent et se dérobent dans la danse.
La DANSE glissante se referme sur elle-même
comme les cinq doigts de la main dans le poing.
Les trois se cherchent, se rapprochent, s'échappent.
L'énorme bruit métallique est déjà comme un silence.
LE DESTIN FRAPPE.*

15. — *LE DESTIN A FRAPPE.*

*L'Homme avait son couteau à la main,
farouche comme dans un drame de cinéma.
Mais son geste était vain.
Aussi vain que son droit
sur cette belle chair de femme qui n'en voulait pas.
Le destin s'est prononcé.
Le Fou est trop beau d'insouciance LÉGÈRETE.
Et toutes les femmes d'alentour, une à une,
ont leurs visages allumés sur les corsages
comme des flammes de cierges
que des mains invisibles tournoient.
Fantômes.
Toutes, toutes, toutes,
s'en viennent au centre du monde où apparaissent LA FEMME ET LE FOU
Une à une, sillonnant l'air dans leurs larges lignes rondes
où les corps n'ont plus de gestes, mais des envolées d'ondes.
Toutes, toutes, toutes,
autour de la femme et du Fou !
Humble charnelle estrade.*

16. — *Pais, le Couple et le chœur des Femmes
tournent, tournent et tournent
dans une nouvelle, étroite, grinçante frénésie,
le sens éperdu de l'Amour,
LE SENS EPERDU DE LA VIE.*

17. — *L'homme a disparu au milieu des autres hommes.
Ceux-ci l'ont entouré,
l'ont repris dans leur giron de MASCULINITÉ.
Tous s'élancent contre le couple et le chœur,
brouillant leurs reflets dans la moire grise du parquet,
lumineux sous sa poussière de craie
comme une eau morte d'étang.
En vain. En vain.
Ils tournent effroyablement leur fureur
autour d'un roc de chair amoureuse.
L'éternel destin.
Soudain, des voix humaines, une clameur comme de sang.
Charnelle comme le sang,
les bruits s'arrachent de la poitrine des hommes,
qui se jettent dans un nouvel assaut.
Ils blessent et déchirent longuement le brouillard
sonore de l'orgue.
Les femmes répondent.
La voix des AMANTES
passe comme un frisson sonore d'épouvante.
Seul, muet et magnifique,
auréolé de son foulard rouge qui se dénoue
et s'allonge en flamme souple et dansante autour du couple,
le Couple danse son incroyable DANSE-DES-PATINS
dans le silence de son DESTIN.*

18. — *Les deux masses humaines vont et viennent,
se rapprochent et s'éloignent,
s'étreignent dans la DANSE DE LA HAINE,
s'échappant aussitôt.*

*La masse des HOMMES. La masse des FEMMES.
Les hommes ont gagné. Les femmes sont à eux.
Folles de leur dépit, elles renouvellent leur jeu.
Et seul réapparaît, encore au centre, le COUPLE
de l'Amoureuse et du Fou.
Seul, au centre de toute la haine qui les encercle.*

*19. — Ils tournent, tous, ainsi,
dans une danse infinie,
ILS TOURNENT LE SENS-FOU-DE-LA-VIE.*

*20. — Lorsque, avec un grand cri précis, et lumineux
comme une fusée,
la Femme tombe évanouie aux pieds du Fou.
Évanouie de la langueur de trop avoir étreint
dans la plus mortelle volupté
le sublime oubli de son être
par la suprême LEGÈRETE,
par la suprême DANSE
DE L'ÉLÉGANCE.*

*Le cercle des couples assaillants s'ouvre
dans une terreur pleine de pitié et d'attente.*

*21. — Le Fou s'agenouille et se redresse.
Il ne touche la terre que dans un élan.
Sans la toucher que comme dans une caresse.
Il danse la folle DANSE-DES-PATINS
autour de la Femme évanouie,
au centre du cercle humain qui s'élargit.
Puis, d'un seul geste d'offrande
il soulève la belle chair aplatie.
Sur ses deux bras ouverts dans la CROIX-D'AMOUR.
Et l'orgue paraît muet, car le Fou ricane.
Le grincement de son rire s'égrène en face de la vie.
Tandis qu'il danse éperduement
avec le poids de la belle chair haut sur sa tête,*

C'est comme un jeu d'éclairs dans une tempête.

Les cheveux blonds de la Femme

se mêlent au foulard rouge

qui se dénoue, se dénoue, se dénoue interminablement.

FLAMME.

Une ardeur de vie au-delà-de-la-vie

semble ainsi s'allonger de son cou.

Seule brillent aux lumières métalliques d'un métal sale,

la bouche écumante de rouge de la femme évanouie,

et les éclats de sa robe de soie.

Et il disparaît hors la piste

hors toute chose, hors toutes choses,

avec sa pâle proie.

Superbe comme la vérité d'un ordre donné par le clairon

dans une mêlée,

dans cette mêlée frémissante des SENS.

Il disparaît.

Et tous les couples, muets, recommencent à tourner
comme par le signe éternel des recommencements,
dans une douce folie

LE SENS ÉPERDU DE TOUTE LA VIE.

CANUDO.

A Paris dit-Panam, 1918.

L'ÉTRANGE EXISTENCE DE L'ABBÉ DE CHOISY

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

(Suite ¹)

—

XII. — « Autant et plus que le quinquina. »

Le 30 juillet 1683 mourut Marie-Thérèse d'Autriche, femme de Louis XIV. L'abbé de Choisy avait vécu dans son entourage, surtout à Fontainebleau. Marie-Thérèse tenait peu de place non seulement dans le cœur de Louis XIV, mais encore à la Cour : le rôle des favorites éclipsait, en effet, le sien. Sa mort ne causa donc pas grande émotion. L'abbé de Choisy écrit simplement et uniquement :

La reine mourut,

et il s'empresse de s'occuper du roi pour ajouter :

Il ne pouvait se passer de femme. Madame de Maintenon lui plaisait fort.

Il semble par conséquent que la mort de Marie-Thérèse doive passer, pour ainsi dire, inaperçue aux yeux et à l'esprit de l'abbé de Choisy. Mais est-ce parce qu'il a connu la reine en de solennelles circonstances, comme celle de la naissance du Dauphin, dont il a donné un récit que nous avons rapporté plus haut, est-ce parce que la mort de Marie-Thérèse peut paraître d'autant plus triste qu'elle ne soulève aucun regret, quoi qu'il en soit, l'abbé de Choisy est le seul à être frappé par cette disparition, et encore ne faut-il rien exagérer, car il nous prévient :

La mort de la reine m'avait fait faire à peine quelques réflexions.

(1) Voy. *Mercur de France*, nos 524, 525.

Mais cela suffit pour que l'idée de la mort hante son esprit. Or, à ce moment, brusquement, il tombe malade. Une fièvre intense l'accable, son cœur même dépérit. Il entre, pour se faire soigner, au séminaire des Missions étrangères, quia pour supérieur l'abbé Thiberge, dont Choisy fait grand cas à cause « de ce tour simple, naturel et noble qu'il sait donner à tout ce qu'il fait ».

L'état de l'abbé de Choisy empire. Alors « j'envisageai la mort que j'avais crue si éloignée. Bientôt après, j'en vis tout l'appareil effroyable. » Il raconte lui-même ses funèbres visions : la présence des prêtres au milieu de la clarté des clartés, la tristesse de ses parents, l'étonnement des médecins. Il assiste en quelque sorte à son propre trépas. Il voit, en ce suprême instant, jusqu'aux cieux, jusqu'aux enfers ; plus encore, Dieu sur son trône de lumière, environné de ses anges.

Il me semblait qu'il me demandait compte de toutes les actions de ma vie, des grâces qu'il m'avait faites et dont j'avais abusé ; et je n'avais rien à lui répondre, rien à lui offrir pour satisfaire à sa justice. Je voyais, en même temps, les abîmes entr'ouverts prêts à m'engloutir ; les démons prêts à me dévorer ; les feux éternels destinés à la punition de mes crimes. Non, l'on ne saurait s'imaginer ce que c'est que tout cela, si on n'y a pas passé.

L'abbé de Choisy se livre à bien des considérations sur ce sujet :

A l'heure de la mort, on voit les choses différemment qu'autrefois. Tout, jusqu'au mystère, paraît plus compréhensible ; l'âme qui va se dégager du corps a des clartés nouvelles. Et puis, il y a déjà la présence de Dieu !

L'abbé de Choisy en a peur.

Je demandais pardon à Dieu de tout mon cœur. J'aurais bien voulu avoir le temps de faire pénitence, mais la mort me talonnait de près. J'avais entendu les médecins dire : « Il ne sera pas en vie dans deux heures. » Que faire donc ? Quel parti prendre ? Je ne sentais rien, je ne me souvenais de rien qui pût me donner la moindre espérance. Je ne me voyais aucun moyen de racheter

mes péchés par l'aumône, enfin toutes les portes du ciel me paraissaient fermées.

Pourtant, il s'est préparé à la mort, il s'est confessé, il a reçu l'extrême-onction. Mais est-ce suffisant ? Sans doute l'abbé de Choisy se rappelle toute son existence, et il en est effrayé. La violence de la maladie l'accable plus encore. L'abbé de Choisy tombe dans un profond assoupissement. Le sommeil lui a fait grand bien et lui a permis de se voir « à la porte d'une galerie, toute éclatante de lumière, mais d'une lumière douce et qui, sans m'éblouir, me paraissait plus brillante que toutes les autres lumières ».

C'est à cette divine clarté qu'il renaît, pour ainsi dire, à l'existence. Il se fait toutes les promesses possibles. S'il recouvre la santé, il se consacrera uniquement à Dieu, et, dans ces conditions, il est impossible que Dieu ne lui fasse pas miséricorde. Enfin, s'il souhaite la vie, ce n'est que pour faire pénitence et son désir est si vivement sincère que l'inquiétude de son esprit disparaît de plus en plus, à ce point que le convalescent est persuadé que c'est cela qui contribue à sa guérison « autant et plus que le quinquina ». Nous verrons comment il tiendra ses pieuses promesses.

L'abbé de Choisy a, durant tout le cours de sa maladie, été soigné par l'abbé Dangeau, déjà depuis plus d'un an membre de l'Académie Française. Dangeau était un de ses amis d'enfance et fut souvent le compagnon de ses débauches. On se souvient qu'après le passage du Rhin, onze ans auparavant, par Louis XIV, l'abbé Dangeau et l'abbé de Choisy faisaient ensemble partie de l'armée du roi et qu'ils servirent la messe à ce dernier.

Choisy faisait grand cas de Dangeau, qui, dit-il, sait tout, le présent, le passé et l'avenir. Aussi, comme l'abbé Dangeau est à son chevet et qu'il parle de choses sacrées, l'écoute-t-il avec une grandissante dévotion et l'entretient-il à son tour sur le même sujet.

Dangeau, qui était protestant, avait été converti au catholicisme par Bossuet, et l'on assure que sa conversion avait

été d'autant plus facile, qu'en bon courtisan, il voulait plaire au roi. D'Alembert nous dit, en effet, que Dangeau, après son abjuration,

se sentit soulagé de n'avoir plus à craindre de déplaire ni à Dieu, ni à son souverain. Rassuré désormais pour ce monde et pour l'autre, il entra dans l'état ecclésiastique. Dans la première ferveur de son zèle catholique, sévère observateur des lois de l'Eglise, il avait formé la résolution édifiante et courageuse de se borner à un seul bénéfice, mais nous sommes obligés de convenir qu'il se relâcha de cette rigueur.

Ne cumula-t-il pas l'abbaye de Fontaine-Daniel, celle de Clermont, le prieuré de Gournay-sur-Marne et celui de Crépy-en-Valois ?

Converti par Bossuet, il veut, à son tour, convertir son ami Choisy. Il semble y réussir. Leur conversation pieuse devient plus vive, plus intéressante, plus parfaite et c'est grâce à elle que, presque à l'insu de leurs auteurs, se trouvent composés quatre dialogues sur l'immortalité de l'âme, sur l'existence de Dieu, sur la providence et sur la religion.

Mais l'abbé de Choisy, qui a promis, au cours de sa maladie, que, s'il revenait à la santé, il se consacrerait uniquement à Dieu, n'est pas tout à fait encore convaincu. Il avoue, en effet, que

la religion est dans son esprit, mais qu'elle n'est pas encore dans son cœur, qu'il est convaincu de l'immortalité de son âme, de l'existence de Dieu et de la Providence, mais qu'il se sent encore enchaîné par ses passions, qu'il faut que Dieu s'en mêle et qu'il croit qu'une bonne maladie est le seul moyen de le faire rentrer en lui-même.

Oui, mais l'abbé de Choisy guérit, et, après être rentré en lui-même, il va se hâter d'en sortir. Mais, auparavant, il ne veut pas perdre le bénéfice de la composition des quatre dialogues. Il veut donc les faire paraître, avec, pour interlocuteurs, Timoléon, c'est-à-dire lui-même, et Théophile, c'est-à-dire l'abbé Dangeau.

Ce dernier n'est guère partisan de leur publication. Mais

l'abbé de Choisy passe outre et en donne le motif dans une préface :

Moi, qui, par une heureuse expérience, ai senti l'effet qu'ils sont capables de produire ; moi, en qui ils ont fait naître les premiers désirs de mon salut, et la première pensée de demander à Dieu la grâce de ma conversion, j'ai cru que, puisqu'ils m'avaient touché, ils en pourraient bien toucher quelque autre ; et je vous les donne, cher lecteur, en croyant fermement que, si vous daignez les lire avec attention, si vous pénétrez tout ce que dit Théophile, il n'est pas impossible qu'ils fassent en vous ce qu'ils ont fait en moi.

Il y a un autre motif qui a incité l'abbé de Choisy à publier ces quatre dialogues, c'est la gratitude qu'il doit aux pères des Missions étrangères, chez qui il est entré pour se faire soigner et dans le séminaire desquels il vit encore :

Enfin, ce qui m'a déterminé à rendre publiques ces conversations particulières, c'est la connaissance que j'ai eue, depuis peu, de ces hommes apostoliques qui se sont dévoués à la propagation de la foi, et qui, sans craindre les périls, le martyre et la mort, se préparent à aller traverser toutes les mers pour aller porter l'Evangile dans toutes les parties du monde. J'ai espéré qu'ils trouveraient dans ces dialogues des raisonnements dont ils pourraient se servir pour la conversion de ces peuples barbares et idolâtres qui n'ont presque aucune idée de la divinité.

Ces Quatre dialogues sur l'immortalité de l'âme, sur l'existence de Dieu, sur la Providence et sur la religion paraissent en 1684. L'abbé de Choisy, qui débute ainsi dans les lettres, a alors quarante ans. C'est un âge avancé dans une telle carrière. Cet exemple sera, plus tard, suivi par Jean-Jacques Rousseau.

L'abbé de Choisy fut-il réellement converti ? Comme on en parlait à l'abbé Dangeau, celui-ci ne peut s'empêcher, si nous en croyons d'Alembert, de répliquer : « Hélas ! à peine ai-je eu prouvé à cet étourdi l'existence de Dieu que je l'ai vu prêt à croire au baptême des cloches ! »

**XIII: — « Je croyais être devenu pape... »
au Siam.**

En 1684, le cinquante-deuxième roi de Siam, Tchaou-Naraïa, envoie une ambassade au roi de France. Mais le vaisseau qui porte ses représentants et ses présents fait naufrage. Deux ambassadeurs seulement échappent au désastre et parviennent à Versailles. Louis XIV les traite comme si l'ambassade était au complet.

Le jour de leur audience solennelle, dit M. H. Fourtoul, dans ses *Fastes de Versailles*, le palais montra toute sa magnificence. Les eaux jouaient dans les jardins, des fleurs avaient été jetées sur les degrés. A l'intérieur, on avait étalé les somptueux tapis de la manufacture des Gobelins et les orfèvreries les plus riches. Le cortège des ambassadeurs fut reçu avec les plus sublimes formes de l'étiquette ; il s'avança à travers les grands appartements qui étaient remplis par la Cour étincelante de broderies et de diamants. Ils parvinrent enfin jusqu'à la grande galerie où ils aperçurent Louis XIV vêtu d'un habit qui avait coûté douze millions, debout sur une estrade d'argent qu'on avait posée sur une estrade élevée de neuf marches et garnie de tapis et de vases précieux. Ils se prosternèrent trois fois, les mains jointes, devant la Majesté de l'Occident et levèrent ensuite les yeux sur elle : le roi leur avait permis de le regarder.

L'année suivante, le roi de France décide d'envoyer à son tour une ambassade à Tchaou-Naraïa. Le but de cette mission est sans doute d'obtenir des traités de commerce, il est surtout de convertir le roi de Siam au catholicisme.

Or, l'abbé de Choisy habite encore au séminaire des Missions étrangères, et il y est « tranquille ». Un jour, il reçoit la visite de son futur collègue de l'Académie Française, Bergeret, alors premier commis de M. de Croissy, ministre des Affaires Étrangères. Ils se mettent à converser des nouvelles du jour, et Bergeret raconte à son interlocuteur le projet de Louis XIV d'envoyer une ambassade au roi de Siam pour l'engager à se faire chrétien.

Il y a là, dit-il, un emploi digne d'un ecclésiastique ha-

bile et zélé. Si l'abbé de Choisy l'accepte, Bergeret l'assure qu'il fera tout le nécessaire auprès de son ministre, mais qu'il faut s'occuper de M. de Seignelay, secrétaire d'État à la marine, de qui, à cause du voyage, dépend également l'envoi de l'ambassade au Siam.

Choisy accepte et en fait part à sa famille.

Tous mes parents firent fort les colères, peut-être pour n'être pas obligés de m'offrir une pistole.

Un de ses frères, pour le détourner du voyage, va jusqu'à lui rappeler certain horoscope où il est annoncé que l'abbé de Choisy périra en mer, mais celui-ci méprise « ces sortes de pronostics », il s'en « moque ».

Il faut donc qu'il fasse, à un titre quelconque, partie de l'ambassade. C'est son ami, le cardinal de Bouillon, qui intervient obligeamment et qui se rend auprès du ministre de la marine. Mais M. de Seignelay répond qu'il est trop tard : la place que pouvait occuper l'abbé de Choisy est, depuis deux jours, attribuée au chevalier de Chaumont.

L'abbé de Choisy ne se décourage pas et s'en tire, grâce à l'habileté et aux ressources de son esprit. Il fait représenter à Louis XIV par le cardinal de Bouillon que, tout d'abord, le chevalier de Chaumont, chef de la mission, peut mourir au cours d'un si lointain voyage et qu'il lui faut, le cas échéant, un remplaçant ; ensuite que, pour convertir le roi de Siam, le chevalier de Chaumont est un théologien médiocre et qu'il a besoin d'être assisté de quelqu'un plus versé en ces matières.

Dans ces conditions, l'abbé de Choisy demande à être envoyé au Siam en qualité d'adjoint au chevalier de Chaumont, comme coadjuteur d'ambassade. C'est lui-même qui trouve ce titre et, comme le cardinal de Bouillon le répète au roi, celui-ci se déclare : « Je n'avais pas encore ouï parler d'un coadjuteur d'ambassade, mais il y a raison à cause de la longueur et du péril du voyage. »

L'abbé de Choisy va chez le ministre de la marine pour

prendre ses instructions. M. de Seignelay le fait attendre très longtemps dans l'antichambre. L'abbé de Choisy l'entend rire dans son cabinet à gorge déployée et il ne peut s'empêcher de consigner dans ses mémoires que le ministre de la marine n'eut pas un mot d'excuse pour avoir tant tardé à le recevoir. Mais enfin, la chose est faite. L'abbé de Choisy fait définitivement partie de l'ambassade.

Le bruit s'en répand aussitôt à la cour. On s'imagine que c'est par piété et désir de prosélytisme que l'abbé de Choisy s'en va si loin de France. Madame de Montmorency a fait l'écho de cette croyance dans une lettre au comte de Bussy :

C'est à l'abbé une grande ferveur, car il quitte vingt mille livres de rentes pour aller prêcher l'Évangile en ce pays-là et achever de convertir le roi de Siam qui est ébranlé.

Bossuet a converti Dangeau, Dangeau a converti Choisy. Pourquoi Choisy ne convertirait-il pas Tchaou-Naraïa ? Il laisse donc s'accréditer ce qu'écrit Madame de Montmorency, mais il est à croire que ses contemporains ont peu confiance en lui, car on chausonne :

Choisy, converti par Dangeau,
S'en va prescher jusqu'en la Chine
Il part chrétien et fort dévot !
Mais je jugerais à sa mine,
S'il trouve un Dangeau à Siam,
Qu'il en revient mahométan.

Un autre bruit se répand, qui se rapproche un peu plus de la vérité. On affirme que, si Choisy, « qui a vécu toute sa vie licencieusement », a demandé au roi d'aller au pays de Tchaou-Naraïa, c'est « pour expier sa vie passée ».

Cette affirmation ne déplaît pas à celui qui en est l'objet. Bien au contraire. L'abbé de Choisy fera, en effet, tout son possible pour la faire accréditer publiquement. Sans doute, il y a quelque sincérité en lui. Ne loge-t-il pas au séminaire des Missions Étrangères dont il vénère le supérieur et où il peut trouver bien des exemples de dévouement absolu pour la croix et d'exil pour la propagation de la foi. Les

missionnaires de son séminaire, il les a vus à l'épreuve, et c'est par reconnaissance envers eux qu'il a tenu à publier les quatre dialogues écrits par lui en collaboration avec l'abbé Dangeau. Du séminaire partent des représentants de sa religion. Pourquoi ne partirait-il pas lui aussi ? Ce serait l'oubli de sa vie passée, une existence nouvelle s'ouvrant sur un vaste et très noble horizon. Alors, l'abbé de Choisy est animé de « l'ambition apostolique d'aller au bout du monde convertir un grand royaume ». Lui-même finit par ne plus se souvenir de tout ce qui, au fond, l'a poussé à partir.

Ce qui, en réalité, l'a décidé, l'abbé d'Olivet nous le dit :

Il est certain qu'il ne fut déterminé à entreprendre ce voyage que par des considérations humaines et surtout pressé par ses créanciers qui l'accablaient de toutes parts. Il avait fait, au jeu, des pertes considérables et il crut qu'il épargnerait beaucoup en allant au Siam : en quoi il se trompa extrêmement. Il ne nie pas lui-même, dans son journal, qu'il n'eût une infinité de dettes. C'est donc en vain qu'il veut nous persuader en ce livre que la main de Dieu l'engagea à ce voyage et qu'il y fut poussé avec trop de violence pour que ce mouvement fût naturel.

Madame de Montmorency se trompe donc : si Choisy avait eu les vingt mille livres de rentes dont elle parle, Choisy serait resté en France. Pour partir, Choisy est obligé d'avoir recours à l'amitié du cardinal de Bouillon, qui lui donne mille écus, et aux usuriers.

Les usuriers me fournirent tout le reste qui m'était nécessaire et mirent sur ma tête à la grosse aventure. Ils s'en sont bien trouvés par la suite ; mais pour moi, si j'en ai rapporté le moule du pourpoint, mes affaires en ont été renversées dix ans durant.

L'abbé de Choisy résume ainsi tous les ennuis qu'il eut avant son départ :

Tout s'y opposait ; le roi n'y avait que faire de moi. Mes amis, mes parents m'en détournaient. La nature y devait trouver beaucoup de répugnance. Je n'avais point d'argent pour faire les dépenses absolument nécessaires. Dieu m'avait fait la grâce de sur-

monter tout cela. J'étais à moitié malade quand je suis parti.

C'est le 3 mars 1685, à Brest, à huit heures du matin et à bord de l'*Oiseau*, que s'embarque pour le Siam l'ambassade française ayant à sa tête le chevalier de Chaumont et son coadjuteur l'abbé de Choisy, ainsi que le père Tachard. Chaumont est « un homme de qualité et de vertu », le père Tachard est « d'esprit doux, souple, rampant et pourtant hardi, pour ne pas dire téméraire », et il est, en réalité, sans que cela paraisse, comme on le verra plus loin, le véritable chef de la mission.

Durant les cinq premiers mois de la traversée, l'abbé de Choisy se demande quel va être son rôle. Le chevalier de Chaumont ne lui donne sur ce point aucune explication. L'abbé de Choisy ne sait que faire et commence à s'ennuyer. La mer devient mauvaise. A quatre mille lieues de Brest, éclate une tempête « qui nous approcha fort près du centre du monde », et l'abbé de Choisy songe à l'horoscope que lui rappela son frère, dans le dessein de le détourner d'un aussi lointain voyage.

Mais l'abbé de Choisy espère trouver à tout une distraction. La publication des quatre dialogues l'a, en effet, mis en veine d'écrire. Il conçoit le projet de traduire une *Histoire portugaise de l'Ethiopie orientale*. Là, il nous donne un exemple de sa pure intellectualité et de la finesse de son bon goût.

Je n'irai pas traduire mot à mot, cela ferait un plaisant langage. Il faut que je trouve un tour français qui réponde au tour portugais et, en le trouvant, si je le trouve, j'attrape, autant qu'il est en moi, la délicatesse des deux langues.

Mais l'abbé de Choisy ne poursuit pas plus avant sa traduction.

Ce qui le préoccupe, c'est le rôle qu'il doit exercer dans l'ambassade. Or, un hasard heureux le sert. Sa cabine est séparée par une simple cloison de celle du chevalier de Chaumont. Ce dernier prépare, dans sa cabine, à haute

voix, le discours qu'il doit prononcer devant le roi de Siam. L'abbé de Choisy l'entend ainsi « ruminer sa harangue ».

Quelques jours après, et très habilement, il raconte au chevalier de Chaumont : « J'ai ouï les plus belles choses du monde. » Le chevalier de Chaumont est flatté, l'emmène dans sa cabine et lui récite son discours. L'abbé de Choisy déclare qu'il le trouve « sans faute ». Le chevalier de Chaumont est plus que flatté, et lui qui, durant tant de mois, n'a rien daigné faire connaître à l'abbé de Choisy, prend ce dernier pour confident.

L'abbé de Choisy, qui joue d'habileté, est, en cela, plus heureux que lorsqu'il fréquentait le tripot de M. Terrac; il se contente de donner à son chef seulement de « petits avis ». Mais il a bien soin, sans en avoir l'air, et, d'ailleurs, sans être obligé de se donner beaucoup de peine, de « lui faire sentir que, le cas échéant, il pourra lui être bon à quelque chose. Depuis ce jour-là, il ne cracha plus sans m'en avertir ».

L'abbé de Choisy doit à son tour être flatté, car lui qui, secrètement, en voulait à son chef d'être tenu à l'écart de tout ce qui concernait l'ambassade le trouve à présent « bon homme, homme de bien et de qualité ». L'abbé de Choisy est d'humeur plus gaie. Maintenant qu'il est au courant des choses de l'ambassade, il lui vient à l'esprit « une plaisante pensée ». Cette plaisante pensée est la suivante : son nouvel ami, le chevalier de Chaumont, peut mourir et ce sera à lui, son coadjuteur, de présenter un discours au roi de Siam.

Alors, il s'amuse à son tour à préparer une harangue. Bien des années après, comme il rédige ses mémoires, l'abbé de Choisy retrouve le brouillon de son discours dans un tas de papiers qu'il avait l'intention de brûler. Il le relit et décide de le transcrire dans ses mémoires. C'est ainsi que la harangue est parvenue jusqu'à nous.

Dans ce discours l'abbé de Choisy met tout l'esprit qui le caractérise; il y met aussi une certaine ironie :

Les marques d'estime et d'amitié que Votre Majesté a données au roi mon maître, en lui envoyant des ambassades et des présents, l'ont touché sensiblement, et, quoique ils ne soient point arrivés en France et que, selon les apparences, ils aient fait naufrage, il ne s'en est pas moins cru obligé à vous témoigner sa reconnaissance.

Mais l'abbé de Choisy n'a ni discours à prononcer ni rôle à remplir. Il ne tarde pas à s'en apercevoir définitivement. La mission française arrive au Siam en fin septembre. Le voyage en mer avait donc duré sept mois.

Dès que nous fûmes arrivés au Siam et que j'eus entretenu l'évêque de Metellopolis et l'abbé de Lionne, je connus clairement qu'on avait un peu grossi les objets et que le roi de Siam voulait bien protéger les chrétiens, mais non pas embrasser leur religion, qu'il avait agi en politique, qui veut attirer les étrangers et le commerce dans son pays et s'assurer une protection contre les Hollandais, que tous les rois des Indes craignent beaucoup.

Ce commerce, les Jésuites se promettaient bien de le rendre utile pour eux, comme dit d'Alembert, et c'était pour cela que, tout puissants à la cour, ils avaient suscité à Louis XIV l'idée d'envoyer solennellement une ambassade au roi de Siam. L'abbé de Choisy, instruit sur tout, déclare donc :

Le chevalier de Chaumont et moi n'étions plus que des personnages de théâtre, le père Tachard était le véritable ambassadeur chargé de la négociation secrète.

Mais il a une grande satisfaction. C'est le jour où l'ambassade doit être reçue par le roi de Siam. Pour se rendre au palais de Tchaou-Naraïa, Chaumont a droit à une chaise dorée que portent dix hommes. Choisy a droit à une chaise pareille, mais que portent seulement huit hommes.

L'ambassade défile au milieu de soldats, rangés en double haie, dont la tête étincelle à cause de leurs casques dorés, qui ne sont vêtus que d'une espèce d'écharpe et qui sont jambes et pieds nus. Ce n'est certes pas le luxe de Versailles, mais Choisy s'en amuse et a le mot pour rire :

Je ne me suis jamais trouvé à telle fête et je croyais être devenu pape !

La seule chose qui, dans la suite, l'ennuie, c'est que le père Tachard est, une fois, reçu par le souverain asiatique, et « par là, le père Tachard me souffla un beau crucifix d'or que le roi de Siam me devait donner à l'audience de congé ».

XIV. — Pieux, mais toujours joueur.

L'abbé de Choisy a écrit la relation de son voyage au Siam qui parut en 1686, vers la fin de l'année de son retour en France. Nous y renvoyons le lecteur, mais une chose intéresse particulièrement : c'est que nous y voyons dans quelles circonstances François-Timoléon de Choisy, qui n'était que tonsuré, devient prêtre.

L'ancienne comtesse des Barres vit dans un état de pureté et de piété digne de remarque. Il est au Siam. Est-ce l'éloignement qui l'engage à des idées austères et pieuses ? Le fait est qu'il ne songe plus qu'à Dieu.

Dieu soit loué de tout ! Je le prie tous les jours de conduire tout à sa gloire et à mon salut. Je me sens, avec sa grâce, en état de recevoir tout avec tranquillité. Je demeurerai au Siam avec plaisir, et, s'il faut retourner en France, je serai bientôt consolé. Quand il n'y aura point de ma faute, je n'aurai qu'à penser : c'est la volonté de Dieu. Allons gaiement où il veut que nous allions ; et je le ferai comme je le dis.

Il fait de l'évêque de Metellopolis le confident de son âme. Celui-ci, le voyant dans un état spirituel fort propice, lui conseille, le 20 novembre 1685, de prendre définitivement les ordres sacrés, et, peut-être craignant que la légèreté de l'abbé de Choisy ne l'emporte à nouveau, et qu'ainsi il soit trop tard, l'évêque de Metellopolis engage l'abbé de Choisy à se faire prêtre le plus tôt possible, avant même que de rentrer en France.

L'abbé de Choisy ne refuse pas et il marque trop de sincérité pour ne pas le croire lorsqu'il dit :

Je n'aurai plus envie d'aller à l'Opéra, et, prêtre, j'espère que Dieu me fera la grâce de vivre en prêtre. J'ai des bénéfices, je ne veux pas les quitter. Ne suis-je pas obligé à mener une vie réglée ? Ce qui me détermine encore, c'est que je vois devant moi sept ou huit mois de vie innocente, et cela ne sera pas mauvais, avec la compagnie des missionnaires, pour bien m'imprimer les devoirs de ma profession.

Deux jours après, il réfléchit encore sur ce que lui conseille l'évêque de Metellopolis et il se place en quelque sorte devant sa propre conscience, il prend de louables résolutions, il veut devenir tout à fait sérieux :

Je m'en vais me charger d'un caractère pesant. Il est vrai que j'y songe depuis longtemps, mais, quand le moment approche, on y songe encore plus. Avec cela, plus j'y songe et plus je me conforme dans la pensée que cela m'est nécessaire pour mon salut.

Et c'est ainsi qu'il prend les ordres sacrés.

L'abbé de Choisy s'est plu, dans ses Mémoires à signaler avec quelle rapidité son ami Daniel de Cosnac, évêque de Valence, puis archevêque d'Aix, franchit toutes les étapes qui le séparaient de la prêtrise :

L'abbé de Cosnac prêcha devant la reine ; toute la cour y était et, comme il descendait de la chaire, le cardinal Mazarin s'avança et lui dit : « Monsieur, vous nommer évêque de Valence au sortir d'un aussi beau sermon que vous venez de faire, cela s'appelle recevoir le bâton de maréchal de France sur la brèche, remerciez le roi de cet important bénéfice. »

Il n'eut pas sitôt fait ses remerciements qu'il alla chez M. de Paris (l'archevêque de Paris) :

« Le roi, lui dit-il, Monseigneur, m'a fait évêque, mais il s'agit de me faire prêtre. » — « Quand il vous plaira », répondit M. de Paris. — « Ce n'est pas tout, lui répliqua M. de Valence, c'est que je vous supplie de me faire diacre. » — « Volontiers », lui dit M. de Paris. — « Vous n'en serez pas quitte pour ces deux grâces, Monseigneur, interrompit M. de Valence, car, outre la prêtrise et le diaconat, je vous demande encore le sous-diaconat. »

— « Au nom de Dieu, reprit brusquement M. de Paris, dépêchez-vous de m'assurer que vous êtes tonsuré, de peur que vous ne remontiez, dans cette disette des sacrements, jusqu'à la nécessité du baptême. »

On peut rapprocher de ce cas celui de l'abbé de Choisy. Voici, en effet, avec quelle célérité eut lieu son ordination :

7 décembre 1685 : J'ai reçu ce matin les Quatre Mineurs, et demain, s'il plaît à Dieu, je m'engagerai pour toute ma vie dans l'état ecclésiastique. Il y a deux ans et demi que j'y songe. J'ai pris bon conseil. Je me suis abandonné à M. de Metellopolis ; ainsi, j'ai la conscience en repos et je crois prendre le bon parti.

8 décembre : Je suis présentement sous-diacre, il n'y a plus moyen de reculer. Voilà qui est fait. Je ne sais si je serai assez malheureux pour me repentir, mais je n'en crois rien. Il me semble que je ne l'ai pas fait légèrement.

9 décembre : Je suis diacre, c'est bien marcher à pas de géant, et qui plus est, demain, s'il plaît à Dieu, je serai prêtre. Il n'y avait pas moyen de faire autrement. Nous nous en allons mercredi, et, depuis dix-huit mois qu'on parle de Siam, j'ai toujours eu la pensée de recevoir les ordres de la main de Monseigneur de Metellopolis ; sept ou huit mois que je vais passer sur un vaisseau me serviront de retraite.

10 décembre : Me voici donc prêtre ! Quel terrible poids je me suis mis sur le dos ! Il faudra le porter et je crois que Dieu, qui connaît ma faiblesse, m'en diminuera la pesanteur et me conduira toujours par ce chemin de roses, que j'ai trouvé si heureusement chez l'abbé Dangeau, au sortir des bras de la mort.

On a remarqué les restrictions de l'abbé de Choisy et aussi ses hésitations : son ordination marche à pas de géant, il pense n'avoir pas agi avec légèreté, il espère qu'il n'aura pas à se repentir de quoi que ce soit, il estime que la prêtrise est un fardeau et, s'il devient prêtre, c'est qu'après tout il n'y a pas moyen de faire autrement. Le sort en est jeté. Mais il ne faut pas croire que le nouvel élu soit rendu beaucoup plus grave. Il s'est promis de devenir sérieux en prenant les ordres sacrés, mais cela n'empêche pas de

goûter les joies terrestres. En effet, dans son journal, nous trouvons ces phrases révélatrices :

La belle chose que la religion chrétienne ! Qu'elle est d'un grand secours dans les événements de la vie ! Un chrétien est prêt à tout et toujours gai !

Nous savons bien, cette gaité-là est sainte, c'est celle des martyrs et des persécutés souffrant sans regret pour l'exaltation de leur foi. Mais avec l'abbé de Choisy il faut distinguer, car, le cas échéant, il ne veut pas être joyeux à demi, — et il le prouvera, même à quatre-vingts ans, lorsque, repris par ses mauvaises habitudes, il trouvera une suprême volupté à s'habiller en femme et, dans l'oubli de ses rides, à faire la coquette.

En attendant : « Me voici donc prêtre ! » comme il dit. L'évêque de Métellopolis a bien fait de faire hâter la chose. L'objet de l'ambassade a pris fin. Il faut s'embarquer pour France. Tous les envoyés du roi Louis XIV quittent l'Asie le lendemain de l'ordination de l'abbé de Choisy. Le séjour de ce dernier et de ses compagnons au Siam n'a, par conséquent, été que de deux mois.

Le nouveau prêtre a dit que les sept ou huit mois qu'il allait passer sur un vaisseau lui serviraient de retraite. C'est en mer que, pour la première fois de sa vie, il dit la messe. Antérieurement, il n'avait fait que la servir, entre autres devant Louis XIV, en 1672, lors du passage du Rhin, ainsi qu'on l'a vu plus haut. Cette première messe de l'abbé de Choisy a lieu le 6 janvier 1686, jour de l'Épiphanie. L'abbé de Choisy consigne ce souvenir en ces termes dans son journal :

Dieu m'a fait la grâce de dire aujourd'hui ma première messe ! Oh ! le bon séminaire, la bonne retraite qu'un navire ! On est en paix dans sa petite chambre : personne ne vient vous interrompre.

Dans la solitude de sa cabine, il médite sur ses devoirs de prêtre, il est pris du zèle du néophyte. Il a été converti ;



il veut convertir à son tour. Il prépare donc un sermon avec l'arrière-pensée de le prononcer. Cela l'intimide quelque peu. « Commencer à prêcher à quarante-deux ans ! » s'exclame-t-il lui-même.

Débuter à cet âge est téméraire, mais l'abbé de Choisy est décidé.

Nous verrons comment cela se passera. Je sentirai bien si je ne fais rien qui vaille et je me le tiendrai pour dit. Un ecclésiastique doit servir Dieu et l'Eglise, mais il n'est pas absolument nécessaire qu'il prêche. C'est pourtant bien fait s'il en est capable. J'en ai eu toute ma vie la fantaisie, dans les temps où je prêchais fort peu d'exemple. Maintenant que Dieu m'a fait la grâce de rentrer en moi-même et que je me vois prêtre pour toute l'éternité, je veux au moins essayer, et jamais je ne trouverai une plus belle occasion. Il ne faut pas dire des choses bien relevées à des matelots. Il faut seulement prendre l'Evangile et l'expliquer nettement et familièrement.

Il fera donc ses débuts oratoires, et cela dans un dessein à venir :

Si je pouvais parvenir à pouvoir bien faire un bon prône à Gournai, ce serait là toute mon ambition.

Mais est-ce que, déjà, l'abbé de Choisy n'a pas parlé en public ? Souvenez-vous de sa vie antérieure. C'était le temps où il habitait au faubourg Saint-Marceau sous le nom de Madame de Sancy. Il allait, habillé en femme, à l'église Saint-Médard et y quêtait. Nous avons, à ce sujet, et plus haut, cité le fait que l'abbé Raynal déclare tenir de source certaine :

L'abbé de Choisy arriva (à l'église) sous le nom d'une dame de province, elle parla contre toutes les règles, et, son discours fini, elle mit cent louis d'or dans la bourse de la quête.

Alors, ce n'était que par amusement qu'il agissait. Et puis, dans son ardeur évangélique, n'a-t-il pas oublié le temps où il était indigne ? C'est avec un esprit nouveau qu'il prendra publiquement la parole, et il le fait le 3 mars 1685.

Il nous confie ainsi ses impressions :

J'ai fait aujourd'hui mon coup d'essai, j'ai prêché pour la première fois de ma vie ; ce ne sera pas la dernière. C'est dire assez nettement que je ne suis pas rebuté de moi. Je n'ai rien à dire sur la composition. Comment faire sur un navire, sans livre et sans secours ? J'ai dit ce que j'ai pu, et de bons matelots sont contents de peu. Mais ce qui m'a plu, c'est que je n'ai point eu peur et je n'ai point dit servilement mot à mot ce que j'avais écrit. J'ai dit beaucoup de choses que je n'avais point écrites et c'est la manière que je veux suivre : on n'a point peur de manquer. Les périodes, il est vrai, n'en sont pas si carrées, mais souvent le style naturel est plus touchant que l'étudié, et il ne faut que toucher. Malheur au prêcheur qui veut plaire à l'esprit et qui néglige le cœur !

Le 15 avril, il continue ses débuts oratoires. Il a pris le plus grave des sujets : la mort. Il est satisfait de lui-même, les paroles ne lui ont point manqué. Mais il n'en est pas de même le 19 mai. Ce jour-là, il oublie complètement le commencement de son premier point :

Qu'ai-je fait ? J'ai battu la campagne. J'ai redit en d'autres termes un peu plus familiers ce que je venais de dire d'un style sublime et ainsi, en pelotant, j'ai rattrapé ce que j'avais à dire. Je crois que le pauvre père Tachard a sué pour moi ; mais peu de matelots s'en sont aperçus.

L'abbé de Choisy a dit que le temps qu'il passerait à bord lui servirait de retraite. Le spectacle de l'infini l'incite à la méditation. Le nouveau prêtre fait un retour sur lui-même :

Je n'aurai guère offensé Dieu pendant deux ans. Hélas ! peut-être que, par là, ce seront les deux plus belles années de ma vie.

Nous avons fait remarquer que, lorsqu'il s'agit de ses actes intimes, jamais l'abbé de Choisy ne montre une grande certitude de lui-même. Il n'ose jamais répondre de sa personne. Il a la peur constante de retomber dans tous ses vices. S'il est présentement tant vertueux, doit-il s'en

targuer comme d'une chose définitivement acquise ? Il a la loyauté d'estimer tout le contraire :

Comment ferions-nous pour offenser Dieu sur ce vaisseau ? On n'y parle que de bonnes choses, on n'y voit que de bons exemples. Les tentations sont à trois ou quatre mille lieues d'ici. Franchement, nous n'avons pas grand mérite à vivre dans l'ordre.

Mais il ne regrette rien ; il s'est fait prêtre et il s'en félicite. Son lointain voyage n'aurait-il réalisé que cet objet, qu'il aurait eu sa grande raison d'être, et l'abbé de Choisy espère : « Cela me portera bonheur. » Cette espérance le soutient, et, par sa conduite, il édifie tous ses compagnons de voyage. Son chef, le chevalier de Chaumont, dans la relation de son ambassade à la cour de Siam, nous fournit, en effet, ce témoignage :

L'abbé de Choisy est un très honnête homme qui a beaucoup d'esprit et de mérite. Il s'est fait prêtre et il a dit sa première messe dans le vaisseau. Il nous a donné de bons exemples et nous a fait des prédications fort édifiantes.

Ces bons exemples et ces édifiantes prédications ne parviennent cependant pas à guérir l'abbé de Choisy de sa passion du jeu. Il joue sans cesse à bord, et il avoue :

Je ne joue plus : la barrette ne me dit plus rien, je songe un peu à l'autre vie. Je ne tuais personne, mais à grand'peine disais-je mon bréviaire, et plus d'une fois, j'ai quitté le jeu pour aller débrider vêpres et puis retourner quêter un sonica. Quand on en use ainsi, on doit craindre les dangers. En vérité, la mer en colère est un prédicateur terrible et le père Bourdaloue se tairait devant elle...

A la fin, la grande partie d'échecs vient d'être décidée. Nous jouions en vingt parties liées, le chevalier de Fourbin et le père Gerbillon contre moi. L'émulation s'y était mise, un mauvais coup nous faisait pâlir. L'auditoire ou plutôt les spectateurs, attentifs par-dessus l'épaule, gardaient un profond silence, qu'ils ne rompaient, de temps en temps, que par des cris d'admiration... Mais à la fin, j'ai perdu et j'ai eu besoin des essais de morale pour m'empêcher d'être fâché. Par bonheur, j'avais lu depuis

peu le traité de l'Amour-propre, et j'ai trouvé une belle occasion de m'humilier.

Le soir, en faisant mon petit examen de la journée, je tombai sur les échecs et examinai bien sérieusement d'où venait que j'avais si grande envie de gagner, et, après avoir bien retourné mon cœur, je trouvais que c'était par pure vanité. Alors je demandai à Dieu la grâce de me faire perdre, si cela pouvait être bon à m'humilier. Qu'arriva-t-il ? Nous jouâmes le lendemain et, depuis ce moment-là, je ne me suis point défendu. Je fus assez fâché dans le moment, mais, depuis la réflexion, j'ai eu beaucoup de consolation de voir ma prière exaucée.

XV. — L'ennui d'avoir une dette.

Le chevalier de Chaumont et ses compagnons s'embarquent le 22 décembre 1685. L'*Oiseau* arrive à Brest le 18 juin 1686. Le retour, comme l'aller, a donc duré près de sept mois. Une dernière fois, l'abbé de Choisy songe à l'œuvre de son ambassade, et il reconnaît encore qu'elle a été tout à fait inefficace.

C'est qu'il est plus que jamais persuadé, par tout ce qu'il a de nouveau appris, que le chevalier de Chaumont et lui n'ont été que des personnages de théâtre et que le père Tachard ne cessa, jusqu'à la fin, d'être le véritable et secret ambassadeur. Choisy est sévère pour lui-même et son chef quand il estime l'inefficacité de leur mission.

En tout cas, celle-ci atteignit un but dont les conséquences durent encore. Nous lisons, en effet, dans *Missions archéologiques françaises en Orient aux XVII^e et XVIII^e siècles* par Henri Osmondt, de l'Institut :

Les premiers projets de recherches de livres chinois pour la bibliothèque du roi paraissent devoir remonter à l'année 1684 et à l'ambassade du Chevalier de Chaumont et de l'abbé de Choisy auprès du roi de Siam.

Mais Choisy oublie tout ce qui excita son dépit :

Quand je me vis dans mon bon pays, je fus si aise que je ne me sentis aucune rancune contre personne.

Le chevalier de Chaumont et Choisy décident de regagner immédiatement Paris, et voici que, déjà, des idées bien moins pieuses que sur le vaisseau les assaillent chemin faisant.

Le chevalier de Chaumont ne peut s'empêcher de regarder les Bretonnes, et, malgré sa dévotion, de l'avouer à l'abbé de Choisy. Le chevalier de Chaumont trouve les Bretonnes aussi belles que la princesse de Conti, et l'abbé de Choisy le comprend : « Nous venions de voir les Siamoises. » Les deux compagnons se retrouvent, à trois jours d'intervalle, réunis à la cour de Louis XIV. Ils arrivent de si loin qu'on les considère comme des êtres à part : « On nous entourait comme des ours », fait remarquer l'abbé de Choisy.

Il n'est pas jusqu'à Louis XIV qui ne se laisse emporter par sa curiosité :

Le roi me fit beaucoup de questions, il m'en fit une entre autres, dont on parla fort : il me demanda comment on disait manger en siamois : je lui dis *Kin*. Un quart d'heure après, il me demanda comment on disait boire : je lui répondis *Kin*. « Je vous y prends, dit-il, vous m'avez dit tantôt que *Kin* signifie manger. » — « Il est vrai, Sire, repartis-je sans hésiter, mais c'est qu'en siamois *Kin* signifie avaler, et pour dire manger, on dit *Kinkaou* : avaler du riz, et pour boire, on dit *Kinnam* : avaler de l'eau. » — « Au moins, dit le roi, il s'en tire avec esprit. » Je disais vrai et l'esprit n'a point aidé en cette occasion.

Mais l'abbé de Choisy avait beau montrer un visage heureux, il n'était pas entièrement satisfait depuis son retour en France. N'avait-il pas appris, en débarquant à Brest, que le cardinal de Bouillon était en disgrâce ? Il était loin de s'attendre à pareille nouvelle. Aussi, s'en montre-t-il « fort fâché ».

Il l'est d'autant plus que, lors de son séjour en Asie, il s'était arrangé pour que le roi de Siam adressât, par son intermédiaire, des présents au cardinal de Bouillon. C'était une façon comme une autre pour lui de témoigner sa recon-

naissance à celui qui, par le don de mille écus, lui avait permis d'entreprendre un lointain voyage.

En même temps, il flattait l'amour-propre de son grand ami. Mais celui-ci est en disgrâce, loin de Paris ! L'occasion n'est guère propice d'offrir des présents royaux. L'abbé de Choisy a l'intention de n'en rien faire. Mais voici que, tandis qu'il se promène dans une des galeries du château de Versailles, il entend des courtisans s'entretenir précisément des envois du roi de Siam au cardinal de Bouillon. La conversation ne doit pas être très favorable, car l'abbé de Choisy confesse : « Cela me fit beaucoup de peine. » Mais Louis XIV peut apprendre, par un autre que l'abbé de Choisy, cet hommage du souverain siamois, et l'abbé de Choisy d'estimer que ce serait une faute. Il faut que le roi ait connaissance de tout par lui, coadjuteur de l'ambassade. Après avoir pris conseil de M. de Seignelay et du comte d'Auvergne, chancelier, il s'en réfère donc à Louis XIV.

Je revins aussitôt dans la galerie, et, comme le roi allait à la messe, je m'approchai de l'oreille de Sa Majesté et lui dis : « Sire, je supplie Votre Majesté de m'accorder un moment d'audience dans son cabinet. » Il me répondit : « Cela est-il pressé ? » Je répliquai : « Oui, Sire. » — « Eh bien, me dit-il avec un visage solaire, venez après mon dîner. » Je n'y manquai pas et me trouvai dans l'antichambre à son passage. Il me donna un petit coup sur le bras et me dit : « Suivez-moi. »

J'entrai dans son cabinet où il était seul et lui dis : « Sire, je crois être obligé de dire à Votre Majesté que le roi de Siam a écrit à M. le cardinal de Bouillon et lui envoie des présents. » — « Pourquoi cela ? m'interrompit-il, et qui lui a donné le conseil de le faire ? » — « Sire, lui répliquai-je, c'est moi ; j'ai cru bien faire en faisant honorer par un grand roi le premier aumônier de Votre Majesté et le premier homme de l'Eglise de France. »

Il se retourna un peu vite et me dit avec une mine à me faire rentrer cent pieds sous terre : « Vous avez fait cela de votre tête ? » — « Sire, lui répliquai-je, j'en ai parlé à M. le chevalier de Chaumont et il m'a approuvé. Je ne pouvais pas deviner que M. le cardinal de Bouillon serait assez malheureux pour vous

déplaire ; Votre Majesté venait de lui donner l'abbaye de Cluny. » — « Cela suffit », me dit-il en me tournant le dos, et je sortis du cabinet.

Les courtisans, voyant que l'abbé de Choisy s'entretient ainsi en particulier, veulent le complimenter, mais lui court s'enfermer dans une chambre d'auberge. Il estime qu'il n'a que ce qu'il mérite. C'est Dieu qui l'humilie et il l'en remercie :

J'étais trop fier, je croyais avoir trouvé la pie au nid en contentant les jésuites et les missionnaires ; la mine que le roi venait de me faire rabattit bien mon caquet.

L'abbé de Choisy pense, malgré tout, qu'il n'est pas si coupable que cela ; il a agi au Siam dans l'ignorance de ce qui se passait à la cour.

Mais là tout va de mal en pis. Chacun aperçoit la colère de Louis XIV, on en apprend vite les motifs, on en fait part à l'abbé de Choisy ; M. de Seignelay le prend directement à partie, Louis XIV continue à lui montrer mauvais visage, dans son ressentiment que son coadjuteur d'ambassadeur s'était, en faveur du cardinal de Bouillon, mêlé de ce qui ne le regardait pas.

Je crus, explique l'abbé de Choisy, qu'il fallait laisser passer l'orage et je m'en allai à Paris m'enfermer dans mon séminaire — celui des Missions Etrangères — où une demi-heure d'oraison devant le Saint-Sacrement me fit bientôt oublier tout ce qui venait de m'arriver.

L'abbé de Choisy demeura fidèle à son amitié pour le cardinal de Bouillon. Celui-ci, en son exil de la cour, vivait soit à la Claire, près de Lyon, soit non loin d'Orléans, ou encore dans les environs de Rouen. L'abbé de Choisy se rend de temps en temps auprès de lui, et reste plusieurs semaines, parfois deux mois, en sa compagnie.

Le cardinal de Bouillon sollicite l'évêque de Chartres, afin qu'il intervienne, à propos d'un de ses procès perdus, auprès du roi. Saint-Simon nous apprend que le cardinal de

Bouillon charge l'abbé de Choisy de s'entremettre auprès de l'évêque. L'abbé de Choisy se rendit donc à Chartres, mais ce fut en vain. Saint-Simon nous apprend en effet :

Il y perdit toute son insinuation, son esprit et son bien dire ; il revint à la Ferté (où habitait alors le cardinal de Bouillon) avec force compliments mais chargés de refus sur tout. On ne peut exprimer quels furent les transports de rage avec lesquels ils furent reçus ni tout ce que vomit le cardinal de Bouillon contre un homme si distant de lui, devant lequel il s'était humilié...

Mais cet homme, par bonheur pour Choisy, n'est que l'évêque de Chartres.

Pour en revenir aux cadeaux rapportés du Siam, ajoutons qu'ils sont encore pour Choisy une nouvelle source d'ennuis. Les présents destinés à Louis XIV par le roi de Siam sont rangés au palais de Versailles, dans le salon qui est au bout de la grande galerie. Or, le ministre Louvois les examine. Au dire de Choisy, Louvois affecte de mépriser toutes les choses auxquelles il n'est point mêlé. D'un autre côté, nous savons que Louvois n'aime pas l'abbé de Choisy à cause des relations de ce dernier avec le cardinal de Bouillon.

Louvois demande à Choisy : « Monsieur l'abbé, tout ce que vous avez apporté là vaut-il bien quinze cents pistoles ? » L'abbé de Choisy répond du tac au tac et à voix très haute pour être entendu : « Je n'en sais rien, Monsieur, mais je sais fort bien qu'il y a pour plus de vingt mille écus d'or pesant, sans compter les façons, et je ne dis rien des cabinets du Japon, des paravents, des porcelaines. » Louvois le regarde avec un sourire dédaigneux.

Mais quelqu'un a dû entendre leur conversation, — l'abbé de Choisy n'avait-il pas, à dessein, parlé à voix forte ? et la répète aussitôt au roi. Celui-ci, en effet, le soir même, fait demander à l'abbé de Choisy, par Bontemps, son premier valet de chambre, si ce qu'il a raconté à M. de Louvois est exact. L'abbé de Choisy en fournit la preuve, ce qui ne laisse pas d'irriter le ministre de Louis XIV.

Louvois se venge en racontant une histoire sur l'abbé de Choisy à laquelle est mêlé l'archevêque de Paris. L'abbé de Choisy affirme que cette histoire est totalement fausse et rapporte ce que lui a dit à ce propos l'archevêque de Paris :

Mon pauvre abbé, ne relevons pas la médisance, c'est le moyen de la faire crever.

Quant aux ambassadeurs siamois, qui avaient suivi à Paris la mission française pour offrir les cadeaux de leur roi à Louis XIV et au cardinal de Bouillon, ils furent grand objet de curiosité. Vignier les chansonne dans son *Nouveau siècle de Louis XIV* :

Les Siamois, ces têtes basanées,
Ont de l'esprit assurément.
Lassés de chercher vainement
Le Dieu qu'ils ont perdu depuis longues années,
Avec des trésors inouïs,
Ils sont venus en diligence
Voir s'il ne serait point en France
Caché dans l'auguste Louis.

Mais cette curiosité se cantonne à la cour. Le peuple de Paris manifeste bien d'autres sentiments. M. de Seignelay écrit en effet à la Reynie, le 18 août 1686 :

Le roi ayant été informé que la populace s'amasse pour voir l'ambassadeur de Siam, qu'on lui dit des injures, et qu'il y a eu quelques insolents qui ont osé arrêter un des carrosses qui leur servent et de battre le cocher, S. M. m'ordonne de vous écrire que son intention est que vous preniez des mesures pour empêcher ce désordre.

L'abbé de Choisy est d'autant plus contrit de ces incidents qu'il a prêté sa voiture et son cocher aux envoyés siamois.

XVI. — Membre de l'Académie Française.

Donc l'abbé de Choisy est en disgrâce et demeure éloigné de la cour. Alors, il doit plus que jamais se souvenir des conseils de sa mère : « Ne voyez jamais que des gens de

qualité... Mon fils, il n'y a rien de tel que le gros de l'arbre... » En effet, il n'y a rien de tel que la fréquentation du roi et voici qu'il en est banni !

Madame de Choisy lui avait aussi assuré : « Vous vous accoutumerez de bonne heure à la complaisance. » Il s'y était habitué, mais pour avoir voulu trop plaire au cardinal de Bouillon, il a déplu à Louis XIV. Il souffre de cet état bien plus qu'il ne le montre.

L'abbé d'Olivet nous dit d'un côté :

La réprimande que le roi lui avait faite au sujet des présents du roi de Siam au cardinal de Bouillon ne pouvait tout à fait s'effacer de sa mémoire.

D'un autre côté, d'Alembert nous déclare :

Quelque bonne contenance qu'il s'efforçât d'opposer à l'infortune, il sentait trop, pour son malheur, que la faveur était le seul bien qui pût le rendre heureux et que la religion ne faisait tout au plus que le consoler. Il était donc toujours secrètement tenté de retourner à Versailles et ne cherchait qu'un prétexte pour y paraître avec décence.

Voici, par conséquent son dessein. Il se retire au séminaire des Missions étrangères, et il profite de sa retraite pour écrire *la Vie de David* et une *Interprétation des Psaumes*. Il a son arrière-pensée, qu'il réalise aussitôt qu'il a achevé ses deux ouvrages. Il en fait hommage à Louis XIV. Sa dédicace de *la Vie de David* est un chef-d'œuvre d'adulation.

Votre nom, dit-il au roi, a passé aux extrémités de la terre. On y sait qu'après avoir triomphé de toute l'Europe, liguée contre vous, vous avez triomphé de vous-même et que votre seule considération a réprimé cette ardeur de vaincre et de conquérir qu'on pouvait dire votre passion dominante. Mais, Sire, tout l'univers sera dans une nouvelle admiration, quand on dira que, sans troubler la paix de vos Etats, sans verser de sang, vous avez fait, en moins d'une année, ce que les rois, vos prédécesseurs, n'ont pu faire depuis près de deux siècles. Aussi, que ne peut point un roi plus illustre encore par sa piété que par ses victoires, qui,

non content de faire régner Dieu dans son cœur et dans son royaume, s'embrase du zèle apostolique et fait porter la foi aux nations les plus éloignées ?

C'est une entreprise digne d'un héros chrétien, et, pour vous rendre, Sire, aussi grand devant Dieu que vous l'êtes devant les hommes, il ne vous reste qu'à achever ce que vous avez si heureusement commencé. Ce sont les vœux ardents des nouveaux chrétiens de l'Orient, qui prient sans cesse pour vous et vous regardent, après Dieu, comme l'auteur de leur salut.

Cette allusion à l'envoi d'une ambassade auprès du roi de Siam est faite pour attribuer une grande gloire à Louis XIV. On ne peut pas dire qu'à ce propos l'abbé de Choisy abandonne son ami, le cardinal de Bouillon, pour lequel il sollicita du souverain asiatique des présents en guise d'hommage. Mais tout l'honneur est pour Louis XIV, tout l'Orient prie pour le roi de France et celui-ci doit croire, tant la dédicace de l'abbé de Choisy est dithyrambique, que l'envoi de son ambassade en Asie va avoir les plus grands et illustres résultats.

Mais comment, pour présenter ses deux ouvrages, aborder celui qui le mit en disgrâce ?

Il est vrai, écrit d'Alembert, qu'il avait pris une très sage précaution, celle de se faire introduire par le père La Chaise qui jouissait alors du plus grand crédit et dont la faveur était très recherchée.

Louis XIV fait à l'abbé de Choisy un « bon accueil », nous apprend l'abbé d'Olivet.

L'abbé de Choisy nous dit lui-même : « Je présentai au roi la *Vie de David* et les *Psaumes* qu'il reçut fort agréablement, j'en eus obligation au Père de Lachaise, qui lui avait parlé en ma faveur et qui me fit avoir une audience dans le cabinet. » Le passé est enfin oublié.

Sa Majesté, écrit l'abbé d'Olivet, avait rendu justice à Monsieur de Choisy et avait reconnu que c'était sans dessein de lui déplaire qu'il avait fait au roi de Siam un portrait avantageux des qualités et du crédit du cardinal de Bouillon. Bien mieux,

« Sa Majesté, nous dit Choisy à son tour, avait bien connu que je n'avais pas grand tort ; cela est si vrai que, l'année suivante, il me permit d'aller voir le cardinal qui était à Tarascon fort malade. »

On voit donc que l'abbé de Choisy est, en ces circonstances, très habile manœuvrier. Les conséquences s'en font immédiatement sentir. Certes, « la réputation que l'abbé de Choisy se fit, par son esprit et par ses ouvrages, engagea l'Académie Française à le recevoir dans son corps », ainsi que nous assure l'abbé d'Olivet.

Mais d'Alembert a bien soin d'expliquer :

Cette heureuse démarche (que fit Choisy auprès du roi) le fit si pleinement rentrer en grâce que l'Académie Française, qui n'eût osé faire un choix peu agréable à son protecteur, l'élut au bout de quelques mois pour un de ses membres.

Du coup, elle oubliait l'article premier de ses statuts :

Personne ne sera reçu à l'Académie, qui ne soit de bonnes mœurs, de bonne réputation, de bon esprit...

On sait que l'Académie Française fut supprimée en 1793. Tout disparut avec elle, sauf les huit registres de ses séances, s'étendant de 1672 à 1793, que Morellet emporta chez lui, non sans danger, et qu'il restitua à la docte assemblée en 1805.

Nous lisons dans ces registres :

10 juillet 1687. — M. Bergeret, étant venu prendre sa place de directeur, a proposé la convocation de la Compagnie pour procéder à l'élection d'un académicien en la place de feu M. le duc de Saint-Aignan, et il a été résolu sur-le-champ, à la pluralité des voix qu'elle serait convoquée pour le jeudi 16 juillet 1687.

17 juillet. — La Compagnie, assemblée au nombre de vingt-quatre, a procédé à l'élection du nouvel académicien pour remplir la place de M. le duc de Saint-Aignan, et M. l'abbé de Choisy a été celui qui a eu le plus de suffrages, et M. Bergeret, directeur, s'est chargé de savoir du roi si le choix en serait agréable.

24 juillet. — Sur ce qui a été proposé à la Compagnie si elle

devait observer, au second scrutin qui se devait faire ce jour-là pour la réception de M. l'abbé de Choisy, ce qui est porté dans les statuts, qu'il faudrait être vingt, il a été résolu que cette considération serait toujours observée au premier scrutin, et qu'au second, on ferait comme on avait accoutumé. Après cela, M. Bergeret, directeur, a dit que le roi protecteur agréait le choix de l'Académie de la personne de M. l'abbé de Choisy pour remplir la place de M. le duc de Saint-Aignan. On a procédé ensuite au second scrutin, et on a trouvé le nombre de boules blanches suffisant, puis il a été résolu qu'il viendrait prendre sa place, le 25 août, jour de la Saint-Louis, M. Bergeret, directeur, ayant assuré qu'ils seraient prêts ce jour-là l'un et l'autre.

C'est à propos de cette élection, due surtout à la faveur royale, que La Bruyère, ainsi que nous l'avons déjà dit, écrit la même année, dans les *Jugements* :

N° 59. — Tout le monde s'élève contre un homme qui entre en réputation : à peine ceux qu'il croit ses amis lui pardonnent-ils un mérite naissant et une première vogue, qui semble l'associer à la gloire dont ils sont déjà en possession : l'on ne se rend qu'à l'extrémité et après que le Prince s'est déclaré pour les récompenses : tous alors se rapprochent de lui et, de ce jour-là seulement, il prend son rang d'homme de mérite.

L'abbé de Choisy occupait le dix-septième fauteuil. A ce fauteuil avaient tout d'abord pris place François de Caugvigny, sieur de Colomby, orateur du roi pour les discours d'Etat, familier de l'hôtel de Rambouillet et traducteur de Justin et de Tacite, puis François-Tristan l'Hermite, gentilhomme ordinaire du duc d'Orléans et poète, qui mena une vie fort déréglée, puis Hippolyte-Jules Pilet de la Mesnadière, maître d'hôtel et lecteur ordinaire de la Chambre du roi, médecin, physicien, traducteur, critique, poète et historien.

Les derniers titulaires de ce fauteuil sont Littré, élu en 1871 ; Pasteur, élu en 1881 ; Gaston Paris, élu en 1895 et Frédéric Masson, élu en 1903.

L'abbé de Choisy fut-il étonné de l'honneur dont il était

ainsi l'objet ou bien le jugea-t-il au-dessus de son mérite ? Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître qu'il eut le bon goût de faire preuve de modestie. En effet, il écrit, le 4 août 1687, à son ami, le comte de Bussy-Rabutin, encore exilé dans ses terres de Bourgogne, à cause de la publication de son *Histoire amoureuse des Gaules* :

Qui vous eût dit, Monsieur, il y a quinze ans, que cet abbé de Choisy, votre voisin, serait un jour votre confrère ? Vous ne l'eussiez jamais cru en lisant ses lettres, et même en lisant celle-ci, pourrez-vous croire que Messieurs de l'Académie, tous gens de bon sens, aient voulu mettre son nom dans la même liste que le vôtre ? Consolez-vous, Monsieur, il faut bien qu'il y ait des ombres dans les tableaux. Les uns parlent, les autres écoutent, et je saurai fort bien me taire, surtout quand ce sera à vous de parler. Venez donc quand il vous plaira : vous ne me trouverez point dans votre chemin. Quoique ma nouvelle dignité me fasse votre égal (en Apollon, s'il vous plaît), je me rangerai toujours pour vous laisser passer.

Le comte de Bussy-Rabutin répondit en ces termes :

Rien au monde n'était plus vraisemblable, il y a quinze ans, Monsieur, que vous seriez un jour un digne académicien. Je n'en connais point qui mérite mieux de l'être. Vous aviez déjà un beau feu dans l'esprit, quand vous étiez mon voisin et mon ami. Aujourd'hui que vous n'êtes plus que mon ami et mon confrère, l'âge a réglé cette vivacité et vous a donné, pour plaire, tout ce qui pouvait vous manquer. Je n'étais pas sur les lieux pour vous donner ma voix, mais je bats les mains sur votre élection et j'ai peine à m'empêcher de faire compliment à Messieurs de l'Académie sur le choix qu'ils ont fait de vous. Je vous assure que mon estime pour vous n'est pas moindre que mon amitié.

Ce dernier sentiment est partagé par tous ceux qui le connaissent. C'est que, là encore, Choisy a suivi les conseils de sa mère. Rappelons-nous que celle-ci ne voulait pas que son fils se fâchât avec les gens de qualité et qu'elle l'obligea à aller se réconcilier sur-le-champ avec le jeune duc d'Albret, futur cardinal de Bouillon, alors qu'ils s'étaient

querellés au collège. En agissant ainsi, « elle faisait ma fortune ».

Cette fortune le suit, car Choisy a pour principe d'être l'ami de tout le monde. Il dit lui-même :

Pour des ennemis, grâce à Dieu, je n'en ai point et n'en eus jamais ; et si j'avais quelqu'un qui me voulût du mal, j'irais tout à l'heure lui faire tant d'honnêtetés, tant d'amitiés, qu'il deviendrait mon ami en dépit de lui.

Ne nous étonnons donc pas qu'à propos de son élection à l'Académie Française, Boileau écrive à Racine :

Bourbon, 29 juillet 1687. — J'ai appris par la *Gazette* que M. l'abbé de Choisy était agréé à l'Académie. Voici encore une voix que je vous envoie pour lui si trente-neuf ne suffisaient pas, et que Racine réponde à Boileau :

Paris, 4 août. — Je laissai volontiers à la *Gazette* à vous parler de l'abbé de Choisy ; il fut reçu sans opposition, il avait pris tous les devants qu'il fallait auprès des gens qui auraient pu lui faire de la peine. Il fera, le jour de Saint-Louis, sa harangue, qu'il m'a montrée. Il y a quelques endroits d'esprits ; M. Bergeret fera la réponse : je crois qu'il y aura plus de jugement.

Donc, ce jour de Saint-Louis, 25 août 1687, l'abbé de Choisy fut reçu à l'Académie Française par Bergeret. De nos jours, cette cérémonie ne comporte, en tout, que la lecture de deux discours : de celui qui est reçu et de celui qui le reçoit. Il n'en était pas de même sous Louis XIV, et voici, d'après les registres de l'Académie Française, le compte rendu de la journée au cours de laquelle fut définitivement admis l'auteur de la *Vie de David*.

Lundi, 25^e d'août. — L'Académie assemblée pour la fête de Saint-Louis dans la chapelle du Louvre, comme elle a accoutumé de faire tous les ans, la messe y a été célébrée par M. l'abbé de Lavau et on y a chanté un motet de la composition de M. Oudot. Le panégyrique de Saint-Louis a été ensuite prononcé par M. l'abbé Courcier, Théologal de l'église de Paris, qui a reçu de grands applaudissements de la nombreuse assemblée qui y a assisté.

Après-midi, la Compagnie s'est rassemblée dans sa salle ordinaire pour la distribution des prix et pour la réception de M. l'abbé de Choisy, qui a commencé la séance et fait un remerciement à la Compagnie, où l'on a loué unanimement et les choses et les expressions, et M. Bergeret, directeur, lui a répondu par un discours également applaudi, et pour l'éloquence et pour la manière dont il a été prononcé.

Après que ces deux discours ont été achevés, M. l'abbé de Lavau, secrétaire de l'Académie en l'absence de M. l'abbé Régnier, a lu les pièces qui ont remporté les prix, celle de l'éloquence composée par M. de Corneille et celle de poésie par M^{lle} des Houlières, fille de l'illustre M^{me} des Houlières. MM. les académiciens de Soissons ont fait, après, présenter une lettre à la Compagnie avec un ouvrage en prose comme ils sont obligés de faire tous les ans à pareil jour, suivant qu'il est porté par les lettres patentes qu'ils ont obtenues pour leur établissement. La lettre et l'ouvrage ont été mis entre les mains de M. le Directeur par M., qui est de leur corps. La lettre a été lue par M. l'abbé de Lavau et le discours par M. l'abbé Tallement le jeune.

M. Perrault a prié ensuite M. l'abbé de Lavau de lire une épître au Roi touchant l'avantage que Sa Majesté fait remporter à son siècle sur les autres siècles, elle a été extrêmement applaudie, et pour la beauté des vers et pour la richesse des pensées, aussi bien que par le sujet. Et la séance a été fermée par la lecture que M. Clerc a faite de plusieurs beaux ouvrages de sa composition. — Signé : de Lavau, en l'absence de M. l'abbé Régnier.

Dans son discours de réception, l'abbé de Choisy commence en remerciant ceux qui l'ont élu :

Si les lois de l'Académie me le permettaient, je garderais aujourd'hui un silence respectueux. J'imiterais les nouveaux cardinaux, qui, en prenant leur place dans le Sacré Collège, ont quelque temps la bouche fermée, et je ne songerais qu'à me taire jusqu'à ce que vous m'eussiez appris à bien parler. Mais il faut obéir à la coutume, il faut que ma reconnaissance paraisse. Et de quelles expressions pourrai-je me servir pour vous la montrer tout entière ? Comment vous marquer la joie dont je me sens pénétré en me voyant associé à ce qu'il y a de plus grand et de plus illustre dans ce Royaume ?

Après ce préambule, l'abbé de Choisy déclare que c'est l'esprit et le savoir qui ouvrent la porte à l'Académie Française. C'est ce qui distingue ses membres du reste des hommes et qui permet la réunion illustre de théologiens, de philosophes, de poètes, d'orateurs et d'historiens.

Puis il fait un retour sur lui-même :

Quand je me vois placé entre tous ces grands hommes que, désormais, j'appellerai mes confrères, je me sens excité par une noble émulation à suivre des exemples qui me vont être familiers. L'assiduité à vos séances me tiendra lieu de mérite et peut-être m'en donnera. Je crois déjà sentir en moi l'esprit de l'Académie qui m'élève au-dessus de moi-même et j'en ai besoin pour réparer la perte que vous avez faite. Elle est grande, Messieurs : celui dont je remplis la place mérite vos regrets et nos louanges.

Cet excès personnel de modestie le conduit ainsi à faire l'éloge de celui auquel il succède à l'Académie Française, du duc de Saint-Aignan. Mais il est à remarquer qu'il est très sobre à ce sujet, non qu'il ne comble pas son prédécesseur d'aimables épithètes ; c'est qu'il a hâte d'en arriver aux dithyrambes tout d'abord de Richelieu, ensuite de Louis XIV. L'abbé de Choisy, esprit laudatif par excellence, a le suprême art des transitions. La mémoire du duc de Saint-Aignan vivra en effet, dit-il à ses nouveaux collègues, « à jamais dans vos ouvrages : tout ce qui part de vos mains se sent du génie sublime de votre Fondateur. » Et voici un des passages concernant ce dernier :

Si l'on a dit autrefois que, comme César, par ses conquêtes, avait augmenté l'empire de Rome, Cicéron, par son éloquence, avait étendu l'esprit des Romains, ne pouvons-nous pas dire que le cardinal de Richelieu seul a fait en France ce que César et Cicéron avaient fait à Rome ; et que si, par les efforts d'une politique admirable, il a reculé nos frontières, il nous a élevé, poli, et si j'ose dire, agrandi l'esprit par l'établissement de l'Académie ?

Voici maintenant qui concerne Louis XIV. L'Académie Française a perdu ses deux premiers protecteurs, le cardinal de Richelieu et le chancelier Séguier. Mais elle a trouvé

un protecteur plus illustre encore : le roi. L'abbé de Choisy ne se possède plus dans son désir de plaire au maître de la France et il ne craint pas de s'adresser en ces termes à ses nouveaux collègues :

Quelle joie pour vous et quelle gloire ! Un roi, le plus grand des rois, se déclare votre protecteur, vous reçoit dans son palais et vous égale aux premières compagnies de son royaume. Par là, Messieurs, par là, vos noms devenus immortels marcheront à la suite du sien, et vous pouvez vous répondre à vous-mêmes de l'immortalité que vous savez donner aux autres.

Certès, Louis XIV a besoin de l'Académie :

Son nom, tout grand qu'il est, aurait peine à passer tout entier à la dernière postérité sans vos ouvrages.

Les membres de l'Académie ne manquent pas à ce devoir. Ils montrent Louis XIV grand dans la paix et dans la guerre. Et c'est pour l'abbé de Choisy un motif de plus pour le louer.

Il règne, ce roi glorieux et toujours attentif à la reconnaissance qu'il doit à celui dont il tient tout ; il songe continuellement à faire régner dans son cœur et dans son royaume ce Dieu qui, depuis tant d'années, répand sur sa personne une si longue suite de prospérités.

Il l'appelle héros chrétien, il lui donne l'épithète qui lui restera à jamais, celle de grand ; il le nomme Louis le Grand. Il continue encore sur le même ton : « Mais où m'emporte mon zèle ? » reconnaît-il enfin et il termine ainsi brusquement sa harangue, comme on disait alors, dans la pensée que, ne pouvant plus discourir plus longuement sur le roi, tout autre sujet est vain.

A peine placé parmi vous, j'entreprends ce qui ferait trembler les plus grands orateurs ; j'ose parler d'un roi dont il n'est permis de parler qu'à ceux qui, comme vous, Messieurs, le peuvent faire d'une manière digne de lui.

Bergeret, qui reçoit l'abbé de Choisy, débute en ces termes :

L'éloquence, l'esprit et la politesse du remerciement que vous venez de faire à l'Académie lui renouveauient le sentiment de tout ce qu'elle a perdu en la personne de M. le duc de Saint-Aignan, et je puis vous dire aussi, Monsieur, qu'elle ne pouvait pas vous donner une marque plus honorable de l'estime qu'elle fait de vous, qu'en vous recevant à la place d'un homme de ce mérite, dont elle honorera toujours et chérira la mémoire.

Bergeret fait l'éloge du duc de Saint-Aignan et en arrive à l'abbé de Choisy : « Mais nous n'aurons pas été moins heureux à lui donner un successeur parmi nous, et vous ayant choisi, Monsieur, pour réparer une si grande perte, nous espérons que vous ferez louer publiquement notre choix et que vous répondrez parfaitement à notre attente. L'Académie ne vous demande rien pour elle que vous ne soyez obligé de faire pour vous-même.

Vous le devez à la réputation que vous vous êtes acquise par vos ouvrages ; vous le devez au sang dont vous sortez, au grand chancelier de l'Hôpital, votre trisaïeul, plus illustre encore par ses excellents écrits que par l'éminence de la première charge du royaume. Vous le devez enfin à cette illustre mère, comparable aux Cornélie, qui parlait sa langue avec tant de grâce et de pureté, et qui, vous ayant fait sucer l'éloquence avec le lait, nous a donné lieu de penser que vous étiez né pour l'Académie et que vous aviez été élevé pour elle, entre les bras et dans le sein des Muses mêmes...

A propos du discours de l'abbé de Choisy nous avons le témoignage des contemporains. L'abbé d'Olivet déclare :

Le nouvel académicien prononça un discours très éloquent, qui fut fort applaudi.

D'Alembert nous apprend :

Son discours de réception fut très goûté. L'éloge du cardinal de Richelieu qu'il fit dans son discours, suivant l'usage, eut surtout beaucoup de succès. Ce cardinal, si nous en croyons le père Bonhours, n'a jamais été mieux loué, et le jésuite nous assure que, du vivant du grand ministre, une telle louange n'aurait pas été perdue.

Mais que pense l'abbé de Choisy de celui qui le reçut sous la coupole et qui vanta la réputation qu'il avait acquise par ses ouvrages, de Bergeret ? Bergeret était ce même premier commis de M. de Croissy, ministre des Affaires étrangères, qui, étant allé visiter Choisy au séminaire des missions étrangères, lui conseilla de faire partie de l'ambassade française qui allait au Siam. On ne connaît de Bergeret que son discours de réception à l'Académie Française et ceux qu'il prononça en recevant Choisy et Fénelon.

L'abbé de Choisy a beau le traiter affectueusement de « mon ancien ami », voici ce qu'il dit de lui :

Personne n'écrivait mieux que M. de Croissy, et toutes ses dépêches, qu'il dictait lui-même sans le secours de ses commis, étaient admirables. Bergeret, son premier commis, se donnait là-dessus une vanité ridicule, il allait tous les jours écrire sous son maître les lettres qu'il lui dictait, et n'était que simple scribe, quoiqu'il eut deux mille écus d'appointements, il n'y changeait pas une parole, et cependant, lorsqu'on parlait des belles dépêches de M. de Croissy et qu'on le flattait d'y avoir quelque part, il se donnait un air modeste, qui laissait entendre ce qui n'était pas, sans pourtant qu'on pût l'accuser de s'en être vanté grossièrement.

J'ai moi-même été trompé comme les autres jusqu'au jour qu'à la honte de notre siècle, l'Académie Française le préféra à M. Ménage. Alors, il me consulta sur une harangue que M. d'Haucourt son ami lui avait faite et je connus son incapacité par les manières innocentes et niaises dont il reçut mes corrections, dont il n'entendait pas la moitié.

Comment l'abbé de Choisy, qui ne veut se faire aucun ennemi, et qui doit son élection à l'Académie Française pour avoir pris les devants qu'il fallait, comme dit Racine, ose-t-il se montrer si sévère envers le directeur de la docte assemblée ? Que l'on n'ait aucune crainte. Bergeret ne connaîtra jamais l'opinion que formule, à son sujet, l'abbé de Choisy. Celui-ci se contente, en effet, d'inscrire cette opinion dans ses mémoires.

Or, ces mémoires ne paraîtront jamais du vivant de leur auteur.

Je déclare tout d'abord que ce que je vais écrire demeurera, pendant ma vie, dans l'obscurité de mon cabinet...

XVII. — « Coquette jusqu'à la mort. »

C'est dans ce même palais du Luxembourg où, enfant, sa mère le menait, habillé en fille, jouer avec Monsieur, lui aussi, accoutré de même et où les filles de la Reine le préféraient à Mademoiselle de Brancas, quoique elle fût fort belle, parce que « sans doute, malgré les cornettes et les jupes, elles sentaient en moi quelque chose de masculin », que l'abbé de Choisy passe les dernières années de sa vie.

C'est un personnage considérable. Il est chargé d'ans et d'honneurs. Les esprits les plus sévères vivent dans son intimité et des mères le consultent au sujet de l'éducation à donner à leurs filles. Mais son caractère ne change pas. Madame de Caylus, qui habite aussi au Luxembourg, écrit à sa tante, le 8 septembre 1715 :

Mon habitation est commode, jolie, solitaire, et si séparée, que je ne crois pas que je puisse jamais m'apercevoir du voisinage, surtout si l'on me laisse l'abbé de Choisy dont le train et la personne ne ressemblent en rien de ce que l'on voit dans ce nouveau monde.

Il a alors soixante et onze ans. Il se complaît dans les souvenirs du passé, mais toujours avec la passion irrésistible de renouveler jusqu'à sa dernière heure ce qu'il appelle amoureusement ses « badinages ». Mais, doyen de l'Académie Française et grand doyen de l'église cathédrale de Bayeux, il donne le change à certains de ses contemporains et ceux-là ne voient en lui que le côté austère.

Jean-Baptiste Henri du Troussel de Valnicour, en recevant, le 28 décembre 1724, le successeur de l'abbé de Choisy à l'Académie Française, le premier président du Parlement de Paris, Antoine Portail, fustige les écrivains qui

emploient « les restes d'une vieillesse insensée » à composer des recueils frivoles et scandaleux et il se réjouit de ce que l'abbé de Choisy ait donné un autre exemple :

Retiré du monde et n'ayant plus d'autre emploi que celui de lire et d'écrire, il s'exerça sur quelques morceaux choisis de l'Histoire de France. Mais bientôt, ayant pris des vues plus convenables à son état et à son caractère, il entreprit l'*Histoire ecclésiastique* qu'il a eu la consolation d'achever avant sa mort.

Mais si l'abbé de Choisy n'est pas de ces « hommes qui, avec un sang déjà glacé dans leurs veines, conservent encore de la complaisance pour des choses dont ils auraient dû rougir en les écrivant », tout au moins, pour rédiger les chapitres de son *Histoire de l'Eglise*, continue-t-il à demeurer habillé en femme.

D'Alembert nous apprend en effet :

Cette histoire se ressent beaucoup de l'habit sous lequel l'auteur l'a composée ; car ces ajustements de femme, qu'il n'osait plus porter dans le monde, par la crainte d'y causer trop de scandale, il ne pouvait se résoudre à s'en priver quand il était seul, ne songeant pas assez qu'il lui restait, dans cette solitude même, un témoin plus redoutable que les hommes. Peut-être suffisait-il, pour apprécier la valeur de ses annales ecclésiastiques, de se représenter un moment ce prêtre septuagénaire sous un habit si peu fait pour son âge et pour son état, travaillant à l'histoire des martyrs et des anachorètes, et se mettant des ajustements profanes de la même main dont il écrivait les décisions des conciles. Aussi, interrompant quelquefois son travail pour jeter un moment de tristes regards sur lui-même, il s'écriait avec la sincérité la plus naïve : « Quel peintre pour les Antoinettes et les Pacôme ! pour les Augustin et les Athanasie ! »

Sans doute, se souvient-il alors du temps heureux d'autrefois où il se faisait faire son portrait soit par le peintre M. de Troy, soit par l'artiste à la mode, Ferdinand ; il était en belle dame, ayant à ses côtés la jeune Charlotte habillée en cavalier.

Il ne regrette pas les années de sa jeunesse, il les revi-

vrait comme il les a vécues, il en conserve des idées agréables, tout autant que celles auxquelles fait allusion la marquise de Lambert quand elle lui adresse ses *Réflexions sur les femmes*.

La marquise de Lambert le dépeint, à ce propos, dans sa vieillesse en des termes spirituels et qu'il est bon de rappeler ici :

Pour vous, qui les avez toujours présentes (les idées agréables), et qui n'avez jamais pu épuiser ce fonds de joie qui est en vous, quelque dépense que vous en ayez pu faire ; vous, à qui la vieillesse sied bien, puisqu'elle n'en écarte ni les jeux ni les Amours ; vous qui avez su rétablir l'intelligence entre les passions et la raison, de peur d'en être inquiété ; vous qui, par une sage économie, avez toujours des plaisirs de réserve et qui les faites succéder les uns aux autres ; vous qui avez su ménager la nature dans les plaisirs, afin que les plaisirs soutinssent la nature ; vous enfin qui, comme Saint-Evremond, dans vos belles années, viviez pour aimer et qui présentement aimez pour vivre : vous avez raison, mon cher abbé, dérobons ces derniers moments à la fatalité qui nous poursuit.

L'abbé de Choisy est très affaibli, et son état donne des inquiétudes à ses amis de l'Académie Française. M. de Valincour le rappelle dans son discours de réception :

Vous vous souvenez encore, Messieurs, et, pour moi, je m'en souviendrai toujours, du dernier discours qu'il prononça dans la place que j'ai l'honneur de remplir, — (c'était le 25 novembre 1723 : l'abbé de Choisy recevait l'abbé d'Olivet), — duquel on peut dire, comme on le dit de la dernière action publique de Crassus, que c'était le chant du cygne, qui annonçait sa mort. Il eut la fièvre toute la nuit, à peine put-il se traîner jusqu'ici. Ses infirmités l'avaient rendu incapable de toute application, et il y parut bien à son discours, qui n'avait certainement rien de tout ce qu'on met ordinairement en usage pour attirer l'attention.

Mais comme ses paroles sortaient du fond de son cœur, et qu'elles étaient animées par une tendre amitié pour celui de nos confrères dont il faisait la réception, j'observais avec plaisir que ce discours, tout négligé qu'il était, fit plus d'impression sur les

esprits des auditeurs qu'il n'en eût fait avec tous les ornements et tout l'appareil que l'art aurait pu y ajouter.

Son esprit aussi s'attriste : n'a-t-il pas, depuis quelques mois, le chagrin d'avoir perdu l'abbé Dangeau, son ami d'enfance, qui fut le compagnon de sa vie désordonnée et son collègue à l'Académie Française ? Même, entre deux débauches, Dangeau avait voulu le ramener à des idées pieuses, et ensemble ils avaient composé des dialogues sur l'immortalité de l'âme et l'existence de Dieu.

Aux portes de la tombe, l'abbé de Choisy se repent-il de son étrange existence, si peu en harmonie avec son caractère de prêtre ?

Il faut reconnaître que, souvent, l'abbé de Choisy a fait son *mea culpa*. Il dit à la marquise de Lambert :

J'aurai beau chercher des excuses dans la mauvaise éducation, on ne m'excusera point.

Il le cherche pourtant et, ailleurs, il a bien soin de nous prévenir :

Je dirai seulement, pour ma justification, que ma mère, par une fausse tendresse, m'a élevé comme une demoiselle.

Il ajoute, une autre fois :

On rira de me voir habillé en fille jusqu'à l'âge de dix-huit ans, on n'excusera pas ma mère de l'avoir voulu.

Il s'en prend également à Madame de la Fayette, qui l'a engagé à s'habiller en femme et qui l'a ainsi imposé un peu partout :

Elle se crut engagée à faire approuver dans le monde ce qu'elle m'avait conseillé, peut-être un peu légèrement.

Jamais l'abbé de Choisy ne s'absout. Quand il parle de la rigueur que souvent lui a montrée le roi, il avoue :

Je veux pourtant lui rendre justice (au roi), il n'a pas eu grand tort. Je m'étais donné l'exclusion à moi-même, et ma conduite cachée et irrégulière ne le justifie que trop à mon égard.

Sans doute, il pouvait invoquer, en excuse, ce qu'à son

sujet même Madame de Scudéry écrit au comte de Bussy, le 17 février 1673 : « L'amour démonte extrêmement sa cervelle », mais c'est tant pis, il accepte les conséquences de tous ses actes.

Il fait son acte de contrition :

J'avouerai que j'ai eu une fort mauvaise conduite, et qu'il n'a tenu qu'à moi de faire une fortune considérable. Dieu ne l'a pas permis, je me serais perdu dans les grandes élévations; et d'ailleurs, à la mort, j'aurais à en rendre un plus grand compte. Je n'aurai à répondre que de moi.

C'est une consolation. Choisy n'est pas d'humeur à regretter quoi que ce soit. Son ami d'Olivet nous fait remarquer que, loin de se corriger de ses travers, il y persévère plus que jamais.

L'abbé de Choisy n'était jamais autrement à la maison (que vêtu en femme) et on l'a vu jusque dans la vieillesse, et même jusqu'à la mort, habillé de cette manière.

Disons seulement avec d'Alembert :

En écrivant cet endroit de sa vie, nous avons cru voir son ombre consternée demander grâce à son historien et lui répéter ces paroles de repentir et de douleur qu'il adressait en mourant au souverain juge : « Ne vous ressouvenez point des égarements et des erreurs de ma jeunesse ! »

L'abbé de Choisy expira en sa quatre-vingt et unième année, le 2 octobre 1724.

Ainsi vécut et mourut, dit d'Olivet, François-Timoléon de Choisy, Prieur de Saint-Lô de Rouen, de Saint-Benoist-du-Sault et de Saint-Gelais, Doyen de l'Académie Française, ci-devant abbé de Saint-Seine en Bourgogne et Grand-Doyen de l'Eglise Cathédrale de Bayeux.

Nous lisons dans les registres de l'Académie Française :

Du lundi, second d'octobre 1724. — L'Académie apprend avec douleur la mort de Monsieur l'abbé de Choisy, son doyen, arrivée ce matin. Nous le regrettons d'autant plus qu'il joignait beau-

coup de douceur à beaucoup d'esprit naturel et à beaucoup de connaissances acquises dans la lecture et dans les voyages.

Du mardi, 24 octobre. — Aujourd'hui la Compagnie au nombre de sept a assisté dans l'Eglise des Cordeliers au service de Monsieur l'abbé de Choisy.

Du jeudi, seizième novembre. — La Compagnie, convoquée par billets et assemblée au nombre de vingt-quatre, a procédé au scrutin pour la proposition d'un académicien à la place de Monsieur l'abbé de Choisy. Tous les billets ayant été en faveur de Monsieur Portail, Premier Président, on a pris les suffrages par le moyen des boules blanches et noires et toutes les boules ont été blanches.

Du lundi, vingt-sept novembre. — L'Académie ayant appris de Monsieur le directeur que le Roi avait approuvé Monsieur le Premier Président pour remplir la place vacante par la mort de Monsieur l'abbé de Choisy, elle a procédé au second scrutin où toutes les boules ont encore été favorables à Monsieur Portail, Premier Président.

Du jeudi, vingt-huitième décembre. — Aujourd'hui, Monsieur le Premier Président est venu prendre sa séance, et il a prononcé son discours auquel Monsieur de Valincourt a répondu. Ensuite Monsieur de la Motte a récité une partie d'un discours qu'il a composé sur l'églogue et une églogue de sa composition. Depuis quinze ans que Monsieur de la Motte est de la Compagnie, elle n'a tenu aucune assemblée publique où il n'ait pas récité quelque ouvrage. Monsieur Boivin lut après cela le premier acte de l'Œdipe de Sophocle, qu'il a traduit en français, et la scène finit par la lecture que fit Monsieur l'abbé Gédoyne de « Monsieur Le Clerc, un des quarante » qui fait partie de l'*Histoire de l'Académie* que Monsieur l'abbé d'Olivet compose. Signé : L'Abbé de Roquette, l'abbé Du Bos.

Choisy avait été élu membre de l'Académie Française à cause de son esprit et de ses manières agréables. Portail fut jugé digne de lui succéder à cause de son éloquence naturelle, de son amour pour les lettres et surtout à cause de sa situation de premier président du Parlement de Paris.

Que dit Portail de son prédécesseur dans l'éloge qui est de tradition sous la coupole ? Voici :

Parmi cette foule d'auteurs célèbres, qui sont sortis de cette source pure et féconde (l'Académie Française) et qui ont répandu votre réputation dans toute l'Europe, s'était distingué l'illustre confrère que nous regrettons.

Issu d'une race noble, né dans le sein de la politesse, élevé dans le commerce continuel des compagnies les plus choisies et des esprits les plus ornés, il sut y puiser cette douceur de mœurs, ces grâces naturelles, cet esprit d'insinuation et d'enjouement qui le rendaient aimable à tout le monde.

Brillant et plein de saillies dans la conversation, ami fidèle, officieux, empressé à plaire, il possédait l'art de se faire désirer partout. Habile à mettre à profit tous les événements de la fortune, si les conjonctures le portèrent jusque chez les nations les plus éloignées, ce fut pour y soutenir un caractère de représentation et de dignité. Bientôt il acquit des connaissances devenues utiles à sa patrie, par ces relations si propres à satisfaire la curiosité du lecteur, et où il a trouvé le secret d'instruire en amusant et d'intéresser sans matière et sans sujet.

Propre à tout genre de littérature, versé dans la connaissance de l'Histoire ecclésiastique et profane, on l'a vu, depuis, s'élever avec succès jusqu'aux matières les plus graves et les plus sérieuses. Cet ordre, cette clarté, que l'auteur a su y répandre, cette pureté de langage, cette noble simplicité qui règnent partout, cet enchaînement naturel de faits, qui mettent ces matières sublimes à la portée de tous les âges et de tous les sexes, qui attachent l'esprit, qui remplissent le cœur sans fatiguer l'attention et laissent toujours un nouveau désir de lecture, ont peut-être rendu ces ouvrages aussi utiles au public que ceux où les savants admirent l'érudition la plus profonde.

Jean-Baptiste Henri du Troussel de Valincour, secrétaire des commandements du comte de Toulouse, prince du sang et grand amiral, qui fut historiographe et poète, et qui, à l'Académie Française, sauvegarda le principe d'égalité en faisant don à cette assemblée des portraits de Racine et de Boileau, ses amis, le jour où le maréchal de Villars ne craignit pas d'offrir le sien, répondit à Portail en louant ainsi à son tour l'abbé de Choisy :

Monsieur l'abbé de Choisy était fort assidu aux exercices de

l'Académie, et jamais homme ne fut plus propre à s'attirer l'estime et l'amitié de ses confrères. Officieux et plein d'une politesse qui n'avait rien d'affecté, toujours prêt à louer les autres, ne parlant jamais de lui-même qu'avec modestie, il portait sur son visage cette gaîté douce et tranquille qui, n'ayant rien de l'emportement d'une joie immodérée, se communique insensiblement à ceux à qui l'on parle et fait toujours la douceur de la conversation.

Ceux qui ne l'auront jamais vu le trouveront tout entier dans ces aimables lettres, où l'on croit l'entendre parler et où il raconte avec tant de grâce et de naïveté les particularités de son voyage de Siam.

Mais ce qu'on ne saurait assez louer en lui, c'est la candeur qui paraissait dans tous ses entretiens, où son cœur parlait plus que sa bouche.

En réalité, l'abbé de Choisy fut-il tant que cela regretté à l'Académie Française ? Mais pourquoi, faisant en cette assemblée même l'éloge de l'écrivain de la *Vie de David*, d'Alembert affirme-t-il sans soulever la moindre protestation : « L'abbé de Choisy avait été plus aimé d'eux (ses collègues de l'Académie) dans sa vie qu'il n'en fut regretté après sa mort. C'est qu'étant doyen de l'Académie lorsqu'il mourut, il eut malheureusement pour successeur dans le décanat un homme bien plus fait pour honorer ce titre, l'illustre Fontenelle. »

JEAN MÉLIA.

FIN

LES DERNIERS ÉLECTEURS DE COLOGNE

L'histoire est-elle un perpétuel recommencement ? Il serait exagéré de le prétendre, car l'avenir serait ainsi trop facile à prévoir et il serait aisé d'éviter ou de provoquer à volonté ce recommencement pour faire régner la félicité sur la terre. Or, il en va tout autrement, semble-t-il... Néanmoins, comme dans un rythme grandiose, les peuples fluent et refluent vers certains points du monde, qui sont pour eux comme des pôles d'attraction : tels le Bosphore ou le Rhin. Ici et là, dans le passé comme dans le présent, se sont heurtés et se heurtent encore deux civilisations, deux races, qui se disputent la possession de l'une ou l'autre rive, sans que jamais elles soient assurées de s'y maintenir sans contestation. Et c'est ainsi que, cent vingt-cinq ans après la conquête du Rhin par la Révolution, un siècle après son abandon par la Restauration, les armées de la troisième République se trouvent réoccuper les anciennes terres d'Empire, les anciens palatinats et les anciens électors rhénans.

On connaît les événements militaires dont ces petits Etats allemands, évanouis au contact de la Révolution, furent le théâtre aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles ; on connaît un peu moins leur vie intérieure. Nous voudrions essayer de retracer les vicissitudes d'un de ces principicules, et non des moindres, l'Electeur de Cologne.

L'Archevêque-Électeur de Cologne, qui réunissait parfois sous sa crosse pastorale les évêchés de Munster, de Hildesheim, de Liège, de Ratisbonne et de Freising, était l'un des trois puissants Electeurs ecclésiastiques de l'ancien Em-

pire germanique ; archichancelier de l'Empereur en Italie, c'était lui qui avait le privilège de sacrer, dans la basilique d'Aix-la-Chapelle, le nouveau César élu ; aussi le choix d'un archevêque de Cologne était-il une grave affaire politique, et qui pouvait même, comme cela se produisit avec Joseph-Clément, le premier dont nous allons parler, devenir un *casus belli*.

Confiné dans les quelques lieues carrées d'un Etat dont la capitale nominale échappait à son autorité temporelle, ses alliances familiales ou politiques, les revenus considérables dont il jouissait (600.000 thaler ou 2.000.000 de livres de France), la position géographique qu'il occupait faisaient que ce siège était recherché par les grandes familles régnant au delà du Rhin. Les quatre derniers Electeurs, d'origine bavaroise, souabe ou autrichienne, sont particulièrement représentatifs à cet égard. Dans leurs possessions de la rive gauche du Rhin, ils apparaissent comme une sentinelle avancée (*Wacht am Rhein*) du monde germanique, et leur règne offre comme un raccourci de ceux de leurs grands voisins. Ouverts aux influences des deux mondes qu'ils séparent, les petits Etats rhénans recevant les contre-coups de tous les événements politiques, littéraires, artistiques de l'Europe, leurs gouvernements reflétaient tour à tour, selon les intérêts ou les caprices du prince, l'influence de Paris, de Berlin ou de Vienne.

Au temps de Louis XIV et de Louis XV, toute petite cour allemande se modèle sur celle de Versailles ; mais c'est aussi, par contre, le grand Frédéric ou le philosophe Joseph II qui donne le ton. Telle fut, parmi cent autres, la cour des derniers Electeurs, depuis Joseph-Clément, qui rétablit la sienne grâce aux derniers succès de Louis XIV, jusqu'à Maximilien-François, qui dut abandonner les bords du Rhin sous la pression des armées révolutionnaires.

§

De Coblenz à Cologne, encaissé d'abord entre l'Eifel et

le Westerwald, aux pentes couvertes de vignes, aux cimes surmontées de bourgs antiques, le Rhin, après avoir reflété sur ses rives les rocs légendaires du Drachenfels et du Rolandseck et les derniers sommets des Sept-Montagnes, trace son cours plus paisible dans le plat pays, qu'il arrose jusqu'à la mer.

L'antique ville de Bonn (*Castra Bonnensia* des Romains) marque le point où le fleuve change de caractère et d'allure. Sans avoir l'importance de Coblenz ou de Cologne, cet ancien camp romain, devenu une ville assez florissante, grâce à sa position même à l'entrée de la plaine, fut, depuis 1257 jusqu'à la Révolution la résidence d'un des trois Electeurs ecclésiastiques de l'ancien Empire allemand, prince archevêque de Cologne. Dès les premières années du XIII^e siècle, les bourgeois de Cologne (évêché depuis le IV^e siècle, archevêché depuis 785), ayant conquis leur indépendance, avaient obtenu pour leur cité des franchises et privilèges de ville libre ; après quoi ils avaient signifié à l'archevêque la défense de séjourner dans leurs murs plus de trois jours de suite. C'est ainsi que le souverain de Cologne avait dû choisir sa résidence à quelques lieues en amont de sa capitale nominale.

Bonn, écrit au milieu du XVII^e siècle un voyageur français, est située dans un pays plat dont le paysage est fort agréable, étant en partie environné de vignes, ce qui ne se voit point plus bas sur le Rhein, et n'est pas éloigné des montagnes et des bois, qui rendent le lieu propre à la chasse : qui est peut être la raison pour laquelle M. l'Electeur y faisait sa résidence... Le Château ou Palais, qui est dans la Ville, n'est pas grand chose, ny sa Cour fort peu splendide. Peut-être que la guerre, qui avoit diminué notablement ses revenus, ne lui permettoit pas de vivre avec plus d'éclat (1).

D'autres voyageurs, Moncins, Misson, s'expriment, un

(1) *Voyage ou description de toute la Ville de Munster...* par M. Joly, chanoine de Nostre-Dame, Paris, 1672. Le chanoine Joly avait fait ce voyage en Westphalie et Pays-Bas en 1646-47, avec M. et M^{lle} de Longueville, « à présent M^{me} de Nemours ».

peu plus tard, à peu près dans les mêmes termes. Au début du XVIII^e siècle, l'auteur des *Remarques historiques et critiques faites dans un voyage d'Italie en Hollande* notait ainsi l'impression qu'il lui avait faite la résidence de l'Électeur :

Bonn est la dernière place considérable qu'on trouve jusqu'à Cologne. Elle est située sur la rive gauche du Rhin, méchante Ville et bonne Place de guerre... L'apparence ne sauroit être plus belle : Grand Palais d'une structure uniforme et égale, au moins en dehors, et dans lequel le Peuple dit qu'il y a autant de fenêtres qu'il y a de jours dans l'année, comme l'on dit à Rome du Palais de Saint-Pierre au Vatican (et ailleurs de beaucoup d'autres). Pendant le séjour que nous fîmes à Bonn, j'ai pris plaisir à m'informer des dispositions du peuple envers la nation Française et il me parut de reconnoître qu'il n'avoit nulle inclination pour elle : soit que les allarmes continuelles dans lesquelles il vivoit à cause des courses, qui ne permettaient à personne de sortir de la Ville avec sûreté, soit que l'expérience qu'il a faite du Gouvernement François l'ait aliéné entièrement de son affection. En effet on peut dire que la manière Française de gouverner n'est bonne que pour les François, instruits et fondés dans une soumission aveugle pour tout ce qui plaît au Souverain, au lieu que les Allemands, moins susceptibles de ses dispositions si souples, ont une répugnance naturelle à obéir des Maîtres, qui veulent être servis sans réplique (1).

L'auteur de ces *Remarques*, qui, selon Barbier, s'appelait Casimir Freschot, fut-il bon observateur des mœurs des Allemands (des Allemands rhénans tout au moins) et des Français au début de XVIII^e siècle ? Il se peut ; à deux cents ans de distance, les rôles, en ce qui concerne l'obéissance et la soumission au souverain, nous semblent singulièrement renversés...

Les vieilles estampes de l'époque nous font revivre avec plus de pittoresque que ces notes de voyageurs curieux l'aspect de la résidence des derniers Electeurs de Cologne,

(1) Ces *Remarques* anonymes furent publiées à Cologne chez Jacques Sincère, en 1705. Voir tome II, IX. Lettre, p. 70-71.

qui, depuis leur rétablissement par Louis XIV, y coulèrent une existence paisible et confortable. La plupart représentent la ville vue du fleuve, où passent ces petits bateaux du Rhin aux formes caractéristiques : un mât à l'avant, supportant une voile unique, que gonfle parfois un vent favorable ; halés par des chevaux, des hommes, des femmes même, lorsqu'il faut monter le puissant courant du fleuve ; un énorme gouvernail à l'arrière, au milieu la cargaison, et parfois un roof plus ou moins luxueux pour des voyageurs, proie des armées qui battent la campagne, dans les temps de guerre. On voit aussi d'immenses trains de bois, de longs radeaux semblables à des villages flottants, glisser au milieu du courant, vers le plat pays.

§

L'Electorat de Cologne, considéré peu à peu comme un fief par la famille régnante de Bavière, était destiné, par sa situation géographique, politique et religieuse, à jouer un rôle important dans le long duel engagé entre le roi très chrétien de France et Sa Majesté impériale apostolique d'Autriche, pour la conquête de l'hégémonie européenne : duel dont la Révolution et l'Empire recueillirent d'ailleurs la succession. Oscillant entre Paris et Vienne, les deux pôles de la politique internationale, les derniers Electeurs ne virent leur sort définitivement fixé que par la Révolution, — qui les supprime.

La guerre de la Ligue d'Augsbourg, déclarée en partie à cause de la non-élection de Joseph-Clément, prince bavarois et neveu de l'Electeur Maximilien-Henri, fit occuper la ville par les Impériaux. Le choix du chapitre s'étant porté, par 13 voix contre 9, sur le cardinal de Fürstenberg, le roi de France s'opposa à ce que l'élection fût ratifiée par le pape et l'empereur, et un nouveau scrutin porta à l'Electorat Joseph-Clément. L'empereur le revêtit enfin de sa dignité le 1^{er} décembre 1689. Le nouveau souverain de Cologne était âgé de dix-huit ans.

Recevant des subsides de la France, qui l'avait porté au siège électoral, Joseph-Clément, beau-frère du Dauphin par sa sœur, fit alliance avec Louis XIV, de même que son frère l'Electeur de Bavière (février 1701). Mais la guerre de la succession d'Espagne ayant été déclarée, Clément, défait à la tête de ses troupes, se réfugia en France, laissant les Impériaux de Malborough et les Hollandais de Cohorn assiéger sa petite capitale de Bonn, qui fut prise le 16 mai 1703. Mis par deux fois au ban de l'Empire en 1702 et en 1706 « avec beaucoup de solennité », dit Dangeau, Joseph-Clément s'établit dans le Nord de la France, tantôt à Lille, tantôt à Valenciennes. Saint-Simon, qui le vit à Versailles en 1706, esquisse de lui ce portrait de sa façon, et qui ne manque pas de relief :

Il prétendoit pouvoir porter l'habit des cardinaux, comme archi-chancelier de l'empire pour l'Allemagne. Il étoit vêtu de court, en noir, souvent avec une calotte rouge, quelquefois noire ; les bas varioient de même. Il étoit blond, fort bossu par derrière, un peu par devant, mais point du tout embarrassé de sa personne ni de son discours.

Et plus loin, Saint-Simon ajoute :

L'Electeur de Cologne, qui n'avoit aucun ordre, voulut les recevoir : l'archevêque de Cambrai (Fénelon, qui le préparait depuis deux ans) le vint trouver à Lille, et, en cinq jours de suite, lui donna les quatre moindres, le sous-diaconat, le diaconat, le fit prêtre et le sacra évêque. Il se plaît fort aux fonctions ecclésiastiques, surtout à dire la messe et à officier pontificalement (1).

(1) *Saint-Simon*, édit. de Boislisle, tome XIV, p. 96-101 et XIV, 257-258.

• La fantaisie avoit à l'Electeur de Cologne d'aller voyager à Rome. Il n'avoit plus d'Etats à lui où se tenir, il aimoit mieux se promener que le séjour de nos villes de Flandre ; il arriva donc à Paris au milieu de septembre (le 13, dit Dangeau) tout à fait *incognito* et logea chez son envoyé » (Simonei, rue de Richelieu près le boulevard)... Il vit le roi dix ou douze jours plus tard. Louis XIV lui dit : « Voilà votre beau-frère, vos reveux et moi qui suis votre proche parent ; vous êtes ici dans votre famille. » Il passa ensuite chez Madame « qui s'avança au-devant de lui dans sa chambre ; elle le baisa et causa fort longtemps avec lui en allemand. » Il vit également la duchesse d'Orléans, qui étoit dans son lit. Il retourna ensuite à Paris, et revint à Versailles huit jours plus tard « entendre la messe du Roi dans une autre travée

En effet, Joseph-Clément, ayant officié pour la première fois à Lille, le 1^{er} janvier 1707, vint dire au Val-de-Grâce de Paris sa millième messe, dès le mois de février 1711, pendant le séjour de son frère l'Electeur de Bavière à Compiègne ; et le *Mercur de France* de l'époque s'étend longuement sur cet événement religieux (1).

Il n'y avoit point de cérémonie qu'il n'aimât faire, dit encore Saint-Simon. Enfin il aimoit même à prêcher, et on peut juger comment il prêchoit. Il s'avisa au premier jour d'avril de monter en chaire ; il y avoit envoyé inviter tout ce qui étoit à Valenciennes, et l'église étoit toute remplie. L'Electeur parut en chaire, regarda la compagnie de tous côtés, puis tout à coup se prit à crier : « Poisson d'avril ! poisson d'avril ! » et sa musique, avec force trompettes et timballes, à lui répondre. Lui cependant fit le plongeon et s'en alla (2).

Après la bataille d'Oudenarde et la chute de Lille, l'Electeur exilé dut se réfugier à Mons, d'où il écrivait à son chancelier Karg cette lettre, où il narrait ses infortunes, dans un style franco-allemand assez singulier :

Je meurs de *chagrin* qui me vient de tous côtés. Bruxelles manque (*manquiert*), mon *regiment* à pied de la garde du corps est estropié, toutes mes troupes crèvent (*crepiern*) de *misere* parce qu'on leur doit 3 mois, ils pillent (*pigliren*), volent et désertent (*desertiern*). Je mourrais de faim avec ma cour, je dois me voir chassé de mon cher *lille* et mal traité (*tractiert*) à Valenciennes, je ne puis dormir depuis 9 jours, je n'ai pas d'*apetit* ni pour boire

de la tribune, et le vit après seul dans son cabinet de travail. » Il y revint encore une fois la semaine suivante.

Saint-Simon, qui donne tous les détails de ces entrevues et de ces visites, ajoute : « De ce voyage il changea le dessin d'aller à Rome où, pour son rang avec les cardinaux et pour sa personne dans la situation où il étoit avec l'empereur et nos troupes hors d'Italie, au corps de Medavy près, il n'auroit pu être que fort indecemment. »

Il termina son voyage en passant deux jours à Versailles, où le roi lui donna l'appartement du duc de Grammont. Puis il partit pour Lille, allant d'abord voir son frère l'Electeur à Mons (septembre-octobre 1706). Saint-Simon, édit. de Boislile, t. XX, p. 97-98.)

(1) *Mercur de France*, mars 1711, p. 133-137 et *Saint-Simon*, XX, appendice, p. 514-520.

(2) *Saint-Simon*, XX, p. 242-243.

ni pour manger, la toux m'étrangle, au sujet de l'abbaye bonne espérance le *Bergeik* (?) et le garçon meunier me *chagrine* (*chagrirt*) de voir mon frère qui se soucie autant de ma maison que moi de l'*alkoran* turc, les princes ne s'en vont pas de l'*armée* et font tous les jours de nouvelles *sollisen*, je vois tout cela et ne puis aider à rien, et par dessus tout cela je ne puis trouver de repos dans ma famille même, et je suis torturé (*torquirt*) par la comtesse de toute espèce de *querellen* et de méchantes plaintes (1), *oh pour cela c'en est trop* et je veux maintenant faire comme le *Carolus V. fortuna tu me deseras et ego te*, et me *retirn* dans un couvent et y attendre indifféremment en repos la paix ou la mort (2).

Il n'en fit rien, d'ailleurs, et attendit que les traités de Rastadt et de Bâle, en 1714, lui eussent rendu ses Etats. Rétabli dans ses dignités, Joseph-Clément vint à Versailles prendre congé du roi (avril-mai 1714), puis il regagna Valenciennes; mais ce n'est que l'année suivante, le 25 février, qu'il fit son entrée solennelle dans sa résidence, occupée jusqu'au 11 décembre suivant, par les troupes hollandaises. Il y mourut le 12 novembre 1723, laissant dans sa petite capitale quelques embellissements que devait continuer son successeur.

La vie d'exil n'avait pas empêché le prince-électeur de Cologne de s'occuper de projets artistiques, pour le jour incertain où il retournerait aux bords du Rhin. Il avait d'abord recruté une « chapelle » de musiciens flamands et français; il se piquait d'écrire des tragédies en français et de composer lui-même de la musique « et cela d'une façon merveilleuse, avoue-t-il lui-même, car je ne connais le moins du monde ni les notes ni la *musicque* ». Comme les abeilles, « qui tirent leur miel des plus belles fleurs, j'ai pris tout ce que j'ai composé de bons maîtres dont les compositions m'ont plu ». Les « compositions » de ce prince dilettante ne sont d'ailleurs pas fort nombreuses, et lui-même don-

(1) La comtesse de Ruysbeck, dont il avait eu des enfants, ou peut-être la comtesse Fugger, femme du maréchal de la cour; toutes deux étaient ses favorites.

(2) Ennen, *Spanischer Erfolgkrieg*, documents, p. LXVI.

nait complaisamment le catalogue des onze motets qu'il avait ainsi colligés : l'un datait de l'année de sa « grande infortune », 1706 ; un autre était un remerciement aux deux villes de Bruxelles et de Valenciennes, dont les habitants l'avaient fort bien traité, lui et sa suite ; deux autres étaient dédiés à la mémoire de son beau-frère le dauphin et de sa nièce (1711 et 1712) ; plus tard il célébra aussi la victoire de Belgrade (1717).

Dix ans avant son retour, qu'il ne croyait sans doute pas aussi éloigné, Joseph-Clément s'était mis en rapport avec le célèbre architecte parisien Robert de Cotte. Il lui avait d'abord demandé des plans pour sa maison de plaisance de Poppelsdorf, près de Bonn, tombée en ruines depuis des siècles, puis pour celle de Brühl, ainsi que pour le lieu de pèlerinage appelé Godesberg, et pour le séminaire de Cologne. Il lui fit ensuite dresser les plans de la résidence, dont la reconstitution avait été commencée en 1697. Une longue correspondance s'échangea, de Lille et de Valenciennes d'abord, puis de Bonn, entre l'Electeur ou ses architectes et Robert de Cotte, de 1704 à 1721. De Cotte substitua d'abord ses plans à ceux de l'Italien Zuccoli, qu'il remplaça définitivement en 1707 ; l'Electeur, dès lors, n'employa guère plus que des artistes français à la construction de son château. De Cotte donnait ses ordres de Paris, la direction sur place étant confiée à Benoit de Fortier d'abord, puis à Hauberat.

A maintes reprises, le chapitre de l'Electeur s'était inquiété des penchants artistiques et des travaux coûteux qu'il faisait entreprendre. Joseph-Clément n'en continua pas moins ses dépenses somptuaires, que son successeur ne fit qu'augmenter dans des proportions beaucoup plus effrayantes pour ses sages conseillers.

Son neveu et coadjuteur, Clément-Auguste, fils de l'Electeur Maximilien-Emmanuel de Bavière (il était né à Bruxelles le 16 août 1700), fit son entrée solennelle à Bonn le 15 mai 1724. Libre des soucis qui avaient failli accabler son oncle,

Clément-Auguste, dont le règne devait durer trente-sept ans, était de caractère plutôt faible et versatile, aimant le luxe, le faste, religieux ou profane : aussi eut-il toujours de grands besoins d'argent. Tout en faisant preuve, en général, de tendances françaises, peut-être intéressées, il conclut d'abord une alliance avec l'Empereur (1726) ; ensuite il se tourna du côté de Louis XV, qui lui accorda, pendant cinq ans, au moment de la guerre de la succession d'Espagne, une augmentation de 10.000 florins par mois. En 1741, pendant la guerre de succession d'Autriche, s'étant d'abord déclaré neutre, il ne se fit aucun scrupule de toucher 24.000 livres de l'Angleterre, en échange desquelles il devait fournir 6.000 fantassins, 500 cavaliers, et loger 1.200 hommes dans ses Etats ; puis il fut habilement ramené à l'alliance française. Le 4 juillet 1745, par un nouveau traité signé en son château de Poppelsdorf, près de Bonn, il promettait la neutralité absolue, moyennant une mensualité de 20.000 florins. Mais la paix d'Aix-la-Chapelle (octobre 1748) rendit par la suite cette convention inutile. Le 1^{er} mars de l'année suivante, Clément-Auguste se liait, par un nouveau traité au roi de France, qui mettait ses garnisons à Bonn, Cologne, Juliers et Düsseldorf. L'Electeur essaya alors de se tourner vers l'Angleterre, mais, cette fois encore, le parti français finit par l'emporter.

Dépensant des sommes énormes à ses constructions fastueuses, à ses équipages, aux spectacles de sa petite cour, à la décoration des églises, Clément-Auguste, qui s'était rendu avec une pompe extraordinaire et très remarquée aux fêtes du couronnement impérial à Francfort, se trouvait, vingt ans plus tard, dans une gêne singulière. A la fin de son règne, les employés de sa cour eux-mêmes criaient misère. Pour se tirer d'affaire, il fit un emprunt en Hollande. Après quoi, il entreprit d'aller rendre visite à son frère, à la cour de Munich. Il quitta Bonn, le 5 février 1761, après avoir fait distribuer 30 carolins d'or aux pauvres. Dès sa première halte, à Ehrenbreitstein (en face de Coblenz), où

l'Electeur de Trèves donna un dîner de gala en son honneur, Clément-Auguste tomba sans connaissance, au milieu du bal qui suivit, et dans lequel il avait montré le plus bel entrain. Il mourut le lendemain, d'une congestion. Clément-Auguste quittait ainsi joyeusement la vie, en dansant, à l'âge de soixante ans.

Jacques Casanova, qui l'avait vu, l'année précédente, à la même époque du carnaval, à Bonn, lui a consacré quelques lignes de ses célèbres *Mémoires* :

C'était un homme gai, jovial et débonnaire, dit-il, et, avec l'air de santé qui se peignait dans toute sa personne, il aurait été difficile de lui prédire une fin aussi prochaine que la sienne... Le petit bal de l'Electeur fut très agréable. Nous étions tous costumés en paysans, et les habits sortaient d'une garde-robe particulière du prince. Les dames s'étaient vêtues dans un salon attenant. Il aurait été ridicule de choisir d'autres costumes, puisque l'Electeur lui-même avait adopté celui-là. Le général Ketteler était le mieux déguisé de toute la compagnie, car il était paysan au naturel. Madame était ravissante. On ne dansa que des contre-danses et des allemandes. Il n'y avait que quatre ou cinq dames de la haute volée ; toutes les autres, plus ou moins jolies, étaient de la connaissance particulière du prince qui, durant toute sa vie, fut grand amateur du beau sexe. Deux de ces dames dansaient la forlane, et l'Electeur eut un grand plaisir à nous la faire danser... On dansa, bientôt après, une certaine danse, où, à un certain tour, on saisit une dame et on l'embrasse ; je ne fus point réservé, chaque fois je trouvai le moyen de trouver ma belle, que j'embrassais avec ardeur, et le Paysan Electeur de rire aux éclats, tandis que le paysan général crevait de dépit (1).

Ni meilleur ni pire que tant d'autres princes de son temps, dit l'historien rhénan Ennen, le joyeux Clément-Auguste, dont on peut juger la politique incertaine, indécise, — sa situation ne la lui permettait d'ailleurs guère différente, — a laissé des souvenirs durables dans sa résidence et aux environs : c'est sous son règne que fut construit le Rathaus de Bonn, et que la résidence, commencée sous ses

(1) J. Casanova : *Mémoires*, édit. Flammarion, tome IV, pp. 17-18.

prédécesseurs, fut terminée. Il éleva la porte de Coblentz et de nombreux châteaux ou maisons de plaisance : Falkenlust, Herzogenfreund, Entenfang, Clemensruhe, la *Vinea Domini*, d'Augustenberg, etc. On a calculé qu'un million de thaler fut dépensé dans ces travaux et que l'Electeur avait reçu, durant son règne, tant de la France que de l'Autriche, de l'Angleterre ou de la Hollande, quatorze millions de thaler de subsides. La France seule, dans les vingt dernières années, y avait contribué pour plus de la moitié : 7.300.000. En 1728, la Hollande lui avait donné, de son côté, 76.000 thaler pour la construction du canal qui porte son nom.

§

Avec Clément-Auguste on portait du bleu et du blanc,
On vivait alors en Paradis,
Avec Max Frédéric, on porta du noir et du rouge :
Alors on souffrit de la dure famine,

dit un quatrain de l'époque, comparant le règne du dernier Electeur bavarois (bleu et blanc) avec celui de son successeur Max-Friedrich de Kœnigsegg-Rothenfels.

Appartenant à une famille souabe, le nouvel Electeur était né à Cologne, le 13 mai 1703 ; doyen du chapitre, puis coadjuteur de Clément-Auguste, cette position, ainsi qu'il arrivait généralement, lui assurait le siège électoral de Bonn. Il fut élu le 6 avril 1761.

Son premier souci, dès son avènement, fut de réduire les dépenses de la façon la plus stricte, de supprimer des emplois, mettre des fonctionnaires à la retraite, etc. Mais ces mesures d'économie n'eussent probablement pas eu de suites bien graves si, à l'indolence naturelle de Max-Frédéric, n'eût suppléé vigoureusement l'attitude de son tout-puissant ministre, Kaspar-Anton von Belderbusch. Celui-ci, dit l'historien Ennen, arrêta les constructions en cours, congédia une partie des comédiens, réduisit le nombre des académies (concerts) et des bals de la cour, supprima les chasses dispendieuses, diminua les traitements des fonctionnaires, des officiers et des domestiques de la cour, les dépenses

de la cuisine, de la cave et de la table du prince, liquida l'arriéré du prédécesseur et fit patienter ses créanciers jusqu'à des temps meilleurs (1).

Le gouvernement actuel de l'archevêque de Cologne, écrit le pseudo-voyageur français Riesbeck, est sans contredit le plus actif et le plus éclairé de tous les gouvernements ecclésiastiques de l'Allemagne. Les hommes les mieux choisis forment le ministère de la Cour de Bonn, et à côté de leur influence personnelle, agit encore particulièrement le patriotisme ardent et prudent de ses États, pour le bien de l'évêché de Munster. Le clergé des deux principautés contraste étonnamment par ses bonnes mœurs et ses lumières avec celui de la ville de Cologne. Des établissements d'instruction excellents, l'encouragement à l'agriculture et à l'industrie et l'expulsion des moines sont les seules occupations du cabinet de Bonn... On peut s'attendre à une grande révolution dans ces pays si l'archiduc héritier prend les rênes du gouvernement de Cologne et de Munster. Ces pays perdraient difficilement à cette révolution. Elle peut se produire quand elle voudra (2).

Un voyageur anglais, Henri Swinburne, qui visita Bonn la même année que Riesbeck, parle de Max-Frédéric comme d'un homme

petit, fort, noir, mais très aimable et affable. Sa table, ajoutait-il, n'est pas des meilleures ; on n'y sert ni vins de dessert, ni autres vins étrangers. Il est sociable et aimable, car il a passé toute sa vie en compagnie des femmes ; il y a, dit-on, trouvé de tout temps plus de goût qu'à son bréviaire. Les capitaines de sa garde et un petit nombre d'autres seigneurs de la cour forment sa société, où se trouvaient ses deux petites-nièces, M^{me} de Hatzfeld et M^{me} de Taxis... Le prince fréquente presque toutes les sociétés, et joue au tric-trac. Il me pria de prendre part au jeu, mais je ne connaissais pas leur manière de jouer. Tous les soirs, il y a société ou jeu, à la cour. L'Electeur semble très vigoureux

(1) Ennen : *Frankreich und Niederrhein*, tome II, p. 387.

(2) Kaspar Riesbeck, auteur de *Lettres d'un Voyageur français*, publia cet ouvrage en 1793, comme étant la traduction d'un ouvrage en notre langue. En réalité, ces lettres ne furent connues en France que par une traduction faite par Letourneur, d'après une version anglaise de Maty, et publiée en trois volumes (1787-1788). Le baron de Riesbeck visita Bonn en 1780.

et en bonne santé, et je crois que l'archiduc pourra attendre encore un bon bout de temps.

Le 15 février 1777, par une froide nuit d'hiver, eut lieu un événement local mémorable dans les annales de Bonn, l'incendie d'une grande partie du palais, à l'achèvement duquel avaient été consacrés tant de temps et d'argent depuis un demi-siècle. La même année, était fondée dans le collège des Jésuites, supprimé depuis 1774, l'Académie de Bonn, qui, transformée en Université en 1786, fermée par la Révolution, rétablie en 1818, dans ce même palais électoral, est devenue l'une des plus florissantes de l'Allemagne. L'Electeur survécut sept années à sa création, étant mort le 15 avril 1784, peu après son ministre.

Kaspar-Anton von Belderbusch, qui « réunissait en lui, a-t-on dit, toute la hardiesse d'un Richelieu, la violence despotique d'un Mazarin, l'avarice et la dureté d'un Porto Carrero » (1), avait été, dès sa jeunesse, élevé à la cour. D'une grande habileté dans les affaires, il ne tarda pas à prendre la direction de toute l'administration électoral. Maximilien-Frédéric lui en montra une grande reconnaissance, une reconnaissance allant jusqu'à l'abnégation la plus absolue. Laissant son ministre tailler et rogner dans sa principauté, l'Electeur poussa l'intimité avec lui jusqu'à partager avec lui les faveurs de sa maîtresse, la comtesse Caroline von Satzenhofen, abbesse de Vilich. Cette association, fort dans les mœurs du temps, paraît avoir duré sans trouble jusqu'à la fin. Belderbusch, tout en régissant l'Electorat, ne négligeait pas ses propres intérêts, touchant de ci-de-là, pour les services qu'il rendait tantôt à la Prusse, tantôt à la France. Ayant fait, malgré l'opposition de la Prusse, nommer coadjuteur (et partant Electeur présomptif, de Cologne et de Munster) le dernier fils de Marie-Thérèse, l'archiduc Maximilien-Franz, il reçut de la cour de Vienne un présent de 50.000 souverains d'or.

(1) Von Seida: *Maximilian Franz, Kurfürst zu Kœln*, Nürnberg, 1803.

Grand admirateur de Frédéric II, Belderbusch aurait voulu modeler l'Etat de son maître sur le type prussien. Il s'ingéniait, par la force, et par le bâton au besoin, à remuer la masse inerte et arriérée du peuple, à la débarrasser de son ignorance et de ses préjugés médiévaux. Sans doute y réussit-il en partie, et le Voyageur français pouvait-il faire de satisfaisantes constatations dans l'Electorat de Cologne, au point de vue social ; mais le peuple lui-même, dérangé dans ses routines séculaires, n'était pas du même avis, à ce sujet, que les touristes rhénans. Et il avait trop souvent senti sur ses épaules les coups de bâton bien intentionnés de son puissant ministre, pour ne pas saluer, comme il le fit, par des démonstrations de joie, la nouvelle de sa mort.

Belderbusch avait sous sa haute direction la scène électorale, le *Nationaltheater*, créé par son souverain en 1778. A l'instar de la scène impériale instituée par Joseph II à Vienne, « pour concourir à l'ennoblissement du goût et des mœurs », et de celles de Mannheim et de Munich, l'Electeur avait doté sa résidence de Bonn d'une scène « nationale pour élever l'art dramatique dans son pays au rang d'école morale pour son peuple ». Sous la direction de Grossmann et Helmuth, chefs de troupes nomades, qui se fixèrent pour un temps à Bonn, elle fut inaugurée le 26 novembre 1778, et montra chaque année une certaine activité pendant la saison d'hiver, jusqu'au mois de mai où l'on célébrait l'anniversaire de l'Electeur.

Le prologue qui fut joué à cette occasion, le 14 mai 1779, est assez curieux à citer, car il trahit un certain sentiment patriotique qui faisait tout à fait défaut à l'époque antérieure. Aux approches de la Révolution, et sous l'influence plus ou moins directe de nos philosophes, l'Allemagne commence à prendre conscience d'elle-même et cherche à s'émanciper, même dans ses théâtres de cour, de la tutelle française et welsche. *Un regard dans l'avenir* (ainsi s'intitule le prologue de 1779, qui a pour auteur un certain von

Hagen) met en scène quelques Muses, mêlées à des personnages contemporains. Minerve y paraît sous les traits de Madame la directrice, Frau Grossmann, et, s'adressant à un vieillard qui porte le nom de Lindor, emprunté à notre théâtre, elle s'écrie :

O surprise ! tremblez ! écoutez ! il vient un temps où l'art et les sciences seront honorés, — ici plus tôt, là plus tard, — on ne méconnaîtra plus jamais la bienfaisante influence qu'exercent les Muses sur l'esprit, sur les mœurs et sur le caractère moral d'une nation. Pères du pays, que vos peuples vénèrent, vous le remarquerez ; vous rechercherez les opprimés, les prendrez sous votre protection. Les souverains même de la Germanie, peuple franc et honnête, dégoûtés des avortons errants de Lutèce, cesseront de rougir des arts qui fleurissent sur le sol de la patrie. Là où le Rhin coule entre les montagnes, où la nature prodigue tous ses enchantements pour créer une des contrées les plus heureuses et les plus belles, là régnera un jour un prince, non pas sur des provinces reçues en héritage, mais par le libre choix des plus sages parmi le peuple qui le déclarera le plus digne de le gouverner. Ce prince, un père plutôt qu'un maître, protégera l'art de la patrie et accueillera gracieusement les artistes ; il leur accordera dans son palais un asile permanent...

Malgré les prédictions de Minerve, le Théâtre allemand était encore obligé de se contenter, au point de vue musical, des répertoires de Lutèce et de l'Italie : *opere buffe* et opéras-comiques de Grétry, Monsigny, Philidor, Cimarosa, Piccinni, Sacchini, etc. en faisaient surtout les frais ; Mozart et Gluck n'y étaient que peu représentés. La troupe dramatique, cependant, jouait Shakespeare et Sheridan, mais aussi Schiller, Lessing, Goethe, etc. Le théâtre « national » de Bonn devait pratiquer le plus large éclectisme. Bien que l'accès en fût gratuit à l'origine, mais réservé à une partie seulement de la population, il ne semble pas l'avoir beaucoup intéressée. La mort de l'Electeur, qui suivit de près celle de son active directrice, M^{me} Grossmann, vint bientôt mettre fin à ses représentations, qui ne furent reprises

qu'assez longtemps après l'avènement du dernier Electeur, l'archiduc Maximilien-Franz d'Autriche.

§

Le règne du dernier fils de Marie-Thérèse, frère de deux reines et de deux empereurs, fut celui du prince réformateur, économe, à la mode du temps. Agé de trente et un ans, Max Franz venait d'entrer dans les ordres lorsqu'il fut élu à l'unanimité coadjuteur par le chapitre de Cologne (7 août 1780), puis (le 25 octobre) grand-maître de l'Ordre teutonique. Entre cette époque et son avènement il fit plusieurs voyages à Vienne, en Italie, auprès de son frère l'archiduc Léopold, grand-duc de Toscane, et de sa sœur, la reine de Naples; et ce fut pendant qu'il était à Vienne, qu'il apprit la mort de Max-Frédéric. Il partit aussitôt pour Bonn, où il arriva le 27 avril 1784, se fit élire le 5 août par le chapitre de Cologne, ordonner en décembre par le nonce du pape Bellisoni, et consacrer enfin archevêque, le 8 mai 1785, par Clemens Wenceslas, archevêque-Electeur de Trèves.

D'une grande simplicité, d'une économie stricte qui contrastait heureusement avec les prodigalités de Clément-Auguste et le gaspillage involontaire de Max-Frédéric, le dernier Electeur de Cologne recevait tous les matins ses sujets, s'occupait lui-même de son courrier et de son secrétariat privé. Réduisant les dépenses de sa cour, qui ne s'élevaient pas à moins de 200.000 thaler par an, il institua le concours aux emplois qui, disait-il, devaient être pour leurs titulaires « un réconfort et non un fouet pour les administrés »; il introduisit d'heureuses réformes dans son petit Etat : abolition de la torture, amélioration du régime des prisonniers, réforme de la procédure. Il inaugura solennellement, le 20 novembre 1786, l'Université fondée par son prédécesseur, créa un jardin botanique, ouvrit une bibliothèque publique dans son palais, encouragea la Société de lecture (*Lesegesellschaft*), qu'il fréquentait

comme un simple particulier, et fit don de sa propre bibliothèque à l'Université (1789). Encourageant les artistes, notamment les frères Kügelgen, peintres tous deux, qu'il envoya en Italie, bien qu'il n'entendît rien à la peinture, — il l'avouait lui-même, — il aimait la musique, comme tous les princes de sa famille. Mozart, qui l'avait connu à Salzbourg en 1775 (1), et avait conçu l'espoir de devenir son maître de chapelle, l'ayant revu à Vienne en 1781, Mozart en fait à son père un portrait peu flatté : « Celui à qui Dieu confie une charge, dit-il, il lui donne aussi l'intelligence ; c'est ainsi qu'il en est vraiment pour l'archiduc. Quand il n'était pas encore prêtre, il était beaucoup plus spirituel, il parlait moins, mais avec plus de bon sens. Si vous le voyiez maintenant... La sottise lui sort par les yeux, il parle et bavarde perpétuellement, et toujours en voix de fausset, il se rengorge, — en un mot, on dirait que ce seigneur est changé du tout au tout (2). » S'il ne prit pas Mozart pour kapellmeister, Max-Franz eut du moins le mérite de protéger le jeune Beethoven, de lui faire faire un premier voyage à Vienne, en 1787, et de l'y envoyer, avec la promesse d'une pension, en 1792, au moment où lui-même abandonnait une première fois ses Etats.

Malgré les réformes et les bonnes intentions du prince, la situation de son peuple n'était pas plus enviable que celle des sujets du roi de France, son beau-frère ; déjà se préparait le mouvement révolutionnaire. Le paysan, le vigneron

(1) Au carnaval de cette même année 1775, Max-Franz, venant de Bruxelles, rendit visite à sa sœur Marie-Antoinette. Il voyageait sous le nom de comte de Bourgaw. Après avoir visité les théâtres de Paris, le roi donna en son honneur, le 20 février, une grande fête à Versailles, dans le salon d'Hercule ; la plupart des princes du sang s'abstinrent d'y paraître, sauf le comte d'Artois ; le futur Charles X lui donna même huit jours plus tard, le lundi gras, une fête dans le manège de la grande écurie, dont les frais, soldés par le roi, s'élevèrent, disent les *Mémoires secrets*, à 600.000 livres. Puis il quitta Paris. Il « n'a fait aucune sensation agréable à Paris et à la cour, disent les mêmes *Mémoires*, à la date du 5 mars. Il n'a plu ni par sa figure ni par son esprit, il a paru sans goût, sans amour pour les arts et les belles choses. » — « Le voyage de l'archiduc, écrit de son côté M^{me} Campan, fut de toute façon une mésaventure, ce prince ne fit partout que des bévues. »

(2) Lettre de Vienne, 17 novembre 1781.

succombaient sous l'impôt (un arpent de terre ensemencé payait un impôt de deux sous, un arpent de vignes, 9 sous); il payait la dîme, il payait le *Kührrecht*, droit seigneurial de préemption pour chaque pinte de vin tirée. Les garnisons, les logements de troupes, avec toutes leurs obligations et leurs abus, dont la ville était à peu près exempte, pesaient lourdement sur la campagne, avec les mêmes inconvénients que signalaient les voyageurs au début du siècle : vols, désordres, etc. Des vagabonds infestaient les chemins, aussi mal entretenus que mal surveillés, et les champs restaient souvent incultes.

Les premiers effets de la Révolution se firent sentir dans la petite principauté de Malmédy et Stavelot, où le peuple pillait les couvents : le prince-abbé, élu par le peuple, ne possédant pas de troupes, dut, pour se défendre, faire appel à son plus proche voisin. Maximilien lui envoya six compagnies qui rétablirent l'ordre et occupèrent le pays (novembre 1789); au printemps, elles allèrent faire la même opération à Aix-la-Chapelle, et surtout à Liège, dont l'évêque alla se réfugier à Trèves.

Certains esprits saluaient avec enthousiasme l'aurore des temps nouveaux : ainsi cet ancien récollet, appelé à l'Université de Bonn pour y enseigner les humanités, et qui se fit plus tard vicaire constitutionnel, Eulogius Schneider, qui commença un jour sa leçon par une ode sur la prise de la Bastille : « Le Français est un homme libre, le royaume devient une patrie (1). » Mais le peuple n'envisageait guère dans la Révolution que les réformes civiles et l'abolition des droits féodaux, et ne se souciait pas de changer de maîtres. Religieux, vivant en bonne intelligence avec le clergé, les moines et les sœurs, il s'en prenait surtout aux fonctionnaires civils, mais non au prince, qu'il vénérât;

(1) Schneider avait été mis à l'index par le pape, ainsi que deux autres professeurs de l'Université. Maximilien les défendit et leur conserva leurs places. Mais, ayant été personnellement insulté par Schneider, il le congédia, non sans lui faire remettre un an d'appointements et lui donner 100 louis d'or. Schneider se rendit par la suite à Strasbourg, où il fut guillotiné en 1793.

aussi avait-il accueilli avec joie la nouvelle de la mort de Belderbusch, le ministre tout-puissant, craint et détesté. L'Electeur, libéral, n'éprouvait pas le besoin d'exercer une censure sur l'unique gazette bonnoise (*Bonnischer Anzeiger*) qui donnait en quelques lignes les nouvelles politiques étrangères, qu'on lisait et commentait librement. Ne fréquentait-il pas lui-même, comme un simple particulier, la *Lesegesellschaft*, où l'on recevait les périodiques étrangers, notamment les publications françaises? Et lorsque les événements de France vinrent troubler la paix de son petit Etat, Max-Franz s'efforça de se maintenir dans une stricte neutralité. Mais ces événements furent, encore une fois, plus forts que le faible Electeur de Cologne.

§

L'émigration avait commencé dès les premiers mois de la Révolution, et les villes rhénanes se trouvaient naturellement être des points de concentration pour tous ceux qui voulaient passer en Allemagne. Marie-Christine, archiduchesse d'Autriche, gouvernante des Pays-Bas, abandonnant avec son mari, Albert de Saxe-Teschen, sa résidence de Bruxelles, venait s'installer à Poppelsdorf. Le 6 août, le comte d'Artois, qui avait été le seul des princes à ne pas boudier l'Electeur lors de son voyage à Paris, venait à son tour demander l'hospitalité au beau-frère du roi de France. Mais l'Electeur, qui ne voulait pas favoriser le mouvement d'émigration, prétexta un voyage et se contenta de donner l'ordre de l'héberger, selon son rang, à Poppelsdorf. Le futur Charles X dut se rendre à Coblenz, où les émigrés se réunirent de préférence, ainsi qu'à Trèves.

A Bonn, dit un panégyriste de Max-Franz, on n'entendait parler ni de ces désordres que favorites et favoris avaient causés dans tant de cours, pour le malheur du pays et des sujets...

Le dernier Electeur de Cologne sut se garder des parasites et des courtisans, et, ce qui valait mieux encore, il eut

l'habileté de détourner de sa résidence le flot de la société corrompue de Paris, qui alors déferlait sur « la grande route de la prêtraille du Rhin ». Sans doute, plusieurs « Français de distinction » campèrent à Bonn, et on ne put empêcher qu'ils y séjournassent un certain temps, mais Max-Franz ne laissa pas s'y fixer l'émigration :

L'opinion qu'il professait sur cette classe d'hommes avec lesquels il n'eut que de lointains rapports, malgré les efforts qu'ils firent au début pour l'entraîner, ne servait pas ses intérêts, mais était frappante. Il éprouvait de l'aversion pour ces chevaliers errants qui n'étaient rien moins qu'innocents des malheurs qui s'abattaient sur l'Allemagne (1).

Il ne les tolérait pas plus dans sa résidence de Mergentheim que dans l'Electorat de Cologne. Ainsi, quand Dumouriez errant, après sa trahison, chercha à s'établir dans cette « petite ville obscure », Max-Franz l'invita à s'éloigner. Dumouriez résistant, il lui répondit, le 16 mai 1793, par une longue lettre, où s'expriment, non sans hauteur, les craintes justifiées que lui inspirait la Révolution.

... Tout esprit d'ordre et de gouvernement était bouleversé en France, disait l'Electeur, mais tout le reste de l'univers était tranquille; ce n'est qu'à vous, monsieur, et à votre ministère qu'on est redevable d'avoir entraîné les plus grandes parties de l'univers à se mêler de ces malheureuses affaires; c'est vous qui avez le premier décidé la France à porter ses armes dans un pays étranger, à attaquer les voisins et à chercher à y étendre le fléau qui la déchire dans son sein. Le sang versé, les impositions et vexations cruelles qu'entraîne une guerre aussi générale et désastreuse pour la France, ainsi que pour toute l'Europe, retombent sur vous comme le premier auteur et moteur de ces calamités; et la manière distinguée et brillante dont vous avez commandé les armées ne peut effacer ni faire oublier les maux que vous avez causés à l'humanité.

Je ne parle point de la façon dont vous avez quitté l'armée française. Mon jugement dirigé uniquement comme celui d'un particulier, par les sentiments d'honnêteté, de loyauté et de probité,

(1) Von Seida: *Maximilian Franz, Kurfürst zu Köln*, Nürnberg, 1803.

pourrait ne pas vous convenir, et je suis charmé pour vous que vous ayez pu prendre pour marque d'estime la curiosité des peuples de voir l'auteur de leurs malheurs et l'objet de leurs craintes hors d'état de leur nuire... Je dois réitérer les ordres donnés au stadthouder d'accélérer votre départ.

Et Dumouriez alla chercher un asile en Angleterre, où il fut aussi mal reçu (1).

§

Au moment où le nouvel empereur François II, succédant à l'éphémère Léopold II, avait déclaré la guerre à la France (20 avril 1792), Maximilien, toujours partisan du juste milieu et de tenir la balance entre le roi de France, son beau-frère, et l'empereur, son parent, avait publié, le 11 du même mois, une ordonnance interdisant de recevoir dans chaque localité plus de vingt à trente émigrants, de les accepter en armes, etc. Il professait apparemment les idées du vieux Kaunitz, qui disait :

Il n'y a qu'une chose à faire, empêcher les idées françaises de passer la frontière et laisser la France se dégrader de plus en plus.

En juillet, il se rendit à Francfort, au couronnement impérial, le dernier, qui fut un prétexte de fêtes magnifiques auxquelles prirent part tous les princes allemands. L'empereur fit son entrée solennelle dans la ville, le 14 juillet 1792.

Le soir, alors que tout était humiliation et angoisse aux Tuileries, il y eut à Francfort des cortèges, des illuminations et une fête splendide qu'offrait à son souverain le comte Esterhazy, ambassadeur électoral de la couronne de Bohême... Cependant les régiments de Frédéric-Guillaume traversaient la ville... Personne ne doutait du prompt succès d'une campagne qui se préparait avec un si joyeux entrain (2).

Exaspérées par le manifeste du duc de Brunswick qui suivit de quelques jours les fêtes du couronnement du dernier empereur (25 juillet), les troupes franchissaient bien-

(1) *Moniteur*, 3 juin et 5 juillet 1793.

(2) G. Sorel.

tôt la frontière. Le 30 septembre, Custine était à Spire ; le 5 octobre, le peuple de Coblenz se soulevait, pour empêcher son prince-électeur (celui de Trèves) de s'enfuir ; on demanda du secours à Bonn, mais l'Electeur de Cologne, qui ne disposait que de 3 à 400 hommes (bien qu'il eût sur pied un contingent cinq fois plus fort depuis le mois d'avril), dut refuser, et ce furent les Prussiens qui occupèrent, le lendemain, la ville de Coblenz, tandis que les Français faisaient tomber Mayence (11-21 octobre), puis Francfort (28). Cependant, le 21, le jour même de la prise de sa résidence, l'Electeur de Trèves quittait Coblenz avec ses ministres, et venait demander l'hospitalité à l'archevêque Electeur de Cologne. Celui-ci, qui préparait sa fuite, avait déjà fait embarquer ses archives et ses finances (24-25 octobre). Lui-même quittait Bonn, le 30, et arrivait le lendemain, en compagnie du prince de Neuwied, à Clèves. Mais, les Impériaux ayant repris Coblenz, le 29, Bonn devait encore conserver pendant une année son gouvernement électoral. Ses bourgeois, nonobstant, étaient fort émus d'événements si proches ; on décréta, d'accord avec le prince, la formation d'une sorte de garde civique ; on fit revenir les habitants qui s'étaient déjà enfuis ; on chercha à rassurer les esprits... L'Electeur revint en sa résidence, quelques jours après son premier départ, mais il la quitta à la veille de Noël, se réfugiant cette fois en son évêché de Münster, en Westphalie. Il ne revint que le 21 avril. Malgré son absence, le Nationaltheater, qu'il avait réorganisé en 1788, et pourvu d'une salle remise à neuf en 1791, continuait de fonctionner ; la troupe s'était même accrue des débris de celle de Mayence, et l'on y donnait le même répertoire que devant.

Lorsque, vers Pâques, l'Electeur fut de retour de son « voyage » à Münster, ce furent des cris de joie sans fin de la part de la population ; il y eut bientôt après, à Bonn, une réception de l'empereur lui-même. Tout semblait présager des temps plus heureux : la Révolution, croyait-on à Vienne,

allait être vaincue ; l'évacuation de la Belgique par les Français autorisait tous les espoirs. L'Electeur rendit sa visite, à Vienne, au mois de janvier suivant. Les événements avaient de nouveau changé de face pendant la terrible année 1793. La victoire de Fleurus (26 juin 1794) vint rappeler aux sujets de l'Electeur que la guerre n'était pas terminée : Bonn s'emplit de fugitifs, qui cherchaient à passer le Rhin ; les troupes autrichiennes abandonnèrent la défense du fleuve.

Le 2 octobre, l'Electeur le passa à son tour, et pour la dernière fois. La situation était désespérée et la catastrophe inévitable. « Au début de septembre (*sic*), narre von Seida, Maximilien dut reprendre le bâton de pèlerin. Des cris de joie si émouvants s'étaient élevés lors de son retour, qu'une aussi profonde douleur pesait maintenant sur toute la ville et le pays pour leur cher ange gardien qui partait. Le peuple triste formait une foule pressée autour de sa voiture au jour de son départ et les larmes de la plus profonde douleur coulaient des yeux. Le noble Maximilien fut profondément ému. Il fit des adieux touchants à ses fidèles, leur donna sa bénédiction pastorale, les parcourut d'un regard douloureux et se hâta pour ne plus revenir. »

Le 7 octobre 1794, Cologne était prise et Pichegru entra à Bonn.

§

Retiré d'abord à Münster, le dernier Electeur de Cologne y reconstitua un semblant de cour ; mais il n'y resta pas. De Münster il gagna Francfort, et de Francfort Mengentheim, sur la Tauber, siège de l'ordre teutonique.

Une correspondance adressée de cette petite ville de Franconie, le 12 octobre, au *Moniteur* montre « les princes qui, dans l'Empire, ont le plus favorisé les émigrés, les plus punis de leur impudence. Ils sont, pour la plupart, dépouillés de leur Etat, errans, désespérés, enfin réduits au sort des émigrés eux-mêmes, leurs favoris. » Contrairement à

ce que nous disait tout à l'heure un auteur allemand, le correspondant du *Moniteur* compte l'Electeur de Cologne parmi ces princes favorables à l'émigration, et il le montre « réduit à tenir conseil sur son itinéraire presque journalier » et finalement se décidant de résider à Mergentheim « comme dans un asile plus sûr contre les Républicains de France » (1).

Au printemps de 1797, après les préliminaires de Leoben, une députation de ses anciens sujets vint l'y chercher; mais le traité de Campo-Formio (octobre) rendit toute tentative de restauration inutile. La rive gauche du Rhin devenait française, et les territoires de Maximilien étaient incorporés à la République cisrhénane. Bonn, devenu chef-lieu du nouveau département de Rhin-et-Moselle, avait, dès le 22 septembre, planté sur le Martinplatz son arbre de la Liberté.

L'ancien Electeur végétait cependant dans ses seigneuries de Mergentheim ou de Dillingen (2). D'après des témoins oculaires cités par Levin Schücking,

ses chevaux étaient achetés au prix de 4 ou 5 carolins, et un curé de campagne aisé n'aurait pas endossé son habit couleur ardoise comme costume de cérémonie (3).

Bien que peu âgé (il n'avait guère dépassé la cinquantaine), sa santé chancelante ne lui permettant plus de s'occuper activement des affaires de l'Ordre, Maximilien-Franz convoqua, pour le premier juin 1801, à Vienne, où il s'était retiré le 28 avril 1799, les commandeurs, plénipotentiaires, conseillers, chevaliers, etc., de l'Ordre, afin de se faire nommer un coadjuteur. Le 3, l'archiduc Charles fut élu à l'unanimité, et fait chevalier le 11.

Le dernier fils de Marie-Thérèse, s'étant ainsi déchargé de ses fonctions de grand-maître, se retira, tout près de

(1) *Moniteur*, 11 brumaire an III (31 octobre 1792, p. 1).

(2) Dillingen est une petite ville du Danube, entre Ulm et Donauwörth, ancienne université et ancienne résidence des évêques d'Augsbourg.

(3) Levin Schücking : *Bauernfürst*, I, p. 260.

Vienne, à Hetzendorf, derrière Schœnbrunn, où il ne tarda pas à mourir, le 26 juillet de la même année 1801. Son corps, comme ceux de tous les Habsbourgs, fut inhumé dans la chapelle des Capucins.

Par la paix de Lunéville, la fin des Etats ecclésiastiques était consommée; et, lorsque, en 1815, on essaya de restaurer la vieille Europe, nul n'osa prendre leur défense et demander leur rétablissement. Mais le roi de Prusse se fit adjuger toute la rive gauche du Rhin occupée par les Français, avec Sarrebruck et Sarrelouis, au total quelque vingt mille kilomètres carrés. L'ancien évêché de Cologne fut ainsi incorporé à la nouvelle province prussienne du Rhin.

J.-G. PROD'HOMME.

LE BÉLIER, LA BREBIS ET LE MOUTON

(Suite 1).

TROISIÈME PARTIE

PARIS

On ne m'enlèvera pas de l'idée que je vieillis. L'an prochain, c'est-à-dire dans quelques mois, je vais avoir quarante ans, et lorsque je pense à tout ce qui m'est arrivé dans la vie, il me semble que je suis encore beaucoup plus vieux. Je ne demande plus qu'une chose : pouvoir faire assez d'économies pour retourner dans mon pays pour tout de bon, depuis que plus rien ne me retient à Paris. Je suis seul. Je n'ai ni femme, ni enfants. Certains soirs, quand je rentre de mon travail, je me fais l'effet d'un pauvre vieux misérable abandonné de tout le monde. Certainement, si je voulais, je pourrais causer avec les concierges, mais j'aime mieux me taire. J'en aurais trop à dire. Cela me sortirait de la bouche malgré moi. Une parole en amène une autre. Raconter ses malheurs aux autres, ça ne peut que vous faire du tort. Ils ont l'air de vous plaindre : au fond, ils sont bien contents. J'en connais beaucoup qui n'ont jamais eu la moindre complication dans leur vie. Si je ne leur ressemble pas, je peux toujours me dire qu'au fond ça n'a pas été tout à fait ma faute, mais j'y suis bien tout de même pour quelque chose. Quand je pense à moi-même, il me semble que j'ai été un de ces mendiants qui

(1) Voy. *Mercury de France*, nos 523, 524, 525.

traversaient le bourg sans rien demander, trop honteux ou trop fiers ; mais il y avait toujours un chien qui s'acharnait à aboyer derrière eux et à vouloir les mordre. Ils le chassaient en faisant des moulinets avec leur bâton. Pour moi, ma destinée a été ce chien-là. J'avais un tempérament à vivre tranquille. Mais je n'ai pas eu l'esprit ni la force de me défendre. Tout autant qu'un mendiant inoffensif, j'étais comme un mouton qu'elle a poussé jusqu'aussi loin qu'elle a pu, en le harcelant, et j'ai été pris, dès le commencement, entre le bélier et la brebis.

Aujourd'hui, c'est le premier dimanche de novembre. Ce matin, j'ai fait mon ménage et préparé mon déjeuner. Je n'avais pas grand'faim. Je voulais sortir ensuite, mais la pluie s'est mise à tomber. Qu'est-ce que je serais allé faire dehors, tout seul ? Les grands boulevards, je m'y suis promené assez souvent. Je n'ai été qu'une fois au musée du Louvre pour me rendre compte ; ça ne m'a guère intéressé. Je l'ai vu pour le restant de mes jours. Je me demande à quoi ça peut servir de peindre des figures, des arbres, des bêtes, des fruits : tout ça ne vaudra jamais une bonne photographie. Mais je peux dire que je connais tous les monuments importants de Paris. Je suis monté plusieurs fois sur l'Arc-de-Triomphe et au deuxième étage de la Tour Eiffel. J'ai visité le Sacré-Cœur. De devant, j'ai regardé Paris, et ça m'a fait un autre effet qu'Autun. Maintenant, je ne ferais plus un pas pour revoir ça. Ce que j'avais de mieux à faire, c'était donc de rester chez moi, à continuer de me raconter ma vie. Dieu merci, je ne manque ni de plumes, ni de papier, ni d'encre. Je n'ai qu'à en rapporter du bureau, et, depuis plus de quinze ans que j'y suis, j'en ai mis de côté plus que je ne pourrai jamais en user. Je dois dire que je n'aime guère les romans que racontent les livres, ni les journaux, parce que je sens bien que ces histoires-là ne sont pas vraies. On y voit des gens qui font trop de discours, et des discours trop longs ; ce n'est pas comme ça qu'on parle dans la vie, ou bien, alors, il faut

avoir la langue fameusement bien pendue. En tout cas, moi, je n'ai jamais rencontré de gens pareils. Je ne suis pas un savant, loin de là, bien que ce soit moi qui aie la plus belle écriture de tout le bureau. Mais j'ai ma petite jugeotte. Je prends mon journal tous les matins, et, quand le sujet ne me déplaît pas trop, je suis les feuilletons.

La pluie tombe plus fort. A présent, je l'entends sur les tuiles de ma chambre où je suis depuis plus de quinze ans. C'est une chambre mansardée, à un sixième étage de la rue Nollet. Elle est la dernière au fond du couloir où j'ai la jouissance d'un grand placard percé dans le mur : j'y range beaucoup de choses, dont mes chaussures, qu'ainsi je nettoie hors de chez moi. Des autres chambres, — il y en a six en tout — les unes sont occupées par des bonnes, les autres servent de cabinets de débarras aux locataires des étages inférieurs. La mienne n'est pas très grande. Quand on s'approche de la fenêtre, il faut prendre garde de ne pas se cogner la tête au plafond en pente, mais il y a longtemps que j'y suis habitué. Maintenant que je gagne assez bien ma vie, je pourrais être mieux logé, mais je me dis toujours : A quoi bon ? Pour un vieux garçon que personne ne vient voir, c'est suffisant. Et puis, j'ai fini par m'attacher à cette chambre. Et je suis considéré comme un vieux locataire. Jamais la propriétaire ne m'a augmenté. Allez donc aujourd'hui trouver une chambre, même mansardée, pour cent cinquante francs par an, et pas très loin du centre de Paris ! Je ne veux pas me lancer dans des frais : je préfère garder mon argent. A la mort de ma mère, qui remonte à une dizaine d'années, j'ai hérité d'environ douze mille francs. Je les ai tout de suite placés. Leurs intérêts ajoutés à mes économies personnelles me mettent aujourd'hui à la tête d'une vingtaine de milliers de francs qui me rapportent, l'un dans l'autre, un billet de mille par an. Je dois dire que j'ai eu la chance d'avoir, presque coup sur coup, un bon Panama, une foncière 85 et une communale 91 qui m'ont valu : l'un un lot

de mille francs, les autres deux lots de cinq cents. Tout ce que je demande, donc, c'est qu'on ne me démolisse pas mon sixième étage avant que je parte de Paris. Après, ma foi ! j'aimerais autant. Ça me ferait mal au cœur de savoir qu'un étranger s'installe à ma place.

A présent, il faut que je tâche de renouer le fil de mon récit.

A notre retour du camp d'Avord j'appris que la Duverne était, comme de juste, partie de chez Berdaine au jour fixé, qu'elle avait remisé ses meubles dans un petit hôtel, en face de la gare, où on l'avait prise moitié comme cuisinière, moitié comme bonne à tout faire ; que Valentine, toujours à l'hôpital, était hors de danger ; que M. Lagoutte, prévenu par une lettre qu'avant de partir lui avait écrite son vaurien de fils, avait tout arrangé, du mieux qu'il lui était possible, pendant notre absence forcée. Valentine détenant, paraît-il, des preuves irréfutables, on s'était arrangé pour conclure à la fausse couche accidentelle plutôt qu'à l'avortement prémédité. Quant à l'autre histoire, celle de Martin, miracle ou non, rien n'en avait transpiré. La propriétaire de la maison, une vieille fille qui habitait au rez-de-chaussée, étant sourde comme un pot, n'avait rien entendu. Les hommes de garde n'avaient rien deviné. L'ex-M^{lle} Marie s'était hâtée de se taire. Martin, après avoir vraiment réfléchi, lui avait dit :

— Pas de pleurnicheries ni de protestations ! Tu m'as trompé : je ne l'oublierai pas de sitôt ! Mais je ne veux pas être couvert de ridicule. Il me resterait à t'abattre d'un coup de revolver et à me suicider ensuite. Tâche de ne pas oublier, toi, que si tu recommences, c'est chose faite, et sans rémission.

Il y eut les grandes manœuvres, puis le départ de la classe. Lagoutte ayant dû faire ses quinze jours de « rabiot », nous fûmes libérés à la même date : engagé volontaire, je devais accomplir mes trois ans jour pour jour. Mon capitaine avait fait tout son possible pour me retenir, étant

très content de mes services. Il me promettait les galons de sergent-major à la première occasion, mais je ne voulais rien entendre.

Comme il ne m'était pas possible de retourner me fixer dans mon pays, comme je ne tenais plus guère à rester à Autun, à cause de la Duverne et aussi parce que j'avais envie de tâter de Paris, dès mon arrivée du camp d'Avord je m'étais occupé de recueillir des renseignements de-ci, de-là. A cette époque, et je crois bien que ça n'a guère dû changer depuis, dans les provinces et dans les campagnes, on vous racontait couramment qu'à Paris il n'y a rien à faire pour ceux qui ne sont pas sérieusement recommandés, qu'il y a cinq cents demandes pour une seule place, et des milliers de jeunes gens très instruits qui sont sur le pavé. Sans en rien savoir, tout cela me paraissait bien extraordinaire. Car je n'en étais pas à ignorer que les grands magasins et les grandes maisons de banque, se développant de plus en plus, avaient besoin d'un personnel de plus en plus nombreux. Et je me disais : Ça m'étonnerait fort, tout de même, que pour y entrer il faille une recommandation du Président de la République ou seulement d'un ministre !

Je m'étais laissé dire, aussi, que la population de Paris augmentait d'année en année. C'était donc, forcément, que tout le monde n'y mourait pas de faim. On peut être instruit, et n'être pas capable de grand'chose ; tandis que moi, avec ma belle écriture, j'étais sûr de me tirer toujours d'affaire.

J'en parlai à Berdaine, que je considérais comme un homme de bon conseil. Pour l'instant, il était dans la lune de miel de sa vie de vieux garçon qu'il venait de reprendre. Débarrassé de la Duverne et des cancans de la ville, il avait pris le parti de déjeuner et de dîner au restaurant. Son ménage, il le faisait vaille que vaille, mais heureux d'être de nouveau seul chez lui, jusqu'au jour où il en aurait assez. Je devinai qu'il ne tenait pas plus que ça à ce que je rentre chez M^e Duclairoir, une fois fait mon service mili-

taire : il préférerait n'avoir sous ses ordres qu'un gamin. Il n'y alla pas par quatre chemins.

— J'ai un cousin que je ne vois jamais, me dit-il, mais avec qui je suis en correspondance. Il habite Paris. C'est un des avocats du « Crédit Industriel et Commercial », 66, rue de la Victoire. Il doit y avoir de l'influence. Je vais lui écrire à ton sujet. Ton grade de sous-officier et ta spécialité de fourrier ne te nuiront sûrement pas.

Quinze jours après, l'affaire était dans le sac. Alors seulement j'en parlai, par lettre, à ma mère. On doit bien penser que j'allais la voir de temps à autre, soit pour vingt-quatre heures, soit pour plus longtemps. Elle n'était pas malheureuse. On s'habitue à tout. Si elle parlait encore de mon père, c'était tranquillement, bien qu'elle poussât des soupirs pour la forme. Elle me répondit qu'elle aurait préféré que je reste à Autun pour que nous soyons moins loin l'un de l'autre, mais que, du moment où mon intention était de faire ma carrière à Paris, elle n'y pouvait mettre obstacle. Ne m'occupant pas plus de la Duverne ni de Valentine que si elles n'eussent pas existé, aussitôt libéré j'allai passer huit jours auprès d'elle, dans sa petite maison en face des bois. J'eus vite fait de m'y ennuyer. La pluie tombait sur les feuilles jaunes. Je n'avais pas d'autre distraction que notre ancien hôtel, où je buvais avec le remplaçant de mon père, et que de rendre visite à mon maître, M. Mariller, qui refusait de prendre sa retraite, à laquelle il avait droit depuis des années : comme il était encore vert, malgré son grand âge, on le laissait à son poste. Je voyais aussi M. Lagoutte, qui n'avait rien perdu de ses vieilles habitudes. Je me rendais compte que les aventures de son fils ne lui avaient pas ouvert les yeux, qu'il avait toujours pour ses frasques la même bienveillance et la même admiration. Il me disait :

— Il faut que jeunesse se passe ! Toi aussi, tu as dû en faire, pendant tes trois ans !

J'avoue que je ne cherchais pas à le détromper, au con-

traire. Et je me frisais la moustache en souriant d'un air avantageux.

— Les femmes ! disait encore M. Lagoutte. Mais qu'est-ce qu'elles ont à se plaindre, quand elles ont été consentantes ?

Et je répondais :

— Oh ! certainement, Monsieur Lagoutte ! comme si j'en avais eu, naguère, des douzaines à ma disposition. En réalité, tout s'était borné pour moi à des rencontres de hasard et à ces amourettes, auxquelles j'ai fait allusion, avec une petite bonne. Quant à Lagoutte, aussitôt libéré, lui, il avait repris le chemin de Paris en me laissant son adresse. « Toi, m'étais-je dit, quand j'irai te voir les poules auront des dents ! » Le bruit de ses histoires à Autun s'était répandu jusqu'ici. Ne tenant pas à s'encroûter à la campagne en plein mois d'octobre, il s'était trouvé d'accord avec son père qui préférerait, pour l'instant, qu'il ne se montrât pas au pays.

Chargé seulement d'une lourde valise, je partis de chez nous le matin, et d'Autun l'après-midi, mais pas avant d'avoir invité Berdaine à déjeuner : je lui devais bien ça. Il m'accompagna jusqu'à la gare, où mon ennui fut grand de découvrir la Duverne vêtue comme un souillon. Depuis des mois elle ne me disait plus rien, et je n'aurais pas voulu la toucher du bout des doigts. Plus j'allais, et moins je m'expliquais comment il avait pu se faire qu'elle fût devenue ma maîtresse, elle qui aurait pu être ma mère. Elle avait sans doute eu vent de mon départ. Je vis bien que Berdaine en fut ennuyé, lui aussi ; les mauvaises langues allaient dire qu'elle courait après lui, peut-être même qu'ils continuaient de se fréquenter.

— Tu pars donc pour Paris ? me demanda-t-elle. Alors, bon voyage ! Moi, j'irai peut-être aussi bientôt, avec Valentine.

Croyait-elle que cela pouvait m'intéresser ? Si elles allaient là-bas, eh bien ! elles n'auraient qu'à s'adresser à Lagoutte en cas de besoin ; comme moi mon déjeuner à

Berdaine, il leur devait bien de les tirer d'embarras. Lequel de nous deux, vraiment, avait eu les faveurs de Valentine ? Elle me serra la main, ma foi ! avec discrétion et timidité, et d'un signe de tête salua Berdaine. Pauvre malheureuse, après tout ! Moi qui ne suis pas sensible, je fus remué par sa démarche.

Quand le train s'ébranla, j'eus peur. A vingt-deux ans, pour la première fois de ma vie, je quittais mon pays, puisque à Autun j'avais toujours été un peu comme chez moi. Comment allais-je faire pour me débrouiller à Paris ? Mais ce premier sentiment ne persista point. J'avais bien mangé et bien bu. En plus de mes petites économies personnelles, je possédais cinq billets de cent francs que m'avait donnés ma mère. Tout de suite je repris courage et bravement allumai ma pipe. Je me rappelle encore, à dix-sept ans de distance, que la pluie fouettait les vitres du wagon. Je causai avec l'un, avec l'autre. Le temps passa vite. Arrivé vers minuit, je sortis de la gare de Lyon, marchant droit devant moi, au hasard. Berdaine, qui connaissait un peu Paris, m'avait dit : « Pour les hôtels, ne te fais pas de bile : tu n'auras que l'embarras du choix. » J'en trouvai un tout de suite.

J'en sortis le lendemain matin à huit heures. Berdaine m'avait dit aussi : « Tâche de ne pas te loger trop loin de ton travail. » Je pris un fiacre, et donnai ordre au cocher de me conduire rue de la Victoire.

— A quel numéro ? me demanda-t-il.

Je lui répondis que je n'en savais rien, que je venais d'être libéré du service comme sergent-fourrier, et que j'allais être employé au Crédit Industriel et Commercial, au 66 de la même rue où je voulais demeurer à l'hôtel. A l'occasion, il faut savoir faire état de ses capacités : on n'a jamais à s'en repentir.

— Je vois ce qu'il vous faut, me dit le cocher. Mais faudrait pas vous imaginer qu'il y a des hôtels dans toutes les rues. Enfin, pour vous, ça tombe bien.

Je traversai une partie de Paris, et j'étais bien étonné. Quelle différence avec Autun ! Beaucoup de gens circulaient déjà, presque tous endimanchés. Malgré le brouillard, je ne perdais rien du spectacle. Je ne connaissais, bien entendu, les noms ni des rues, ni des places, ni des boulevards, mais, depuis, j'ai reconstitué mon itinéraire : rue de Lyon, place de la Bastille, les grands boulevards, et le faubourg Montmartre jusqu'à la rue de la Victoire. Les boutiques me faisaient l'effet de bonbonnières. Tandis qu'en province et dans les campagnes tout est en longueur, ici tout est en hauteur. Les maisons, représentées par les appartements et par les logements, sont empilées les unes sur les autres. Je rencontrais des véhicules de toute sorte : voitures à bras que traînaient des hommes à tablier blanc, une serviette roulée autour du cou (j'ai su par la suite que c'étaient des garçons de restaurants qui venaient des Halles), voitures à un ou deux chevaux chargées de légumes, camions chargés de caisses, omnibus chargés de voyageurs, et, par-dessus le marché, partout des piétons qui allaient dans tous les sens, les uns lisant leur journal qu'ils venaient d'acheter, les autres les mains dans les poches de leur pardessus, beaucoup de femmes aussi, et de jeunes filles qui me semblaient être autrement jolies que celles que j'avais vues jusqu'alors. L'image de Valentine me passa devant les yeux ; elle me fit l'effet d'un laideron. Allons ! J'étais bien guéri, et bien débarrassé. Ici, je n'aurais plus à m'occuper que de moi. Déjà je me voyais me mariant avec l'une de ces jeunes filles, et j'étais très heureux de mon premier contact avec Paris.

Rue de la Victoire, le cocher s'arrêta un peu avant d'arriver à la rue Taitbout. Je descendis. Il me dit :

— Je crois que voilà votre affaire.

Je l'invitai à entrer avec moi : il ne refusa pas. L'établissement me plut tout de suite, car j'ai toujours eu des goûts modestes. C'était une salle plus profonde que large, avec un plafond bas, culotté, comme les murs, par la fumée

des cigarettes et des pipes. A droite, en entrant, le comptoir en zinc ; à gauche, une série de tables de marbre qui allaient rejoindre le galandage de la cuisine, là-bas, dans le fond. Cela me rappela notre hôtel, en plus petit. Mon cocher devait y être déjà venu plus d'une fois, car il dit :

— M. Chanteloube, c'est un client que je vous amène.

J'expliquai que je venais de débarquer à Paris et que, devant entrer au Crédit Industriel, je voulais habiter tout près.

— J'ai justement ici de ces messieurs qui y travaillent, dit Chanteloube. Je leur fais une pension de quatre-vingts francs par mois, chambre comprise.

Je ne me demandai pas si c'était cher ou bon marché. J'acceptai tout de suite et offris une bouteille de vin blanc. Lorsque mon cocher partit, j'éprouvai comme un serrement de cœur : il avait été ma première relation à Paris. Ma valise casée, je m'en fus voir le cousin de Berdaine. L'après-midi, je me présentai au Crédit Industriel où j'entrai en fonctions le lundi suivant.

II

Je fus vite fatigué de loger à l'hôtel : je ne m'y sentais pas chez moi. Des camarades, dont j'aurai l'occasion de parler, me conseillèrent de me mettre dans mes meubles, puisque la petite maison de ma mère en regorgeait. Quand j'eus trouvé cette chambre où j'habite encore aujourd'hui, elle m'expédia ce que je lui demandais : pour remplir ce qui me tenait lieu de maison, il ne m'en fallait pas beaucoup. Je les ai encore tous : mon lit en bois, mon armoire, ma table, mes chaises et ma glace, sans compter ma batterie de cuisine beaucoup trop importante pour un vieux garçon comme moi. J'emménageai le premier décembre, et je me trouvais heureux comme un roi. Tout ce qui m'entourait me rappelait mon pays que je ne regrettais pas du tout, mais auquel je pensais avec plaisir en fumant ma pipe une fois couché : une habitude prise à la caserne.

J'étais aussi très content de travailler dans cette grande administration. C'est tout autre chose que ces petites boîtes de province qui occupent au plus une vingtaine de personnes, quand ce ne sont pas des études dans le genre de celle où j'ai fait mes débuts sous les ordres de Berdaine. Les premiers temps, j'étais fier de passer devant le concierge à gilet rouge sans qu'il lui soit possible de m'arrêter. On dira ce qu'on voudra : c'est quelque chose de faire partie du personnel d'une société de Crédit qui, à son seul siège, sans parler de ses succursales, a plus de quinze cents employés ! Je trouvais l'intérieur magnifique avec ses vitrages clairs, ses guichets numérotés et ses carrelages de verre épais. Sur des tables étaient disposés à l'intention des clients du buvard, du papier, de l'encre et des porte-plume. On devinait une machine dont les moindres détails du mécanisme fonctionnaient parfaitement, et je me disais, et je me dis encore, que pour diriger tout ça il faut avoir un fameux cerveau. Nous autres, les employés, nous sommes bien quelque chose, mais, alors, qu'est-ce qu'il faudrait dire de nos chefs de service et de notre directeur !

Dès mon arrivée, sur les conseils de Berdaine, j'avais cru qu'il valait mieux habiter tout près ; mais, quand je me fus rendu compte que mes collègues vivaient aux quatre coins de Paris, plusieurs même dans la banlieue, je me dis que je pouvais bien faire comme eux, sans trop m'éloigner pourtant, et c'est ce qui me fit chercher, du côté de Batignolles, un des quartiers les plus tranquilles de Paris et où l'on ne rencontre que des gens bien élevés : dame ! c'est que tout le monde n'a pas l'étoffe d'un employé de banque ! J'étais aussi très content de mes collègues. Ils avaient sur moi la supériorité d'être au courant de leur affaire, mais, quand ils virent ma belle écriture et qu'ils surent que j'étais sorti du régiment avec les galons de sergent-fourrier, ils eurent de la considération pour moi, jusqu'à mon chef, M. Santeuil, un vieux monsieur pour qui, moi, j'avais du respect : car il gagnait ses six mille par an, et il n'est pas

donné à tout le monde d'arriver à un résultat pareil. En tout bien, tout honneur, il me faisait penser à mon maître, M. Mariller. Lui aussi, il aurait pu prendre sa retraite, mais il ne voulait pas, disant que le bureau lui aurait manqué, et je le comprenais. Mes meilleures heures étaient et sont encore celles que j'y passe. Il y fait chaud l'hiver, frais l'été. On se connaît tous les uns les autres. Je ne me serais ennuyé qu'une fois sorti, le soir, si je n'avais pas conservé l'habitude de prendre mes repas chez Chanteloube. J'y allais donc avec ceux de mes collègues qui habitaient chez lui et dans le service desquels j'étais tombé par le plus grand des hasards. Nous faisions des parties de cartes jusqu'à l'heure du dîner : ça ne me gênait pas trop de perdre, ayant conservé intacts mes cinq billets de cent francs, ma mère m'ayant promis de m'envoyer cinquante francs par mois et gagnant quatre francs par journée de travail. Ensuite, sans me presser, je rentrais à Batignolles. Entre temps, ils me parlaient non seulement de notre bureau, mais de la maison en général. J'eus vite fait de connaître les noms et les habitudes du directeur et des deux sous-directeurs, des chefs et sous-chefs des différents services : caisse, portefeuille, comptabilité, correspondance, titres et coupons. Nous avions aussi avec nous quelques dames, dont je parlerai forcément. Le dimanche, je faisais la grasse matinée. Je descendais déjeuner chez Chanteloube, je retrouvais mes collègues, et l'après-midi je me promenais avec eux dans Paris qu'ils m'apprirent à connaître. Ce fut ainsi que je passai mes mois de décembre et de janvier.

Le premier lundi de février, comme je traversais la place Clichy, je sentis qu'on me frappait sur l'épaule. Me retournant, je reconnus Desmoulias. C'était un homme d'une quarantaine d'années, nez aplati, barbe noire, longues jambes. Il avait la ferme volonté d'« arriver » : c'était lui, je le savais, qui remplaçait M. Santeuil quand celui-ci prenait ses vacances.

— Eh bien, monsieur l'employé ? me dit-il.

Il aimait cette expression qui ne me déplaisait pas, au contraire ! Ancien placier en quincaillerie, un peu avant la trentaine il était entré au Crédit Industriel. Ses longues jambes, pourtant, lui auraient permis de continuer à arpenter le pavé de Paris, mais il aimait mieux être assis. Sur-tout il vénérât, comme moi et avec raison, l'administration. Un jour, il m'avait confié ses regrets de n'être pas assez instruit pour avoir pu entrer à la Préfecture de la Seine ou dans un ministère. J'étais dans le même cas. Jamais nous ne serions fonctionnaires, mais du moins nous étions des employés. Il va sans dire que j'avais pour lui la déférence que tout débutant doit à tout ancien. Comme je lui serrais la main, il ajouta :

— Et cette journée d'hier ? Ça c'est bien passé ?

— Pas trop mal, répondis-je. Et vous ?

Pour lui tous les dimanches se passaient bien. Lorsque, pour son plaisir et aussi dans l'espoir d'un avancement plus rapide, il n'allait pas, le matin, travailler seul au bureau, il se levait tard, jouant dans le lit avec ses deux gamins. Il descendait se faire raser dans une boutique de l'avenue de Clichy, presque en face de chez lui, et attendait sans impatience son tour. Ensuite, tantôt seul, tantôt avec Rubigny, un de nos collègues qui habitait tout près, il buvait l'apéritif, pendant que sa femme préparait le déjeuner. Ils le savouraient tous les quatre, restant deux heures de suite à table. Ils sortaient ensemble, et achevaient leur soirée près du poêle en hiver, en été à la fenêtre.

— Moi, me dit-il, ça a été hier comme d'habitude.

A ce moment, il haussa les épaules en signe de mépris, et dit, me poussant du coude :

— Regardez-moi donc ça ! Quelle pouffiasse !

C'était M^{lle} Davesne, une de nos collègues, qui venait de nous dépasser. Je connaissais les sentiments de Desmou-lins à son égard : il exagérait. Peut-être aurait-on pu reprocher à M^{lle} Davesne de porteur des dessous trop soignés,

mais c'était son droit, et de passer sans doute beaucoup de temps à se coiffer, mais quand on a de beaux cheveux blonds comme les siens, on ne saurait trop les faire valoir. Desmoulins lui en voulait d'être dans les bonnes grâces de M. Santeuil. Peut-être aussi, mais je n'en sais rien, était-il irrité d'être trop âgé pour qu'elle lui fît des avances.

— Vous êtes dur pour elle ! lui répondis-je. Qu'est-ce qu'elle vous a fait ?

— Vous êtes jeune, mon garçon ! me dit-il sur un ton protecteur dont je ne me froissai pas. Elle vous plaît, hein ? Dame, il y en a de plus laides, mais c'est une rouée. Avec Santeuil, elle fait la pluie et le beau temps. Prenez garde à elle ! Il croit tout ce qu'elle lui raconte. Heureusement, elle n'a pas prise sur moi, et elle le sent bien.

Il avait deviné juste : elle me plaisait, et j'étais amoureux d'elle !

— Je crois que vous exagérez, lui dis-je.

— Allons donc ! il n'y a que trois mois que vous êtes là : vous verrez.

Cependant nous descendions la rue de Clichy, voyant les visages que nous avions l'habitude de voir chaque jour à peu près à la même minute. Tous les employés descendant de Batignolles vers le centre en deux files ininterrompues, nous allions les uns derrière les autres, un peu comme à la procession. Quand nous arrivâmes :

— Tiens ? dit Desmoulins. Le patron n'est pas là !

Il parlait de M. Santeuil qui avait coutume d'arriver une demi-heure avant tout le monde. Pas une fois il n'y avait manqué. M^{lle} Davesne, qui venait d'enlever son chapeau, ne put s'empêcher de faire part à Desmoulins de son étonnement.

— Ma foi, répondit-il oubliant ses rancunes, oui, c'est drôle ! mais il va arriver d'une minute à l'autre. Peut-être un accident d'omnibus.

Tous les matins M. Santeuil prenait l'omnibus Square des Batignolles-Jardin des Plantes.

Il habitait rue Boursault, à quelques pas de la station. Pour qu'il prît l'intérieur, il fallait qu'il plût à torrents ou qu'il gelât à pierre fendre. Le reste du temps, il s'installait sur l'impériale, sa pipe allumée, et regardait. C'était un Parisien de race, qui avait vu, paraît-il, Batignolles et Paris se transformer peu à peu. Nos collègues arrivaient : Le Roch, Cherbuis, Guinaut, Lereuil, Corbineau, M^{mes} Lacoste, Rousseau, et le menu fretin. Tous avaient les mêmes regards d'étonnement à constater que M. Santeuil n'était pas assis à son bureau. Que faire ? Desmoulins, sentant la gravité des circonstances, traversa le hall en quatre enjambées et entra dans le bureau de M. Tournier, le chef du service des titres.

— Monsieur Tournier, dit-il, je viens vous prévenir que M. Santeuil n'est pas encore arrivé.

— Eh bien, mon bon ami ? dit M. Tournier.

C'était, comme Desmoulins, un homme d'une quarantaine d'années, mais à qui sa prestance et sa belle barbe noire avaient, plus que ses capacités, disaient quelques jaloux, valu une rapide ascension. Desmoulins ne lui parlait qu'avec respect, ému quand M. Tournier, et il y avait de quoi, l'appelait « mon bon ami ».

— C'est la première fois, Monsieur Tournier... dit Desmoulins.

— Vous le remplacerez en attendant. N'est-ce pas, je compte sur vous ?

S'il pouvait compter sur Desmoulins !... En quatre autres enjambées celui-ci retraversa le hall. Il vérifia le registre de présence, le parapha, puis, empoignant des trousseaux de clefs, il se disposait à descendre au sous-sol pour ouvrir des coffres-forts, quand il se trouva face à face avec la fille de « patron ». Elle avait l'air bouleversé.

— Mon père est mort ce matin, à six heures, d'une attaque d'apoplexie ! dit-elle.

Desmoulins faillit en laisser tomber ses trousseaux, et de nouveau se précipita chez M. Tournier, voulant être le premier à lui annoncer la nouvelle. Bientôt tout le monde fut

en émoi. M. Santeuil était un des trente ou quarante employés qui étaient entrés au Crédit Industriel lors de sa fondation. Ils n'étaient plus que trois. Sa mort réduisait leur nombre à deux : Mondeau, un vieux bonhomme de soixante-dix ans, toujours simple employé au portefeuille, et Delestrade, à peu près du même âge, mais qui était parvenu au grade de chef de section à la correspondance. Je m'étais assis à ma table de travail : de ma place, je voyais le profil de M^{lle} Davesne. Elle n'avait pas l'air d'être atterrée, ni même émue.

— Quelle délicieuse maîtresse elle ferait ! me disais-je. Et même, quelle femme légitime !

Je peux dire sans vanité qu'alors j'étais assez beau garçon, mais elle ne faisait guère attention à moi. J'aurais voulu savoir des détails sur sa vie. Elle devait avoir une vingtaine d'années, et je me demandais pourquoi elle n'était pas encore mariée. Je regrettais qu'elle affectât de me tenir à l'écart, lorsqu'elle riait avec les autres. Je me mis au travail, mais distrait par les conversations. Le Roch et Cherbuis parlaient des changements qu'allait provoquer la mort de M. Santeuil. Le Roch ne rappelait jamais sans amertume qu'il avait deux ans de présence de plus que Desmoulins. Aussi désireux que lui d'avancer, il avait été moins habile à se faire valoir. Corbineau se leva. Les mains dans les poches, son porte-plume sur l'oreille gauche, il se planta entre Le Roch et Cherbuis pour prendre part à la conversation. Agé de vingt ans, originaire de Montmartre, où sa mère était concierge rue d'Orsel, il représentait ici, avec Lereuil, l'élément parisien. Tous les autres, nous venions de différentes provinces. Desmoulins ne l'appelait, par dérision, que « le poilu », parce qu'il était déjà presque chauve.

— Allez donc à votre place, poilu ! lui dit Le Roch, moitié plaisantant, moitié sérieux.

— Bon ! Bon ! Ça va bien ! dit Corbineau habitué à ces rebuffades.

Desmoulins revint. Je vis bien que, malgré lui, ses yeux

brillaient. Il posa les clefs sur le petit bureau en acajou, devant lequel jamais plus M. Santeuil ne s'assiérait, puis se mit à causer avec Le Roch et Cherbuis, dont les deux tables, un peu exhaussées, touchaient la bordure du guichet. Desmoulins attendait peut-être que Le Roch lui dît :
— Certainement, c'est vous qui allez lui succéder.

Mais, Le Roch s'en gardant bien, il s'assit et se mit lui aussi au travail. Il manipulait plus fiévreusement que de coutume ses gros registres et s'agitait sur sa chaise rembourrée, la seule de ce genre qui existât dans notre bureau : toutes les autres étaient cannées. Elle tenait le milieu entre celles-ci et le fauteuil du « patron ». Le temps passa. Des employés d'autres services s'arrêtaient, en traversant le hall, pour regarder la place de M. Santeuil inoccupée. Quelques-uns entraient et demandaient des détails à Desmoulins, qui partit à midi moins un quart, cinq minutes plus tôt que d'habitude, sans doute dans la hâte où il était d'annoncer la nouvelle à sa femme. Le Roch allant déjeuner à dix heures et demie et ne rentrant jamais avant midi, le bureau resta livré à lui-même. On vit apparaître Mondeau et Delestrade, effarés par ce rappel du sort : leur tour n'était peut-être pas très éloigné, maintenant ? Pour moi, l'heure sonnée, je partis avec Lereuil, Papuchon, Verdoix et Pascaud.

A trente-cinq ans, Papuchon avait déjà des cheveux gris. C'était un fainéant, qui gagnait dix-sept cents francs au bout de dix ans de présence. N'ayant jamais pu se mettre dans ses meubles, il vivait à l'hôtel, dans une mansarde, avec une valise pour tous bagages. On disait qu'il était poète, je vous demande un peu ! Un poète qui aligne des chiffres toute la journée ! Si tous les poètes étaient des gars comme lui, bien sûr que nous n'aurions pas ces jolies chansons qu'on chante à Montmartre. On se mit à table non loin de la cuisine, dans un coin réservé aux vrais habitués. Pascaud se contentait toujours d'un plat de viande et d'un dessert. Ce n'était pas qu'il manquât d'appétit, au con-

traire. On le voyait bien à la quantité de pain qu'il mangeait, mais c'est ce qui coûte le moins cher. Il était obligé de regarder à un sou. Sa femme ne pouvait travailler au dehors, ayant assez à faire avec leurs trois enfants.

— Que le patron soit mort ou vivant, dit-il, ça n'est pas ce qui changera notre sort. Et est-ce qu'ils ne parlent pas de supprimer les heures supplémentaires, par-dessus le marché !

— Tant mieux ! dit Verdoix.

— Oui ! Vous en parlez à votre aise.

Verdoix était aidé par ses parents, plus encore que moi par ma mère. De neuf heures du matin à six heures du soir il était au bureau comme un corps sans âme, ne commençant à s'animer qu'au moment de partir. Ce n'était pas à lui qu'il fallait parler d'heures supplémentaires à quinze sous ! Il dit :

— Mais c'est une dérision !

Même à ce prix, Pascaud n'aurait pas demandé mieux que d'en faire deux ou trois par jour, et d'un bout à l'autre de l'année. Il réfléchit :

— Encore, avec Santeuil, c'était franc. Mais savoir qui est-ce qui va le remplacer ?

— Desmoulins, cette idée ! dit Lereuil.

— Oh ! Desmoulins !... Ça n'est pas encore fait ! répondit Pascaud, un ancien de la maison.

— Tout ça s'arrangera, dis-je.

— Quand ? Comment ? fit Pascaud. Je suis presque aussi ancien que Desmoulins : savez-vous ce qu'il gagne, lui ?

— Deux mille neuf ?

— Oui. Et avec ses gratifications, ses heures supplémentaires, il arrive à ses trois mille deux. Moi, tout compté, je me fais à peine deux mille quatre, et j'ai trois enfants.

Je ne peux pas dire que Pascaud avait tout à fait tort, mais toute médaille a son revers. Moi, j'estime que, quand on a l'honneur d'être employé, il faut subir les inconvénients de sa situation. Ceux dont les femmes travaillaient

dans la même maison qu'eux, comme Le Rochet Cherbuis, n'étaient pas à plaindre. Les autres, qui n'ont pour vivre que leurs appointements, restent vieux garçons, comme Papuchon, traînant leur malle d'hôtel en hôtel, ou se marient comme Pascaud, mais ça ne diminue pas leur misère.

— Si on avait le courage, reprit-il, de réclamer comme les ouvriers !...

Réclamer quoi ? Une augmentation de salaire sans doute ? Mais Papuchon n'y pensait même pas. Verdoix n'était là que pour un temps. Lereuil avait l'insouciance de ses vingt ans. Moi, je pouvais espérer hériter, un jour, de ma mère, et ne pas rester toujours simple employé : c'est ce qui est arrivé, puisque ma mère est morte et que depuis cinq ans je suis chef de section. Chacun de nous représentait une catégorie d'employés de banque, mais je dois dire que les plus nombreux sont ceux qui ressemblent à Pascaud. Quant à ceux dont les femmes travaillaient, ils étaient satisfaits de leur sort et se vantaient même de faire des économies. Pascaud disait vrai : il n'avait pas le courage de réclamer. Il se contentait d'aboyer de loin, peut-être avec la crainte qu'on l'entendît, mais ça le soulageait.

N'importe : pour l'instant, tout le monde, plus ou moins restauré, allait mieux. Nous disposions encore d'une demi-heure. Dehors il faisait humide et gris. Alors j'eus l'idée de dire à Chanteloubé qui faisait lui-même le service :

— Vous servirez cinq cafés !

— Ça, dit Lereuil, c'est chic, mon vieux Corniaux !

Lui non plus n'était pas riche, mais il acceptait son sort avec l'insouciance du gavroche. Verdoix, qui ne voulut pas être en reste, ajouta :

— Et cinq pousse-café !

— Ma parole, reprit Lereuil, c'est comme si on faisait la noce en l'honneur de la mort du patron !

Quand nous fûmes sortis, il nous sembla qu'il faisait moins froid. L'atmosphère du hall nous suffoqua presque. Il était une heure juste, et le travail n'avait pas encore re-

pris. Les dames, qui mangeaient dans différents réfectoires, traversaient le hall pour regagner leurs places, et je me trouvais devant la porte de notre service en même temps que M^{lle} Davesne. Je m'effaçai, tandis qu'elle passait avec un petit sourire au coin des lèvres. Je m'assis, écoutant et regardant selon mon habitude. De partout, de derrière tous les guichets, montaient des filets de fumée. Mes collègues, qu'ils eussent déjeuné dehors ou sur leur table de travail, fumaient leur cigarette, les uns en causant, les autres en lisant un journal étalé devant eux. M^{me} Lacoste reprisait un bas, M^{lle} Rousseau faisait du crochet. M^{me} Lacoste avait eu des malheurs : on le devinait à voir ses cheveux blanchis avant l'âge et ses yeux d'où bien des larmes avaient dû couler. Elle me faisait penser à la Duverne. M^{lle} Rousseau eût été jolie sans cet œil qui disait zut à l'autre. Elle ne le savait que trop. Quand elle l'oubliait, il lui arrivait d'essayer de vous regarder en face.

Vers une heure dix, tout le monde se remit au travail. Tout à coup on vit arriver Desmoulins à grandes enjambées.

— Je l'ai encore raté ! dit-il à Cherbuis.

On savait ce que ça voulait dire : le tramway d'Enghien-La Trinité lui avait brûlé la politesse place Clichy, ou bien il avait passé regorgeant de voyageurs, et Desmoulins avait dû descendre à pied. Il soufflait bruyamment en s'épongeant le front, plus énervé encore que ce matin. D'un regard il enveloppa le service, douze hommes et six dames, qu'il aurait bientôt sous ses ordres. En attendant, il se mit au travail. Il faisait bon. Je me recroquevillais dans la tiédeur, à l'abri du vent et de la pluie qui grésillait sur le vitrage. Pascaud faisait semblant d'abattre de la besogne ; pendant quelques jours le service serait dans un désarroi propice aux heures supplémentaires. Papuchon allait d'une boîte de fiches à une autre, rêvassant : un fameux poète, ma foi ! et un drôle d'employé. Lereuil pouffait de rire avec Corbineau. Desmoulins se retourna.

— Poilu, travaillez donc au lieu de vous amuser ! dit-il.

D'habitude, à deux heures précises, M. Santeuil arrivait, à petits pas rapides. Ce jour-là, ce fut le directeur en personne, M. Morillon, qui apparut, accompagné de M. Tournier. Tous les cœurs se mirent à battre. Desmoulins pâlit et se leva, comme mû par un ressort : M. Morillon venait-il lui annoncer qu'il était promu chef du service ?

— Vous pouvez vous asseoir, mon bon ami, lui dit M. Tournier.

III

Quand nous arrivâmes, le lendemain matin, deux lettres de faire-part encadrées de noir étaient ouvertes sur une table. L'enterrement était pour mercredi. La cérémonie religieuse devait avoir lieu à Sainte-Marie des Batignolles, paroisse du défunt. Aussi énervé que la veille, Desmoulins paraissait attendre avec moins de confiance sa nomination. Il ne s'en inscrivit pas moins pour cinq francs sur la liste qu'on faisait circuler pour l'achat d'une couronne. A contre-cœur, Pascaud donna vingt sous. Je regardais M^{lle} Davesne, plus que jamais impénétrable. Décidément elle n'était pas affectée par la mort de M. Santeuil ; elle ne devait considérer comme compromises de ce fait ni sa situation, ni son influence. Elle écrivait. De temps en temps elle ouvrait un de ses tiroirs à l'intérieur duquel une glace était installée à demeure. Elle vérifiait la belle ordonnance de ses cheveux qu'elle tapotait du bout des doigts. Parfois elle rejetait une mèche derrière son oreille. Je m'étonnais de ce qu'elle restât ici à gagner quatre francs par jour de travail, qui certainement ne devaient pas lui suffire, quand il me semblait qu'elle n'aurait eu qu'un geste à faire pour trouver un jeune homme riche qui l'épousât. Encore était-elle la plus favorisée, les autres dames ayant des salaires qui s'échelonnaient de trois à trois francs soixante-quinze par jour. Plusieurs fois j'avais été sur le point de demander sur elle des détails soit à Desmoulins, soit à Lereuil, soit

à Verdoix : je ne m'y étais pas décidé, me disant bêtement qu'ils allaient deviner que j'étais amoureux d'elle, et le lui répéter.

L'après midi, Desmoulins resta presque une demi-heure dans le bureau de M. Tournier. Continuellement Le Roch se penchait derrière le pilier qui les lui masquait, comme si, les voyant mieux, il eût pu deviner, aux mouvements de leurs lèvres, ce qu'ils disaient. Desmoulins était debout, les mains croisées derrière le dos : toutes les deux minutes, il les désunissait pour faire un geste. Ce n'était pas que Le Roch pût espérer de succéder à M. Santeuil, mais, que ce fût Desmoulins, il en aurait attrapé la jaunisse. Et l'entretien se prolongeait !

Quand Desmoulins revint, Le Roch quitta sa place pour lui demander en souriant jaune :

— Eh bien, ça y est ?

— Quoi donc ? demanda Desmoulins.

— Allons ! ne faites pas l'ignorant. Vous savez bien ce que je veux dire !

Certainement, Desmoulins le savait, puisqu'il ne faisait qu'y penser. Hélas ! M. Tournier ne lui en avait pas touché un traître mot. Ils avaient délibéré sur le nombre d'employés qu'on pourrait distraire du service pour assister aux obsèques. Le Roch retrouva sa sérénité.

— Il est convenu, lui dit Desmoulins, que vous irez avec Corbineau, Papuchon, Pascaud, M^{me} Lacoste et M^{lle} Davesne.

Je me réjouis de n'avoir pas été désigné ; assister à un enterrement me donne des idées noires pour plusieurs jours. Pascaud ne demandait pas mieux : son travail serait en retard et ça lui vaudrait peut-être quelques heures supplémentaires de plus. M^{me} Lacoste pleurerait sans doute, tellement elle devait en avoir l'habitude.

Quant au successeur de M. Santeuil, ce ne fut pas Desmoulins, qui commençait à peine, quinze jours après, à se remettre du coup qui l'avait frappé. Il essayait de ne rien

laisser paraître de sa déception, mais il n'était pas assez maître de lui. Le Roch respirait enfin. Les autres ? Cela leur était bien égal. M^{lle} Davesne, qui souriait avec ironie quand elle regardait Desmoulins, souriait gracieusement à notre nouveau « patron », M. Bessière, un monsieur d'une cinquantaine d'années, chauve, à barbe grisonnante, et méticuleux. Il n'avait ni la molle insouciance de M. Santeuil, ni ses sautes d'humeur. Moi, je n'ai jamais critiqué mes chefs, mais mes collègues ne s'en privaient pas. Ils disaient que M. Santeuil ne s'entendait pas à faire marcher son service, que M. Bessière se mit dans la tête de transformer. Il commença par faire enlever le vieux fauteuil et le non moins vieux bureau de son prédécesseur. Il n'aimait pas les coins poussiéreux et sombres. Des liasses de feuilles inutiles dormaient dans des placards : il les fit disparaître. Papuchon, le matin, arrivait souvent en retard. M. Bessière y mit le holà : l'autre dut se plier au règlement, et ce n'était que justice. Nous avons disposé nos tables un peu dans tous les sens, selon notre bon plaisir, mais M. Bessière aimait la régularité et la symétrie, et nous les fit changer de place. Des calendriers accrochés aux murs et aux cloisons disparurent. Il n'y eut plus rien d'accordé à la fantaisie : tout redevint administratif, sévère, et c'était bien mieux. Tout au plus toléra-t-il la glace devant laquelle se recoiffaient nos dames.

Desmoulins ne cessait pas de bougonner, mais à voix étouffée. Il avait tout intérêt à être en bons termes avec M. Bessière, qui faisait son possible pour ne pas le traiter comme un simple employé, mais Desmoulins ne répondait à ses avances que par de la froideur. Il en voulait à M. Bessière, à M. Tournier, au Directeur, à tout le monde. Par vengeance, il expédiait son travail beaucoup plus vite et partait à six heures précises. Il n'avait rien à faire chez lui ; se promener par les rues ne l'amusait pas, mais tant pis : il tenait à ce qu'on s'aperçût de son mécontentement.

On doit voir qu'avec tous ces événements et tous les me-

nus incidents qui se produisaient chaque jour dans ma vie d'employé, j'avais de quoi m'occuper et me distraire. Pas une minute je ne m'ennuyais, et chaque matin je prenais avec joie le chemin du bureau, puisque j'étais certain d'y revoir M^{lle} Davesne. Je ne pensais pas plus à Lagoutte, à la Duverne et à Valentine que s'ils n'avaient jamais existé ; mais il était écrit que ça ne pouvait pas durer et que, par une espèce de fatalité, les Duverne ne me lâcheraient pas.

Dans les derniers jours de février, une après-midi, Cherbuis m'appela à haute voix.

— Corniaux, dit-il, quelqu'un qui vous demande.

C'était bien la première fois que le cas se présentait, puisque, hormis mes collègues et ma concierge, je ne connaissais à Paris absolument personne. Me retournant — car ma table de travail était ainsi disposée que je tournais le dos au guichet où se présentaient clients et, parfois, visiteurs, — je reconnus mon Lagoutte. Je me rappelai que, si de son côté il m'avait donné son adresse en partant d'Autun, du mien je lui avais dit que j'entrerais comme employé au Crédit Industriel. Il avait eu l'air de ne même pas m'entendre, — toujours le même système, — alors qu'en réalité il ne perdait pas une syllabe de mes paroles. Mais, pour qu'il vînt me relancer, il fallait qu'il eût vraiment besoin de moi, car nous nous étions quittés avec la plus grande indifférence, et c'était plutôt pour la forme que nous nous étions donné nos adresses. Je sortis donc de mon service, et nous nous assîmes à une des tables sur lesquelles, d'habitude, les clients rédigent leurs ordres, recomptent leurs titres, leurs coupons et leur argent.

— Alors, ça va ? me dit Lagoutte, comme si nous nous étions vus la veille.

— Ça va, répondis-je.

Les quelques fois où il m'était arrivé de penser à lui, je m'étais promis, si par hasard je le rencontrais, d'adopter ses façons de parler, ou plutôt de se taire : ainsi je verrais bien qui de nous deux aurait, non pas le dernier mot, mais

le dernier silence. Puisque aujourd'hui c'était lui qui venait me trouver, apparemment il devait avoir quelque chose à me dire. Il portait toujours sa barbe blonde abondante, mais je m'aperçus qu'il se laissait pousser les cheveux et qu'il était coiffé d'un feutre mou, au lieu de l'être d'un chapeau melon : ça lui donnait l'aspect d'un de ces gars comme j'en rencontre de temps en temps et qu'on appelle des rapins de Montmartre : des pas grand'chose, qui passent leurs journées à barbouiller de la peinture, à moins que ça ne soit de ces poètes, des véritables artistes, ceux-là, qui écrivent de jolies chansons comme j'en connais quelques-unes. Bien entendu, ils ne ressemblent pas à Papuchon. Lagoutte ne disait toujours rien, attendant probablement que je l'interroge, mais j'aurais préféré qu'on me coupe en mille morceaux. Il fut obligé de se décider, à la fin des fins.

— ... Tout ce que tu racontes ? dit-il.

— Oui, répondis je. Et toi ?

— Moi, ça ne va pas. Des embêtements...

Ça ne m'intéressait pas beaucoup, tellement je les devinais : sûrement des histoires de femmes ou d'argent, peut-être les deux à la fois. Il bredouilla dans sa barbe. Je compris que depuis trois mois les deux Duverne étaient à Paris, et qu'il les avait, sinon sur les bras, du moins presque entièrement à sa charge. Il se leva plus tôt que je ne m'y attendais en me disant :

— Faut que tu ailles les voir rue de la Harpe. C'est au n° 10, à l'hôtel.

Et il partit sans me laisser le temps de protester contre ses façons d'agir : pouvais-je, au vu de tous les employés, courir après lui ? Pouvais-je crier à tue-tête pour le rappeler ? Mais, vraiment, il en avait de bonnes, sachant bien me trouver aux moments critiques pour lui, lorsqu'il avait absolument besoin de moi, le reste du temps faisant le mort ! Est ce que j'étais à sa disposition, comme un domestique ? Je me dis : « Et puis, zut, après tout ! Je connais mainte-

nant l'adresse des deux Duverne, mais ce n'est pas ce qui m'oblige à aller les voir. »

Quand je passai à côté de lui, Cherbuis me dit :

— Vous en avez des relations, Corniaux ! Un « artiste », s'il vous plaît ! Vous ne nous aviez pas dit ça.

J'avoue que je fus flatté dans mon amour-propre, bien que je n'aime pas ce genre d'individus, mais connaître un artiste, à Paris, ça vous pose toujours un peu. Ainsi, par exemple, les rares fois où je vais au café-concert, c'est plus fort que moi, mais je serais fier de connaître un des chanteurs qui ont paru sur la scène, pour l'attendre à la sortie et que des gens du public me voient partir avec lui. Je m'abstins donc de dire à Cherbuis que Lagoutte était étudiant en pharmacie. Je me remis au travail. Ma table était placée de telle façon qu'il me suffisait de lever les yeux pour voir, de dos, à dix pas de distance environ, M^{lle} Davesne assise à la sienne. J'enviais le sort de Lereuil qui travaillait à côté d'elle : lui, ça lui était égal. A ce qu'il nous disait fréquemment, « la Davesne », ça n'était pas son genre : il préférerait la petite ouvrière, nez et cheveux au vent. Il trouvait M^{lle} Davesne trop sérieuse. Elle riait bien tout de même de temps en temps, quoique jamais avec moi. Je la regardai pour la comparer par la pensée à Valentine, et l'on peut deviner quelle était celle qui n'y gagnait pas, et que je n'avais nullement envie d'aller rue de la Harpe. Tout de suite je retrouvai ma tranquillité d'esprit. Lagoutte n'avait qu'à se débrouiller avec ses deux Duverne : était-ce ma faute, ou la leur à tous les trois, s'ils se trouvaient dans une situation embarrassée ?

Mais c'eût été trop simple. Deux jours après, vers quatre heures du soir, de nouveau Cherbuis me dit :

— Corniaux, quelqu'un qui vous demande.

Je me retournai, furieux : ah ! ça, était-ce encore Lagoutte ? Je me promettais de l'envoyer promener, et de belle façon, mais ce n'était pas lui : c'était la Duverne ! Ce qui n'apaisa point ma colère, tant s'en faut ! Elle était mal ha-

billée, tout en noir, et coiffée de son éternel petit chapeau à aigrette bon marché qu'on ne remarquait pas à Autun, mais que je trouvais, ici, d'un ridicule complet. Elle me parut définitivement vieillie. Je me demandais, avec une sorte de rage contre moi-même, comment j'avais pu être assez nigaud pour que, l'année précédente, plusieurs mois de suite elle eût été ma maîtresse. Je n'y voyais donc pas clair ? Ou bien étaient-ce les chagrins qui l'avaient changée à ce point ? Il était donc écrit que je ne me débarrasserais jamais de cette famille de malheur ? Mais on allait bien voir, et pas plus tard que tout de suite. J'ai déjà dit que la sensibilité n'est pas mon fort. Pourtant, lorsque je la vis me regarder avec des yeux de chien battu et que je l'entendis s'excuser de me déranger, si je ne retrouvai pas les sentiments que j'avais eus pour elle dans mon enfance, je ne me rappelai qu'elle avait été ma maîtresse que pour l'oublier aussitôt, et pour ne plus voir en elle qu'une malheureuse, en partie irresponsable de ses malheurs.

— Je comptais te voir, me dit-elle, Lagoutte nous ayant raconté qu'il était venu te trouver.

Je répondis que Lagoutte m'exaspérait avec ses façons de se taire, qu'il ne m'avait mis au courant de rien et que, dans ces conditions, il aurait tout aussi bien fait de rester chez lui.

— C'est que nous sommes bien ennuyées, dit-elle. Je n'ai plus un sou pour payer notre chambre à l'hôtel. Lagoutte est à court d'argent, et nous sommes menacées d'être mises à la porte dans trois jours.

— Mais Valentine, dis-je, qu'est-ce qu'elle devient ?

Sa mère n'osa point me le dire crûment, mais je n'eus pas de peine à deviner qu'elle était entretenue par Lagoutte. Il était donc pris, à la fin, lui aussi, que je m'étais imaginé si indifférent, et se laissant aimer par Valentine plutôt qu'il ne l'aimait ? Mais j'appris qu'ils n'habitaient pas ensemble, Lagoutte vivant dans une pension de famille où son père exigeait qu'il restât. Quand il venait la retrouver rue de la

Harpe, M^{me} Duverne avait toujours à descendre pour une course dans le quartier ; cela, elle ne s'en cacha point. Elle termina en répétant qu'elle n'avait plus le sou, et qu'elle avait pensé à moi. Je ne m'en apercevais que trop, depuis des années, qu'on ne pensait à moi que lorsqu'il n'y avait pas moyen de faire autrement. Je lui répondis :

— C'est bien ennuyeux, car c'est la fin du mois pour moi aussi, et j'ai juste de quoi manger demain.

— Oh ! dit-elle, tu dois me mentir. Econome comme je te connais !...

Ainsi, selon elle, moi, j'étais obligé d'avoir toujours de l'argent, et elle, elle avait le droit d'en manquer. Les gens sont ainsi dans la vie : ils tablent sur le tempérament qu'ils vous savent ou vous supposent, et le malheur, c'est qu'on n'a pas toujours la hardiesse ou l'habileté de leur démontrer ou de leur faire croire qu'ils se trompent. Elle ajouta :

— Et puis, ta mère n'a pas dû te laisser venir à Paris sans le sou, et je pense bien qu'elle t'envoie quelque chose de temps en temps.

Ah ! ça, de quel droit contrôlait-elle mes ressources et mes dépenses ? Est-ce que je lui devais quelque chose ? Naguère, pourtant, elle avait moins d'audace et plus de délicatesse. Je me retins de lui tourner le dos. Je me retins de lui jeter en plein visage qu'elle avait été la cause de la mort de mon père et de notre ruine, de lui dire que, si j'avais dû me placer à Autun comme clerc d'huissier, c'était encore sa faute, car mon plus grand désir, entre dix et quinze ans, avait été — je peux bien l'écrire maintenant — d'étudier pour être un jour instituteur comme mon maître, M. Mariller. A franchement parler, non seulement je ne le regrettais plus, mais j'estimais que la Duverne, sans le faire exprès, m'avait rendu service ; je ne pouvais donc pas lui en faire reproche. La vie d'employé à Paris dans une grande administration est plus intéressante, selon moi, que celle d'instituteur dans une petite commune.

Je me rappelai à temps que la Duverne était autorisée à se croire certains droits sur moi et que je lui devais de la reconnaissance. Décidément, quelle bêtise j'avais faite le jour où je m'étais laissé aller à l'embrasser ! Mais je ne voulais pas qu'elle eût tout de suite le dernier mot.

— J'ai un louis d'économies, lui dis-je. Ça vous suffit-il ?

Elle me répondit à côté de la question :

— Je ne te croyais pas si mauvais cœur.

Je la vis tirer son mouchoir. Allait-elle pleurer en pleine galerie ? Elle me mettait dans une belle situation ! Je brusquai les choses.

— Ça n'est pas tout ça ! lui dis-je. J'ai du travail qui m'attend. Je sortirai probablement un peu après cinq heures. J'irai chez vous, et nous tâcherons de nous arranger.

— Allons ! dit-elle, je te retrouve. A tout à l'heure, Jean.

Cette fois, Cherbuis ne me félicita point, mais il me dit :

— Décidément, vous en avez, des visites, Corniaux !

Même à mes meilleurs collègues, je n'aime pas raconter mes histoires personnelles.

— Ce n'est rien, répondis-je. C'est une femme que j'ai connue chez nous, dans le temps. Elle est de passage à Paris, et elle est venue prendre de mes nouvelles.

Je tiens à mes habitudes. Pour me rendre à mon travail aussi bien que pour rentrer chez moi, je suis toujours les mêmes rues sur le même trottoir, et pour ainsi dire jamais il ne s'était produit que, le soir, au sortir du bureau, je n'aille pas faire ma partie de cartes chez Chanteloube, en attendant l'heure du dîner. D'autre part, je connaissais très peu la rive gauche. J'avais passé les ponts une fois, un dimanche, pour voir le Panthéon, et j'en étais revenu dégoûté de tous ces gars aux cheveux longs qui se croient très malins parce qu'ils sont étudiants : je voudrais bien les voir attelés à mon travail ! Leur fameux Quartier Latin ne me disait rien du tout. M'étant renseigné, j'avais vu que la rue de la

Harpe en faisait partie, quoique sur les bords, et pas loin de la Seine, mais je pensais que la lisière ne valait pas mieux que le drap. Je sortis un peu après les dames qui, sauf exception, avaient le privilège de s'en aller à cinq heures juste. Il faisait encore jour. Dans les rues soufflait un petit vent qui piquait les oreilles. Je marchais sans trop me presser, devinant bien que je ne reviendrais pas dîner chez Chanteloube. Au moment où je débouchais place de la Bourse, je reçus littéralement un choc au cœur de me trouver presque nez à nez avec M^{lle} Davesne qui arrivait, elle, de la rue Vivienne, tandis que je sortais, moi, de la rue de la Bourse. Instinctivement je me découvris. J'étais certain qu'elle ferait mine de ne même point m'apercevoir et ne me répondrait pas. Quelle ne fut pas ma surprise de la voir non seulement me faire un salut de cérémonie, mais s'arrêter ! J'eus la présence d'esprit de tourner une phrase de mon mieux, et, quand je revis aujourd'hui cette minute, mon cœur bat aussi fort. Je dis :

— Tout à fait charmé de vous rencontrer, mademoiselle ! Quel bon vent ?...

Elle m'interrompt en riant.

— Oh ! ne parlez pas de bon vent, Monsieur Corniaux !

Elle était toute rose de froid, et je me disais que quelques bons baisers bien appliqués auraient vite fait de lui réchauffer les joues.

— En effet ! dis-je. C'est un petit vent de bise qui nous rappelle que l'hiver est encore avec nous, si le printemps est en marche pour nous rejoindre.

Ça n'était pas mal tourné, mais allions-nous rester là en face l'un de l'autre, et tous les deux en face de la Bourse ? Toujours m'efforçant de bien parler, je dis :

— Et de quel côté portez-vous vos pas, Mademoiselle ? Aurai-je le plaisir de faire route avec vous ?

— Mais vous-même, Monsieur Corniaux ?

— Moi, dis-je négligemment, je vais au Quartier Latin retrouver un de mes amis.

Cela ne parut pas la surprendre. J'en conclus qu'elle se faisait de moi une certaine idée, et j'en fus flatté.

— Je vais justement par là ce soir, dit-elle.

Elle ne s'opposait donc point à ce que nous fassions route ensemble, et j'en fus vraiment retourné.

Je me demandais comment il pouvait se faire qu'après être restée des mois sans m'adresser la parole, sinon pour les besoins du service, elle n'eût point passé, dédaigneuse, devant moi. C'était donc que, d'une manière quelconque, je lui plaisais ? Et, à part moi, je me remémorais tous mes avantages extérieurs. Je me disais que, pas plus mal bâti que certains, je l'étais mieux que nombre d'autres, et ma foi ! je finis par penser que, depuis le premier jour où elle m'avait vu, Mlle Davesne était amoureuse de moi, mais qu'à cause de nos collègues elle avait préféré n'en rien laisser voir, comme j'avais fait de mon côté. Nous partîmes donc. J'appris qu'elle allait rejoindre sa mère, rue de Seine, chez une de leurs amies qui les avait invitées à dîner. Maquillant la vérité, je dis que j'allais retrouver un étudiant de mes amis, pensant, de ce fait, me grandir à ses yeux. Elle ne fit aucune réflexion, mais je m'aperçus qu'en effet elle en fut impressionnée. Nous parlâmes de nos collègues. Elle les plaignait presque tous, — et je trouvai qu'elle exagérait, — de n'avoir, pour vivre, que leurs appointements. Sur elle-même et sur sa mère elle ne me fit aucune révélation, mais je devinai que leur famille, après avoir tenu en province un certain rang, avait subi des revers. Le père était mort d'un coup de sang, comme le mien. Sa mère avait recueilli les débris de leur fortune, et toutes deux vivaient de petites rentes et du produit de son travail à elle. Sans faire, de mon côté, de confidences trop précises, je laissai entendre que mon cas était à peu près le même, que chaque mois ma mère m'envoyait de l'argent et que je pouvais compter sur un héritage. Avec sa mère, elle menait une vie très simple, ne sortant que pour se rendre au bureau et, quatre ou cinq fois l'an, comme aujourd'hui, pour

dîner chez cette amie de la rue de Seine. Je dis que moi aussi je menais une vie rangée, mais qu'il m'arrivait de m'ennuyer, le soir, quand j'étais seul dans ma chambre.

— Mais quand vous allez au Quartier Latin ? me dit-elle en souriant d'un air fin.

Je me sentais partagé entre le désir de paraître celui qui a assez d'argent pour mener la vie à grandes guides et qui ne travaille que pour se distraire, et la crainte qu'elle eût en horreur les jeunes gens dissipés. Je lui répondis :

— Au fond, ce n'est pas dans mes goûts.

— Allons, Monsieur Corniaux ! dit-elle. Vous devez bien trouver quelques consolations, et quelques distractions ?

— Jamais, Mademoiselle ! affirmai-je. Moi, ce qu'il me faudrait, c'est la vie à deux.

Sans doute devina-t-elle où je voulais en venir, car elle détourna la conversation, comme nous débouchions sous les arcades du Palais-Royal. Je n'avais plus du tout envie d'aller chez les Duverne. Tout en prononçant pour la forme des phrases quelconques, je pensais à profiter de cette rencontre plus qu'inespérée pour passer ma soirée avec Mlle Davesne, comme si ce n'avait pas été vrai qu'elle allât retrouver sa mère rue de Seine, mais, bien entendu, je n'osais pas le lui demander. J'espérais que, le moment venu de nous quitter, ... nous resterions ensemble. Il n'en fut rien. Quand nous eûmes traversé le pont des Arts, elle me dit :

— Eh bien, alors, au revoir, Monsieur Corniaux. A demain, n'est-ce pas ?

Avec les idées que je venais de me faire, je fus aussi surpris, — mais désagréablement, — qu'au moment où tout à l'heure je l'avais rencontrée. Je ne me crus pas le droit et je n'eus pas l'audace d'insister.

— A demain, certainement, Mademoiselle ! dis-je, déçu. Enchanté d'avoir fait route avec vous.

J'eus envie de la suivre ; mais je me dis que si, se retournant, elle m'apercevait, elle pourrait penser que je l'espion-

nais, et je m'en allai par les quais, très excité d'avoir marché une demi-heure si près d'elle, et me gourmandant, après coup, d'avoir été si bête. Je n'avais qu'à lui offrir d'entrer avec moi dans un café. Rien ne m'autorisait à croire qu'elle n'aurait pas accepté. Nous nous serions assis dans un coin où, peut-être, je me serais décidé à lui dire que depuis des mois j'étais amoureux d'elle. Maintenant, tout était à recommencer. Et j'allais chez les Duverne avec une idée de derrière la tête.

Rue de la Harpe, du bureau de l'hôtel, on me répondit sur un ton sec :

— Au dernier, la deuxième porte à gauche.

Dame ! Ça ne valait pas nos maisons propres et claires de Batignolles. Ce fut Valentine qui vint m'ouvrir. Bien que la chambre ne fût éclairée que par une bougie, je fus comme ébloui. Valentine n'était plus la gamine, ni même la jeune fille que j'avais connue, irritante comme un fruit vert ; elle était devenue une vraie jeune femme, qui sentait la bête fauve, une bête souple et gracieuse, sur qui tous les mâles voudraient bondir. En face d'elle, M^{lle} Davesne aurait fait figure de petite bourgeoise indifférente. Je lui dis, la gorge sèche :

— Tu es donc toute seule ?

— Oui, me répondit-elle. Ma mère vient de descendre.

Je ne pouvais plus avaler ma salive. Dans la grille, du charbon de terre brûlait. De la chambre misérable je ne voyais rien que Valentine debout, devant moi, avec la lumière de la bougie et du feu en plein dans ses cheveux roux. Le lit n'était même pas fait. Elle me regardait bien en face, avec un petit rire imperceptible.

— Enlève donc ton pardessus ! me dit-elle.

J'obéis machinalement. En le déposant sur le pied du lit, je rencontrai le bras de Valentine, que je ne lâchai point. Je lui pris l'autre ; elle ne protesta pas. Je la courbai, la renversai, et je l'eus sur ce lit où elle couchait avec sa mère, sur ce lit où plus d'une fois Lagoutte lui-même avait dû la

renverser. Mais, sur le moment, je ne pensai qu'à elle et qu'à moi. Toutes les années de ma première jeunesse me retra-versèrent le cerveau dans un rapide tourbillon. Mes lèvres n'avaient pas rencontré les siennes depuis le jour du baiser dans la boutique.

Quand sa mère rentra, nous étions assis en face l'un de l'autre, de chaque côté de la cheminée. Nous causâmes. Comme je m'étonnais qu'elles fussent logées à l'hôtel et que Valentine ne travaillât point, elle me dit :

— Avant de partir d'Autun, j'ai préféré vendre nos meubles. De les amener ici, ça m'aurait occasionné trop de frais. J'en ai tiré trois cents francs. Quant à Valentine, certainement qu'elle pourrait travailler ! Mais jusqu'à présent nous nous étions tirées d'affaire.

Ainsi, de leur vie d'autrefois, il ne leur restait plus rien, aucun de ces témoins que sont les vieux meubles auxquels on s'attache malgré tout. Moi, par exemple, qui aime beaucoup vivre à Paris, je suis content d'y retrouver chaque soir mon lit et mon armoire qui me rappellent mon pays. Quant à leur vie à venir, il était clair qu'elles ne s'en tourmentaient guère. Mais, plus je regardais Valentine, et plus j'étais émerveillé. Ce n'était pas que M^{lle} Davesne fût laide ni qu'elle manquât d'élégance, mais ce que j'avais imaginé avec elle, c'était une vie tranquille d'employés qui chaque matin vont ensemble à leur travail. Devant Valentine, au contraire, il me venait des désirs fous d'avoir beaucoup d'argent pour l'entretenir à ne rien faire. Mon vieil amour, ma vieille passion longtemps endormis se réveillaient. Quant à elle, de ses yeux à moitié fermés elle regardait le feu.

— A présent, continuait la Duverne, c'est la fin. Nous brûlons notre provision de charbon pour ne pas avoir à l'en porter avec nous. Depuis hier on n'a pas vu Lagoutte. J'ai essayé de le rejoindre : il n'y a pas eu moyen.

J'étais comme ivre. Je saisis mon portefeuille où je pris

deux billets de cent francs : devant Valentine, que je venais de posséder, je voulais faire le magnifique.

— Laissez-le donc tranquille, dis-je, votre Lagoutte ! Ça se tirera d'embarras sans lui !

Et avant de les lui remettre, j'agitai mes deux billets. La Duverne n'en revenait pas. Elle m'embrassa. Ce contact me fit froid et me gêna. Valentine fit celle qui ne remarquait rien. Mais, en même temps, j'étais fier de moi. Moi qui ai toujours eu des soucis d'honnêteté — je ne dis pas : de vertu, — les circonstances, après que j'avais été l'amant de la maîtresse de mon père, m'avaient amené à devenir l'amant de la fille de ma maîtresse. Si j'avais lu cela dans un feuilleton, j'en aurais été épouvanté. Comme je le vivais pour mon compte, bien qu'extraordinaire, cela me paraissait tout naturel. Et puis, j'avais cessé d'être le mouton pour jouer enfin, et à mon tour, le rôle du bélier. Que Valentine n'eût pas pour moi les mêmes regards soumis que pour Lagoutte, je le remarquais bien, malgré l'espèce d'ivresse où j'étais, mais je n'en souffrais pas.

Trop bien parti pour m'arrêter en aussi beau chemin et ne voulant pas me séparer si tôt de Valentine, je dis :

— Maintenant, nous allons descendre prendre l'apéro, et nous dînerons ensuite.

Après tout, ces cinq cents francs que m'avait donnés ma mère, lors de mon départ, et que j'avais à peine entamés depuis cinq mois, n'avais-je pas le droit de les avoir déjà dépensés ? Puisqu'ils me restaient presque intacts, je pouvais bien en sacrifier une partie : jamais l'occasion ne se présenterait plus belle qu'en ce jour où, pour la première fois, j'avais possédé Valentine. Après, s'il m'en fallait d'autres, eh bien ! j'écrirais au pays. Tous mes plans étaient renversés. Toutes mes idées d'économies fuyaient à la débânde. En ce moment, j'aurais donné la moitié de ma vie pour pouvoir donner cent mille francs, et j'aurais emmené Valentine avec moi, en voiture.

Presque en face de leur hôtel, elles connaissaient un res-

taurant qui me rappela celui de Chanteloube : c'était plutôt une gargote, mais il y faisait chaud, et l'on y respirait des odeurs de bonne cuisine. J'ai toujours eu grand appétit, mais particulièrement entre vingt et trente ans, et je suis de ceux à qui les grandes émotions creusent l'estomac, et qui trouvent merveilleux le fumet d'un simple ragoût de mouton. Je m'arrangeai de manière à être assis en face de Valentine pour pouvoir la toucher de toutes les façons qu'il m'était possible : du pied et du genou. Elle se laissait faire avec indolence, mais sans déplaisir. C'est qu'il n'en était pas avec elle comme avec mes rencontres de hasard que je quittais tout de suite ; j'aurais voulu ne pas me détacher d'elle. J'étais bien pris, ce soir-là ! Et il le fallait, pour que je dépense ainsi mon argent. N'importe ! même aujourd'hui encore, je ne le regrette pas. Cependant, sa mère, elle et moi, tout en buvant l'apéritif, nous parlions du pays, qu'elles n'avaient pas revu depuis des années, et d'Autun, où elles n'avaient pas du tout l'intention de retourner.

— Des trous ! disait Valentine. Je suis fameusement contente d'être ici !

— Et moi, donc ! ajoutait la Duverne qui s'efforçait de minauder.

En face d'elle, elle avait pourtant une glace où elle aurait dû se voir. Je la trouvais ridicule, mais elle ne s'apercevait de rien. Parfois elle allait jusqu'à me prendre le bras, que je retirais doucement en ayant l'air de n'y pas penser. Je me disais qu'avec ses deux cents francs elle devait être complètement heureuse, ayant toujours été de ces femmes qui vivent au jour le jour. Sa bonne conduite, sa piété même chez les de Varolles, tout ça n'avait été qu'un feu de paille. Son vrai tempérament, je l'avais connu chez nous, et à Autun lorsqu'elle était femme à tout faire chez Berdaine. Il y avait bien certaines choses auxquelles je pensais. Puisque, par ma faute encore, elles m'étaient retombées sur les bras, je devais m'arranger pour que la charge ne me fût pas trop lourde. Valentine, et même la Duverne, étaient

d'âge à travailler. Mais je remettais à une autre fois de leur en parler. Aujourd'hui j'étais trop content. Le dîner commença, se poursuivit et s'acheva dans la joie. Et ce fut la Duverne elle-même qui dit à Valentine, quand nous sortîmes vers neuf heures :

— Tu peux bien lui faire un bout de conduite si tu veux. Il n'est pas tard.

— Mais tu es peut-être fatiguée ? demandai-je à Valentine, avec la crainte qu'elle me répondît qu'elle l'était en effet.

— Ma foi, non ! dit-elle sans grand enthousiasme.

Mais je ne lui en demandais pas plus. Nous remontâmes par le boulevard Sébastopol. Elle ne fit aucune difficulté pour entrer avec moi dans un de ces hôtels où toute la nuit défilent les filles et les passants qu'elles racolent. J'en fus un peu étonné, mais je ne pensais pas à m'en plaindre.

HENRI BACHELIN.

(A suivre.)

REVUE DE LA QUINZAINE

LITTÉRATURE

Fénelon : *Les Aventures de Télémaque*, Nouvelle édition publiée avec une recension complète des manuscrits authentiques, une introduction et des notes, par Albert Cahen, 2 vol., Hachette. — Ernest Jovy : *Les Archives du cardinal Alderano Cybo à Massa*, Henri Leclercq.

Le zèle mis par Fénelon à convertir les huguenots de Saintonge, son ardeur à exhorter les huguenotes enfermées au couvent des Nouvelles catholiques lui valurent, plus sûrement que la publication du *Traité de l'Education des Filles*, l'attention de Louis XIV et de Mme de Maintenon, quand il s'agit d'adjoindre à François de Beauvilliers, nommé gouverneur du duc de Bourgogne, un précepteur capable d'instruire le jeune prince. Il est vrai, l'ancienneté de sa noblesse, sa piété, son éloquence de prédicateur, ses amitiés parmi les gens de cour qui avaient la confiance du roi constituaient des titres à cette attention ; mais la diligence à combattre l'hérésie touchait bien davantage le roi.

Lorsqu'il prit son emploi, après le 16 août 1689, Fénelon savait exactement ce qu'il voulait en matière d'éducation. Ses tendances le portaient à rendre l'étude agréable, comme Montaigne le préconisa. Il s'y employa de son mieux. On peut affirmer que jamais disciple ne reçut de son maître imprégnation plus profonde que le duc de Bourgogne de Fénelon. Celui-ci, d'ailleurs, prenait sa tâche à cœur. Nul moraliste du temps ne paraît l'avoir entièrement satisfait pour modeler, selon son idéal, l'âme de son élève, puisqu'il substitua sans cesse aux leurs ses écrits. Les *Fables*, les *Dialogues des Morts*, les **Aventures de Télémaque** enfin furent élaborés, à des époques diverses, dans le dessein de diriger vers un but surtout spirituel l'intelligence dont la culture lui était confiée.

Tout semblait avoir été dit sur *Télémaque*, mais M. Albert Cahen n'en a pas jugé ainsi, et avec raison, car nos classiques sont mal connus dans leur existence, et l'histoire de leurs œuvres reste bien incomplète. Sans doute M. Albert Cahen étudiera-t-il

un jour la vie si complexe du fameux quiétiste. Il s'est proposé aujourd'hui d'accompagner un texte pur de *Télémaque* de l'histoire de ce texte. Ses informations sont nombreuses et variées, méticuleuses même. Il ne parvient pas cependant à élucider tous les mystères dont fut entouré ce roman, particulièrement lors de sa naissance et de sa publication. C'était, il est vrai, tâche presque impossible.

Il examine tout d'abord à quelles sources anciennes et modernes Fénelon s'alimenta pour l'écrire. Il est probable que l'abbé utilisa maints souvenirs de ses lectures et de ses études. Il était, comme tous ses contemporains instruits, saturé de littérature antique; il avait, comme eux, la fâcheuse habitude de trop se le rappeler au cours de ses dissertations. M. Albert Cahen aurait donc pu, sans exagération aucune, allonger la liste des historiens, philosophes, poètes, géographes qui servirent au travail didactique de son héros. Il semble, par contre, malaisé de prétendre que ce dernier s'inspira de tel roman et de telle relation de voyage pour la raison que ceux-ci parurent à une date voisine de la composition de son ouvrage. C'est accrédi ter imprudemment l'affirmation, trop souvent vérifiée par les faits, que beaucoup de nos classiques ne furent que de géniaux copistes.

M. Albert Cahen défend âprement Fénelon d'avoir voulu, dans *Télémaque*, faire des allusions aux événements de son temps et d'avoir, en particulier, censuré les actions et la politique de Louis XIV et de M^{me} de Maintenon. Sans doute une telle attitude était-elle mal indiquée pour le précepteur d'un prince attaché par des liens étroits au monarque et à la marquise. Sans doute aussi ne faut-il pas ajouter un crédit absolu aux propos d'ennemis de Fénelon enchantés de lui créer des difficultés, sans doute enfin l'ami de M^{me} Guyon affirma-t-il que son œuvre fut écrite en un temps où Louis XIV le comblait de ses bienfaits et où il eût été déraisonnable de reconnaître ces soins par de l'ingratitude.

Mais comment affirmer que ce sensitif, ce pur intellectuel n'était pas choqué par les mœurs cyniques et l'immense vanité de son souverain? Fénelon, d'autre part, n'était-il pas apte à juger les fautes d'une politique qui accablait la France de ruines et de désastres? Ces fautes n'étaient-elles pas de nature à susciter la colère dans un esprit indépendant et à déterminer celui-ci à condamner, sous une forme allégorique, au cours de son enseigne-

ment, dans un livre qui ne devait pas voir le jour, les bas sentiments du roi et son appétit immodéré de gloire ? Peut-être le fit-il inconsciemment, sous l'impulsion des circonstances, sans se rendre compte de la gravité de ses propos ; peut-être le fit-il plus tard, après la désaffection de Louis XIV. Son tempérament l'incitait à la lutte et il ne ménageait pas ses adversaires.

M. Albert Cahen signale d'ailleurs l'étrange coïncidence existant entre la date de condamnation des *Maximes des Saints* par la cour de Rome, condamnation approuvée par Louis XIV, et la date du privilège accordé à l'éditeur des *Aventures de Télémaque*. L'une suit l'autre immédiatement. Le prélat ne peut rien contre Rome. Ne cherche-t-il pas à satisfaire sa rancune contre Louis XIV et M^{me} de Maintenon qui l'ont exilé à Cambrai ?

Lorsque l'ouvrage paraît, Fénelon se disculpe aussitôt, prétend avoir été victime d'un vol domestique. Pourquoi cette hâte à prévenir les accusations, si le récit ne contient aucun passage dangereux pour la quiétude de l'auteur ? Le manuscrit courait déjà depuis plusieurs mois dans la société. Or, tout manuscrit qui circule, le fait avec l'assentiment de l'écrivain. Chacun le copie, surtout si l'on y discerne quelque tendance à la malignité : c'est une habitude du xvii^e siècle. Nous croyons donc que Fénelon a voulu le bruit fait autour de *Télémaque*, qu'il a connu, sans protester, les premiers projets d'édition, qu'il a autorisé, puis appuyé de sa collaboration secrète les suivants, où l'on rencontre successivement un quatrain le justifiant de toute intention satirique et une préface attaquant avec violence Bossuet. Il a exercé une vengeance contre le roi et contre ses adversaires de la querelle quiétiste. M. Albert Cahen, très hésitant, en définitive ne le croit pas, invoquant, pour appuyer ses dires, des arguments d'ordre moral. Il attribue peut-être trop d'importance aux dénégations intéressées de l'archevêque de Cambrai.

La savante introduction de M. Albert Cahen contient encore des renseignements précis sur les critiques de *Télémaque* par Guendeville et Faydit, un commentaire sur les différents manuscrits de ce roman que conservent nos bibliothèques, un examen des éditions importantes parues du xvii^e au xix^e siècles. Le texte qui suit est annoté avec soin et accompagné de toutes ses variantes.

§

Travailleur déterminé et sans cesse agissant, M. Ernest Jovy

ne laisse jamais de répit à sa plume. L'histoire littéraire lui en sera reconnaissante. Il a exhumé des bibliothèques où elles dormaient d'innombrables et de précieuses pièces inédites. Quelques-unes, qui concernent Pascal ou qui émanent de lui, ont suscité des grincements de dents parmi les pascalisans qui prétendaient détenir l'unique vérité sur leur dieu, car elles contredisaient beaucoup de leurs affirmations hasardeuses. M. Jovy s'est évertué de même à clarifier maints mystères du jansénisme et du quiétisme.

En 1912, étant allé passer les vacances de Pâques à Massa, petite ville italienne, il se rappela tout d'un coup que cette cité était le lieu d'origine du cardinal Alderano Cybo, lequel fut secrétaire d'Etat sous le pontificat de Clément XI. Louis XIV appréciait beaucoup ce prélat, auquel il servait secrètement une pension et dont il aurait accueilli avec plaisir l'accession au trône pontifical.

M. Jovy pensa avec raison que des archives intéressantes pour la France devaient subsister à Massa. Il les chercha et les découvrit à la Préfecture. Quatre-vingt quinze registres contenant les papiers du prélat reposent oubliés de tous en cet endroit. Le promeneur en vacances avec courage les examina, et son petit volume, **Les Archives du Cardinal Alderano Cybo à Massa**, nous offre le résultat de cet examen.

Ce sont des lettres inédites, en grand nombre, que M. Jovy commente et accompagne de sérieuses et brèves biographies. Il y en a de Louis XIV et de ses ministres, du R. P. de la Chaise, du prince de Condé et de son fils le duc d'Enghien, du cardinal d'Estrée, de Daniel Huet, évêque d'Avranches, de Louis Maimbourg, du marquis de Nointel, de Pelisson, de l'abbé de Rancé, du cardinal de Retz, du président Toussaint Rose et de beaucoup d'autres personnages moins connus du public. Simple glane, dirait-on, mais le catalogue sommaire des Archives que nous apporte le glaneur nous montre que tout écrivain soucieux d'écrire une histoire du catholicisme français ne pourra désormais négliger de consulter ce riche dépôt. Précisons, pour qu'on nous comprenne mieux, que le cardinal Cybo signa la lettre circulaire signalant à tous les cardinaux, archevêques, évêques, supérieurs et autres pasteurs de la catholicité ayant charge d'âmes les erreurs contenues dans la doctrine quiétiste. Cette question, par suite, et bien d'autres

présentant un intérêt égal, ne seront traitées complètement qu'après l'étude des papiers conservés à Massa, où M. Jovy indique la présence de lettres d'Antoine Arnauld, d'Abel Louis de Sainte-Marthe, de Charles de Lorraine, de l'abbé Dangeau, de Louvois, de Colbert, d'Arnauld de Pomponne, du cardinal de Bouillon, etc...

Nombreux sont les dépôts italiens qui gardent des documents précieux pour notre histoire. Notre devoir serait, comme le font les étrangers chez nous, d'envoyer des archivistes pour en dresser des catalogues et des copistes pour en copier les pièces principales. Mais notre pays, si orgueilleux de ce qu'il croit être sa supériorité intellectuelle, est le dernier à prendre des initiatives de ce genre. Sans l'intervention d'érudits ardents et curieux comme M. Ernest Jovy, nous négligerions des sources d'information susceptibles d'amplifier la valeur de notre science historique.

ÉMILE MAGNE.

LES ROMANS

Alexandre Arnoux : *Indice 33*, Arthème Fayard. — J.-H. Rosny : *Le Félin géant*, Plon. — Maurice Darné : *La Bête et l'ange*, C. Flammarion. — Ernest Perochon : *Le Chemin de plaine*, Clouzot, Niort. — Pierre Mille : *Trois femmes*, Calmann-Lévy. — Henry Rabusson : *L'Ironique destinée*, Calmann-Lévy. — Armand Dayot : *La folie du comte Lucius*, Art et Artistes. — Charles Etienne : *Notre-Dame de Lesbos*, Librairie des Lettres. — Louis-Frédéric Rouquette : *Notre-Dame des voluptés sans nombre*, Albin Michel. — Romain Rolland : *Lili-li*, Ollendorff. — Jack de Bussy : *L'eau ardente*, Figuière. — Gus Bofa : *Roll-Mops*, Société littéraire de France. — Rodolphe Bringer : *Les trois duels de Canteleigne*, Edition française illustrée.

Indice 33, par Alexandre Arnoux. Voici un roman d'aventures. Un roman romanesque sur la grande aventure de tous les temps : La guerre. Ne vous révoltez pas et ne dites pas : *encore un !* Celui-là est peut-être bien *le seul*. Qu'est-ce que c'est qu'un roman d'aventures ? Est-ce un livre de Ponson du Terrail, d'Alexandre Dumas, de Paul Féval ou de Victor Hugo ? Est-ce un feuilleton ou un poème ? Une œuvre d'imagination ou un rébus policier ? Un roman d'aventures, c'est tout simplement le livre qui nous attache par un intérêt plus fort que celui qui nous mène, généralement, vers les belles lettres, une œuvre dont le fond nous ferait oublier la forme, *mais*, jamais il n'a été entendu d'avance que ce livre, aiguisant notre curiosité, devait être à la fois mal écrit et puéril. *Les Trois Mousquetaires* ne sont ni puérils ni mal venus ; ils sont de leur époque et resteront une œuvre de leur époque lit-

téraire. Pour faire un beau roman d'aventures, de nos jours, il faut posséder l'imagination d'un Jules Verne, la psychologie d'un Kipling, la science ingénieuse d'un Wells, par-dessus tout une sûreté de langue défiant le roman purement psychologique, ou la simple étude de mœurs que l'on a d'autant plus le temps de bûcher sous le rapport de la forme que l'on a eu moins de peine à en découvrir le fond. On a dû remarquer que presque tous les romanciers de l'aventure tendent à relier leur petite histoire à la grande et qu'ils font des efforts inouïs pour poser leur personnage, sympathique ou non, au centre d'une vaste toile d'araignée dont le lecteur est la mouche, sinon l'heureuse dupe. Sans complot politique, espion, chef de bande, ou savant détenteur d'une pierre philosophale, pas de bon roman d'aventures ! Il suffit de dépasser de peu la vie quotidienne pour amener son lecteur à l'échelle de l'aventure extraordinaire, de celle à laquelle il ne croit pas, mais qui le lance hors de lui-même à la suite du héros qu'on lui présente. *L'Indice 33* est un jeune Français lettré placé en face d'un Allemand épris de calculs scientifiques et que l'on soumet à l'épreuve d'un certain peson, un dynamomètre. On le prend là au piège de sa propre force, de son énergie de corps ou d'âme. Comment du frottement psychologique de ces deux individus jaillit l'étincelle électrique qui doit illuminer, vivifier tout le livre, tenir le lecteur dans la vibration propice à l'émotion littéraire, c'est le secret de cette œuvre qui n'est pas faite autrement qu'une bonne étude de mœurs ? Un savant, pour scruter la vie de deux insectes ennemis, n'y mettrait pas plus de conscience et d'impartialité. Mais les hommes, vus de Sirius, ont besoin d'être considérablement grossis par le microscope... Parce qu'ils ont pour en jeu une boulette de fumier, un grain de sable, ils n'en sont pas moins destinés, l'un ou l'autre, à être le vainqueur de leur morceau de terre. (En l'espèce, il s'agit même de la terre tout court !) Le duel se corse d'une situation amoureuse : *L'Indice 33* a un fils d'une certaine Anna Winchler, Allemande, et elle représente une possible fusion des races... à peine entrevue, mais qui devait être entrevue. Or, j'insiste ainsi sur la principale qualité du livre : pas un instant on ne sort de la courtoisie qui est due à l'adversaire malgré ses torts, malgré ses crimes, malgré tout, car, justement, le héros, Aimable Dhuys, est un Français, et ce qui le distingue de l'autre, c'est qu'il aura toujours le regret, philosophiquement poli,

de détruire. Lorsqu'il braque un revolver pour dénouer une situation par un geste violent, le revolver n'est pas chargé. L'aimable Dhuys est même antimilitariste. A une heure trouble, dans un train de militaires exaspérés par de mauvaises manœuvres, il casse des bouteilles... mais il entend une phrase qu'il faut citer, qui le rappelle à l'ordre... latin. « Moi, je suis antimilitariste !... Plus de civils ! Il faut que les soldats commandent. »

Les meilleurs passages de ce roman mondial, dont les deux modestes héros sont les deux résultats, les deux indices, de théories contraires, de deux civilisations incompatibles, sont situés dans un poste d'écoute où tous les fils de l'intrigue énorme se nouent et se jouent au centre d'une merveilleuse symphonie terrestre. C'est au sein même de la terre nourricière et vengeresse, qui va dévorer le coupable, le garder, que se prépare la dernière victoire, le dénouement du drame.

Ecrit en un beau langage, sévère, naturel, embrassant toutes les branches des connaissances humaines comme le lierre enserrant l'arbre, lui empruntant sa force et lui rendant, en grâce vigoureuse, ce qui lui a été prêté en appui, *l'Indice 33* d'Alexandre Arnoux est un poème, et, en outre, le plus attachant des romans d'aventures. Celui-là n'est pas uniquement écrit pour arriver par un arriviste qui a choisi un genre avant d'avoir un style. Il a été fait par un écrivain qui se soucie d'écrire et de penser. Rare écrivain !

Le Félin géant, par J.-H. Rosny aîné. Deux de nos premiers pères, Aoûn et Zoûrh, vont à la découverte de terres nouvelles sur une vaste surface du globe non encore habitée ou seulement peuplée de cohortes sauvages. Il y a les hommes sans épaules, les hommes lézards, les Nains rouges, les Oulhamr, les hommes au poil bleu et les hommes dévorateurs d'hommes. Toutes les sociétés sont représentées dans le libre élan de leurs instincts, car il y a ceux qui ont plus de force que de cervelle, plus de ruse que de raison, et pas des femelles amazones capables d'en remontrer pour la bravoure, la patience et l'adresse aux mâles qui les terrorisent. Le monde est neuf, il abonde en gibier, mais les bêtes dites féroces le disputent aux humains. Aoûn, fils de l'Urqs, et Zoûrh, le dernier des hommes sans épaules, s'échappent des contrées souterraines pour aller à la conquête de nouveaux pays de chasse. Ils font alliance avec un félin géant dont ils acquièrent les

bonnes grâces en lui offrant une dîme. C'est le commencement des impôts ! Le félin, en revanche, leur accorde la protection contre les plus grands fauves, leur semblable. C'est un échange de bons procédés... comme il y en avait, jadis, entre le menu peuple et les seigneurs (saigneurs) suzerains. Tout va le mieux du monde tant qu'on chasse. On peut toujours avec ou sans permis se procurer une cuisse de machaïrodus. Entre hommes, la chasse a vite tourné à la guerre et on se dispute à coups de haches les plus chétives proies. Parmi les amazones, Aoûn découvre sa future compagne. Il la ramène à ses frères, les Oulhamr. Malheureusement, si les grands voyages forment l'expérience des hommes chefs, la soif de l'aventure les pousse toujours plus loin, et la cohorte, demeurée à l'ombre pendant que le fils prodigue s'en va au grand soleil, cherchant la gloire, ne lui pardonne guère. Le fils de l'Urus ne restera pas longtemps parmi les siens où on l'a oublié. Il retournera vers la grotte où demeure le félin géant et là il saura fonder une nouvelle famille, la société où domineront à la fois la force consciente et généreuse qu'il représente, la confiance aveugle et superstitieuse des femmes, louves déchaînées ou enchaînées, et la patience de cet homme lézard, remplaçant le courage par d'ingénieuses formules. Le voyage dans ce paradis terrestre, assez peu ratissé, est plein de jolies surprises, de fleurs géantes et de merveilleux oiseaux. La seule idylle de l'homme adopté par le félin géant suffit à remplir le cœur d'une pure allégresse. On voudrait bien rester le dernier homme de la création abîmée depuis si longtemps par les hommes pour savoir si ça recommencera !

La Bête et l'Ange. par Maurice Darin. Un duel très bien conduit entre la ruse féminine et la bêtise masculine. La fin est bien décevante... et prouve jusqu'à un certain point combien les mœurs politiques corrompent le jugement de l'homme sain d'esprit. Il s'agit d'un vil tribun socialiste, tout juste capable de trembler devant la foule qu'il déchaîne et de trahir son meilleur ami, d'une sotte éblouie par le tréteau de foire de ces Messieurs du meilleur devenir, arracheurs de dents fausses et enfonceurs de portes ouvertes, et d'un brave avocat qui serait certainement un fort intelligent personnage s'il tuait le coupable, chassait sa femme et abandonnait un prétoire qui ressemble un peu à la forêt de Bondy. J'ai suivi avec un grand intérêt les débats psycho-

logiques, mais, arrivée à la scène du canot automobile, je n'ai pas pu m'empêcher de m'écrier : quel imbécile ! Quant à l'auteur il a beaucoup d'esprit, ce qui n'est tout de même pas une excuse. Qu'il permette à une femme de lui dire ceci : il n'y a qu'une manière de convaincre la moitié adultère, c'est de la supprimer... sinon elle recommence.

Le Chemin de plaine, par Ernest Perochon. La vie d'un pauvre diable d'instituteur. Il est jeune, il est robuste, plein de courage, du vrai, celui qui rigole quand même. Il s'efforce de marcher droit dans un chemin tout uni, dépourvu de tous les agréments possibles, et parce qu'il trébuche une fois par étourderie encore plus que par sensualité, il en est cruellement puni ; le bel amour permis, normal et sincère se détourne de lui ; la folie et la mort le lui enlèvent avant même qu'il ait eu la force de le défendre. De jolis détails et de tristes aussi sur les préjugés du corps enseignant.

Trois femmes, par Pierre Mille. *Un Divorce* est l'étude de la religion juive en présence du... défaut de religion des autres races ! Il est clair que la persévérance, la patience et la science des Juifs les ont conduits dans la Terre promise avec plus de rapidité que notre sécurité dans l'indifférence ne nous y maintiendra. Le vieux Fauli a gardé les préceptes avec les préjugés. Les chrétiens du jour changent de préjugés et de préceptes. Ça ne vaut guère mieux. Les jeunes Juifs, sa fille, son gendre, commencent à se mêler à la race des Gentils par leurs vices. Ils sont légers et sans scrupules, mais retrouvent tout à coup leur ténacité simplement dans un froid égoïsme, encore plus calculé que celui des autres. Cette jeune femme gardant son ex-mari pour amant, tout en attirant le député nationaliste dans son jeu, est très habile pour sa satisfaction particulière et elle ment à la suprême fureur de sa race sacrifiant généralement tout à la perpétuité de sa race.

Le portrait de la vieille fille amoureuse est d'une touche délicate, d'une nuance charmante. Elle a certainement existé. Combien de ces suppliantes, qui ne se sont refusées qu'une fois, pleureront éternellement dans l'ombre de leur existence fautive ce bonheur entrevu, fictif, et qu'elles auraient pu réaliser avec un peu de discernement.

L'idylle avec le réparateur de tableaux est à la fois tragique et amusante. La scène des pains à cacheter suffit à fixer un peu

mieux qu'avec de la cire un sceau sur un sol, une grossièreté assez fréquente. Les mauvaises plaisanteries sont dangereuses en matière conjugale. Malheur à celui qui rit tout seul.

Ces trois contes, études de femmes très finies, présentent sous un jour nouveau le talent de Pierre Mille. Elles ont la grande valeur des contes de Flaubert et demeurent inimitablement du Pierre Mille.

L'Ironique destinée, par Henry Rabusson. Un roman spirituel, trop, où il y a énormément de mots d'auteur et une certaine désinvolture, dans la psychologie amoureuse, qui amuse et désenchante. Une femme prend un homme à sa fiancée, se trompe, est trompée et le trompe. Au fond, personne n'est content. Mais le *tableau d'honneur* de la fin arrange tout.

La Folie du comte Lucius, par Armand Payot. Ce personnage un peu Alfred de Musset cherche partout une femme entrevue par la portière d'un train et ne la retrouve que pour la perdre tout à fait en perdant la tête. Ensuite, vient l'histoire de la sirène qui s'ennuie sous les eaux et demande à faire un tour dans le monde, au casino de Biarritz. Le comte Lucius n'a plus qu'à la suivre définitivement et il se jette à l'eau. Ces deux rêveries d'hallucinés sont de formes élégantes, ainsi que la sirène accroupie sur le monde par la mort.

Notre-Dame de Lesbos, par Charles Etienne. Un roman de timides aventures dans un monde assez mal connu. Le Monsieur journaliste devient fou et la dame... se ruine en bouquets de violette pour lui prouver son amour tout platonique.

Notre-Dame des voluptés sans nombre, par Frédéric Rouquette. Des étudiants, des rapins, des filles et une jeune Américaine qui voyage seule avec sa fortune et sa virginité. C'est un peu vif, parfois, un peu vulgaire, mais on boit beaucoup là-dedans et on finit par proférer des moralités premières. J'ai remarqué que les noceurs de ce calibre finissent toujours dans la peau d'un saint. Quant aux voluptés sans nombre, elles sont terriblement toujours les mêmes.

Liluli, par Romain Rolland. L'auteur continue à imiter Paul Fort en assonances régulières et en irrégulières fantaisies. Cela fourmille de vérités un peu trop prévues et de moralités genre fables. Le pont que fabriquent les nations pour y passer de front ou s'y affronter ressemble assez au pont d'Avignon de nos

pères, à part qu'au lieu de servir à y danser en rond, on s'y tue, sur le même air. D'amusants bois de Frans Masereel. Vers la fin le monde s'écroule sur Polichinelle. Je ne comprends pas pourquoi des hommes comme M. Romain Rolland persistent dans le genre fantaisie quand ils devraient décrire ce qu'ils regardent et qui ne souffrent pas la fantaisie, parce que c'est autrement fabuleux. On n'accompagne pas un enterrement de première classe avec un mirliton.

L'Eau ardente, par Jack de Bussy. Une étude sur l'empoisonnement de toutes les classes de la société par les différents alcools. De quoi se plaindre, ô Madame, alors que la guerre a enfin condamné l'absinthe ! Encore quelques millions de cadavres et on supprimera peut-être l'eau-de-vie.

Roll-Mops, par Gus Bofa. L'auteur, et l'illustrateur, nous initie au néant de l'existence d'un Dieu qui ne faisait rien et qui cependant trouve sa raison d'être dans la tranchée : il s'y assied et y meurt debout. Tous les dieux ne finissent pas si bien et surtout n'ont pas de si bons illustrateurs.

Les trois duels de Cantefigue, par Rodolphe Bringer. Petit roman à l'Alexandre Dumas père, où l'on voit un jeune homme timide tuer malgré lui trois malandrins et conclure ensuite que c'était pour son plus grand bonheur. Apologie du duel... glorifié tout de même par Richelieu.

RACHILDE.

THÉÂTRE

ODÉON : *La lumière du soir*, pièce en un acte, en vers, de MM. Léo Larguier et F.-H. Michel. *La Maison sous l'Orage*, pièce en 3 actes, de M. Emile Fabre (24 avril). — COOPÉRATIVE DES AUTEURS DRAMATIQUES FRANÇAIS (Théâtre des Arts) : *Les Esclaves*, pièce en 3 actes, de M. Saint-Georges de Bouhélier (25 avril).

On connaît *Les Marges*. C'est une petite gazette littéraire très intéressante, qu'a fondée et que dirige encore M. Eugène Montfort, un véritable écrivain, clair, net, l'auteur de ce roman humain et véridique : *La Belle-Enfant ou l'Amour à quarante ans*, qui a paru dans le *Mercure*. Un écrivain des *Marges*, M. Jacques Chaumié, a fait cette remarque qu'aucun des grands poètes de langue française (sans qu'il soit question des vivants) n'était du midi de la France. Exception faite pour André Chénier, dont le père était Marseillais, mais la mère grecque. M. Jacques Chau-

mié, recherchant la cause de ce phénomène, a trouvé ceci : qu'il n'y a de grands poètes de langue française que dans les pays de langue française, de langue d'oïl. Il n'y en a pas dans toute la terre de langue d'oc, parce que la race a perdu sa langue, qui était une des plus propres à la poésie que l'humanité ait connue. La-dessus, les *Marges* ont ouvert une petite enquête, en posant les questions suivantes :

1^o Ne trouvez-vous également aucun grand poète de langue française, jusqu'en 1880, par exemple, d'origine méridionale ?

2^o La loi formulée par notre collaborateur étant juste, quelles causes lui attribuez-vous ?

Je ne suis pas assez savant pour répondre comme il convient à ces questions. Elles m'ont toutefois rappelé le récit que fait Mercier de sa visite à Crébillon fils, alors censeur littéraire. Vous allez voir qu'il n'est pas sans rapport avec l'enquête ouverte par les *Marges*.

Comme Crébillon ouvrait journellement sa porte à une multitude de versificateurs et d'auteurs débutants, il me dit un jour : « Restez avec moi jusqu'à midi trois quarts. Voici l'heure que les poètes arrivent pour m'apporter leurs manuscrits. Restez. »

Je m'assieds, un coup de sonnette part ; Crébillon ouvre, un auteur paraît ; il est vif et semillant ; il se présente avec assez de grâce, parle de même ; il prend une chaise, tire un manuscrit de sa poche. La conversation s'engage, et notre auteur dit des choses spirituelles. — De quel pays êtes-vous ? lui demanda Crébillon, qui approuvait par an quarante à cinquante mille vers. — Des environs de Toulouse, reprit l'auteur. — Bon ! laissez-moi votre manuscrit ; envoyez ou repassez après-demain, et l'approbation sera en règle.

Quand l'auteur fut sorti, Crébillon, tenant le manuscrit en main, me dit : Je ne sais ce qui est là-dedans ; vous avez entendu ce jeune homme ; il parle avec facilité, il a de l'esprit. Voulez-vous gager avec moi que son ouvrage n'a ni rime ni raison ? — Et pourquoi ce jugement précipité ? — Vous le saurez ; lisons, mon ami. En effet, la pièce présentée à la censure n'avait pas le sens commun.

Part un second coup de sonnette ; c'est un nouvel auteur : Crébillon ouvre. L'auteur s'arrête à la porte ; ne sait ni parler, ni entrer, ni s'asseoir ; il est gauche et tout d'une pièce ; il manque de renverser une petite table où était le déjeuner de son censeur. C'est un opéra que de le faire asseoir ; il recule à chaque instance ; enfin il est assis ; il veut parler et il bégaye, il répond mal à ce qu'on dit. Après avoir regardé pendant six minutes sa poche gonflée de son manuscrit, il le tire gau-

chement, laisse tomber sa canne et son chapeau en le présentant, cherche de l'œil son parasol, comme si on le lui avait volé, blesse ma jambe du bout de son épée en remuant mal à propos, et parvient enfin à dire : *Je vous prie, monsieur, de m'expédier, car on m'a dit que vous étiez fort obligeant.* Crébillon prend le papier avec son aménité ordinaire, le met à son aise autant qu'il est possible, et lui fait la même interrogation : — De quel pays êtes-vous, monsieur ? — Des environs de Rouen. — C'est bon, monsieur, dans trois jours j'aurai approuvé votre manuscrit. Il le reconduit, l'aide à retrouver son parasol, la porte ne semble pas assez large pour la sortie du poète, car il donne à gauche, fait un faux pas sur le palier et tombe à la première marche. Il avait repoussé quatre ou cinq fois son censeur avec la main, et le tout par civilité normande. La porte enfin se referme.

Quel lourdaud ! m'écriai-je, et cela écrit ! — Eh bien ! me dit Crébillon, vous l'avez vu, vous l'avez entendu, ou plutôt vous n'avez rien entendu. Voulez-vous gager avec moi que son œuvre n'est pas sans mérite ? — Oh ! oh ! vous le connaissez donc ? — Pas plus que l'autre, je ne l'ai jamais vu ; lisons. Nous lisons. Il y avait dans son manuscrit du lourd normand, des idées, du style ; et c'était un ouvrage très estimable. Comme je demeurais surpris de l'esprit de divination qui avait saisi notre censeur, il me dit : « Une expérience de plusieurs années m'a démontré que sur vingt auteurs qui arrivent du midi de la France, il y en a dix-neuf qui sont détestables ; et que, sur le même nombre qui arrive du nord, il y en a la moitié au moins qui ont le germe du talent et qui sont susceptibles de perfection. Les plus mauvais vers possibles se font depuis Bordeaux jusqu'à Nîmes. Telle est la latitude des plats versificateurs. Tous ces écrivains-là en général n'ont que du vent dans la tête, tandis que ceux qui viennent des provinces septentrionales ont du sens et un talent inné qui ne demande que de la culture.

Je me suis rappelé l'enquête des *Marges* et le récit de Mercier en écoutant l'autre soir, à l'Odéon, la nouvelle petite pièce en vers de M. Léo Languier : **La lumière du soir**. J'ai un peu connu M. Léo Languier il y a quelques années. Je le voyais de temps en temps. Il me plaisait. Je dirai plus : il m'intéressait. J'avais lu de lui quelques vers assez beaux, quoique un peu chargés de rhétorique, aux dépens de l'émotion vraie. J'aime assez les écrivains qui parlent d'eux et M. Léo Languier parle toujours de lui. Il est aussi très romantique d'allures et de paroles, le dernier représentant de ce genre de poètes chez lesquels l'écrivain se doublait un peu d'un comédien. Il me racontait des histoires, amusant, mimant les personnages, les situations, il me lisait ses

vers, en parlant les dents serrées, habitude qu'il a prise à Coppée, qui la tenait lui-même de Banville. Car il est étonnant comme tous ces gens s'imitent les uns les autres, jusque dans le physique. Il m'amusait aussi par certains détails de son vocabulaire. M. Léo Languier ne dit jamais « mon pardessus », « ma canne ». Il dit « mon manteau », « mon bâton ». Cela a pour lui plus d'allure. De même, il ne parle jamais de lui qu'avec une grande perspective, sous l'aspect d'un vieux poète plein de gloire et désabusé. C'est plus décoratif. Il y a même mieux, ce mot : décoratif, m'en fait souvenir. M. Léo Languier pensait déjà, en ce temps-là, à être un jour décoré de la Légion d'honneur. Il ne disait pas alors : quand j'aurai la croix. Non. C'eût été trop plat. Il disait : quand j'aurai la médaille. Comme un vieux grognard, quoi ! Il vous montrait aussi chez lui un masque de Beethoven, et, carré dans sa robe de chambre rouge, la pourpre des poètes ! il vous disait : « N'est-ce pas que je lui ressemble ? » En un mot, au moins par l'extérieur, il n'était pas le premier venu. Je dus, hélas ! en rabattre bientôt de l'intérêt que je lui trouvais. Les quelques beaux morceaux lyriques contenus dans *La Maison du Poète* et dans *Les Isolements* étaient un feu de jeunesse. Il s'éteignait, il était éteint. M. Léo Languier n'allait plus faire qu'imiter Victor de Laprade, le mauvais Lamartine, s'il en est du bon ? et jusqu'à François Coppée. Je n'étais pourtant pas encore au bout de mes désillusions. Il m'était réservé d'avoir pis. Voici dans quelle circonstance. J'aime beaucoup voir les gens morts. Quand Coppée mourut, à qui je n'ai jamais dit un mot, mais que je rencontrais chaque jour quand j'habitais rue Rousselet, je désirais fort le voir mort. Non curiosité malsaine, comme on le pensera peut-être. Au contraire, grand témoignage de sympathie. J'ai connu des gens vivants, je les ai regardés, observés. Cela m'intéresse de voir la dernière figure qu'ils font en quittant leur rôle dans cette vaste comédie où nous jouons chacun le nôtre. Je m'ouvris de mon désir à M. Léo Languier, qui fréquentait chez le poète. Il se redressa, arrangea les plis de son « manteau », cligna de l'œil vers la place où serait un jour la « médaille », assura de sa main sa pose sur son « bâton », serra les dents plus que jamais : « C'est entendu, me dit-il. Rien de plus facile. Vous viendrez avec moi. C'est une affaire faite. » Pas si faite que cela ! M. Léo Languier s'était encore montré trop romantique dans ses

paroles. Plus d'emphase que de vérité. Quand je le revis au moment convenu, ce fut pour entendre de sa bouche que ma visite était impossible, qu'il avait tout fait pour réussir, qu'il en était fort étonné et qu'il en avait mille regrets. Ce jour-là, j'ai douté tout à fait et définitivement de son génie. Je m'en suis félicité. Une petite pièce en vers qu'il fit jouer, quelque temps après, à l'Odéon, *L'Heure des Tziganes*, me donna tout à fait raison. Il n'est pas possible d'être plus puéril. Comme sujet : un poète académicien et une majesté déchue qui se retrouvent au déclin de leur vie, le premier ayant été, dans sa jeunesse, lecteur, et amoureux en secret, de la seconde; alors une reine fêtée. Comme développement : échanges de souvenirs, retour sur le passé, confidences, mille détails qu'on évoque, mélancolie des dernières années la fragile chose qu'est le bonheur, le néant de la gloire, etc. M. Léo Larguier exprimait cette fadeur, ce pécific d'une élégie cent fois dite, dans des vers insignifiants, ces vers dont les rimes viennent au spectateur avant que l'acteur les ait dites. Depuis, M. Léo Larguier n'a fait que s'améliorer dans le même sens. Il a publié, tous ces derniers temps, des vers dans quelques revues. Je les ai lus. C'est la banalité, c'est la niaiserie mêmes. Les sujets ont traîné partout. Tous nous avons lu cela dix fois pour une, à une certaine grandiloquence près, un certain panache qui fait à peine illusion. Se peut-il qu'un écrivain, et qui n'est plus à ses débuts, se tienne ainsi à des sujets, à des émotions aussi médiocres ! Ce n'est pas trop dire : les motifs qui attendrissent littérairement M. Léo Larguier sont les mêmes qui attendrissent, et presque dans les mêmes termes, une modiste sentimentale. Il vient de le montrer encore dans une nouvelle petite œuvre dramatique : *La lumière du soir*. Il n'a même fait là que reprendre, avec bien peu de différence, le même mince sujet de *L'Heure des Tziganes*. Un jeune homme, une jeune fille s'aimaient. Ils ont dû se séparer. Elle est restée dans sa maison provinciale. Il est parti pour courir le monde. Le rideau se lève sur la solitude de la jeune fille, devenue une vieille fille aux cheveux gris. Elle a gardé le souvenir de l'absent, lui est restée fidèle, et rêve qu'un soir il frappera à la porte et entrera, comme autrefois. Et naturellement cela arrive. Au moment qu'on vient d'allumer la lampe, quelqu'un frappe, un homme entre. C'est lui, vieilli aussi. Vous devinez la scène ? C'est la même qu'entre le poète académicien et

la majesté déchuë. Les mêmes nouveautés en font le sujet, avec les mêmes vers insignifiants. M. Léo Larguier est un homme fidèle à son art. Il ne manque même pas à *La lumière du soir*, entre autres clichés et vieilles ficelles, le vieil air qu'on joue au piano, les vieux vers qu'on récite d'une voix pleine de trémolos. C'est si niais que cela en devient comique. Vous voyez que la petite enquête ouverte par les *Marges* m'a rappelé bien à propos le récit de Mercier. M. Léo Larguier, qui est né dans le Gard, justifie grandement, pour sa seule part, l'appréciation de Crébillon: les plus mauvais vers possibles se font depuis Bordeaux jusqu'à Nîmes.

Le petit chef-d'œuvre de M. Léo Larguier accompagnait sur l'affiche une pièce nouvelle de M. Emile Fabre, l'administrateur de la Comédie-Française. Je vous ai parlé dernièrement des œuvres dramatiques qui sont de l'excellent théâtre au point de vue du métier. **La Maison sous l'orage**, de M. Emile Fabre, est certainement de ces œuvres. Elle est construite, agencée, menée à la perfection. Le sujet est conduit avec une gradation des plus savantes, l'émotion, le pathétique de la situation grandissant d'acte en acte. Pour tout dire, comme métier, on ne peut faire mieux. Ne croyez pas, après cela, pour ce que j'ai dit aussi précédemment, qu'elle n'est que du vide. Cette pièce a, au contraire, dans son sujet et comme il est traité, tout ce qu'il faut pour plaire au public et avoir un grand succès. Mais qu'est-ce exactement que nous montre M. Emile Fabre ? Un fait divers familial ! Un homme a divorcé. Le fils né de ce mariage a préféré suivre sa mère. Cet homme s'est remarié et a un autre fils de cette seconde union. Nous sommes en province, dans un monde d'industriels. La famille de la première femme, elle-même et son fils, font à cet homme une guerre sourde, rivalités morales et rivalités commerciales. Un jour, le fils né du second mariage est mortellement blessé d'un coup de revolver dans une promenade en campagne. On cherche l'assassin. Le père finit par avoir des soupçons sur son premier fils. Il l'interroge. Poussé à bout, celui-ci finit par avouer : c'est bien lui le meurtrier. Il souffrait trop de toutes les préférences données à son frère. Ajoutez ce détail : le blessé, interrogé par un magistrat, a donné volontairement de son agresseur un signalement de fantaisie, sauvant par là le vrai coupable. Celui-ci pourrait donc se tirer d'affaire. Le père se trouve alors

placé entre sa passion de la justice et son amour paternel. Il cherche où est le devoir, où est la vérité, où est la justice. Finalement, celle-ci l'emporte, dût-elle lui déchirer le cœur, et sous son influence, le fils coupable va se livrer. Je vous le répète, c'est fort bien conduit, et les différentes scènes ne manquent pas d'accent. Mais si on veut mon opinion, une opinion toute personnelle, je me dépêche de le dire, je ne vois pas grand intérêt à tout cela.

La Coopérative des auteurs dramatiques français a représenté une nouvelle œuvre de M. Saint-Georges de Bouhéliier : **Les Esclaves**. C'est encore une chose très particulière, comme couleur, comme ton, comme tout ce qu'écrit cet auteur. A la fois de la poésie, celle de la misère et de la déchéance, et le plus dur réalisme, avec une grande poésie faite tout ensemble de rêverie et d'observation. L'action se passe devant le mur d'une caserne, dans la boutique d'une fille à soldats. Les héros sont cette fille, Anna, un jeune soldat, Bernard, tous les deux grands, exaltés, presque ennoblis par la puissance de l'amour qu'ils ont l'un pour l'autre, et un adjudant, Nicole, qui représente dans la pièce les idées d'ordre, d'obéissance, de patriotisme. Bernard est assoiffé de liberté. Le service militaire est pour lui, plus que pour tout autre, ce qu'il est réellement : un esclavage, et le plus dégradant. Le mur de la caserne, qui sert de fond au décor, est symbolique de l'oppression qu'exerce l'organisation sociale actuelle sur certains êtres. Bernard, tracassé de toutes parts, « bouclé », comme on dit, plus souvent qu'à son tour, privé de celle qu'il aime, prend un jour un parti extrême : autant pour se libérer et fuir que pour être tout à son amour, il vole l'argent d'un camarade de chambrée, saute le mur, se réfugie chez sa maîtresse, et là se prépare à se sauver avec elle à l'étranger. Mais l'adjudant Nicole tourne depuis longtemps autour de lui, l'espionne, cherche l'occasion. Il découvre que Bernard a sauté le mur. Il monte la faction devant la boutique d'Anna. Celle-ci et Bernard usent de ruse et le font entrer. Un long débat s'engage entre eux, Anna suppliant Nicole de fermer les yeux. L'adjudant ne voulant pas lâcher sa proie, Bernard va pour le tuer. Nicole dégaine pour se défendre. Anna se jette sur son sabre et se blesse volontairement, pendant que Bernard fuit. Il ne peut toutefois aller loin, les recherches ayant commencé. On le voit, en effet, ayant été découvert, emmené par des gendarmes. En passant devant la boutique de sa ma-

tresse, il lui rappelle ce qu'il lui a dit souvent : la liberté ou la mort. En effet, quelques minutes après, on entend une détonation : le révolté, ne pouvant être libre, s'est tué. Anna, blessée, demi folle, soignée par des camarades, reproche alors à l'adjudant sa rigueur, son acharnement contre son amant, lui représente qu'il est cause de tout et le menace de le mener loin et de lui faire sauter ses galons, en allant raconter que c'est lui qui l'a blessée, dans une scène de jalousie. Nicole se défend. Il explique qu'il n'est pas si mauvais qu'on le dit. « Nous sommes tous des esclaves. Vous dites que vous êtes des esclaves ? Je suis, moi aussi, un esclave. Je suis l'esclave de la discipline, de l'obéissance, de la patrie. Je savais que Bernard avait sauté le mur. C'était un déserteur. Je ne pouvais pas me taire. Je devais le faire arrêter. Je ne pouvais pas faire autrement. Je l'aurais voulu, je ne l'aurais pas pu. C'est la discipline ! » On le voit. M. Saint-Georges de Bouhélier, s'il a mis dans la bouche du soldat Bernard et de la fille Anna les paroles de juste révolte contre certaines oppressions de la société actuelle, a mis, par contre, dans la bouche de l'adjudant Nicole, les paroles opposées, celles que beaucoup de gens appelleront, en bons esclaves qu'ils sont, le langage du devoir et de l'honneur. J'estime toutefois que M. Saint-Georges de Bouhélier a un peu embelli ce personnage de l'adjudant. Celui-ci, qui raisonne, explique et justifie ainsi ses actes, se révèle, au fond, un peu brave homme, seulement trop esclave de ce qu'il juge être le devoir, n'a pas, à mon sens, la même vérité que les autres personnages de la pièce. Nous le savons tous : les sous-officiers, et particulièrement les adjudants, sont, sauf de très rares exceptions, la plaie des casernes. Dans la réalité, c'est uniquement par dureté, par acharnement contre un souffre-douleur, par instinct policier, par bassesse d'âme, que l'adjudant Nicole aurait l'attitude qu'on lui voit dans *les Esclaves*.

Le soldat Bernard, la fille Anna, l'adjudant Nicole, sont joués avec grand talent par M. Dullin, M^{lle} Séphora Mossé et M. Arvel. Le décor, l'éclairage concourent aussi de la meilleure façon à l'impression qu'on retire de cette œuvre.

Il paraît que la nouvelle pièce de M. Saint-Georges de Bouhélier donne lieu, dans la salle, à des manifestations contradictoires, les uns se rangeant du côté du soldat Bernard et de la fille Anna, les autres du côté de l'adjudant Nicole. J'étais à la première.

Quand l'adjudant, pour faire comprendre sa sévérité, explique que lui aussi est un esclave, l'esclave de la discipline, de l'obéissance, de la patrie, quelqu'un, d'une voix jeune, cria : « Aux ch... (W. C.) la patrie ! » Sous une forme un peu vive, c'est là le cri de l'avenir.

MAURICE BOISSARD.

SCIENCES MÉDICALES

Dr Cabanès : *Mœurs intimes du passé* (5^e série) : *Les fléaux de l'humanité*, Albin Michel. — Dr A. Porot et A. Hesnard : *Psychiatrie de Guerre*, Félix Alcan. — Dr Marthe Gautier : *La réaction de Bordet-Wassermann est-elle une réaction spécifique?*, imprim. Driay-Cahen, Paris. — Dr Maurice Boigey : *Physiologie générale de l'Education Physique*, Payot. — Dr Albert Deschamps : *Les maladies de l'esprit et les asthénies*, Félix Alcan. — *Proceedings of the medical Conference held at the invitation of the Committee of Red Cross societies*, Cannes, april 1 to 11 1919, Genève, 9, cour de Saint-Pierre.

L'inlassable curiosité du docteur Cabanès a fouillé, pour notre instruction, les archives de la peste, de la lèpre, du choléra, de la variole, de la grippe, maladies vieilles comme le monde, et toujours d'actualité. Sa récente étude des **Fléaux de l'Humanité** présente un très vif intérêt.

Nous retrouvons dans chaque épidémie des réactions émotives analogues. La terreur fait naître les superstitions, l'imagination populaire note de « grands prodiges », voit des phénomènes merveilleux modifier le cours des astres, demande secours aux diverses religions. La peur tue les gens et développe des délires collectifs et individuels dont sont victimes, tour à tour, les médecins, les « semeurs » de contagion et les victimes expiatoires les plus inattendues. L'habitude de la mort quotidienne exaspère le désir de jouissances. Enfin, l'épidémie terminée, l'humanité se livre sans frein à la joie de vivre et, chose curieuse, toujours la natalité augmente outre mesure, « ultra modum ».

J'ai vu, une fois de plus, avec un vif plaisir, dans le livre de l'éminent historien de la médecine, que nos excellents confrères de l'antiquité et du moyen âge savaient se défendre par des procédés que nous ne désavouerions pas aujourd'hui. Et ceci m'a prouvé à nouveau de quel fol orgueil sont atteints ceux qui font dater notre science de leurs propres travaux. C'est ainsi que nos ancêtres utilisaient les fumigations, les parfums de plantes aromatiques dont nos laboratoires ont extrait des substances réellement antiseptiques, le soufre lui-même, et avaient inventé des

costumes de préservation ressemblant singulièrement au costume « inventé », l'an dernier, contre la grippe. J'y trouve une preuve de ce « pénélopisme médical » dont j'ai parlé à plusieurs reprises. — Le substantiel chapitre consacré à la variole nous montre qu'ici encore l'empirisme a précédé la science. L'inoculation, que le célèbre médecin Tronchin mit à la mode au XVIII^e siècle, daterait en réalité du... X^e siècle. Les Chinois, les Indous la pratiquaient mêlée à des rites religieux ; en Turquie, c'était le monopole des vieilles femmes dont deux, « la vieille de Philippopolis » et « la Thessaliennne », sont demeurées célèbres. Au XVIII^e siècle, l'engouement fut extrême, car la maladie causait une vive frayeur. Bien des amoureuses du siècle galant furent grêlées (M^{me} d'Epinaÿ, M^{lle} de Lespinasse, M^{me} d'Houdetot, M^{me} de Larnage, etc.) ; d'où l'habitude de s'étaler sur la figure le rouge, en couche épaisse comme une tartine ; « ainsi on arrivait à dissimuler les trous ; il ne restait que des « pores un peu gros ». Cabanès nous apprend, chose amusante, que Mirabeau (victime comme Danton de la variole) écrivit tout un traité sur l'inoculation adressé à sa maîtresse, la fameuse Sophie de Monnier, dont il avait eu une fille. Bien entendu, la Faculté combattit violemment Tronchin, et ce médecin, qui réussissait trop en clientèle, fut l'objet d'une jalousie féroce que... pénélopienne, la médecine d'aujourd'hui ne renierait pas. Quant à Jenner, pour la vaccine, il a, génialement d'ailleurs, réalisé en 1796 ce qui était entrevu depuis longtemps.

Le livre de Cabanès est attachant d'un bout à l'autre. Ce sont : pour la *lèpre*, les cagots et les descriptions de léproseries ou maladreries, les discussions des lépreux avec les autorités, leur costume spécial et les « cliquets » qui annonçaient leur approche ; pour le *choléra*, les anecdotes savoureuses, dont le procédé phénoménal de guérison qui consistait, comme les Kalmouks, à monter à cheval jusqu'à ce que le cheval en crève ; pour la *variole*, les thérapies originaux, comme le fameux italien Gatti, qui essaya de guérir madame Helvétius « par la gaieté », en exécutant une série de cabrioles dans sa chambre ; pour la *grippe* enfin, successivement baptisée : tac (1414), lorion, dando (1427), coqueluche (1510), folette (1733), baraquette, grippe, influenza (1743), une histoire très vivante, nous montrant qu'elle fut parfaitement connue et parfaitement soignée. Chauvot de Bauchesne, en 1803,

osa déclarer à l'Académie qu'elle « n'avait augmenté le nombre de ses victimes que depuis que les médecins se montraient si féconds en traitements préventifs et curatifs ». Avait-il si tort ? et combien un confrère si prudent dans l'usage des drogues me plairait à mon chevet !

§

La **Psychiatrie de guerre**, des docteurs Porot et Hesnard, est une étude essentiellement clinique qui, une fois de plus, souligne le rôle de l'Emotion. Elèves du regretté Régis, les auteurs insistent sur l'importance du syndrome confusion mentale et du délire onirique. Ils tiennent un grand compte des prédispositions, soit constitutionnelles, soit acquises, et s'étendent longuement sur les troubles psychiques du paludisme qu'ils ont appris à bien connaître l'un et l'autre dans la marine et en Algérie.

§

Il est des modes tyranniques en médecine. Aujourd'hui le praticien doit « prendre la tension » de tous ses malades, faire des « injections intraveineuses », comme si nos veines étaient de bois, et, pour peu qu'il ne soit pas sûr de son diagnostic, « faire faire le Wassermann ». Les réclames de la quatrième page des journaux ont instruit le public, et il n'est plus une ex-nietzschéenne qui ne sache que Wassermann positif égale : syphilis, Wassermann négatif égale : pas de syphilis. Mais les esprits libres — il en reste quelques-uns dans notre métier — se méfiaient depuis plusieurs années devant les variations de la théorie concernant la soi-disant réaction spécifique, et enregistraient les cas dits « exceptionnels », et devenus de plus en plus « communs ». Les « mécomptes » se multipliaient. On observait non seulement des cas où, cliniquement, le diagnostic de syphilis s'imposait et où cependant le Bordet-Wassermann se montrait négatif, mais encore des cas « *chaque jour plus nombreux* » (M. Gautier) où la réaction est positive, « en dehors de tout symptôme de syphilis récente ou ancienne, ou héréditaire, ou acquise ». Vous voyez d'ici le pauvre neurasthénique, migraineux anxieux ou autre, traité comme un vérolé et recevant dans son système circulatoire une copieuse pinte d'arsenic, qui, pour s'appeler 606 ou 914, n'en ferait pas moins condamner aux galères les madames Lafarge de notre époque. A la question que s'est posée la doctoresse Marthe Gautier dans sa thèse inaugurale : « **La réaction de Bordet-**

Wassermann est-elle une réaction spécifique ? » notre confrère a répondu par la négative. « C'est une réaction des divers lipoides en contact et non plus une réaction spécifique. » « Elle rend des services, mais... » Comme ce *mais* est médical !

§

Le docteur Maurice Boigey publie une tout à fait remarquable **Physiologie de l'Education Physique**. Médecin-chef de l'Ecole normale d'éducation physique de Joinville, il est admirablement placé pour mettre au point une question qui nous passionne. Avec ses grands prédécesseurs, Chauveau, Dastre, Ch. Richet, Langlois, Gley, Weiss, Amar, Lagrange, Tissié, Demeny, Mosso, Philippe et Racine, Savornin, de Grandmaison, Ruffier, Belin du Coteau, Fr. Heckel, il établit que l'éducation physique doit être divisée en : a) éducation physique élémentaire ou pré-pubertaire ; b) éducation physique secondaire, pubertaire et post-pubertaire ; c) éducation sportive ou athlétique, couronnement et conclusion logique des deux précédentes, comprenant des exercices éducatifs, les grands jeux sportifs, les sports athlétiques ; d) éducation physique de l'âge mûr. Toutes les questions essentielles sont traitées avec une élégante clarté et la technicité n'est jamais indigeste. Après avoir examiné les grandes fonctions (respiratoire, circulatoire, digestive, nerveuse, etc...) dans leurs rapports avec l' E. P., Boigey consacre d'excellents chapitres à l'entraînement, aux relations — envisagées sous le jour spécial qui convient — du physique et du moral, — et termine par une étude approfondie de l' E. P. des enfants et des adolescents. Je ne résumerai pas son beau livre, d'autant que, collaborateur du *Mercury*, il aura l'occasion de traiter dans sa rubrique les points les plus intéressants. Je retiens volontiers cependant sa définition de l' E. P., « véritable régulateur de la nutrition », dont le but est de « faire apparaître et renforcer l'état de solidarité et d'association dans lequel se trouvent placées toutes les parties du corps ». Il souligne l'excellence du régime végétarien et proclame la légitimité du vin sur lequel les savants ont dit tant de bêtises. « Le vin naturel, écrit-il, est la plus louable des boissons alcooliques ; il renferme une complexité merveilleuse de substances utiles bien équilibrées, que rien ne remplace ; j'ai été trop fréquemment témoin de sa réelle utilité pour ne pas admettre qu'on en tolère la consommation... jusqu'à ce qu'on ait trouvé mieux. »

§
Les Maladies de l'Energie du docteur Albert Deschamps sont dans les bibliothèques des médecins qui veulent connaître autre chose que la sèche énumération des symptômes de la — ou plutôt des neurasthénies. **Les maladies de l'esprit et les asthénies** auront le même succès. Nous n'entreprendrons pas d'en donner un fidèle compte rendu dans les trop courtes limites de notre rubrique ; nous aurons à revenir sur les publications du docteur A. Deschamps dans une revue générale des derniers travaux des neurologistes et des psychiatres sur les maladies de la volonté. L'original et éminent clinicien de l'esprit renie les paralogismes qui empoisonnent la neuro-psychiatrie. Il nous met en garde : contre l'erreur rationaliste qui oublie que la loi est non pas seulement rationnelle, mais surtout expérimentale ; contre l'erreur anthropomorphique qui sépare l'esprit du corps ; contre l'erreur statique qui considère les faits sous leur aspect d'immobilité ; enfin, contre l'erreur entitaire qui découpe dans la nature des entités artificielles. — Le Dr Deschamps crée une science clinique nouvelle qu'on pourrait appeler *psycho-pathologie dynamique* par opposition à la *psycho-pathologie statique*, qui « catégorise » dans la nature, vit sous la superstition du fait pour le fait, du fait immobile ayant sa fin en soi, et conduit, d'après l'auteur, à une science segmentaire et stérile, une science de fiches qui n'est trop souvent, malgré ses apparences imposantes, qu'une érudition indigeste dont le souple et clair génie français, épris d'idées générales sans doute, mais aussi d'ordre et de méthode, a trop longtemps subi la lourde et sanglante tyrannie.

L'homme en action est une harmonie fonctionnelle ordonnée par et pour l'adaptation et qui relie, par une chaîne ininterrompue et vivante, le biologique au psychique.

Il y a là toute une philosophie, une pathologie et une thérapeutique de l'adaptation psycho-physique à la vie sociale dont la valeur et l'originalité n'excluent pas le charme.

§

La Ligue des sociétés de la Croix-Rouge a publié en anglais — s'excusant, « à cause des difficultés d'impression », de ne pouvoir, « pour le moment », faire paraître le texte français — le livre de la **Conférence médicale** tenue à Cannes du 1^{er} au

11 avril 1919. Ce volume comprend, non seulement le texte des résolutions adoptées, mais encore les discours prononcés dans les séances générales et le détail des discussions des douze séances plénières et des réunions des différentes sections.

D^r PAUL VOIVENEL.

SCIENCE SOCIALE

Paul Cloarec : *La Politique et la méthode*, Alcan. — R. Legendre : *Alimentation, Ravitaillement*, Masson. — *** *Essai sur la politique douanière de la France*, Payot. — Maurice Privat : *Vive la République ! essai sur l'organisation d'un gouvernement démocratique*, Renaissance du Livre. — Memento.

Dans son livre très substantiel, **La Politique et la Méthode**, M. Paul Cloarec se demande s'il n'existe pas quelques idées fondamentales sur lesquelles l'accord quasi unanime pourrait se faire quand il s'agira de rebâtir une France solide et stable d'après guerre, et c'est en effet un certain nombre de ces idées qu'il met tout d'abord hors de conteste, soit principes d'action comme la liberté, l'égalité, la fraternité, la patrie, soit principes de discussion comme la relativité, la tolérance, la clarté des définitions, etc... Mais, même ici, il ne faudrait pas se leurrer de trop d'espoirs ; chacune de ces idées a ses contempteurs, même la fraternité, même la relativité, et il ne serait pas impossible de voir deux partisans de la tolérance se sauter assez vite à la gorge. Mieux vaut donc poursuivre sa recherche sans trop se soucier d'une adhésion unanime ou quasi unanime, et compter seulement sur la force rayonnante de la vérité et la force réchauffante de la bonté, car presque toujours l'opinion générale cherche instinctivement la justice, et les oppositions viennent d'ignorances ou simplement de malentendus.

D'autant que M. Paul Cloarec, esprit très personnel et très vigoureux, heurte parfois assez vivement les opinions reçues, aussi bien en matière nationale qu'internationale et en régionalisme qu'en socialisme, qui sont les quatre sujets qu'il traite dans son livre. C'est ainsi qu'en matière constitutionnelle il se prononce, avec raison à mon avis, contre la république présidentielle à la mode des Etats-Unis et contre la représentation professionnelle dans les assemblées politiques, mais je ne sais s'il convertira les partisans de ces deux idées sur lesquelles certains chez nous s'étaient fort emballés. Sur le régionalisme, également, il scandalisera quelques caracolants champions de ce principe, puisqu'il se

contente d'une libération en profondeur qui peut coexister très bien avec notre régime centralisé. Sur le socialisme, enfin, il sera combattu par tous les marxistes glorificateurs de haine et de violence, donc par nos socialistes officiels, puisque ceux-ci ont abandonné les nobles et grandes idées de 1789 et 1848 pour la lutte des classes et la force primant le droit à la mode hoche. Nous resterons donc, en dépit de son livre, bien loin de cet accord quasi unanime qu'il souhaitait en le commençant, mais ce livre n'en sera pas moins précieux par le grand nombre d'idées sages et neuves qu'il aura mises en circulation. Si seulement on lui empruntait une seule de ces idées, celle des ministères annuels ! Il n'en faudrait pas davantage pour remédier aux plus gros défauts de notre régime.

M. Legendre aurait pu intituler de même *Politique et méthode* son livre qu'il a, plus spécifiquement d'ailleurs, titré **Alimentation, Ravitaillement**. C'est, dit-il, le premier essai de coordination des données des sciences diverses en ce domaine aussi important que complexe. Le problème de l'alimentation regarde à la fois le physiologiste, l'économiste, le financier, le politique. Au point de vue physiologique, on peut évaluer les divers éléments en calories, ce qui renverse assez l'échelle des valeurs qu'on s'en fait parfois, mais ce criterium est très incomplet, car dans le bilan nutritif il faudrait encore tenir compte des matières grasses et des combinaisons azotées ; l'évaluation en calories n'en est pas moins utile à donner et à observer ; en février 1917, par exemple, le commandement italien eut l'idée de réduire la ration du soldat, dont la valeur énergétique se trouva ramenée de 3435 calories à 3036, le résultat ne tarda pas à se faire sentir, ce fut la retraite jusqu'à la Piave, et il fallut se hâter de rétablir l'ancienne ration.

La France a besoin annuellement pour son alimentation de 1 milliard de tonnes d'albumines, d'autant de graisses et de 40 trillions de calories. Elle pourrait, si ses procédés de culture étaient scientifiques, tirer de son sol tous ces éléments. Mais nous aurions de bien grands progrès à faire à ce point de vue. Une ferme de 40 hectares en Allemagne pouvait, par son rendement supérieur à l'hectare, nourrir de 70 à 75 personnes, tandis qu'en France elle n'en aurait entretenu que 50 environ (moins encore en Angleterre où l'agriculture était un peu négligée). Avec des rendements égaux à ceux des Allemands, nous pourrions faire

vivre 20 millions d'hommes de plus ou, à défaut, exporter une quantité de denrées d'environ 30 milliards de francs par an. On comprend donc, comme le dit l'auteur, que l'intensification de notre production agricole serait le meilleur moyen de résoudre notre crise actuelle.

Le grand morceau de notre alimentation, c'est le pain, qui est, en effet, l'aliment type procurant 100 calories pour moins de 2 centimes ; aucun autre, pas même le riz, ne peut lui être comparé pour le bon marché ni pour la préparation et conservation. Le Français, grand consommateur de pain, il n'est ici primé que par le Canadien et l'Australien, est aussi un grand producteur de blé ; sans doute le rendement à l'hectare de ses terres emblavées n'est pas élevé, mais il n'y a pas à s'en désoler ; si le Danemark, par exemple, produit 30 quintaux à l'hectare quand nous n'en produisons que 13, c'est que sa récolte totale n'est que de 1.500 milliers de quintaux, quand la nôtre est de près de 88 millions ; les Etats-Unis et la Russie, qui ont des récoltes plus considérables encore, doubles de la nôtre, ont des rendements inférieurs, 7 et 9 ; c'est qu'il faut choisir, ici comme partout, entre la qualité et la quantité, et que la France a en somme intérêt à poursuivre la quantité, puisqu'elle consomme plus qu'elle produit et doit importer 7 0/0 en plus de sa récolte. Néanmoins, avec de meilleures méthodes de culture, elle arriverait à améliorer son rendement à l'hectare, et à obtenir 20 comme l'Allemagne, sans nuire, au contraire, à l'ensemble de la récolte. Nous y gagnerions de diminuer notre tribut à l'étranger, qui, en 1913, année normale, était de 622 millions, excédent de nos importations alimentaires, et qui, en 1918, est monté à 4.684 millions, plus du sextuple. C'est en ce domaine qu'il faudrait arriver à rétablir notre balance commerciale ; la France est assez fertile pour se suffire à elle-même, et elle devrait exporter autant de denrées qu'elle en importe.

J'ajoute, à propos d'alimentation en pain, et ceci intéressera M. Legendre, qu'un savant italien vient de trouver un moyen ingénieux d'utiliser tout le blé dont actuellement un quart est perdu, le grain n'étant bluté qu'à 75 0/0. Pendant la guerre on a bluté à 80 et au delà, mais la farine ainsi obtenue est lourde et indigeste ; c'est que le son se trouve composé d'éléments entourés de cuticules que seuls les animaux peuvent s'assimiler ; or ces cuticules qui résistent à la cuisson simple éclatent à la torré-

faction et rendent alors digestible leur contenu, en sorte que la solution du problème consiste à faire deux farines, une de pur froment, qui constituera l'intérieur du pain, et l'autre blutée à 80 ou 90, ou plus, qui fera la croûte et qui, torréfiée, deviendra parfaitement comestible ; ce serait un moyen d'augmenter notre récolte d'un quart environ, ce qui serait bien appréciable ; en 1919 nous avons acheté pour plus de 2 milliards de céréales étrangères !

L'auteur anonyme de l'**Essai sur la politique douanière de la France** aurait pu, sans inconvénient, révéler son nom, car il n'a à s'attendre à une tasse de mauvais café ni de la part des protectionnistes, ni de la part des libre-échangistes. « Une politique douanière sagement conduite, dit-il dans sa conclusion, c'est-à-dire aussi éloignée d'un protectionnisme exagéré que du libre échange absolu, peut recréer une France prospère. » D'aussi prudentes vaticinations devraient désarmer le lecteur, mais celui-ci peut-être n'en sera que plus impatienté, car, enfin, où commencera l'exagéré du protectionnisme et l'absolu du libre échange ? et où se situera l'égal éloignement des deux extrêmes ? Si l'auteur veut, comme il le dit à un autre endroit, « organiser solidement l'exportation nationale » et s'il désapprouve « le malthusianisme économique », c'est carrément du côté du libre échange qu'il aurait dû s'orienter, quitte à demander, car je n'admets pas moi non plus « l'absolu » dans ces matières, des mesures de protection soit pour telles industries indispensables à la sécurité nationale et dont la disparition sous le coup de la concurrence étrangère pourrait nous mettre en péril, soit pour les usines ruinées des régions occupées par l'ennemi. Mais c'est plutôt d'une histoire de notre politique douanière qu'a voulu se charger l'auteur, et sa prudence, ici, n'a que des avantages ; le lecteur lira avec confiance cet historique et l'exposé de l'œuvre de la Conférence de 1916, et une fois bien documenté, il pourra aller peut-être un peu plus loin que son guide dans la délinéation du prochain régime.

M. Maurice Privat a bien fait de faire suivre le titre de son nouvel ouvrage **Vive la République !** d'un sous-titre explicatif : *Essai sur l'organisation d'un gouvernement démocratique*, car sans cela on aurait pris le volume pour une simple polémique contre les anciens partis. Il n'en est rien, heureusement, et c'est tout un voyage autour de nos institutions que nous faisons

avec l'auteur, voyage plein de sagesse et de compétence. Malheureusement nous ne pouvons le suivre pas à pas dans ce long périple; contentons-nous donc de quelques indications éparses. Un président de la République élu non seulement par le parlement national, mais aussi par les conseils régionaux, cela peut fort bien se défendre. L'idée d'une Chambre dissoute de droit quand elle aurait renversé deux cabinets semble par contre un peu raide; je préfère le système des cabinets annuels. Un Conseil d'Etat composé pour un tiers de notabilités élues par les Chambres, les Maires des grandes villes, les Présidents de Chambre de commerce, les Bâtonniers et Doyens de facultés, etc., la chose est très acceptable. Un bon règlement intérieur de la Chambre, excellent ! Des élections loyales, mieux encore ! Et rien à objecter non plus quand l'auteur propose le vote des femmes en referendum, quand il demande le maintien du Sénat et qu'il ne s'oppose pas à des parlements régionaux, quand il met en garde contre les inconvénients d'une Cour suprême. Sans doute, sur d'autres points, il y aurait peut-être à faire des réserves. Mais les livres de ce genre sont justement pour cela de bons sujets de réflexions et de discussions, et il serait à désirer qu'un plus grand nombre de publicistes, au lieu de trancher souverainement de tout à propos de bottes, prissent la peine d'écrire un tableau synthétique des réformes qu'ils souhaitent, cela leur clarifierait et assagirait les idées.

MEMENTO. — Pierre Dubard : *Le Mazout, combustible de l'avenir*. Fait de la Semaine, Grasset. Monographie d'actualité et conçue de façon pratique avec des explications claires, des chiffres et des adresses d'importateurs et de constructeurs d'appareils, un modèle du genre, quoi ! La substitution du mazout liquide à la houille lourde et encombrante aurait de grands avantages, en effet ; malheureusement, comme nous n'en produisons pas, ni dans la métropole, ni dans nos colonies, nous resterions tributaires de l'étranger. L'Angleterre savait ce qu'elle faisait en acceptant le contrôle de la Palestine ; la mer Morte lui procurera vraisemblablement pas mal de mazout. — Jacques Romanet du Cail-
laud : *Les disparus de la guerre militaires ou civils. Ce que vont devenir leurs femmes, leurs enfants, leurs biens, leurs créanciers, etc.* Simon Kra. Le titre un peu long dit l'intérêt de ce travail, commentaire soigné de la loi du 25 juin 1919 avec préface du député Leredu, rapporteur de cette loi. — Jeanne Leroy-Allais : *Comment j'ai instruit mes filles des choses de la maternité*, Maloine. Nouvelle édition d'un

livre dont il a été rendu compte ici en son temps, mais qu'il convient de signaler à nouveau, si importante est la question de la puériculture et de sa préparation. — Maurice Bouchor : *Programmes de réunions civiques et familiales, troisième série*, 110, rue de Grenelle. L'excellent poète poursuit son œuvre d'éducation et récréation civiques en donnant des textes choisis et commentés avec un goût parfait et un sens à la fois patriotique et civilisationnel très élevé. Cette troisième série contient des programmes de conférences et récitations consacrées à l'Alsace, la Serbie, la Pologne, la Tchéco-Slovaquie, la Roumanie, l'Arménie et enfin à nos colonies. — Gonzague Truc : *Une crise intellectuelle*. Bossard. Réflexions sur la jeunesse d'aujourd'hui à propos du livre d'Agathon (Henri Massis et Alfred de Tarde) sur la jeunesse d'avant la guerre dont paraît une réédition. La génération qui monte a une grande œuvre à accomplir, puisse-t-elle être digne de sa tâche ! — Dans le dernier numéro de *la Paix par le Droit*, M. Charles Gide dresse « le bilan de la guerre » et c'est justement parce que nous avons tous confiance dans l'avenir qu'il convient de regarder longuement le passif de ce bilan, 1.394.000 morts militaires et 500.000 mutilés ; probablement un demi-million aussi de civils morts en sus de la moyenne, par suite des maladies, et un million et demi de naissances en moins, la population de la vieille France réduite ainsi à 36 millions d'habitants ; nos dix départements les plus riches ruinés, 130 milliards de pertes de ce chef à se faire restituer par l'Allemagne, mais quand ? 200 milliards en outre de dépenses de guerre, un change écrasant, notre franc ne valant plus que 30 centimes au dehors, une perspective terrible d'impôts formidables, de maladies accrues, de criminalité grandissante, de dangers extérieurs toujours graves et de périls intérieurs maintenant peut-être pires ! A ce spectacle, M. Charles Gide perd un peu courage. Il a tort. Le mal est passager, le bien subsiste. Malgré tout il est bon et juste pour la France et pour le monde que cette guerre ait eu lieu, et si elle a été sanglante, que ce sang retombe sur ceux qui l'ont voulu telle et qui, depuis près d'un demi-siècle, ne se laissaient pas de la prédire, de la préparer, de la provoquer. — Je signale quelques revues de grand intérêt : *L'Ordre français*, paraissant à la Rochelle sous la direction du docteur Pineau, dont j'ai loué ici (août 1919) le beau livre *la France en ordre* ; *le Corps et l'Esprit*, revue d'hygiène physique et de réconfort moral, dirigée par le docteur Rifaux, à Chalon-sur-Saône ; *la Revue du Travail*, revue syndicaliste dirigée par Pierre Dumas, secrétaire de la Fédération de l'Habillement (tous les syndicalistes ne sont pas heureusement bolchévistes !) ; *le Monde Libre*, magazine des nations dont je compte parler plus longuement, dirigé par M. Jean Desthieux ; enfin *les Jours nouveaux*, où M. Robert Veyssié a réuni une ardente équipe de reconSTRUCTEURS de la France nouvelle. Ce ne

sont donc pas les bonnes volontés ni les bonnes idées qui manquent !

HENRI MAZEL.

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

L'autonomie des ports de commerce. — La question de l'autonomie des ports de commerce est une des plus importantes qui soient pour la renaissance de notre marine marchande et de notre commerce d'exportation, unique moyen de salut économique à l'heure actuelle.

Il ne faut pas la confondre avec la question des ports francs. Un port franc, c'est une partie du territoire national soustraite à l'action de la douane, où les marchandises peuvent pénétrer sans payer de droits pour y subir des transformations ou pour être reexpédiées sur un autre point, mais en payant bien entendu ces droits, si elles entrent en France. Un port autonome, c'est un port qui se gère lui-même sans avoir besoin de recourir aux subsides de l'Etat pour procéder à tels ou tels travaux et sans avoir besoin non plus de la permission de l'Etat pour décider de telle ou telle amélioration à son régime intérieur.

Chez nous, avec nos traditions centralisatrices s'opposant, parfois non sans raison hélas, aux libertés locales, nous n'avons jamais eu d'autonomie de port de commerce. C'est toujours l'Etat qui s'est jalousement réservé la décision pour tout ce qui les intéressait, quais, bassins, voies de desserte, outillage, péages, taxes, règlements, personnels, etc. Le résultat de ce long régime de compression et de suspicion, c'est qu'actuellement nos ports de commerce sont inférieurs à tous les points de vue à leurs rivaux étrangers ; les facilités d'accès ou de manœuvre y sont médiocres, les droits à payer énormes, les règlements inutilement gênants et les services administrateurs compliqués et parfois discordants. Pour les travaux de ces ports, notamment, on n'entend que critiques acerbes : plans mal conçus, mal conduits, mal réalisés, les travaux se prolongeant pendant des années et des années, si bien que, quand tout est fini, les ouvrages se trouvent démodés, les bassins pas assez vastes, les profondeurs pas assez fortes, les cales pas assez nombreuses ou pas assez longues, les engins de quais pas assez puissants, et il faut démolir à grands frais ce qu'on vient de terminer pour le refaire aux nouvelles dimensions nécessaires...

Ce régime d'étatisme paralysé étant depuis longtemps condamné par tout le monde, des projets de loi avaient vu le jour bien avant la guerre, pour réaliser cette bienheureuse autonomie, et, en dépit de l'opposition des fonctionnaires d'Etat dans les ports (c'est au tout puissant personnel des ingénieurs des ponts et chaussées que je fais allusion), un de ces projets de loi avait fini par aboutir et par devenir la loi du 5 avril 1912 portant orgueilleusement à son front la formule magique : Autonomie des ports de commerce. Hélas, nous étions encore loin de compte ! D'abord l'application de cette loi se trouvait subordonnée à la signature d'un règlement d'administration publique, et ce fut seulement au bout de quatre ans et plus, le 10 mars 1916, que cette signature intervint ! En outre ce règlement, œuvre nominale du Conseil d'Etat, mais œuvre effective des ingénieurs des ponts et chaussées (et l'on peut voir par là combien il est regrettable que le Conseil d'Etat ne soit composé que de juristes et ne puisse pas contrôler les propositions des techniciens en des matières où ils sont un peu trop intéressés), ce règlement, dis-je, arrivait habilement à faire disparaître toute trace de cette autonomie que la loi de 1912 s'était flattée d'instaurer. Quand il parut, il y eut dans le monde des affaires un *tolle* si général que nul port de commerce, à qui on avait laissé le choix de se prévaloir ou non de ces dispositions, n'en réclama la faveur.

Il fallut donc repartir sur d'autres frais, et ce fut un nouveau projet de loi dont le Gouvernement dut accoucher. Il vit le jour le 3 juin 1919 et eut pour parrain M. Claveille, alors ministre des Travaux Publics, mais ses pères véritables étaient, comme bien on pense, les sacrosaints ingénieurs des ponts et chaussées, plus décidés que jamais à maintenir leur puissance en dépit de toutes les clameurs d'autonomie. L'étude de ce texte est très curieuse, car elle montre comment on s'y prend pour faire tourner à son avantage ce qui devrait consommer votre perte.

Le projet de loi Claveille, qui va venir en discussion devant le Parlement, ambitionne d'unifier les services dans les ports de commerce et d'améliorer la procédure d'exécution des travaux. Regardons de près. D'abord unifier les services ne veut pas dire forcément instituer l'autonomie, et en effet cette unification se fait au profit non pas du port, mais de l'Etat. Il y a bien un Conseil d'administration du port prévu, mais ce Conseil est composé en

majorité de membres nommés par le ministre ou désignés par les assemblées politiques locales qui marchent forcément d'accord avec le ministre, et les autres membres soi-disant indépendants ne sont même pas nommés par la Chambre de commerce du port, qui devrait pourtant avoir la haute main sur ledit Conseil, mais par le Comité régional de groupement économique où se trouvera le port ; ceci dans une intention bien visible, le pouvoir central pouvant agir plus facilement sur de petites chambres de commerce comme celles d'Arles, de Draguignan, de Digue, etc., que sur la grande Chambre de commerce de Marseille, par exemple. En outre, ce Conseil d'administration, pourtant si tenu en main, n'a même pas le droit de nommer le directeur des services du port, il peut seulement dresser une liste de présentation de trois noms sur laquelle le ministre prend qui il veut, et comme il est bien difficile que sur les trois noms il n'y ait pas un ingénieur des ponts et chaussées, le ministre choisira certainement son ingénieur ; au surplus, qu'il y ait ou non liste de présentation, le nommé est l'homme du nommant, et dans l'espèce le directeur obéira au ministre et non au conseil d'administration ; il obéira même d'autant plus qu'il ne pourra pas se faire obéir par ses subordonnés ; le projet de loi prévoit en effet que toutes les fois qu'il y aura désaccord entre lui et un de ses chefs de service, il en sera référé aux ministres ou directeurs généraux parisiens ; le directeur du port autonome n'aura donc pas plus de pouvoir que le conseil d'administration du port autonome ! De qui se moque-t-on ici ?

Quant à l'amélioration de la procédure d'exécution des travaux, seconde grande idée de M. Claveille, parlons-en ! Parlons-en, car le projet de loi n'en parle pas. Il parle seulement de la procédure de décision de ces travaux, ce qui n'est pas la même chose. Et cette décision n'est nullement améliorée, puisqu'elle reste aux mains du ministre et que rien n'est prévu pour hâter cette décision ; il y a sans doute tout un luxe de délais fixés pour certaines transmissions ou consultations, mais, en ce qui concerne la décision elle-même, le ministre pourra continuer à s'asseoir en cul-de-plomb sur toutes les demandes, enquêtes, contre-enquêtes et objurgations locales. Ici aussi, de qui se moque-t-on ?

En réalité ce projet de loi est à mettre carrément de côté, et c'est sur une base toute nouvelle qu'il faut édifier l'autonomie

des ports de commerce. Le passage tout récent de la direction générale de ces ports au Sous-Secrétariat d'Etat de la Marine marchande faciliterait grandement les choses. Pour réaliser cette autonomie, il n'y a qu'à faire ce qui se ferait dans le monde industriel : réunir un capital d'exploitation du port et constituer avec les représentants de ce capital le noyau du Conseil d'administration ; ces représentants seraient en fait la Chambre de commerce locale et d'autres Chambres voisines, ou institutions publiques, ou banques privées ; à ce noyau il n'y aurait d'ailleurs que des avantages à adjoindre, au moins à titre consultatif, des représentants de toutes les assemblées politiques locales et régionales et associations professionnelles du port. Le Conseil d'administration ainsi composé déciderait des emprunts à faire, des travaux à exécuter, des taxes à percevoir, des règlements à édicter. Il nommerait un directeur responsable qui aurait la haute main sur tous les services et avec qui les chefs de ces services ne pourraient pas jouer le jeu du recours au ministre intéressé. Ceci d'ailleurs n'empêcherait pas le contrôle de ces divers ministères qu'il faudrait organiser d'une façon rigoureuse ; autonomie exige surveillance, mais surveillance de haut et sans rien de préventif ni de paralysant ; avec un contrôle financier, un contrôle économique et même un contrôle politique, mais sans contrôle administratif, le régime nouveau n'aura que de bons effets.

SAINT-ALBAN.

QUESTIONS JURIDIQUES

Les réfections du Code civil. — Modifications au chapitre du mariage. — Contrefaçon en matière de propriété artistique. — De l'indivisibilité de la propriété d'une œuvre mixte : limite des droits d'un musicien sur son opéra.

Ces monuments législatifs que sont nos codes ont, comme les monuments réels, besoin de réparations. Le **Code civil** est celui qui les aura le moins longtemps attendues. Il serait resté cependant près d'un demi-siècle en son neuf, ayant été bâti de 1803 à 1804, sans la loi du 8 mai 1816 qui, en abolissant le divorce, abrogea implicitement ses articles 229 à 305. Mais ce n'est pas là réparation à proprement parler, et, en tous cas, cette réparation a été réparée, depuis...

En tant que réparations pures, la première, si je ne me trompe, ne se produit qu'en 1849. Elle porte sur l'art. 9. relatif aux con-

ditions dans lesquelles l'individu né en France d'un étranger acquiert la nationalité française.

Un an après, simple bouchage de trou, par le fait de la loi du 10 juillet 1850, qui introduit dans l'art. 75, relatif à la confection de l'acte de mariage, l'obligation pour les futurs époux de déclarer s'il a été fait un contrat.

Le second Empire respectera pieusement l'œuvre de son prédécesseur, sans que sa piété aille jusqu'à démurer cette porte (cette perte de sortie au local du mariage) condamnée par la Restauration. La III^e République se montrera à ses débuts conservatrice de l'état des lieux. Bref, il faudra vingt-cinq ans pour une réparation nouvelle. Encore ce sera une simple réparation d'entretien. Elle ira chercher une partie de l'édifice opposée à celle touchée jusqu'ici. C'est l'art. 2.200 qu'une loi du 5 janvier 1875 complète de façon à mieux assurer la conservation des registres hypothécaires.

Mais, dix ans encore et l'heure des architectes et des maçons sonnera, et nous ne verrons plus désormais le bâtiment sans échafaudages. Cependant ils n'affecteront pas toute son étendue, et se dresseront surtout sur l'aile constituée par le livre I : *Des Personnes* (art. 7 à 515). Peu de pierres de cette aile resteront, bientôt, sans avoir été grattées, surchargées ou remplacées, et beaucoup, déjà, ont été réparées à plusieurs reprises.

Le corps du monument, livre II : *Des Biens et des différentes modifications de la Propriété* (art. 516 à 710) a été à peine atteint : une quinzaine d'articles.

Quant à l'autre aile, livre III : *Des différentes manières dont on acquiert la Propriété*, partie plus vaste à elle seule que le reste du monument (art. 711 à 2.281), elle se trouve quasi indemne. Moins de quarante articles (à vue de nez) ont subi des changements, changements récents et légers pour la plupart.

Les réparations et réfections au livre I n'auront pas chômé pendant la guerre. C'est ainsi que la loi du 30 décembre 1915 est venue modifier, dans un sens très libéral, l'état des enfants adultérins (art. 331); que la loi du 20 mars 1917 a introduit les femmes dans la tutelle et le conseil de famille, où elles ne figuraient, en vertu des art. 397 et suiv., que comme mères ou ascendantes.

L'importante loi du 9 août 1919 a été délibérée « au bruit du canon brutal », comme les *Emaux et Camées*.

§

Cette loi a ceci d'assez nouveau qu'elle affecte des portions de bâtiment relativement éloignées les unes des autres : art. 45, 63, 64, 69, 73, 76, 151, 154, 168, 173, 206, 228 et 296. Au lieu de procéder par à coups, le législateur y est allé sinon une fois pour toutes, au moins pour n'avoir pas de quelque temps à y revenir.

Car on ne voit pas ce qui reste à faire pour simplifier le chapitre du **Mariage**, en le laissant subsister dans son principe tel que le législateur de 1803 l'a établi.

La loi du 9 août 1919 se rapporte presque entièrement au mariage en effet. Elle consomme l'entreprise de simplification touchant les conditions et formalités de l'union conjugale, entreprise depuis vingt ans sur le chantier.

Désormais un amoureux aura mauvaise grâce à ne pas vouloir passer devant le maire, sous prétexte que la chose est trop compliquée.

Et d'abord, la légalisation des copies d'actes de l'état-civil à fournir par les futurs à l'officier de l'état civil n'est plus nécessaire.

L'art. 64 du Code n'exige plus que soient compris deux dimanches dans les dix jours pendant lesquels la publication doit rester « apposée à la porte de la maison commune ».

La maison commune ! Le Code conserve cette appellation qui m'intriguait, voici quarante ans bientôt, hélas ! que j'entendais les conscrits, rubans au chapeau, drapeau déployé, passer bras-dessus bras-dessous dans les rues, en chantant qu'ils se rendaient

A la maison commune
Pour tirer le billet,
Et comme de coutume
Par devant le Préfet.

... Au lieu d'imposer aux futurs la lecture de quinze articles du Code, l'art. 75 borne sa prétention à trois seulement.

Le même ramène de quatre à deux le nombre des témoins à la célébration.

Autrefois ce même article exigeait la célébration dans la maison commune, et c'est contrairement à son texte qu'il était admis dans des cas très rares que le mariage pouvait avoir lieu chez l'un

des futurs. Désormais, « en cas d'empêchement grave, le procureur de la République pourra requérir l'officier de l'état-civil de se transporter au domicile ou à la résidence de l'une des parties »; et en cas de péril imminent de mort de l'un des futurs, le maire pourra se transporter de son propre mouvement, quitte à rendre compte « dans le plus bref délai ».

Les énonciations de l'acte diminuent de nombre et augmentent en précision.

La loi du 21 juin 1907 modifiant l'art. 151 a supprimé les actes respectueux et a fixé à 30 ans l'âge auquel les enfants ne sont plus tenus de prendre le conseil de leur père et mère, dont le consentement n'est plus nécessaire. A défaut de ce consentement une notification de l'union projetée doit être faite aux père et mère ou au non-consentant d'entre eux.

Le nouvel article 151 réduit à quinze jours au lieu de trente le délai nécessaire pour que, après la notification, le mariage puisse avoir lieu.

Tout futur qui a déjà été marié est dispensé de la notification susdite.

Avec l'ancien art. 173, les grands-parents pouvaient former opposition au mariage d'un enfant dont le père était décédé et auquel mariage la mère donnait son consentement. Ce droit leur venait (paraît-il) d'une erreur d'impression, lors de la publication à l'*Officiel* de la loi du 21 juin 1907 rectificative d'une première version de l'art. 173. Désormais la mère veuve peut consentir sans opposition des aïeuls au mariage de son fils. Ceux-ci n'apparaîtront que si le père et la mère sont décédés.

La dispense de l'obligation alimentaire que l'art. 206 accordait aux gendres et belles-filles, lorsque la belle-mère avait « convolé en secondes noces », est abolie.

Les derniers articles de la loi abrègent, en même temps que le délai de remariage de la femme divorcée, le délai de viduité.

Avis à la matrone d'Ephèse !

§

« En matière de propriété artistique, la confusion n'est pas, comme l'ont, à tort, déclaré les premiers juges, une condition nécessaire à l'existence de la **contrefaçon**... », affirme un arrêt de la Cour de Paris du 22 novembre 1919 (*Gaz. Pal.* 1919, n° 12, p. 331).

Cela ne signifie point que la Cour se serait trouvée en présence de cette thèse, qu'un contrefacteur qui

a su se faire un front qui ne rougit jamais

n'est pas, juridiquement parlant, un contrefacteur.

Cela signifie qu'il n'est pas indispensable, pour qu'il y ait contrefaçon, que l'œuvre contrefactrice doive, aux yeux d'un observateur d'intelligence artistique moyenne, apparaître la même que l'œuvre originale et vice versa.

Il suffit que l'œuvre originale ait été l'objet d'un emprunt important, et il appartiendra aux tribunaux de décider de son importance.

Un sieur B..., auteur et éditeur d'une médaille intitulée *L'Angelus*, inspirée d'un tableau de Reynolds, représentant quatre têtes d'anges entourant une cloche, a jugé son œuvre contrefaite par un sieur S..., malgré que celui-ci ait réduit le nombre des anges à trois.

Mais, tandis que sur la médaille B... les anges « groupés autour d'une cloche formant le centre, et, descendant jusqu'au bas de la composition, paraissent être en quelque sorte les gardiens de la cloche et prendre intérêt à son existence et à sa fonction, les trois têtes de S... sont groupées dans le demi-cercle inférieur avec une attitude en quelque sorte hiératique, figée et tout à fait indépendante de la cloche, qui, comme une sorte d'ornement superfluetatoire, occupe le demi-cercle supérieur... »

En résumé, différence dans l'allure générale, l'aspect et la composition des deux médailles..., lesquelles n'ont eu de revers que pour le sieur B..., déclaré mal fondé en ses demandes, fins et conclusions.

§

De la propriété artistique passons à la **propriété musicale**.

La morale du procès que résumant un jugement en date du 12 mars 1914 du Trib. de la Seine et un arrêt de la Cour de Paris du 6 mars 1920 (*Gaz. Trib.*, 26-27 mars 1920) est contenue dans ce vers :

La façon de donner vaut mieux que ce qu'on donne.

En désignant, par écrits réunissant, quant à la forme, les conditions de testaments réguliers, M^{lle} Lucy Arbell, de l'Opéra,

pour *créer* les rôles d'Amadis et de Cléopâtre dans les opéras de ces noms, fruits de sa mûre vieillesse, Massenet a donné à « cette remarquable artiste » un précieux témoignage de la haute opinion qu'il avait de son talent. Mais il ne lui a pas donné autre chose.

Ainsi le Maître a-t-il agi cette fois comme sa musique souvent... — dira quelqu'un. Mais restons dans le domaine juridique, s'il vous plaît.

L'exécution de la manière de legs que constituent les trois écrits de Massenet, datés de janvier et de mai 1912, ne tendrait à rien de moins qu'à rendre impossible toute représentation de *Cléopâtre* et d'*Amadis* sans la participation de la cantatrice. L'arrêt de la Cour l'a constaté, mais c'est à tort qu'à ces mots *sans la participation*, l'arrêt ajoute *ou l'agrément*, car il ne résulte en rien des écrits que Massenet ait voulu permettre à M^{lle} Lucy Arbell de monnayer, le cas échéant, la faveur qu'il lui octroyait. Il m'apparaît, au contraire, que c'est au seul point de vue de l'art que l'auteur d'*Amadis* et de *Cléopâtre* s'est placé, qu'il a voulu seulement faire bénéficier ses opéras du talent de la cantatrice et la renommée de la cantatrice du lustre que lesdits opéras devaient projeter.

Or, permettre à Lucy Arbell d'interdire de *créer* les deux opéras, si elle n'y jouait point, la chose se pourrait encore envisager, étant donné les termes très nets des prescriptions massenetiennes, si le seul Massenet eût été propriétaire d'*Amadis* et de *Cléopâtre*. Mais ces œuvres sont du genre *mixte*, dont j'ai parlé dans une chronique précédente, et le musicien avait pour collaborateurs : Jules Claretie pour *Amadis*, MM. Payen et Henri Cain pour *Cléopâtre*.

Massenet ne pouvait donc, vu l'indivisibilité de la propriété des œuvres mixtes, confier à M^{lle} Lucy Arbell, sans l'assentiment de ses collaborateurs, un droit qui mettait obstacle à l'exercice de leurs droits.

En fait, le procès se présentait de la sorte : création de *Cléopâtre* par l'Opéra de Monte-Carlo, malgré la défense de Lucy Arbell.

Le tribunal de la Seine, soucieux de concilier le respect dû à la volonté de Massenet et le principe de l'indivisibilité de l'œuvre mixte, avait tourné, de façon qui, sentimentalement, paraîtra fort équitable, la difficulté. En désignant Lucy Arbell (disait-il), le

musicien a imposé à ses héritiers l'obligation de faire tout ce qui dépendait d'eux pour que sa volonté fût exécutée. Ils n'ont pas rempli cette obligation. Ils n'ont pas fait ce qu'il fallait pour que le directeur de l'Opéra de Monte-Carlo représente *Cléopâtre* avec Lucy Arbell. Ils ont ainsi dérogé à l'art. 1147 du Code civil.

D'où condamnation, par le Tribunal, des héritiers Massenet à 30.000 fr. de dommages-intérêts en réparation du préjudice causé à la cantatrice par les représentations de Monte-Carlo ; le jugement réservant en outre à Mlle Arbell le droit de réclamer de nouveaux dommages-intérêts pour le cas où le rôle de *Cléopâtre* serait créé sans elle à Paris et pour le cas où, sans elle, le rôle d'*Amadis* serait créé à Paris ou ailleurs.

L'arrêt de la Cour repousse cette solution en se basant sur l'indivisibilité de la propriété de l'œuvre mixte. Par le fait seul que l'un des librettistes de *Cléopâtre*, M. Payen (l'autre s'est galamment retiré) mettait obstacle à l'exercice du prétendu droit de Lucy Arbell, les héritiers Massenet se trouvent déchargés de toute responsabilité pécuniaire. L'exécution de la volonté de Massenet n'étant pas en leur pouvoir, — *puisque elle n'aurait pas été au pouvoir de Massenet lui-même*, l'art. 1147 qui condamne le débiteur « à raison de l'inexécution de l'obligation toutes les fois qu'il ne justifie pas que cette inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée », — ne saurait s'appliquer ici, a jugé la Cour.

MARCEL GOULON.

QUESTIONS MILITAIRES ET MARITIMES

L'artillerie pendant la guerre. — L'artillerie a joué, pendant la dernière guerre, un rôle beaucoup plus important que dans les guerres du passé. Il y a plus d'un million de Français, à l'heure actuelle, qui ont été artilleurs, servants ou conducteurs, au cours de ces quatre ans de bombardement presque continu. Un matériel nombreux et varié a été mis en service. On a assisté à une sorte de course aux calibres, assez semblable à celle que les marines ont connue avec la course aux tonnages ; on en a parcouru toute la gamme en partant du 37 m/m pour s'arrêter au 450 m/m. Et, après s'être porté d'enthousiasme vers les calibres les plus élevés, il a été estimé urgent de revenir aux petits calibres, pour la raison très simple qu'ils étaient plus meurtriers. Il

y a eu là un gaspillage d'efforts considérable ; mais il a fallu céder à la nécessité de rassurer l'opinion simpliste et de fortifier le moral de nos troupes, dont la confiance pouvait être ébranlée par les effets de l'artillerie lourde ennemie, en regard de la nôtre qui était pour ainsi dire inexistante au début de la campagne. Il importait de faire plus gros et plus puissant que nos ennemis. Au moins, avons-nous fait école. En tout cas les questions de technique d'artillerie sont aujourd'hui largement vulgarisées ; ce n'est pas un mal. Une nouvelle lutte, si elle devait avoir lieu, nous trouverait mieux disposés à employer les armes rationnelles. Nous admettrions bien volontiers qu'on ait fait pour le mieux, — malgré que ce ne soit pas notre conviction, et nous l'avons donné à entendre lorsqu'il y avait à la fois utilité et danger à le dire, — si un spécialiste, M. le général d'artillerie Gascoïn, ne venait aujourd'hui, dans une étude remarquable (1), d'un caractère purement objectif, confirmer ce que nous écrivions ici même en pleine période de pilonnage, à savoir que cette méthode purement industrielle de faire la guerre ne conduirait jamais qu'à des résultats insignifiants, au point de vue des avantages acquis sur l'adversaire, et en dernier terme à l'épuisement de nos ressources matérielles. Il est rare de trouver un esprit libre parmi des spécialistes. Les erreurs collectives sont les plus dangereuses ; elles prennent rapidement une forme dogmatique, et les phénomènes de contagion mentale, comme le fait remarquer M. le général Gascoïn, parmi des collectivités où l'opposition et la controverse ne sont pas admises ont des effets extraordinaires. Ils conduisent souvent à une véritable obnubilation de l'intelligence. Or, cette guerre, au moins dans ses à-côtés, a été une guerre de spécialistes, endurcis dans l'erreur ; et si l'on voulait dénombrer toutes leurs sottises, on arriverait à un chiffre sans doute imposant. Les solutions de bon sens répugnent à leur esprit inventif. En voici un exemple que j'emprunte à M. le général Gascoïn :

Croit-on, nous dit-il, que si l'on avait consulté les servants d'artillerie sur le poids de la munition d'artillerie lourde qu'il convenait d'adopter, ils eussent été d'avis d'adopter, comme *calibre lourd national*, le 155 court Schneider, dont le projectile pèse le poids énorme de 43 kilogr. ? Assurément non ! et ils auraient eu raison ! car il est clair qu'il fallait, comme une des conditions premières dans une guerre où

(1) *L'Évolution de l'artillerie pendant la Guerre*, in-18, Flammarion.

le ravitaillement s'est élevé à la hauteur d'une institution, adopter pour type un projectile facile à manier par un homme ordinaire, même quand il est fatigué... A la même époque où le taylorisme nous fait supprimer la pelletée de terre de 20 kilogr., parce qu'inférieure comme rendement à celle de 10 kilogr., pense-t-on que des hommes avertis comme nos artilleurs sur les fatigues du ravitaillement diurne et nocturne et du tir à toute heure n'eussent pas fait remarquer l'erreur initiale ci-dessus (1) ?

§

« Notre artillerie lourde sera le facteur principal de nos succès futurs », avait annoncé l'Etat-major allemand. Cependant, dit le général Gascouin, la bataille de la Marne est gagnée par les armées françaises « avec, comme facteur principal, l'effet matériel et moral de notre artillerie de 75 ». C'est que nous avions 30 batteries de 75 dans le corps d'armée français contre 18 batteries de 77 dans le corps d'armée allemand, et cette supériorité d'artillerie mobile était très importante dans la guerre de mouvement. Ces chiffres sont restés trop peu connus du public (2). De plus, la munition de notre 75 avait une grande supériorité sur celle du 77 allemand. Une batterie de 75 couvrait instantanément cinq à six hectares de terrain de balles meurtrières dans un tir à rafales. Enfin tout le corps d'officiers était admirablement dressé à l'emploi judicieux et rapide de son matériel, dans lequel il avait une confiance sans bornes. Voici un exemple remarquable d'efficacité de notre 75 : le 7 août 1914, la 6^e batterie du 42^e régiment exécute un tir, à 5.000 mètres, de 16 obus à balles, sur une « large tache jaunâtre » qu'on reconnut après pour être le 21^e dragon allemand, en stationnement. On relève le lendemain sur le terrain 600 tués ou blessés. Le régiment avait été anéanti. Sans doute, ce fait est exceptionnel.

Malheureusement, ajoute le général Gascouin, les errements du temps de paix admettaient que le tir aux distances supérieures à 6.000 m. était une hérésie. Or, on n'exécute bien, en temps de guerre, que les leçons du temps de paix, tout au moins au

(1) Les Allemands employaient pour le même objet un obus de 15 kilos, et les Anglais un projectile de 17 kilos.

(2) Il est exact d'ajouter que la batterie française était de 4 pièces et la batterie allemande de 6 pièces. Mais nous avons encore la supériorité numérique en canons de campagne, et beaucoup pensent, comme le général Gascouin, que notre batterie de 4 pièces de 75 équivalait, à peu de chose près, à la batterie allemande de 6 pièces.

début d'une campagne. La conséquence de ces errements fut que nos batteries furent, en maintes occasions, considérées à tort comme impuissantes à contre-battre les batteries lourdes allemandes, placées au delà de 6.000 m. Voici un exemple topique :

Le 27 août 1914, la 8^e batterie du 17^e voit nettement les lueurs d'une batterie d'obusiers allemands et voit d'ailleurs plus nettement encore tomber ses obus. Cette batterie est remarquablement commandée. Cependant, son chef, qui a mesuré la distance (6.000 m.), ne se croit pas autorisé à tirer.

Le Règlement n'autorisait pas le tir à grande distance. Il n'admettait pour efficaces que les tirs à moyenne distance, car il ne prévoyait qu'une guerre de mouvement, dans laquelle les artilleries se rapprocheraient pour se contre-battre, tout en changeant d'emplacement dès qu'elles se trouveraient repérées. Il fallut un temps appréciable pour abandonner ces errements. On s'explique ainsi les plaintes fréquentes, à cette époque, de notre infanterie contre nos artilleurs, qui se déclaraient impuissants à contre-battre les batteries d'obusiers allemandes. Or, ajoute le général Gascoign, notre 75 était parfaitement capable de tirer, avec une précision suffisante, sur ces batteries d'obusiers, qui, à ce moment, ne tiraient guère elles-mêmes au delà de 6.000 m. Un préjugé, enraciné dans les esprits par le Règlement, paralysait notre artillerie.

§

Dès que commença la guerre de tranchées, il fallut se rendre à l'évidence : notre 75 était impuissant contre les retranchements ennemis, tandis que les obusiers allemands bouleversaient nos tranchées. Mais cette impuissance, nous dit le général Gascoign, n'était pas réelle. Elle n'était que le résultat de « l'ignorance où se trouvaient des milliers d'officiers des propriétés d'un canon qu'ils pratiquaient depuis plus de quinze ans » ! Il suffisait de tirer l'obus explosif de 75 sous un grand angle. L'expérience n'en fut faite qu'au mois d'août 1916, au Centre d'Etudes d'artillerie de Châlons, où des tirs exécutés à la portée de 7.000 m. donnèrent des résultats comparables à ceux de l'obusier de 105 allemand. Mais, à ce moment, on escomptait que notre artillerie lourde serait rapidement nombreuse — ce ne fut cependant qu'en 1918 qu'on put en pourvoir toutes les artilleries divisionnaires — et l'on abandonna l'idée de tirer profit des expériences de Châlons. Nous

n'en étions pas moins restés, pendant deux ans, dans une situation d'infériorité très préjudiciable, pour avoir considéré le Règlement comme tabou.

Ainsi, ce fut notre pauvreté en artillerie à tir courbe qui resta « la caractéristique dominante de notre système d'artillerie durant toute la guerre ». Même, dans la période finale de la guerre, en 1918, nous n'eûmes pas l'obusier léger, « le canon à tir courbe par excellence que possédaient les autres armées ». Ce n'est qu'en mars 1917 que sont délivrées les premières charges réduites pour le tir courbe du 75 ; et nous sommes allés jusqu'à la fin de la guerre « sans pouvoir lancer en tir courbe aucun obus de moyen calibre (12, 15 ou 20 kg.) ». Il nous a manqué « l'artillerie la plus pratique de toutes dans la guerre de mouvement et dans la guerre de tranchée ». Par contre, les gros calibres, avec leurs impédiments et leur faible rendement, ne nous ont pas fait défaut. Fort heureusement, le canon léger de tranchée fit son apparition (1). Les Allemands nous avaient toutefois devancé et nous ne pûmes jamais rattraper l'avance prise sur nous. Telles sont les constatations auxquelles est conduit le général Gascouin.

En 1915, notre artillerie de 75 traverse une période de crise : nos canons « éclatent un peu partout, tuant souvent leurs servants ». C'est que la fabrication des obus, qu'on a voulu pousser d'un seul coup à 50.000 par jour, laisse grandement à désirer, les sévérités des cahiers des charges et des Commissions de recette ayant disparu.

Alors, de tous côtés, nous dit le général Gascouin, on crie « des canons, des munitions », mais l'effet de cet appel ne se fait point sentir sur le front et ne se fera point sentir de longtemps. Bien au contraire d'une amélioration, cette campagne de presse, qui exige le rappel rapide des ouvriers, ajusteurs et autres, dans les usines, enlève à l'artillerie la plupart de ses pointeurs en quelques semaines.

L'étude des tentatives de percée en Champagne et en Artois (1915) conduit à cette conclusion que « l'avance fut limitée, à peu de chose près, à la profondeur d'action efficace du 75 ». L'offensive sur la Somme, en 1916, qui permit d'abord de dégager Verdun et nous donna des succès positifs, bien que limités, mit en évidence l'inconvénient des gros calibres, que les Anglais

(1) Nous avons fait l'historique du canon de tranchée dans notre chronique du 15 février.

et nous avons rassemblés en trop grand nombre, au détriment d'une artillerie plus maniable. Je tiens encore à citer mon auteur sur ce point :

Admirateurs et imitateurs des gros calibres allemands, nous avons réalisé de vrais tours de force pour nous constituer une imposante artillerie de gros calibres... Et cependant, au moment où la grosse artillerie battait son plein du côté français, elle était déjà, dans une certaine mesure, démodée du côté allemand. On semble y avoir pensé d'assez bonne heure que c'est la destruction du matériel humain surtout qu'il importait de réaliser et que, pour ce genre de résultats, les très gros calibres n'ont pas de rendement. Ce sont les artilleries légères et demi-lourdes qui excellent dans les tirs à tuer.

§

L'attaque de Verdun (février 1916) marque le sommet de la courbe de l'évolution de l'artillerie. Les Allemands, qui poursuivent là un objectif limité, — la chute de la place, — ont accumulé sur un front relativement étroit le plus grand nombre de gros calibres, mortiers et obusiers, qu'on ait jamais vu. Malgré l'effet de surprise, malgré le développement méthodique des attaques, c'est notre 75, à peu près seul, qui, par des tirs de barrage frontal, réussit à paralyser l'adversaire. La grosse artillerie allemande fait faillite, et nous ne la verrons plus, dans les phases successives de la guerre, prétendre à une action décisive ou prépondérante. En 1917, à la Malmaison et dans les Flandres, nous répétions, de notre côté, « sans résultat tactique ni stratégique proportionné à la dépense en munition », l'expérience allemande, qui a échoué l'année précédente devant Verdun. Nous arrivons ainsi aux grandes offensives allemandes du printemps de 1918, qui marquent une nouvelle étape dans les modes d'emploi de l'artillerie, à laquelle on demande, avant tout, la densité de feu et la mobilité. C'est l'inauguration du barrage roulant dont le général Von Hutier, le chef de la VIII^e armée, semble avoir eu le premier l'idée d'en faire application sur une large échelle. On connaît les premiers succès dus à cette nouvelle tactique. Nous allions, nous-mêmes, en faire une application heureuse, peu de temps après, avec d'autres modalités. On arrive ainsi, à la fin de la guerre, après quatre années d'expériences effroyablement coûteuses, à reconnaître l'excellence de l'action combinée des canons de tranchée ou d'accompagnement, pour le déblayage du terrain, et de

l'artillerie à tir courbe de calibre moyen. Les longues préparations d'artillerie, qui ont précédé toutes les opérations des années précédentes, sont reconnues nuisibles au développement de l'attaque : elles sont irrévocablement supprimées ou ramenées à des périodes très courtes. La grande conclusion qu'il importe de retenir de cette évolution dans l'emploi de l'artillerie est qu'une question de moral à relever nous a trop inspirés en matière d'armement au début de la campagne. Des influences à côté ont contribué à favoriser cet engouement. Les conséquences s'en font encore lourdement sentir ; et le général Gascouin écrit en manière de conclusion : « Le souci exagéré du moral nous a conduits à fabriquer en grand des munitions à fortes charges de poudre, qui ont accru l'usure industrielle du pays en acier, en charbon, en alcool, en sucre, etc., tout en étant relativement peu efficaces. »

JEAN NOREL.

LES JOURNAUX

Le Bibliophile nouveau-riche (Le Figaro, 28 mars). — *Mode et spéculation sur les livres* (L'Echo de Paris, 3 avril). — *Il serait possible d'établir les livres à 1 fr. 50 et 2 fr.* (La France, 8 avril). — *La Reine de Saba à Paris* (Le Gaulois du Dimanche, 24 avril).

M. Eugène Montfort consacre son article du **Figaro** au *Bibliophile nouveau-riche*. Et d'abord, il évoque, avec M. Thibaudet, la noble passion des lettrés pour les éditions originales : « Lire une tragédie de Racine, écrit M. Thibaudet, dans le premier contact des vers avec l'encre et la presse, avec le public et la gloire, c'est obtenir une victoire sur le temps, avoir l'illusion de saisir le génie à sa source... »

Cette illusion de saisir le génie à la source, observe E. Montfort, cette victoire remportée sur le temps entraînent peut-être en partie dans le plaisir des amateurs de littérature, qui, naguère encore, désiraient lire les chefs-d'œuvre dans leur édition originale. Ceux-là savaient du moins ce que c'est qu'un chef-d'œuvre ; et les lettrés dont s'occupe M. Thibaudet, s'ils achetaient des livres, c'était principalement pour les lire.

Il n'en va pas tout à fait de même aujourd'hui, et nombreux sont les collectionneurs qui, lorsqu'ils acquièrent un livre, se gardent bien de le lire, estimant d'abord qu'un volume coupé perd de sa valeur. Ils ne le coupent donc pas, ils l'enveloppent soigneusement dans du papier de soie, puis ils l'enferment à double tour dans leur bibliothèque.

Ces maniaques inspirent à E. Montfort quelque sympathie, car

ils ont encore à leur manière le respect des livres. C'est même plus que du respect que ces maniaques manifestent envers les belles éditions, c'est de l'amour : ils aiment les livres, comme on aime les femmes, pour les regarder, les caresser... Il les entr'ouvrent délicatement sans les blesser, et s'ils ne coupent pas les pages, c'est qu'ils les savent par cœur ; pourtant ils écartent les feuillets pliés et respirent le parfum d'une idée ou d'un paysage... Oui, ce sont des amoureux délicats. C'est, pour eux, une véritable souffrance de voir de beaux livres entre les mains d'un lecteur brutal qui les viole d'un doigt grossier et déchire leur virginité. Non, les exemplaires de grand luxe ne sont pas faits pour être coupés, lus, relus, tachés ; ils sont faits pour durer, pour nous survivre, pour témoigner de notre pensée et de notre goût auprès de nos petits-neveux, lorsque toute notre littérature d'aujourd'hui, inscrite sur du papier éphémère, sera réduite en poudre... Que les bibliophiles amoureux continuent donc à ne pas couper les beaux hollandes et les somptueux japons, afin que nos petits-neveux les trouvent un jour enveloppés dans leur papier de soie, enfermés à double tour dans le casier secret de la bibliothèque.

.. Nous sommes loin du bibliophile nouveau-riche dont parle M. E. Montfort, lequel, dit-il, achète deux ou trois mètres de volumes reliés pour combler un trou dans sa bibliothèque et qui d'ailleurs « ne possède une bibliothèque que parce qu'il sait que les anciens riches en ont ».

Ces gens-là, quand ils se mêlent de collectionner des livres, leur font le plus grand tort, parce qu'ils obéissent aveuglément aux marchands. Il arrive donc, pour les livres, ce qui est arrivé pour les tableaux, c'est que par suite de l'ignorance des amateurs, tous les cours sont faussés, ceux-ci étant fabriqués artificiellement par les marchands, tandis qu'autrefois ils s'établissaient normalement, logiquement, du fait de la demande et du goût des amateurs et des connaisseurs.

M. Jourdain, nouveau-riche, veut s'offrir une bibliothèque moderne. Comme il ne connaît rien à la littérature, il s'adresse à tel libraire connu qui a fait le trust des éditions originales des écrivains modernes. Il paie le prix qu'on lui demande. Tel petit livre symboliste, que le mercanti vient d'acheter cinq ou dix francs à la famille du maître disparu, sera payé quatre cents francs par le nouveau-riche.....

Rien n'est attristant, continue M. Montfort, aujourd'hui, comme de

parcourir le catalogue d'un libraire de luxe. Les prix sont absurdes, tout à fait hors de proportion avec la valeur des livres, — valeur littéraire et valeur matérielle, — et ils imposent immédiatement à l'esprit la double idée désolante, d'abord du truquage et du mercantilisme du vendeur; ensuite, de l'ignorance et de la sottise de l'acheteur.

Depuis le temps que se poursuivent tous les vilains trafics issus de la guerre, nous commençons à nous blaser à leur sujet, mais lorsqu'il s'agit d'autre chose que, à proprement parler, une marchandise, lorsqu'il s'agit des livres, nous retrouvons dans notre cœur des réserves, que nous croyions épuisées, de tristesse et de découragement. En parcourant ces catalogues de libraires, on constate d'abord le discrédit bibliophilique où sont tombés les grands écrivains du dix-neuvième siècle. C'est ainsi, par exemple, que vous pourrez vous procurer, en édition originale, pour cinquante francs, la *Physiologie du mariage*, ou les *Travailleurs de la mer*. Nos nouveaux-riches ignorent à peu près Balzac et Victor Hugo. C'est trop ancien pour eux ! Ce qu'il leur faut — et c'est là un goût que les marchands s'ingénient à développer en eux, car il est plus facile à satisfaire, et d'un rapport plus avantageux — c'est des auteurs modernes, les plus modernes, ceux du jour, ceux du lendemain même, des écrivains dont leur femme ou leur fille peuvent entendre parler dans un salon ; mais ce qui nous fait sourire, c'est le choix de ces écrivains, lequel montre à quel point les acheteurs sont manœuvrés par les vendeurs. Ainsi, on peut s'offrir, en édition originale, un exemplaire de *Visage émerveillé*, de Mme de Noailles, pour la bagatelle de trente-cinq francs ; les *Déracinés* et *Colette Bandoche*, de Barrès, pour vingt-cinq francs ; la *Terre*, de Zola, pour trente francs, et le *Journal d'une Femme de chambre*, de Mirbeau, pour vingt... En revanche, si vous êtes amateur des *Cahiers d'André Walter*, de M. André Gide, on pourra vous en procurer un exemplaire sur papier de Hollande, mais cela vous coûtera 600 francs. Je dis six cents.

On ne peut pas supposer un instant qu'il y ait entente entre un auteur ou un groupe d'auteurs et un syndicat de libraires. On ne voit pas bien M. Gide, ni M. Claudel, par exemple, s'occupant de faire monter le prix de leurs ouvrages. Non, il s'agit simplement d'une spéculation de marchands.

Mais comme elle est fâcheuse ! Et comme elle doit désobliger d'abord les auteurs, qui ont le sens de la mesure et le sentiment des distances et des proportions ! Je suis sûr que M. André Gide est le premier scandalisé de voir demander six cents francs d'un ouvrage de lui, alors qu'on demande cinquante francs d'un livre de Hugo ou d'un Balzac. Ce n'est plus le pavé de l'ours, c'est le bloc.

M. Montfort espère que les bibliophiles nouveaux-riches voudront apprendre à lire dans des livres qui leur ont coûté si cher ;

ils ne commettront plus alors des confusions qui nous font rire, et les amateurs recommenceront comme jadis à fixer le prix des beaux et des bons livres, au lieu de se les laisser dicter, bouche bée, par les marchands.

§

Ce sage pamphlet d'Eugène Montfort a fait quelque bruit dans le monde des lettres, et la plupart des journaux ont épilogué sur les six cents francs des *Cahiers d'André Walter* :

Assurément, cela est sans proportion et tout à fait fâcheux, écrit M. Gérard Bauer dans l'*Echo de Paris* (3 avril); on sent, à ces cotes, les dérèglements, le snobisme d'amateurs venus tard à l'amour des lettres et avec trop d'argent. Mais il n'y a pas là qu'une question de mode. On y trouverait aussi de la spéculation. M. Eugène Montfort ne pense pas que M. André Gide s'occupe à faire monter le prix de ses ouvrages, ce qu'assurément Balzac ne peut entreprendre du fond des Champs-Élysées. Les vrais initiés en seront moins certains que lui en ce qui touche le parfait romancier de l'*Immoraliste*. Certains auteurs modernes ont eu de ces petites ruses; n'en est-il pas un qui connaît le grand succès et qui demande douze mille francs d'un des cinq exemplaires sur Hollande de son premier livre? Le libraire qu'il a chargé de cette commission ne l'a pas vendu, ce qui prouve que les amateurs ne sont pas encore complètement fous.

D'autant qu'il en reste pour acheter à leur prix et même au delà les vraies raretés, œuvres des grands écrivains, des grands libraires, des grands relieurs, aux prix qu'ils méritent... Aux dernières ventes, les livres classés du xviii^e siècle ont atteint des prix inconnus jusqu'alors; les *Contes de La Fontaine* (fermiers généraux) reliés par Derôme, qui valaient 50 louis en 1875 au catalogue de chez Fontaine, sont montés jusqu'à vingt mille francs. Le reste à l'avenant...

§

M. Jacques Dyssord, commentant l'article du directeur des *Marges*, conseille aux nouveaux-riches, dans *La France*, d'imiter les fermiers généraux qui ont su se faire pardonner leur richesse en la convertissant en beauté: « Ils laissent des témoins. Quel homme de lettres, digne de ce nom, écrit-il, n'a feuilleté, en sentant son cœur battre plus vite, leur merveilleuse édition des *Contes de La Fontaine*? » Et M. Jacques Dyssord nous fait part d'une conversation qu'il eut récemment avec un éditeur de ses amis (et des miens), Bernouard, qui, à l'enseigne de la *Belle Edition*, 71, rue des Saints-Pères, tient boutique d'honnêtes et

nobles livres. Il aime son métier. C'est une gageure, en un temps où le sabotage et la fabrication en série sont la loi. »

— Imaginez, me dit-il, un amateur de livres venant, dans un siècle d'ici, s'informer à la Bibliothèque Nationale de la littérature de notre génération. Il trouvera de la poussière, mon cher, rien que de la poussière. Le papier sur lequel on imprime les œuvres actuelles ne résistera pas au temps.

— Croyez-vous que nos petits-neveux y perdront quelque chose ?

— Vous êtes sévère pour votre génération. Quoi qu'il en soit, me dit mon éditeur — et croyez-en mon expérience — les livres d'aujourd'hui dans une trentaine d'années se vendront couramment 0 fr. 25, pas un sou de plus; les boîtes des quais elles-mêmes n'en voudront plus. Eugène Montfort a raison, les bibliophiles achètent à tort et à travers, sans se préoccuper de la valeur de ce qu'ils achètent. La première édition du *Feu* de Barbusse, faite à la linotype et sur du papier à chandelle, se vend, à l'heure actuelle, jusqu'à dix louis. En revanche, les belles éditions françaises — celles qui comptent — n'ont pas d'amateurs. Dans une boîte des quais, en face de la rue des Saints-Pères, j'ai trouvé, il y a de cela quelques jours, une Bible, traduction de Sacy, in-16 jésus, de 700 pages, pour la dérisoire somme de 6 francs. Comparez cette édition aux éditions modernes. Il y a de quoi, pour un éditeur consciencieux, abandonner à tout jamais le métier.

— Nous avons cependant des éditions de luxe, nous n'avons d'ailleurs guère plus que cela. Tout le monde y vient.

— Laissez-moi rire ! Les trois quarts des bouquins édités à tirage dit limité sont imprimés à la linotype. C'est tout dire. Au point de vue illustration, ils sont navrants, on se sert le plus souvent du cliché au trait. Alors que les seuls procédés honnêtes, pour des ouvrages de ce genre, seraient l'eau-forte, la taille-douce, la pointe-sèche, la litho ou le bois.

— Alors on nous vole, nous autres lecteurs ?

— On ne fait que cela. Voulez-vous, à ce sujet, que je vous fasse une confidence ?

— Je ne demande pas mieux. J'adore les confidences, surtout quand elles viennent d'un homme du métier.

— Eh bien ! si l'on voulait, pour les éditions courantes, reprendre les formats in-4° raisin jésus des volumes de 1830 et 1840, on pourrait établir le livre qu'on vend actuellement de cent sous à 7 francs à 1 fr. 50 et 2 francs. Voyez la *Feuille Littéraire* qui, pour 3 sous, vous donne la matière d'un de ces ouvrages.

— Mais quel papier !

— C'est exactement le même que celui des anciens volumes à 3 fr. 50.

§

M. Legrand-Chabrier nous raconte, dans **le Gaulois du Dimanche** la visite récente qu'il fit à la Reine de Saba :

Elle est à Paris, très modestement, mais de façon bien réelle en ce sens que c'est en effigie, sous forme picturale, sous aspect assez particulier. Je vais révéler son logis actuel, d'ailleurs passager, — le temps d'une brève exposition d'art abyssin. Voici l'adresse : 71, rue des Saints-Pères.

— Ah ! direz-vous en lecteur averti des choses du monde littéraire et de l'édilité parisienne, voilà une maison où quelque jour l'on devra bien faire apposer cette plaque commémorative : *Ici habita et mourut Remy de Gourmont, qui fit honneur à l'esprit humain et à la pensée française.*

En effet, et son souvenir vivace, mesuré, érudit hante ces lieux. Il semble qu'on va encore le voir en personne filer le long du mur de la cour pour gagner la rue, cette rue qui va au quai où il aimait tant vivre, les doigts aux bouquins et l'esprit en vibration encyclopédique.

Au fond de cette cour, il y a la pittoresque imprimerie de François Bernouard, pétulant poète et typographe tumultueux de tradition et d'invention en son art. C'est dans une petite salle à côté qu'il a offert asile à la reine de Saba.

Aussi Remy de Gourmont n'aurait manqué de traverser la cour et de venir à la reine de Saba comme un Salomon lui rendant sa visite. Hélas ! nous n'aurons pas conçu de cette audience un autre livre de la même veine que les *Lettres à l'Amazone* ou les *Lettres d'un Satyre*. On peut le rêver, avec regret. Il serait plus difficile de l'écrire pour lui, même en le pastichant, ce qui est moyen, assez pratique mécaniquement, d'imiter.

C'est qu'il était plein d'une sagesse qui n'avait point besoin de s'élever de la bibliothèque pour rentrer dans la vie. Auprès d'un livre, il vivait normalement, avec son dru tempérament. Il n'avait point du tout la fiche impersonnelle, comme tant de bibliomanes. Il portait en lui, et chacun de ses gestes s'en ressent naturellement, une âme vraiment universelle, non point fardee et surchargée de culture, mais nourrie, ce qui est bien plus rare et autrement précieux.

Remy de Gourmont serait donc venu à la reine de Saba, un peu comme elle-même vint à Salomon, sans le cortège toutefois avec lequel « icelle entra en Jérusalem avec grandes compagnies, et richesses et chameaux portant toignements aromatiques, et de l'or sans nombre, et des pierres précieuses ». Il serait venu somptueusement riche de son seul esprit. N'auraient-ils pu échanger le propos : « La parole est véritable que j'ai ouïe en ma terre de tes paroles et de ta sapience.

Moi-même je suis venue. Je l'ai vu de mes yeux. J'ai expérimenté que la moitié ne m'a pas été annoncée. Ta sagesse et tes œuvres sont plus grandes que la renommée que j'ai ouïe. »

Ce ne furent pas là vains compliments hyperboliques. La reine de Sabaproposa au roi de Jérusalem des énigmes dignes de celles que posait en un autre lieu le Sphinx terrible et ironique. Il les résolut victorieusement. Il prit aussi plaisir extrême à l'entendre conter des histoires savoureuses et profitables, comme plus tard en contera Sheherazade, dont la reine de Saba est certainement l'ancêtre au domaine des mythes et légendes.

Et ils se séparèrent, enchantés l'un de l'autre, car ils prirent garde de ne point attendre le temps de leur réciproque désenchantement... du moins, je le pense ainsi — à la manière de Gourmont sceptique.

La reine de Saba, qui est en ce moment rue des Saints-Pères, explique M. Legrand-Chabrier, n'est ni biblique, ni koranique, mais éthiopienne. C'est son histoire, selon la tradition abyssine, qu'un peintre de ce pays, Ato Mikael N' Guedaorth, a pieusement tracée en quelques tableaux.

R. DE BURY.

ART

La Société Nationale des Beaux-Arts.

La Société Nationale marque son trentième anniversaire d'une rétrospective de ses morts glorieux. Elle signale ainsi que ni Degas, ni Cézanne, ni Renoir, ni Pissarro, ni Seurat, ne furent de ses familiers. Elle inscrit Sisley, en reconnaissance de rares présences. La participation régulière de Raffaelli à ses expositions la garde au moins depuis longtemps de tout reproche de mauvais vouloir vis-à-vis des maîtres de l'impressionnisme; mais l'absence de certains noms signifie que la Société n'a offert à aucun de ses Salons une image complète de l'art français. La Société est issue de mécontentements justifiés contre l'ancien Salon, de l'éloignement des médailles données à la médiocrité par des suffrages de médiocres. Elle a uni à des artistes chamarrés d'honneurs, et qui n'avaient plus rien à attendre, à cet égard, des novateurs alors combattus. Elle juxtapose, parmi les noms de ses fondateurs, Rodin, Meissonier, Pavis de Chavannes. Elle a toujours présenté deux courants, un de recherche neuve, un de travail académique. Pendant plusieurs des récentes années, ses expositions ont paru monotones. Elle cherche à y remédier par

un appel encore incomplet à de jeunes forces. Les récents succès des Indépendants et du Salon d'Automne lui ont montré la voie. Elle réalise cette année un ensemble harmonieux, encore que timide. Elle apporte quelques belles affirmations, mais la plupart déjà proférées ailleurs. Il y a progrès; le tout est que cela dure et que ce progrès s'accroisse.

Les Meissonier ne gagnent point à être revus. Carolus Duran se défend par des portraits de petit format, notamment par celui de Manet, peint sous l'influence de Manet, dont la virtuosité de Carolus Duran eût gagné à s'imprégner davantage. La mémoire de Bracquemond s'impose davantage par la belle et exacte probité de son portrait de Manet : c'est d'un art sincère, même puissant, mais non sans lourdeur. L'effort multiple et inquiet toujours d'Alfred Roll se marque par certaines de ses pages les plus heureuses. Une émotion réelle empreint l'art de Cazin, à défaut de puissance. Les Carrière sont bien choisis, de la meilleure époque de l'artiste. Les toiles de Duez rappellent un moment de l'emprise de l'impressionnisme et du modernisme sur l'art d'Institut, mais certains portraits, traités assez largement, eussent mieux représenté Duez. La réputation de Gaston La Touche a été grande : c'était un fécond anecdotier, très habile en sa mise en page, versant aux gens du monde des impressions à la Watteau. Il y avait dans son fait beaucoup de littérature, et pas de la meilleure. C'est très restreint. Les Stevens valent par leur souci du moderne allié à des belles qualités de Flamand épris des laques, des étoffes, amoureux de la belle matière. C'est un petit maître de valeur réelle. Il touche à Rops, à Manet et à Brackelaere. Il est spécial et savoureux. Le plus rare des Puvis qui sont réunis là, c'est probablement son portrait par lui-même, sombre, mais vigoureux, œuvre encore influencée de Courbet et de Ricard.

Des cartons et des dessins évoquent certaines de ces belles images décoratives qui mariaient si harmonieusement à la pierre, leur art noble, infiniment nuancé, parfois un peu pâle. La rétrospective de la sculpture avec Rodin, Dalou et Alexandre Charpentier est d'une belle plénitude. Mais passons aux vivants.

§

Parmi les six toiles de J.-F. Raffaelli, la plus émouvante est peut-être son *Inondation*. Un faire suprêmement habile pouvait seul capter cette fusion de la terre et de l'eau, cette ambiance

presque liquide d'un ciel bas, gris, sourdement éclairé, brumeux et imprégné comme de cendre claire, cet apeurement des arbres malades et des bâtisses frêles de la banlieue. Tout auprès, ce sont des fleurs éclatantes, et toutes les diapraures d'un soleil apaisé sur les eaux tranquilles de la berge de Menton, et aux six toiles cette magnifique puissance d'évocation faite de vérité entièrement captée.

L'harmonie en rose du portrait d'Hindou d'Albert Besnard est curieuse ; le portrait n'a pas grand caractère, mais il est plus satisfaisant que les anecdotes peintes dont Besnard l'a entouré. Le panneau de M^{lle} L.-C. Breslau est extraordinaire de vie ; fillette en robe rouge saisie en pleine animation, portraits d'hommes où la vie intérieure affleure aux yeux, d'un modelé superbe et sobre, grave sans sévérité, de la plus belle technique. Les œuvres de MM. Aman-Jean, Dauchez, Prinnet, Dinet, Lucien Simon, Jean-niot, Auburtin, de M^{lle} Bosnanska, de M. Frieske ne nous apportent point de surprises. Le Sidaner emploie son joli métier, si propre à peindre les mélancolies du soir ou les hésitations de l'aube ou l'éclat pâli et rosé des lumières, à jour fermant, dans un jardin, à rendre les bigarrures de couleur d'une fête foraine, il est vrai, déserte. Nulle silhouette de passant ne distrait de suivre un travail précieux et peut-être excessivement nuancé, sur les chevaux de bois, les toiles de tente, les tambours, mais il y a là souci chez le peintre d'étendre son domaine. Un paysage de Lucien Griveau, du soleil sur les murs, est d'une grande finesse. Emile Claus, entre un large effet de soleil et un bel effet de neige, expose son portrait par lui-même, très vif et robuste. M. René Ménard développe son rêve antique parmi des paysages actuels. M. Bartsoen ocelle de vives lumières les eaux lourdes de la Tamise, non sans puissance. Maurice Chabas peuple le ciel d'élus écoutant la parole divine. Les qualités d'harmonie contenue et de forte structure de cette peinture font admettre cette idéologie très écrite. Henri Duhem évoque avec sa sensibilité lumineuse des paysages et des architectures du Nord, avant la tourmente qui le ravagea. Louis Picard varie la réalité d'harmonies qu'il déduit logiquement, fantaisie une fois donnée, en accord avec des portraits précis. François Guiguet expose d'excellents portraits, peints avec la conscience et l'habileté de coloriste d'un primitif. C'est une jolie fête de couleurs que les tableaux de M. Kojima, avec une harmonie compli-

quée de contre-sujets comme une broderie délicate jetée autour des personnages. C'est, au moins, très curieux. M. Burnand fait régner sur une vaste toile un beau silence agreste.

§

Parmi les tableaux qui, indiquant un gros effort, notifient en même temps un pas en avant, ou une évolution dans la technique de leur auteur, on peut citer les œuvres d'André Suréda, de William Malherbe, de David Nillet, d'Eliot, de M^{lle} Karpelès, de Levy-Dhurmer, de Dussouchet.

André Suréda avait jusqu'ici évoqué les fêtes colorées de la vie algérienne. Son Moghreb rejoignait souvent l'Orient des Mille et une Nuits, et cela par le faste du décor, la splendeur des costumes, la beauté des personnages, les plus savantes et les plus rares harmonies de couleur, autant que par une sagace observation et une évocation diaprée de la vie de tous les jours des Arabes. Telle gouache, représentant strictement le passage d'un cavalier dans un oasis, prenait des aspects de fête au caractère hiératique; près des jets d'eau, parmi les beaux paons et les vasques gemmées, des somptueuses Mauresques semblaient autant de Schéhérazades. Le peintre nous introduit aujourd'hui dans un Orient grave et clair; il nous avait déjà indiqué, dans des dessins très représentatifs, le caractère des personnages qu'il groupe à cet enterrement d'un rabbin. Les figures sont empreintes d'un mysticisme exact, et rombre de nuances de mysticisme, de fatalisme sont délimitées parmi ces personnages, qui, chacun, vivent d'une vie vraie, particulière, qui tous sont autonomes, et s'unissent en belle ordonnance par le rythme d'un même sentiment ressenti à des degrés divers. Le peintre s'est privé de tout agrément de paysage. Il a traduit avec force un sentiment collectif. L'œuvre est de premier ordre.

William Malherbe avec le portrait de M^{lle} Lequien affirme un grand art de coloriste et le don de charme, poussé à un haut degré. Rien de plus vivant que l'allure et la figure tracée parmi une orchestration lumineuse, pleine d'accords imprévus et logiques. C'est de la joie de vivre et de voir qui s'exprime en ce beau portrait, dans cette richesse de nuances, de gradations, d'éclats et de luminosité, dans cette fraîcheur pareille à celle des maîtres impressionnistes et d'une sensibilité vraiment *turnerienne*.

M^{lle} Karpelès, dont le progrès depuis plusieurs salons était no-

toire, s'élève au style; avec une interprétation très intelligente, un peu sévère de paysage, émue et grave dans la forme des corps, de l'*Offrande* de Paul Verlaine. Le personnage qui se prosterne en apportant les fruits, les fleurs, les feuilles et les branches est d'un beau dessin, et l'ensemble est de grand style.

Le Rêve de M. Eliot suscite dans une brume claire de belles formes de héros et de déesses, décors antiques, songe moderne de paysage tout baigné de belle lumière.

M. David Nillet, qui a donné sur la Bretagne et la vie rustique tant de pages curieuses, apporte, dans des *Batteurs de blé*, une belle page complète, un aboutissement de son effort, d'un large rythme.

D'un très beau rythme aussi la *Fête dans le ciel*, de M. Dussouchet. Cette peinture est destinée à servir de modèle à une tapisserie murale. Elle suffit, telle qu'elle est, à une destination décorative; l'art de M. Dussouchet s'est singulièrement assoupli, tout en conservant sa belle vigueur.

Lévy-Dhurmer évoque une page des Mille et une Nuits, où l'emploi de la technique pointilliste pour toute son atmosphère lui a donné le plus précieux résultat. Les recherches de l'artiste soucieux d'étendre son domaine d'art ont parfois tâtonné : il est parvenu cette fois à une impression certaine et charmante.

Paul-Émile Colin n'expose qu'une toile. Elle est de premier ordre. C'est un *Retour des champs*; un paysage presque sévère d'Ile-de-France; une route rose; sur la route, une jeune femme; dans le lointain, l'allure un peu lourde d'un homme en marche. La jeune femme est d'une solidité de statue, l'allure est d'une étonnante liberté, la face juste, sans recherche de sentimentalité, saisie dans une beauté d'un caractère sobre... une paysanne vraie; une synthèse parfaite; c'est à propos d'œuvre comme celle-ci ou de celle de Suréda qu'on peut parler de construction et de logique.

Les *Courtisanes à la campagne*, de Rupert Bunny, sont un tableau très agréable, ordonné dans une excellente harmonie, c'est très décoratif et l'anecdote n'est qu'un prétexte à des jeux intéressants de lignes et de couleurs.

Parmi les artistes habitués du Salon d'Automne et des Indépendants qui apportent à la Société Nationale un renouveau de vigueur, notons Charles Guérin, avec un très robuste portrait d'homme, le *Torse nu*, égayé de tatouages, d'une carrure superbe;

Van Dongen moins heureux que de coutume, dans trois portraits, dont la mise en page et la pose ne sont point assez dissemblables ; Flandrin : dans une de ses toiles un cheval du plus heureux mouvement, une autre nous montre une Jeanne d'Arc, d'un ton moderne ; la composition est vague. Camoin, avec une juxtaposition de portraits d'une facture très libre et expressive ; Georges d'Espagnat, avec un très beau portrait de femme, de très délicate et rare harmonie, d'une belle qualité de mouvement alerte et de jeunesse souriante ; Verhoeven, avec deux figures aux tons de cuivre, dans des harmonies bleues et vertes, d'un puissant relief, de la couleur la plus chantante ; Urbain expose une figure marquée du talent le plus sûr et le plus vraiment classique ; Charlot montre trois portraits puissants aux individualités très marquées, des meilleures œuvres qu'il nous ait encore montrées ; Henry Ottmann, dans sa *Courtisane endormie*, renonce à ses finesses de ton coutumières, pour des solidités et des décisions intéressantes. Le contraste d'une face de négresse et d'un corps nacré est d'une antithèse un peu connue, pour un artiste de cette valeur. Les toiles de Lebasque sont, comme toujours, heureuses, souriantes et délicates. Peské décrit la beauté d'une calanque provençale. Zingg groupe des enfants autour d'une chèvre grise ; tableau solide et bien construit. Henry de Warocquier, auprès des eaux calmes et des rochers au beau dessin, construit des cités de rêve, avec des éléments réalistes. Le pointillisme est représenté par une figure de M. Petitjean, le cubisme par deux pages de M. Dufresne et par le classique et très intéressant portrait de deux de ses adeptes les plus qualifiés, Segonzac et Bousingault, par Boutet de Monvel, qui nous donne là une belle page ; les fleurs de Mme Val sont d'une scintillante et juste vie harmonieuse. Un bon dessin rappelle Doriguac. M. Quélvec a un bon panneau : *la Joie* ; dans un autre, *Calypso* (on doit la vérité à un artiste de cette valeur) il s'est trompé à styliser à l'excès les éléments de son tableau. Ses flots sont marquetés et ne vivent pas, ses rochers sont des mosaïques. Erreur de méthode d'un artiste de talent.

L'orientalisme est représenté à côté de Suréda, par Gaudissard, dont l'*Ouled Naïl* couchée est de belle structure et le *Bain Maure* d'une exécution très complexe et très intéressante ; c'est d'un art très intelligent et très curieux. Mlle Grace Ravlin note ingénieusement le pittoresque de marchés arabes en plein air.

Citons encore MM. Florot et son curieux *Bacchus au Bar*, de ton violent; Fornerod, avec de beaux portraits de femmes, volontairement accusés dans un aspect florissant de santé, d'un beau dessin, et avec quelque rudesse de couleur; M^{lle} Brooks, avec une curieuse recherche de monotonie voulue ou de sobriété obtenue; les natures mortes de bel éclat et d'excellent style de M^{me} Galtier-Boissière, les fleurs de très joli ton de M^{lle} Magdeleine Dayot, l'*Eclaircie* de M. Demeurisse, dont les personnages n'ont point une vie assez particularisée, mais dont le paysage et l'horizon de rues sont d'un bel artiste, les jolies toiles, aux tons tendres, de M^{lle} How, le paysage de M^{lle} Esté, un nu de ligne élégante de M. Levi-Strauss, un bon portrait de M. Gumery, la solide peinture de M. Migonney, les pages de Provence de Fernand Olivier, les portraits d'un faire très sérieux de Thomas-Jean, un sobre et très fin portrait de M. Metman, par M. Gard, une Seine bien établie de M. Misrahi, la curieuse toile d'Hugues de Beaumont, le *Conseil d'administration*, réussite heureuse d'un effort difficile, des paysages de très jolie qualité de Claude Rameau, les efforts très intéressants de M^{lle} Marguerite Carpentier, qui a du style et de la force, le *Cheval blessé* de M. Delaermoz, fortement établi, un portrait de M. Sabbagh, le vigoureux portrait de M. Castelucho et encore des œuvres de MM. Gilsouï, Céria, Dagnac-Rivière, Trochain-Ménard, Kaplan, Giran-Max, Gaulet, M^{me} Babaion-Carbonell, Ritman, M^{me} Zurichier, MM. Gabriel, Droppe, Claudius Denis, etc...

§

Aux dessins, deux nus, d'un style sévère et précis, de Jeannés, exemple d'un art vigoureux et autonome, des chevaux de halage d'une allure très expressive de M. Luard, des pages intéressantes, un peu archaïques de M. Chadel, des défilés militaires mouvementés et alertes de M. Bellan, des fruits et des fleurs de M^{me} Crespel, des aspects de Hollande de M. Debraux, d'Espagne de M. Delétang, de Versailles de M^{me} Gailay-Charbonnal, des aspects curieux de Paris, de belle vigueur, par Charles Jouas et encore Marcel Roll, Seyssaud.

A la gravure, Chahine et ses pointes sèches, études de femmes d'un art parfait, d'une large exécution et d'une recherche typique originale, Paul-Emile Colin, avec une belle bataille de l'Ourcq, Gabriel Belot avec des bois très curieux, d'un faire simple et

puissant, transcription d'émotions tranquilles et profondes, Perri-chon, un maître de la gravure sur bois, Quilivic, le sculpteur, Amédée-Watter au trait âpre et juste, Chalandre au burin robuste, Gobo un de nos bons aqua-fortistes (sa poissonnerie à Venise est fort intéressante), Claudins Denis, qui se délasse des Fêtes galantes qu'il peint, en gravant le Marché à la Ferraille, Bel-trand, Busset, Léopold-Lévy, Jacques Beurdeley, etc...

§

A la sculpture, quelques très belles œuvres : le torse de femme et le Moïse d'Aronson, morceaux de facture savante et artiste, la femme nue, de Louis Dejean, d'un art si fin et nouveau, si achevé, son buste de fillette, très vivant, et le pittoresque buste de M. Albert Laurens, un buste de Despiau, les baigneuses d'une belle netteté de lignes de Halou, le très vivant buste d'Anatole France, de Bourdelle, qui expose deux grandes figures, fragments de monument qu'on ne jugerait bien que vues dans l'ensemble de l'œuvre, des monuments de Bartholomé, toujours émouvant, des bustes de Pimienta, des bas-reliefs de Popineau, le curieux et très esthétique projet de fontaine de Pierre Roche, un lévrier de belle forme hiératique de Sandoz. M^{lle} Anna Bass, dont les figurines ont paru si remarquables à de récentes expositions, expose une statue, *Danaïde*, qui est un des meilleurs morceaux du Salon. C'est de la plus jolie sveltesse de forme et d'expression dramatique et vraie dans une volute très harmonieuse. Le buste de jeune provençale de M. de Hérain est d'un excellent travail. A regarder aussi le buste de Clara, la statuette de danseuse d'un mouvement hardi et spirituel de M^{lle} Sonia Pavloff, les animaux taillés directement dans la pierre de M. Mateo Hernandez, qui voit juste..., des œuvres de M^{me} Besnard, de M^{lle} Marguerite Carpentier, de Carabin, de Marius Cladel, de Rodin de Desbois (on eût attendu de cet excellent sculpteur une effigie plus particularisée); à citer M^{me} Céline Lepage, MM. Lamourdedieu, de Monard, Soudbinine, un bon buste de M^{me} Yvonne Serruys, une figure de M. Wlerick, M^{me} Bernière-Henraux, M. Cavaillon...

§

Une section dite d'art religieux se recommande d'une « Reconnaissance à la bienheureuse Jeanne d'Arc », de Georges Desvallières, du plus joli mouvement et du plus clair pittoresque, avec ses oppositions des types physiques des personnages et les harmo-

meux mouvements des bannières. Le *Christ au prétoire* du même artiste est un peu diffus. Maurice Denis nous montre un ange aux ailes tricolores, soulevant vers le ciel, d'un beau mouvement, le cadavre d'un soldat; autour de ce motif central, remarquablement traduit, des silhouettes de soldats sont vivantes si le fond est un peu stylisé. M. Dusouchet présente un harmonieux projet d'autel pour une église de campagne. Bourdelle présente une Jeanne d'Arc, conçue en petite paysanne lorraine. La naïveté compliquée de Paul Serusier s'épanouit dans une *Annonciation*. M^{lle} Sabine Desvallières nous montre des chasubles de beau style, des roses et des lis s'épanouissent sur un vitrail de M. Laumonerie. N'insistons pas sur le reste... l'art de Saint-Sulpice y fleurit.

§

Une section tchéco-slovaque nous présente quelques artistes de Bohême. Il serait imprudent de tirer de cette exposition des aperçus complets sur l'état des Beaux-arts en Bohême et en Moravie; ces sections sont rarement complètes. Nous y trouvons des artistes qui nous sont bien connus, comme Kupka; sous les espèces d'une sage illustration de *Lysistrata*. M. Slavicek nous donne une belle silhouette de la cathédrale de Prague. Le portrait de la famille du peintre, de M. Svabinsky, contient d'excellents morceaux. M. Obrovsky semble bien connaître Gauguin; il a du pittoresque, de la bizarrerie; sa toilette d'une fiancée tzigane a de la fougue et de la couleur. M. Schvaiger est d'une minutie monotone, mais amusante. M. Nejedly a des dons de paysagiste. M. Brontisek Bilk a certainement de l'imagination et du lyrisme. M. Hudecek est un talent sensible et fin. Il y a de l'élégance dans des figures féminines de M. Preisler. M. Kafka et Stursa sont d'habiles sculpteurs. Rien de plus probable qu'un beau développement d'art prochain, où domineront des tendances de liberté esthétique et d'originalité, en pays tchéco-slovaque.

§

Les Arts décoratifs ne sont pas largement représentés : pas de meubliers, pas d'ensembliers, quelques vitrines et quelques panneaux peints. La série d'images enluminées d'André Heillé, pour son illustration du *Livre des Heures héroïques et douloureuses*, développe toute la récente épopée contée tantôt familièrement, tantôt dramatiquement, d'un style souple qui sait aller de l'a-

anecdote au lyrisme ; parmi les céramistes, Delaherche, Avenard, Goupy, Lenoble ; parmi les dinandiers, Dunand, parmi les ferronniers, Emile Robert, avec ses amusantes synthèses d'animaux. M^{lle} Suzanne Lalique expose des paravents d'un goût décoratif très pur ; à la reliure Marius Michel, Kieffer, des plats de reliure de joli goût de Roger Deverin, un vitrail de Gaudin d'après Hansi ; la vitrine de M^{me} Cazin offre des objets simples parés de grâce. Les bijoux de Rivaud sont de goût artiste et d'ornementation sobre. Un groupe d'animaux, sculpture sur bois de M. Raymond Bigot, est très vivant. En somme, peu de décorateurs ont répondu à l'appel de la Société Nationale.

GUSTAVE KAHN.

CINÉMATOGRAPHIE

L'éveil du Cinéma français. — On aime ou on n'aime pas le cinéma. On y est venu ou on lui boude encore. Le peuple le perçoit. Les intellectuels l'ignorent. Tant pis pour eux. Le cinéma existe. Des films tels que *Forfaiture*, *Anice fille de ferme*, *David Garrick*, *Intolérance*, certains « Douglas-Fairbanks », certains « Charlot », certains « Rio-Jim » suffisent à le prouver. Mais ce sont des films américains. Le cinéma français n'existait pas encore.

A vrai dire, on pressentait bien son éveil quelquefois en des scènes de *J'accuse*, *la Dixième symphonie*, *les Travailleurs de la Mer*, *l'Ame du Bronze*, mais ce n'étaient là que des espérances. La suite des mois ne semblait pas les confirmer. Et voici que tout à coup le cinéma français affirme sa volonté en des œuvres nouvelles. C'est un événement dont il convient de saisir toute la valeur. Qui sait de combien de luttes et de quels préjugés il s'évade ! Il a encore à guérir de tant de mal que lui ont fait l'incapacité et le mercantilisme ! Après bien des lenteurs, des hésitations, il se débarrasse de l'influence néfaste du théâtre. Il lui faut renverser des situations acquises. Cela ne va pas sans heurts, mais il est essentiel qu'on le voie abattre certaines idoles. Non content de profiter de l'exemple américain, il cherche à affirmer sa personnalité, une personnalité à vrai dire encore bien vague et bien hésitante, mais qu'on peut déjà dégager de plusieurs films récemment présentés au public. Nous voulons donc avoir confiance

en l'art muet de chez nous, puisque voici des faits nouveaux qui le révèlent.

Je sais bien que nous ne devons pas seulement rendre grâce à un changement d'esprit. Si quelques personnalités nouvelles ont réussi à vaincre la résistance des timorés et à imposer une certaine originalité de conception, il n'en reste pas moins évident que la loi brutale du change est pour beaucoup dans cette orientation inespérée... Les films tournés à Los Angeles atteignent de tels prix que nos industriels, poussés davantage par le souci de leurs deniers que par celui du progrès de l'art cinématographique, semblent vouloir décidément porter une grosse part de leur effort vers la production française. On nous annonce bien que quelques-uns font appel à des metteurs en scène et à des artistes d'outre-océan, mais, chez nous, avec des moyens égaux, ceux-ci ne feront pas mieux que nos Abel Gance, Léon Poirier, Germaine A. Dulac, Le Somptier, Mercanton, de Baroncelli, Nalpas, Violet, Henry Roussel, Pouctal, Burguet, Mariaud, Lacroix, Antoine, Henry Krauss, Ravel, Deschamps, Marcel L'Herbier, et, demain, d'autres.

Déjà, dans cette confuse *Sultane de l'Amour*, certains développements heureux, certaines réalisations visualisées non sans maîtrise révélaient un charme voluptueux et réaliste, une délicatesse poétique nettement de chez nous ; mais nous avons eu mieux depuis, avec *La Croisade* de Le Somptier, *l'Appel du Sang* de Mercanton, *le Penseur* d'Edmond Fleg, filmé par Léon Poirier, *le Carnaval des Vérités*, de Marcel L. Herbier, *la Rafale* et *le Secret du Lone Star*, mis en scène par Baroncelli, *la Fête Espagnole* de Louis Delluc, filmée par Germaine Dulac, sans compter certaines pages de *Travail*, de Pouctal.

Ces films nous ont prouvé d'abord que, techniquement, nous pouvions faire aussi bien que les Américains et que les Italiens, lorsque nous voulions nous en donner la peine. Récemment *Papillons*, un film assez banal, mais mis en scène de façon remarquable par M. Violet, s'est présenté comme un modèle au point de vue de la photographie. Ce sont là, déjà, de très grands résultats.

Mais, dans *la Croisade*, où certaine scène d'évocation de la guerre est réalisée avec tant de tact, de vérité et d'émotion et où passe plusieurs fois un souffle de vrai lyrisme, dans *le Penseur*, à propos duquel on a prononcé un peu trop légèrement le mot

de chef-d'œuvre, on rencontre une originalité dans les développements scéniques, un choix des éléments plastiques qui sont bien propres au génie français et qui n'ont rien à voir avec la fantaisie supérieurement directe, mais élémentaire, des Américains ou le réalisme outrancier, mais non sans grandeur, des Italiens. Nous ne pouvons juger encore de la nouvelle production allemande, mais l'enthousiasme italien, sans nous permettre de fixer sa qualité, nous assure cependant que l'effort, là-bas, a réalisé d'assez belles choses...

Je voudrais néanmoins ajouter que deux films récents apportent vraiment et complètement, en des genres nettement définis, sinon opposés, des éléments nouveaux et originaux encore rencontrés nulle part, ou du moins jamais affirmés avec une telle perfection; ce sont le *Carnaval des Vérités* de Marcel L'Herbier et la *Fête Espagnole* de Louis Delluc.

Sur un scénario banal assez mal construit, le *Carnaval des Vérités* réalise des tableaux d'un raffinement, d'un goût, d'un art remarquable. Les images, les rêves y portent je ne sais quel charme de haute classe qui anime les visages et les objets, les situe, les exalte avec une élégance et une fantaisie que vous entr'apercevrez seulement, et bien rarement, en quelques films américains. Marcel L'Herbier, avec *Rose France*, nous avait laissé comme dans un vague malaise, mais nous avait mis en contact avec un sentiment délicat des nuances et des demi-teintes. Et l'âme qu'il met en plusieurs de ses compositions s'apparente à celle qu'a exprimée en son œuvre Bonnard, après Carrière. Ici, seulement, c'est le scénario qui pêche par banalité et quelquefois manque de goût.

Avec la *Fête Espagnole*, c'est le contraire. Louis Delluc a réalisé un type quasi parfait de scénario. Je ne crois pas, en effet, qu'on ait jamais rien écrit chez nous de plus photogénique que ce conte de sang, de volupté et de mort. Mais, le metteur en scène pourtant remarquable, qu'est Mme Germaine A. Dulac, à qui nous devons *Ames de Fous*, le *Bonheur des Autres*, ne semble pas avoir résolu cet impressionnisme d'images avec la maîtrise qu'il commandait. La réalisation est manifestement au-dessous de la vision originale. A la lecture du scénario, les mouvements, les rêves, les pensées, les souvenirs, la réalité s'imposent avec une force incontestable. Le rythme nous emporte vers l'accomplissement de l'aventure, sans faiblesse. C'est l'âme d'une

fête que nous faisons nôtre. L'histoire d'amour n'est que l'animation surgie de la fête, le commentaire, la légende, si je puis dire. La fête domine cette journée de soleil. Nous ne retrouvons pas cette unité essentielle dans le film de Mme Germaine A. Dulac. Les valeurs nous semblent trop souvent transposées, les images ne viennent plus tout à fait à leur plan. Mais c'est déjà très beau et c'est assez pour que nous voyons le possible, beaucoup mieux et plus haut que jamais. Cela prouve, en effet, que nous ne péchons pas par manque de science. Nous avons des auteurs et des metteurs en scène capables déjà de réaliser des chefs-d'œuvre. Il reste seulement encore quelques efforts à coordonner.

Après de telles preuves de vie et de perfection, on ne saurait dire que le cinéma français n'existe pas. Nous l'avons vu si bas, si lamentable, que nous n'osions plus espérer. Il est maintenant nécessaire qu'il s'impose. Entre les firmes américaines, et les firmes italiennes qui viennent d'unir leurs destinées aux firmes allemandes, il aura beaucoup à lutter. Mais nous savons assez de lui désormais pour lui faire confiance.

LÉON MOUSSINAC.

LETTRES ANGLO-AMÉRICAINES

Edward Channing : *A History of the United States*, New-York, Macmillan, — James F. Rhodes : *History of the United States*, New-York, Macmillan. — Sherman Evarts : *Arguments and Speeches of William Maxwell Evarts*, New-York, Macmillan, 3 volumes. — Robert Bacon et James Brown Scott : *Addresses and State Papers of Elihu Root*, Cambridge, Harvard University Press, 7 volumes. — Jessie Ames Marshall : *Correspondence of General Butler*, Norwood, Massachusetts, Plimpton Press, 5 volumes. — Charles K. Bolton : *Portraits of the Founders*, Boston, The Athenæum, 2 volumes. — Professeurs Capps, Page et Rouse : *The Loeb classical Library*, New-York, Putnam — Dr W. T. Harris : *Webster's Dictionary*, Springfield, Massachusetts, Merriam. — Memento.

Malgré la guerre et les difficultés de toute sorte qu'elle a créées pour les éditeurs dans tous les pays, les grandes maisons d'édition américaines n'ont pas cessé de faire paraître pendant la lutte des ouvrages de premier ordre.

Deux de nos principaux historiens ont continué leurs travaux et ont publié, chacun, un nouveau volume. Le professeur Edward Channing, de Harvard, a ajouté le quatrième volume à son **History of the United States**. L'auteur traite la période de 1789 à 1815 et naturellement la France paraît à presque tous les cha-

pitres. Napoléon, Talleyrand, le citoyen Genet et le général Sérurier, le ministre de l'Empire à Washington, sont les principaux personnages français qui viennent en scène, et, parmi les questions qui les occupent, se trouvent la cession de la Louisiane et les complications commerciales qui, finalement, ont amené un quasi-état de guerre entre les deux pays.

Le nouveau volume de M. Rhodes, le huitième de son importante **History of the United States**, embrasse dix-neuf années, de 1877 à 1896, et examine les présidences de Hayes, Garfield, Arthur, Cleveland et Harrison, une période où il y eut au moins deux affaires touchant l'Europe de près, une spécialement pacifique et l'autre qui faillit faire éclater la guerre entre les Etats-Unis et l'Angleterre. La première fut l'exposition internationale de Chicago, la seconde le différend concernant les frontières entre le Venezuela et la Guyane, réglé par arbitrage en France, où le palais du Quai d'Orsay réunit le plus distingué tribunal d'arbitrage qu'on ait jamais vu, l'Angleterre étant représentée par son *chief justice*, les Etats-Unis également, tandis que l'avocat pour le Venezuela était un ancien président des Etats-Unis et le défenseur le futur *chief justice* britannique, Lord Alverstone.

Le volume de M. Rhodes s'ouvre avec l'administration du président Hayes, qui est entré en 1877 à la Maison Blanche comme suite à la fameuse « élection contestée » de cette année, dont le résultat fut dû « à l'industrie, à la finesse et au zèle de M. William M. Evarts, qui triompha superbement dans un procès difficile ». Son fils, M. Sherman Evarts, avocat lui-même, vient de publier en trois gros volumes **Arguments and Speeches**, les discours de son père prononcés en des occasions bien différentes, M. Evarts étant un orateur distingué aussi bien devant le barreau, que dans les grands litiges internationaux ou dans les banquets. Le plaidoyer pour M. Hayes s'y trouve, remplissant plus de 120 pages du deuxième volume. « Sa vie est dans ses discours », dit avec raison M. Sherman Evarts, parlant de son père. La carrière brillante de M. Evarts eut aussi son côté européen. Pendant la guerre civile aux Etats-Unis, il fut envoyé par le gouvernement de Washington en mission de propagande en Angleterre et en France. C'était sous le Second empire. En 1881, il se trouvait de nouveau à Paris, cette fois-ci comme président

de la délégation américaine à la conférence monétaire. En 1872, il contribua à la présentation de la thèse américaine devant le tribunal d'arbitrage de Genève. Ministre de la Justice sous le président Johnson, il fut un des défenseurs dans le célèbre procès de déposition; ce plaidoyer occupe 185 pages du premier volume. Ministre des Affaires Etrangères sous M. Hayes, et plus tard sénateur, M. Evarts a montré qu'il était aussi distingué comme homme politique que comme homme de droit.

Semblables sous beaucoup de rapports à l'ouvrage dont je viens de parler sont les sept volumes, **Addresses and State papers**, de M. Elihu Root, — car la vie publique de ces deux éminents hommes d'Etat, MM. Evarts et Root, présente de nombreuses analogies. Ce dernier, qui vit toujours, est encore un grand avocat à New-York, comme l'était M. Evarts. Tous les deux ont été deux fois ministre et chacun aux Affaires Etrangères; tous deux furent envoyés en mission spéciale en Europe et ont terminé leur carrière politique comme sénateurs. Si M. Evarts a porté un grand et actif appui au gouvernement pendant la guerre civile, M. Root a joué le même rôle pendant la guerre avec l'Espagne pour la libération de Cuba. Mis en ordre par feu M. Robert Bacon, ancien ambassadeur à Paris, et M. James Brown Scott, une des principales autorités aux Etats-Unis en droit international, ces volumes sont remplis d'aperçus sur les questions politiques, historiques, artistiques et littéraires touchant non seulement les Etats-Unis, mais aussi beaucoup de pays étrangers, surtout l'Angleterre et la France.

Une autre importante contribution à la littérature politique des Etats-Unis pour cette même période, et plus spécialement pour la période pendant laquelle M. Evarts a vécu, sont les cinq gros tomes, **Correspondence of General Butler**, mis en ordre par la nièce du fougueux général, Mrs. Jessie Ames Marshall, qui dit dans sa préface que « l'objet de cette publication est de fixer la vérité historique ». Quelqu'un a écrit : « Aujourd'hui il est de mode de dire des injures sur le compte du général Benjamin F. Butler », et en publiant la correspondance publique et privée de son remuant oncle, Mrs. Marshall a largement contribué à dissiper beaucoup de malentendus et, en même temps, à mettre en relief son admirable vie privée.

Un notable ouvrage d'un tout autre genre, ce sont les deux volumes, **Portraits of the Founders**, consacrés aux per-

sonnages qui, nés en Europe, sont venus aux colonies américaines avant le commencement du XVIII^e siècle et ont aidé à fonder les Etats-Unis. M. Charles Knowles Bolton, bibliothécaire de cette admirable institution, le Boston Athenæum, est l'auteur de cette curieuse et fort intéressante collection où se trouvent les portraits et de courtes notices biographiques de presque cent cinquante des fondateurs de la grande république américaine. Quelques-unes des toiles reproduites sont d'artistes anciens plus ou moins connus, comme Rembrandt, Marcus Gheeraerts le jeune, Van Dyck, Sir Peter Lely. Ces émigrants d'élite ne sont pas tous d'origine anglaise ; on trouve dans ces volumes les portraits de plusieurs huguenots et d'autres Français comme Le Séruier, Le Noble, Jacquelin, de la fameuse famille des La Roche-Jacquelin, James Bowdoin, de la Rochelle, Sieur de La Salle et le Père Marquette. La préface de M. Bolton est pleine de considérations curieuses, originales et souvent fort instructives, et on peut féliciter chaleureusement l'Athenæum et son savant bibliothécaire pour cette publication exceptionnelle.

Le professeur Capps, de Princeton, et ses collaborateurs de plusieurs autres universités américaines, sont aussi engagés dans un travail savant et de haute volée, dont j'ai déjà parlé ici. (Voir le *Mercur* du 1^{er} mars 1916.) Depuis cette date on a ajouté une vingtaine de volumes au **Loeb classical library**, qui en compte maintenant environ une centaine, « mais l'effet de la guerre, à ce que m'a écrit dernièrement M. Capps, retarde notre travail, et il faut attendre encore quelque temps avant que nous arrivions à faire paraître, comme cela se faisait avant 1914, vingt volumes par an ». Parmi ces nouveaux volumes se trouvent le deuxième tome de Lucien, par le professeur Harmon de Princeton ; les quatre premiers livres des *Helléniques* de Xénophon, par le professeur Carleton Brownson, du collège municipal de New-York ; les discours d'Eschine, par le professeur C. D. Adams, du collège Dartmouth ; trois volumes des *Vies* de Plutarque, par le professeur Bernadotte Perrin, de Yale ; les *Lettres* de Sénèque, par le professeur Richard Gummere, du collège Haverford ; un volume de Virgile, par le professeur Kushton Fairclough, de l'université de Stanford ; l'*Odyssée*, par le professeur A. T. Murray, de la même université, et l'*Histoire des Guerres* de Procope, par M. Henry B. Dewing.

J'ai laissé pour la fin de ma chronique quelques mots sur le vrai *magnum opus* littéraire des Etats-Unis, le **Webster's dictionary**, dont une nouvelle édition vient de paraître avec un supplément qui le rend tout à fait d'actualité. Parmi les mots qui s'y trouvent pour la première fois, on peut signaler : Boche, camouflage, communiqué, barrage, avion, bergsonisme, escadrille, guesdisme, liaison, no man's land, sammy, soviet, tank, zeppelin, etc. Dans le supplément biographique on trouve une longue liste de noms nouveaux pour le dictionnaire, mais non pour le public, comme Rupert Brooke, le jeune poète anglais tué à l'ennemi, Denikine, Foch, Haig, Hoover, Lenine, Pau, Pershing, Vénizelos, etc. ; et dans la section géographie, La Bassée, Chemin des Dames, le Mort-Homme, etc. On voit partout dans ces suppléments l'effet de la guerre, des preuves du grand rôle que la France y a joué et le fait assez curieux que la langue anglaise, qui devait déjà tant de mots au français, surtout des termes militaires, lui a fait depuis 1914 un autre grand emprunt.

MEMENTO. — 1919 : *Playboy*, mars-avril, frontispice, M. Jacques Copeau en Washington dans la pièce de M. Percy Mackay, qui porte ce titre. La ressemblance entre l'acteur parisien et le libérateur américain est frappante. Ce périodique, très français sous beaucoup de rapports, est très bien dirigé par un jeune littérateur et artiste new-yorkais, M. Egmont Arens.

Poetry, juin, « Rilke's Poems », par Padraic Colum, poète irlandais. « Ce qu'on a dit de Rilke, on l'a dit aussi, mais avec peu d'exactitude, d'un autre poète viennois, von Hofmannsthal, c'est qu'il est un poète mystique ». — Juillet, « After the War Number », où près d'une vingtaine de poètes américains et anglais chantent la guerre et en conséquence la France, comme Mme Eve Summers :

*Soissons and Cambrai, Noyon and Verdun
Dear dead, with beauty on them as they lie !
But Ypres and Lens, beneath the shining sky,
Are skeletons slow bleaching in the sun !*

Stratford Journal, août, « A Spanish-American Poet », par Alice Stone Blackwell. « *Presagios* a établi la réputation de Rafael Cabrera comme un des meilleurs parmi les plus jeunes poètes du Mexique ». — « Edmond Rostand », par Elizabeth Wallace, qui a rencontré souvent le poète chez Gaston Paris. « Il y a chez Rostand un charme spécial, celui de la jeunesse ; il est toujours jeune et il a su montrer le goût artistique suprême de ne pas vieillir. » — *Bookman*, août, « Guy de Maupassant's Paris », par Arthur B. Maurice. « C'est la ville de plaisir

et d'industrie qui se reflète dans ses pages. » — *Scribner*, septembre, « Talfourd, the Artist of the Brownings », par Eliza L. Johnston. « Les têtes en vignette, les plus connues et les plus aimées de tous les portraits des Brownings, étaient l'œuvre de Fiel Talfourd. » On donne un portrait de Talfourd lui-même aussi bien que ses portraits de Robert et Elizabeth Barrett Browning. — *Poetry*, octobre, « Recent French Poetry », par le poète anglais Richard Aldington, qui parle des livres récents de Jules Romains, André Spire, Francis Jammes et Paul Fort. — *Plowshare*, octobre, « A French Poet », par Gunnar Cederschiold. « De tous les hommes que j'ai connus, personne n'est si parfaitement bohème et poète dans toutes les circonstances de sa vie que Blaise Cendrars. » — *Little Review*, octobre, « A Visit », d'après Charles Vildrac, par le poète américain, Witter Bynner. — Même revue, juillet, « Sunday Afternoon », d'après Jules Laforgue, par Malcolm Cowley. Jules Romains est un des rédacteurs étrangers de ce « périodique avancé ». — *Yale Review*, octobre, « France and America in Peace », par Firmin Roz. « Ni en France, ni aux Etats-Unis puisse-t-on ne jamais oublier que de même que du sang français fut versé en 1776 sur le sol américain, du sang américain a été versé sur le sol français en 1917 et 1918, et que l'alliance ainsi scellée doit vivre pour toujours chérie et sacrée. » — « Belgium since the War », par Emile Cammaerts. « Dans les derniers mois un grand progrès a été fait dans plusieurs directions. » — *South Atlantic Quarterly*, octobre, « Rossetti Studies : The Lyric », par le professeur Albert E. Trombly, de l'université de Texas. « L'homme que ses contemporains ont appelé un anachronisme était en réalité un poète du seul dieu qui puisse satisfaire les aspirations de l'homme, c'est-à-dire l'Idealisme. » — *Dial*, 4 octobre, « A Moment of the French Mind », par le professeur W. E. Leonard, de l'université de Wisconsin, — un éloge d'Anatole France, « la voix de la France ». — 18 octobre, « Miss Lowell Abides our Question » (à propos de son dernier livre, *Pictures of the Floating World*), par Conrad Aiken, poète américain. « Miss Lowell s'est imposé une tâche des plus quichottesques, c'est-à-dire la simulation de la poésie. » — *Poetry*, novembre, où on annonce les prix pour cette année. Voici les lauréats de Miss Monroe : H. L. Davis, de l'Orégon, Majorie Allen Seiffert, de l'Illinois, et Mark Turbyfill, de Chicago. — *Plowshare*, novembre, « Fernand Léger », par André Salmon. « Guillaume Apollinaire, dont la connaissance était exceptionnelle, a ouvert de nouvelles perspectives aux critiques, quand, en 1913, il a attiré l'attention sur Fernand Léger et a aperçu que ses cinq années de travail démontraient l'individu comme opposé aux espèces. » — *Scribner*, novembre, « Roosevelt's Own Letters », mises en ordre par Joseph B. Bishop. Extrait d'une lettre de 1908 : « Si la Russie préfère se développer de sa propre manière

et résister au mouvement libéral, croissant tout autour d'elle, elle ajournera peut-être le jour du règlement, mais elle ne peut pas l'éviter. L'heure sonnera où elle connaîtra une Terreur rouge en comparaison de laquelle celle de la Révolution Française sera bien pâle. » — *Nation*, 8 novembre, « Roosevelt and the National Psychology », par le professeur Stuart P. Sherman, de l'université d'Illinois. « Il doit se placer quelque part, parmi les rois et les kaisers en compétition avec lesquels il a conquis sa place dans l'histoire spiritualiste de son temps. » — *Pagan*, novembre-décembre, « L'Adieu », poème français par Hélène Stanton. Cette petite revue new-yorkaise, dirigée par M. Joseph Kling, est très accueillante aux auteurs français et à la langue française. — *Scribner*, décembre, « Emile Carlsen », par Eliot Clark. « Ce peintre danois a toujours eu une profonde admiration pour l'œuvre de Chardin ; on peut même voir dans leurs deux tempéraments quelque chose d'analogue. » — *North American Review*, décembre, « John Drinkwater », par St. John Ervine. « L'événement le plus singulier de la dernière saison théâtrale de Londres a été le succès de la pièce, *Abraham Lincoln* », de M. Drinkwater, qui se trouve actuellement à New-York pour assister à la première représentation en Amérique de son œuvre.

THÉODORE STANTON.

BIBLIOGRAPHIE POLITIQUE

A. H. Fried : *Der Völkerbund*, Wien, E. P. Tal, s. p. — Harold Spender : *David Lloyd George, étude biographique*, A. Colin. — Gabriel Maisne : *Raymond Poincaré*, Sansot. — Gustave Geffroy : *Georges Clemenceau, sa vie, son œuvre*, Larousse.

M. Alfred H. Fried, pacifiste autrichien qui s'était acquis une réputation mondiale par son apostolat avant la guerre, publie sous le titre, **Der Völkerbund** (*La Société des Nations*), un recueil où, à côté d'écrits de Grey, L. Bourgeois, Taft, et autres auteurs alliés, se trouvent trois articles de Fried lui-même, du général bavarois comte Max Montgelas et du ministre allemand M. Erzberger. Ils font grand honneur à leurs auteurs. Sans doute la conversion d'Erzberger (et peut-être celle de Montgelas) aux idées pacifistes n'est pas ancienne. Au commencement de la guerre, il était encore inféodé aux idées impérialistes allemandes (ou tout au moins les servait sans protester). Mais nous-mêmes, étions-nous aussi pacifistes à cette époque que maintenant ? La guerre a ouvert bien des yeux. Tout ce qu'on peut demander, c'est que la conversion soit entière et sincère. Celle d'Erzberger et de Montgelas paraît l'être. Montgelas demande des droits

égaux pour toutes les nations, grandes ou petites, l'accès à la mer pour tous (Suisse, Serbes, Polonais, Roumains) et une organisation des nations ne reposant pas sur la force, mais sur la soumission de la force au droit. Il cite, en s'y associant, des passages du professeur Franz von List (de Berlin), qui, dans la ville où Guillaume et Bethmann, depuis le commencement de la guerre, ne cessaient de dire : « Il n'y a plus de droit international », écrivait en 1918 dans la 11^e édition de son *Droit international* :

La dure leçon que cette guerre nous a fait comprendre est qu'il faut introduire une contrainte dans le système du droit international.

L'avenir du droit international dépend de l'introduction d'un élément de contrainte dans la Société des Nations.

Erzberger exprime des idées analogues et insiste sur cette idée que la Société des Nations doit être plus qu'une fédération d'États, qu'elle doit être une fédération de peuples.

Avec Montgelas nous pensons que le seul bien qui puisse résulter pour les peuples de la guerre mondiale est de comprendre qu'elle doit être la dernière. Mais, pour y arriver, il faut comprendre qu'il y a des bonnes volontés partout et qu'il ne sera pas de trop de toutes les bonnes volontés.

ÉMILE LALOY.

§

Les derniers événements ont rappelé l'attention sur Lloyd George. C'est donc une occasion pour parler du livre que lui a consacré un de ses vieux amis, M. Harold Spender, et qui a été traduit par M. Cru sous le simple titre : **David Lloyd George, étude biographique**. Il ne semble pas, d'ailleurs, et tout d'abord, que le traducteur ait raison quand il qualifie le Premier de grand Européen. Lloyd George a commencé par être un grand Gallois et un pur Gallois, et sa première personnalité s'est allumée par l'opposition de son nationalisme gallois au nationalisme anglais. Mais sa seconde personnalité pourrait bien consister dans une opposition analogue de son caractère anglais à l'internationalisme européen qu'aurait dû instaurer la Société des nations. Il diffère nettement en ceci de Wilson qui mériterait bien plus que lui ce qualificatif de grand Européen. Lloyd George, dès sa première rencontre politique avec le Président, a justement protesté contre le plus international des quatorze points de Wilson, celui de la liberté des mers, et il a maintenu, avec un sens

anglais indéniable, le point de vue particulier de *Rule Britannia*. Plus tard, s'il a cédé en ce qui concernait le statut des bateaux allemands cédés en gérance à la France, c'est peut-être pour souligner ironiquement l'entorse qu'avait donnée le Président à ses grands principes d'eupéanisme, et sûrement parce que l'abandon de quelques cargos à notre pauvre marine marchande ne portait aucun préjudice sérieux à la sienne. Dans l'affaire de l'occupation de Francfort, son attitude s'explique très simplement par l'intérêt décisif que l'Angleterre avait de ne pas nous laisser profiter des charbons de la Ruhr, car alors nous étions forcés de nous procurer nos charbons chez elle; et au prix de 400 fr. la tonne, ça pouvait aller à 8 milliards pour les 20 millions de tonnes qui nous faisaient défaut pour la seule année courante ! Un bon pareil valait bien le risque même de mécontenter l'opinion publique anglaise. Mais, plutôt que de s'étonner ou de s'indigner de cette conception intéressée, il faut la noter, et si possible la désarmer par de loyales explications. C'est ce qui a été fait, et il faut bien espérer que de cet échange de vues peu amènes, car vraiment certains communiqués de Lloyd George manquaient de bienveillance, les Celtes sont impulsifs ! sortira la claire vision de la nécessité d'établir un régime de surveillance très efficace sur les charbonnages de la Ruhr ; nous ne pouvons pas admettre que sous des prétextes d'ordre intérieur, soi-disant spartakistes ou kaiseristes, l'Allemagne se soustraie à ses engagements. Que la Société des Nations administre la Westphalie, comme nous le Palatinat, et tout sera parfait.

La petite biographie de M. Gabriel Maisne sur **Raymond Poincaré** est beaucoup moins importante, mais elle servira de pierre d'attente au grand monument qu'il faudra bien élever à notre dernier président. On n'a pas encore rendu suffisamment justice à son rôle pendant toute la durée de la guerre ; qui sait si ce n'est pas lui qui a assuré la continuité de décision patriotique et guerrière de tant de cabinets successifs, qui, peut-être, sans cette force de cohésion continue, se seraient livrés à de stériles oppositions, contradictions et représailles ? Il paraît que dans quelques faubourgs parisiens on a su mauvais gré à M. Poincaré de n'être pas resté tout seul à l'Elysée en septembre 1914, pendant que le parlement et le gouvernement filaient sur Bordeaux ; cette critique est injuste ; le devoir du parlement et du gouvernement était de

quitter Paris pour aller organiser la défense nationale, et nous avons assez souffert en 1870 de la faute commise pour ne pas la recommencer en 1914. Je vois, dans les articles du général Mangin, que publie en ce moment la *Revue des Deux Mondes*, que MM. Poincaré, Viviani et Briand avaient eu l'idée, à cette heure angoissante, de se rendre tous trois sur le front au lieu de se diriger sur le sud-ouest ; je crois qu'ils auraient eu tort et qu'ils auraient plus gêné que servi le général Joffre ; leur place à tous trois était à Bordeaux. Maintenant, peut-être auraient-ils pu s'arrêter en route, attendre à Fontainebleau ou Orléans l'issue de la grande bataille, de façon à revenir se montrer aux bons Parigots vers le 10 ou le 11 septembre, mais aussitôt après ils devaient rejoindre leur poste à Bordeaux où était le gouvernement.

Et s'il est trop tôt pour parler de Raymond Poincaré, encore plus l'est-il pour parler de Georges Clemenceau. Le beau livre que M. Gustave Geffroy lui a consacré sous ce titre, **Georges Clemenceau, sa vie, son œuvre**, est d'ailleurs un album et un recueil de documents plus qu'une biographie approfondie, et on se contentera d'examiner avec un intérêt soutenu cette masse d'illustrations, d'autographes, de croquis originaux. Quant au jugement même à porter sur Clemenceau, il ne pourra être que débordant de gratitude et de chaleur pour la période qui va du 16 novembre 1917 au 11 novembre 1918 ; aucune année, dans aucun temps de notre histoire, n'a été plus glorieuse que cette année-là, et ce n'est que justice que cette gloire illumine la figure du grand vieillard, qui, quels qu'aient été ses torts en d'autres circonstances, a eu du moins le mérite souverain de ne jamais désespérer de la patrie ! Mais, et sans entrer dans l'examen de la période antérieure, peut-être sera-t-il permis de regretter, pour la postérieure que, le lendemain même de l'armistice, M. Clemenceau n'ait pas passé à d'autres les responsabilités du pouvoir. Un homme comme Briand qui ne savait pas l'anglais (grand avantage !) aurait manœuvré avec plus de prudence et de souplesse dans le petit groupe des *big five*. Les souvenirs récemment publiés de M. Keynes, conseiller financier technique anglais, laissent l'impression que l'habileté expansive de Lloyd George a eu raison, tout au long de ces séances, de l'immobilité doctrinaire de Wilson et de la grincerie gouailleuse de Clemenceau. Et puis il n'y avait pas, au lendemain de l'armistice, que la question extérieure ! Il

aurait fallu faire un premier emprunt vers janvier ou février, les élections vers février ou mars, dessiner le plan de réorganisation nationale en avril ou mai, faire un second emprunt à la rentrée des vacances et établir pour 1919 un budget autre que celui qui a été dressé par le ministre d'alors. Nous aurions gagné un an, et un an, en temps de crise économique, c'est énorme !

HENRI MAZEL.

OUVRAGES SUR LA GUERRE DE 1914-1919

H. Galli : *L'offensive française de 1917*, Garnier. — Général Percin : *1914 : Les erreurs du Haut Commandement*, Albin Michel. — J.M. Carré : *Histoire d'une Division de couverture*, Renaissance du Livre. — H. von Kuhl : *Der deutsche Generalstab*, Berlin, Mittler. — Camille Jullian : *La Guerre pour la Patrie*, Bloud et Gay. — Léon M. O. Gurekian : *Le Responsable*, Jouve et Cie.

M. H. Galli, député de Paris, vient de publier son rapport sur **l'Offensive française de 1917**, rapport dont la Commission de l'Armée l'avait chargé, avec mission d'enquêter sur les responsabilités de l'échec de notre offensive. La Chambre précédente s'étant séparée avant d'avoir pu en adopter les conclusions, M. H. Galli a repris sa liberté en soumettant au public les résultats de son enquête. Il est regrettable que nous n'ayons pas eu ce livre quelques mois plus tôt. Plus complet, plus impartial, plus objectif que tous les autres parus sur le même sujet, il aurait contribué à éclairer le débat, au lieu de l'envenimer. Comme nous l'avons dit précédemment, on relève des fautes graves des deux côtés. Il nous paraît inutile de recommencer l'analyse des événements dont M. H. Galli nous donne l'exposé avec détail. Signalons seulement qu'une partie, tout à fait inédite, est consacrée au rapport de la commission nommée par M. Painlevé et composée des généraux Brugère, Foch et Gouraud. Ce rapport n'est pas reproduit *in extenso* ; mais nous en connaissons désormais la substance et les conclusions. Il fait remonter la première responsabilité de l'échec au Gouvernement, qui, après avoir eu une connaissance complète des projets du général Nivelle, laissa carte blanche à ce dernier. Il nous dévoile, d'autre part, la conclusion personnelle du général Brugère sur les modalités de l'exécution : « Le général Nivelle n'a pas été à la hauteur de la tâche qu'il avait assumée. » Ainsi, le terrain de cette question épineuse est aujourd'hui déblayé. Il n'en reste pas moins à faire. M. H. Galli découvre des fautes graves à tous les échelons du

Commandement. Il note l'hésitation de certains commandants d'armée à faire affluer leurs réserves. Le soir du 16 avril, la X^e armée, qui doit avancer dans la brèche entre les V^e et VI^e armées, suspend son mouvement après avoir eu 150 tués ou blessés. Les généraux n'avaient pas confiance ; la guerre de tranchées, qui s'était éternisée, avait exercé sur eux une action déprimante : « Ils étaient vaincus avant de se battre, a pu dire un témoin ; ils estimaient que la besogne assignée était trop grande pour leurs forces. »

M. le général Percin s'est attelé à une tâche qui menace d'être vaste. Son autorité, sa compétence, sa connaissance des événements auxquels il a été plus ou moins mêlé lui permettront, il faut l'espérer, de la conduire à bonne fin. Il se propose de nous dire : 1^o Pourquoi nous avons été mis en échec en août 1914 ; 2^o pourquoi, après la Marne, nous nous sommes arrêtés sur la ligne de l'Aisne, au lieu de pousser jusqu'à la frontière ; 3^o pourquoi la guerre de tranchées a duré 46 mois et la guerre de mouvement 5 mois seulement ; 4^o pourquoi, au cours de ces 46 mois de guerre de tranchées, il a été impossible d'enlever, d'un même élan, les positions successives de l'ennemi ; 5^o pourquoi, après la deuxième bataille de la Marne, au lieu de chasser l'ennemi à l'allure moyenne de 20 kilomètres par jour, nous ne l'avons poussé qu'à l'allure moyenne de 500 mètres par jour ; 6^o pourquoi nous avons eu 2 millions de morts ou de mutilés, c'est-à-dire presque le double des pertes de l'ennemi sur notre front ; 7^o pourquoi nous avons dépensé 182 milliards, etc. Ce sont là des questions, certes, intéressantes. La première de ces études vient de paraître sous le titre : **1914. Les erreurs du Haut Commandement**. C'est l'instruction d'un procès, avec pièces à l'appui. Le réquisitoire est un peu rapide ; mais ces dernières, réunies en annexes, sont étrangement suggestives. Nous ne pouvons que signaler cette œuvre de réparation et de justice.

Des contributions à l'histoire de nos corps de troupes, telles que l'**Histoire d'une Division de couverture** de M. J. M. Carré, sont tout à fait précieuses. L'auteur, attaché à l'état-major de la 4^e division (2^e corps), a vécu assez près des organes du Commandement pour observer sur le vif les hommes qui en étaient investis. Il nous donne ainsi des généraux Rabier, Gérard Cordonnier, Langle de Cary, etc., des silhouettes très vivantes, qui

dénotent un don de vision aiguë, pénétrant, et un sens psychologique très sûr. Mais, il s'est trouvé également assez mêlé à la vie des hommes de troupes pour en dire l'héroïsme et les souffrances. L'historique de cette magnifique 4^e Division, à peu près fondue après les six premiers mois de la guerre, relate le combat de Mangiennes, la ruée, à l'aveuglette, dans les Ardennes belges, puis la retraite sur la Meuse, les combats de Sermaize et de Maurupt, pendant les journées de la Marne, enfin cette longue et épuisante lutte, si ignorée, si peu connue, dans la forêt de l'Argonne. Pendant trois mois, sans relève, la 4^e Division eut à résister aux coups de boutoir furieux de l'armée du Kronprinz, s'efforçant de fermer la tenaille à l'ouest de Verdun, en prenant appui sur l'emprise de Saint-Mihiel. Ces scènes de massacre, prises et reprises de tranchées, ont pour théâtre le décor de la forêt automnale. Les localités du pays des gentilshommes verriers, si joliment décrit par A. Theuriet, avec leurs noms évocateurs, Bagatelle, Fontaine-Madame, Four-de-Paris, Fontaine-aux-Charmes, Florent, Saint-Hubert, parées autrefois de leur seule grâce sauvage, sont désormais associées à des souvenirs sanglants. Pris par le sortilège de la forêt, M. J. M. Carré nous montre les lisières des bois, émergeant dans la lumière naissante : « Elles flambent, dit-il, de toutes leurs branches roussies ; on dirait qu'elles crépissent, tournoient ainsi que dans les tableaux de Van Gogh. » Ce livre d'artiste et de lettré est plein de notations de ce genre ; elles lui ajoutent un charme particulièrement émouvant.

JEAN NOREL.

§

Le livre du général d'infanterie von Kuhl sur l'**Etat-major général allemand dans la préparation et la conduite de la guerre mondiale** est composé de deux parties, l'une destinée à soutenir ce mensonge que la volonté de guerre de la Russie, le désir de revanche de la France et la jalousie commerciale de l'Angleterre ont causé la guerre mondiale, l'autre contenant des révélations inestimables sur les plans de campagne dressés contre la France et la Russie successivement par le maréchal de Moltke et par ses successeurs, Waldersee, Schlieffen et Moltke neveu. L'auteur a été leur collaborateur avant de devenir, pendant la guerre, d'abord le chef d'état-major de la 1^{re} armée (von Kluck) et ensuite celui du groupe d'armées commandé par

le prince héritier Rupprecht de Bavière. Sans doute, même dans cette partie de son livre, l'auteur ne dit pas tout ce qu'il sait, et, écrivant de mémoire, a pu introduire des inexactitudes plus ou moins involontaires, mais tant que les archives de l'état-major allemand pour cette période resteront fermées aux chercheurs, il faudra s'estimer heureux d'avoir les révélations de von Kuhl.

Notre maître et éducateur pour la *grande guerre contemporaine* a été le feld-maréchal comte de Schlieffen. Partant des remarques et théories de son grand prédécesseur Moltke, il chercha à s'élever jusqu'à l'art d'opérer avec les millions d'hommes des armées d'aujourd'hui et à arriver à l'anéantissement de l'adversaire. Il a consacré sa vie à cette tâche... Le comte von Schlieffen est la personnalité la plus notable avec laquelle j'aie été en contact pendant mes nombreuses années de service. Comme je l'ai dit, j'ai été beaucoup employé par lui à des études d'opérations, des jeux de guerre et des voyages d'état-major. Il a joué avec moi sur la carte maintes de ses grandes conceptions sur des opérations... Il se tenait à dessein dans l'ombre et exigeait la même chose de ses officiers d'état-major : « l'officier d'état-major doit plus être que paraître », disait-il. Sous son calme extérieur brûlait le feu sacré du général. Lors d'une crise marocaine, nous étions en voyage d'état-major à Sainte-Marie-aux-Mines, dans les Vosges. Une après-midi, je dus, en qualité de chef de la 3^e section, lui faire un rapport sur des télégrammes de Berlin représentant la situation comme sérieuse et disant que les Français faisaient des préparatifs de guerre : « Qu'ils viennent donc ! » s'écria-t-il en frappant sur la table.

Les formations massées, a-t-il écrit, ne conduisent qu'à des attaques contre le front avec des forces insuffisantes, à des chocs répétés et toujours plus faibles qui ne produisent presque aucun effet. La bataille moderne sera donc encore plus qu'autrefois une lutte au sujet des flancs... Dans cette lutte, celui-là vaincra dont la dernière réserve ne sera pas en arrière au milieu du front, mais à l'extrémité d'une aile. Elle doit y être conduite, non quand le regard d'aigle du généralissime a reconnu le point décisif d'une bataille qui fait rage sur des kilomètres carrés, mais en l'y dirigeant dès le débarquement du chemin de fer.

Nous n'avons pas pu, dans la bataille décisive sur la Marne en septembre 1914, faire marcher d'avance nos réserves sur l'aile extrême comme il le voulait. Mais un de ses élèves, Ludendorff, a pu, comme chef d'état-major de Hindenburg, conseiller à celui-ci des mesures qui ont conduit à un Cannes tel que Schlieffen l'avait imaginé. Une résolution extrêmement audacieuse transforma une situation très menacée en une grande victoire : la Prusse orientale était sauvée...

En revanche, notre tentative de tourner les Français en Artois et en

Flandre, en septembre et octobre 1914, en amenant de nouvelles forces, échoua. Il arriva ce que le général Bernhardi [discutant les théories de Schlieffen] avait prédit : l'adversaire, qui connaissait le danger et qui cherchait lui-même à nous envelopper, allongea son front ; nous allongeâmes le nôtre, et la course pour le flanc continua jusqu'à ce que la mer y mît une fin. Où était la différence par rapport à l'Oureq ? nous nous étions éparpillés. Les forces immédiatement disponibles vinrent par gouttes, se déployèrent *en partie* derrière le front et durent, en général, s'étendre pas à pas de l'intérieur vers l'extérieur, au lieu d'être disposées à distance pour envelopper. Nous n'avions pas tourné suffisamment l'adversaire par notre déploiement ou par des transports par chemins de fer comme les Français à l'Oureq. Lorsque, plus tard, nous voulûmes effectuer l'enveloppement extrême, nous rencontrâmes dans le débordement de l'Yser de très grandes difficultés de terrain. Nos corps de réserve nouvellement formés ne furent pas à la hauteur de la tâche qui leur y échet. Nous en vîmes ainsi dans l'Ouest à la guerre de positions. Les enveloppements n'y étaient plus possibles ; les trouées n'y réussirent pas, même après des combats durant des mois.

Nous avons dans l'Est remporté de brillantes victoires par enveloppement ; nous avons même fait une trouée à Gorlice, mais les Russes n'en furent pas détruits ; ils reculèrent à temps, quoique avec de très lourdes pertes. Dans la suite, si notre aile septentrionale avait été plus forte et avait plus tôt commencé l'enveloppement [comme Ludendorff l'avait en vain demandé à Falkenhayn], il était possible d'arriver à un grand résultat... L'offensive du groupe d'armées Hindenburg contre Wilna, n'ayant été entamée qu'en août 1915, n'a plus pu envelopper l'adversaire.

Bernhardi remarque avec raison que le front a aussi besoin de réserves, mais il ne m'en paraît pas moins certain que la masse des réserves ne doit pas être placée derrière le front, tant que la possibilité de l'enveloppement subsiste. Ce fut notre faute, lors de la marche en avant par la Belgique en 1914, de répartir nos corps de deuxième ligne sur tout le front de l'armée, au lieu de les réunir derrière l'aile de choc... Le grand moment où, au commencement de septembre 1914, nous avons pu envelopper les Français et terminer rapidement la guerre a été perdu sans retour...

Le comte de Moltke, successeur de Schlieffen, était une âme noble et d'élite, une intelligence claire, pénétrante et rapide. Il avait une grande capacité de travail. Il s'acquittait modestement et en silence de ses lourdes fonctions. Sa santé était atteinte au commencement de la guerre, et cela peut avoir contribué à ce que ses nerfs n'aient point résisté à la guerre. Sa mort subite a montré qu'il était plus malade qu'on n'avait cru...

Immédiatement après la guerre de 1870-71, le feld-maréchal de Moltke se crut assez fort pour prendre l'offensive simultanément des deux côtés contre la France et la Russie en cas de guerre; mais dès que la force militaire de la France se fut raffermie, cette double offensive apparut inexécutable: il fallut se décider à n'attaquer que d'un côté: Moltke se décida pour l'offensive contre la France et pour la défensive du côté de la Russie. Il se basait sur ce que l'armée française se concentrerait plus vite que l'armée russe et pouvait être sur la frontière le 12^e jour de la mobilisation. On pouvait donc, en cas d'offensive immédiate dans l'Ouest, compter sur une bataille décisive pendant la 3^e semaine. En cas de victoire, nous devions chercher à l'exploiter, mais sans poursuivre jusqu'à Paris. Moltke voulait laisser à la diplomatie de nous procurer du calme de ce côté sur la base du *statu quo ante*, afin de pouvoir renforcer nos forces dans l'Est. Il admettait que les Russes n'auraient pas encore pénétré jusqu'à la Vistule lors de la 4^e semaine...

Après la conclusion de l'alliance avec l'Autriche en 1879, celle-ci ne devant intervenir que dans l'Est, Moltke, en 1879 et 1880, se décida pour l'offensive contre la Russie et la défensive contre la France... parce que nous ne pouvions plus compter arriver contre cette dernière à une décision rapide... Si nous devions soutenir simultanément deux guerres à 1.125 kilomètres l'une de l'autre, il fallait, d'après Moltke, utiliser les grands avantages que le Rhin et nos puissantes forteresses offraient pour la défensive dans l'Ouest et employer toutes les forces qui n'y étaient pas indispensables à une puissante offensive dans l'Est... Il voulait recevoir l'attaque française dans une forte position en avant de la Sarre, à peu près sur la ligne Forbach-Saarlouis, que l'ennemi ne pouvait tourner... Il admettait que la Russie aurait contre l'Allemagne une armée sur le Niemen et deux sur le Narew, contre l'Autriche deux armées en Wolhynie et une en Podolie, et qu'une 7^e armée russe, réunie au centre sur la Vistule, pourrait opérer, soit contre l'Allemagne, soit contre l'Autriche. Suivant toutes apparences les Russes projetaient une grande offensive en Allemagne ou en Autriche. Nous pouvions espérer les prévenir par notre offensive. Un rassemblement des principales forces russes autour de Varsovie demanderait au moins quatre semaines, et de là, jusqu'à la frontière de Silésie, aurait 235 kil. à franchir. Il est vrai que, grâce aux lignes de Pétersbourg et de Moscou, les Russes pouvaient transporter leurs armées du Niemen et de la Narew presque aussi vite que celles des nôtres qui leur seraient opposées. L'Autriche serait prête avant le 28^e jour sur la frontière russo-galicienne. Moltke voulait employer 7 corps allemands pour la campagne dans l'Est; 2 seraient transportés aussitôt à Gumbinnen et à Lyck... Le reste marcherait contre la Narew, dans la direction Pultusk-Ostrolenka, par la rive droite

de la Vistule, dans l'attente de rencontrer, au nord de la Narew ou sur cette rivière, un ennemi prêt à se battre. Pendant ce temps les Autrichiens s'avanceraient de Galicie vers le nord dans la direction de Lublin, après s'être fait céder de la place sur leur flanc droit par les armées russes qui y seraient probablement en formation...

Moltke maintint ce plan, même après l'adhésion de l'Italie à la Triple-Alliance. La venue de plusieurs corps italiens sur le Haut-Rhin devait servir à renforcer la défense de l'Alsace et à préparer le siège de Belfort. Les Italiens retiendraient aussi des forces françaises à la frontière des Alpes.

Le comte Waldersee, qui succéda à Moltke en 1888 et qui était son quartier-maître général depuis 1882, avait les mêmes vues. En 1886 et 1887, il proposa, il est vrai, d'employer les principales forces allemandes à une attaque dans l'ouest, parce que, suivant toute apparence, la France serait la cause de la guerre et la commencerait plus tôt que la Russie. Il revint cependant vite au plan de Moltke, lorsqu'il sembla que ce serait la Russie qui commencerait la guerre à laquelle la France prendrait part, sinon aussitôt, du moins peu après... Il déplaça même vers l'est les principales forces allemandes [7 corps devant s'avancer d'Ortelsburg-Lyck sur Lomza-Kowno]... Waldersee ne méconnaissait pas les difficultés d'une attaque contre la Narew. Pendant la saison humide, particulièrement en avril, mai, et aussi en juin et en novembre, il reconnaissait qu'une offensive n'y était pas exécutable. Les chemins devenaient des fondrières, les rivières débordaient, les terrains bas étaient impassables. Waldersee, si la guerre éclatait dans la saison humide, se réservait de décider si l'on ne ferait pas mieux de s'affaiblir dans l'Est pour agir plus puissamment dans l'Ouest.

Si l'offensive, une fois commencée, ne réussissait pas à forcer la ligne de défense russe formée par le Niémen, le Bobr et la Narew, il ne restait plus, d'après Waldersee, qu'à attendre l'offensive russe pour attaquer quand elle aurait franchi ces fleuves.

Ces réserves faites par Waldersee lui-même constituaient une forte critique de son plan d'opérations.

En cas de guerre contre la France seule... Moltke considérait l'attaque comme très difficile. Le système français de fortification avait laissé à dessein deux trouées : entre Epinal et Toul et entre Verdun et Montmédy. Si l'on voulait tourner Verdun par le nord, l'ennemi pouvait, grâce aux hauteurs de la Meuse, rendre cette opération difficile, et même si l'on forçait le passage du fleuve, le flanc gauche de l'attaquant était sérieusement menacé de Verdun. Moltke préférait donc l'offensive contre la trouée Epinal-Toul. Mais Waldersee dut faire entrer en ligne de compte la transformation de Nancy en grande position de campagne effectuée dans l'intervalle. Nancy et Manonviller devaient être attaqués

avant que l'on puisse pénétrer par la trouée au sud de Toul. Tout cela était difficile et pouvait conduire à une bataille dans des circonstances défavorables pour nous.

Il n'était pas alors question de mouvement par la Belgique. Schlieffen, qui succéda à Moltke et à Waldersee, adopta d'abord leur point de vue... Il crut devoir persister à prendre l'offensive avec les Autrichiens contre les Russes... mais il considérait comme impraticable des opérations aussi séparées, l'une contre la Narew, l'autre partant de la Galicie, comme Moltke et plus encore Waldersee les avaient projetées. La mobilisation et la concentration des Russes avaient été accélérées dans l'intervalle. Nos forces devaient donc être réunies, l'ennemi attaqué sur la Vistule au-dessus d'Ivangorod par les Allemands partant de la Haute Silésie et du sud de Posen, tandis que les Autrichiens l'attaqueraient en partant de la Galicie occidentale. La défense de la Prusse orientale serait confiée à de faibles forces...

Sans aucun doute, le Français était devenu notre adversaire le plus fort et le plus dangereux, et, de tout temps, il avait été plus proche de notre frontière que le Russe. Contre lui, d'après Schlieffen, une décision rapide par la bataille était devenue possible, avant que les armées russe et même autrichienne aient terminé leur déploiement.

Contre la France, de 1894 à 1899, Schlieffen combinait l'attaque frontale et l'enveloppement. Vers 1900, quatre armées devaient franchir la Meuse de Donchery à Stenay, tandis que trois marcheraient par le sud de Toul sur Neufchâteau. On ne laissait dans ce cas que de faibles forces contre les Russes.

Dans les années suivantes, Schlieffen développa progressivement son plan de mouvement tournant. L'attaque frontale fut abandonnée. L'aile gauche en Lorraine reçut une mission défensive. Presque toutes nos forces devaient, s'appuyant à gauche à Metz, effectuer comme un puissant rouleau un mouvement de conversion à travers la Belgique et le nord de la France, tournant toute position française.

Les allusions à l'entrée en ligne de l'Angleterre, à la neutralité de l'Italie et à la guerre russo-japonaise permettent de dater ce plan de 1905. Vingt-trois corps actifs, douze corps et demi de réserve et huit divisions de cavalerie devaient prendre part au mouvement tournant, sept corps d'armée actifs devaient tourner Paris [à l'ouest], six corps de réserve l'investir à l'ouest et au sud.

« L'état-major n'existe plus », dit en terminant von Kuhl. Souhaitons qu'il ne ressuscite pas. Les hommes qui le composaient sont toujours vivants. En quarante-huit heures, le télégraphe

peut les réunir. Seuls le désarmement de l'Allemagne et le développement des idées pacifistes peuvent empêcher le redoutable état-major allemand de renaître. Mais l'on doit reconnaître que si von Kuhl n'a pas pu réfuter ceux qui soutiennent que l'Allemagne a *gratuitement* déchaîné la guerre, il a raison quand il défend contre les accusations de ses compatriotes la haute capacité du groupe auquel il appartenait.

ÉMILE LALOY.

§
Beau livre, certes, que **La Guerre pour la patrie**, de M. Camille Jullian ! Le grand historien de la Gaule y a simplement réuni les cinq leçons d'ouverture de son cours sur les antiquités nationales au Collège de France, et c'est là une note toute personnelle et toute vibrante qui résonne au milieu de tant d'autres ne se souciant guère, c'est d'ailleurs leur droit, d'archéologie. M. Camille Jullian ne tombe pas au surplus dans le travers de voir en ce gigantesque conflit mondial un nouvel épisode de la lutte de Rome contre les Barbares. Rome n'est d'ailleurs pas son idole, pas plus qu'elle n'était celle de son maître Fustel de Coulanges, et tous deux ont exprimé l'amer regret que le dur génie de la ville latine ait détruit l'évolution spontanée de notre vieille Gaule. On peut penser comme eux que la conquête romaine a été un malheur pour nos ancêtres, que sans elle ils eussent atteint plus vite un niveau de civilisation plus haut et surtout plus stable, et que sans elle aussi le christianisme n'en eût pas moins, quelques générations plus tard, sauvé et purifié le monde européen ; du reste, voyons-nous qu'au moment de la conquête les Gaulois étaient au moins égaux aux Romains par la vraie civilisation politique (n'avaient-ils pas réalisé, par exemple, ce régime représentatif que Rome ne comprit jamais ?) et que César, bien que supérieur à tous ses compatriotes, et quoique véritablement magnanime, était, malgré tout, inférieur en grandeur d'âme à Vercingétorix.

Mais il s'agit ici des Germains et non des Romains. M. Camille Jullian les contemple, eux aussi, du haut de quarante siècles :

J'obéis à l'histoire, et je tire mon opinion de réalités séculaires. Si je doute d'un repentir germanique, c'est que je connais nos ennemis depuis Othon et Arioviste.

Et cet appel à l'histoire est, en effet, un des plus troublants qui

soient. Si les Allemands d'aujourd'hui ne sont pas différents des Germains d'Arioviste, les Allemands, dans deux mille ans d'ici, différeront-ils de ceux de 1914 ? Malgré tout, on peut estimer qu'en dépit de la race et de la tradition, ces retours au type primitif et barbare ne sont que des accidents. Certes, les Allemands qui ont brûlé, violé et massacré en tant de lieux de Belgique, de France et d'ailleurs sont plus criminels que les guerriers d'Arioviste, qui, eux, n'étaient que des Barbares tout crus et sans maquillage de kuitur, mais ces Allemands-là constituaient-ils des spécimens naturels de leur race ? et n'étaient-ils pas le produit odieusement voulu d'une éducation d'orgueil et de violence ? Nulle question n'est plus grave, car c'est de la réponse que dépend tout le destin de l'Europe et de la civilisation. Cette réponse, ce sera l'avenir seul, et un lointain avenir qui la donnera, mais, dès aujourd'hui, et tout en prenant les précautions nécessaires, il pourra être fait confiance à ce qu'il y a de sincère dans l'âme germanique. On croit voir d'ailleurs des indices d'une palingénésie commençante. A côté des arrogances et truculences qui persistent chez les vieux tenants de l'ancien pangermanisme, se font jour des opinions plus sages, plus pacifiques, plus désireuses de faire rentrer en grâce l'Allemagne dans le sein de la chrétienté. Quelques hirondelles ne font pas le printemps, sans doute, mais si nous ne les effarouchons pas, peut-être leur nombre grandira-t-il, tandis que le vieil aigle noir déplumé pendra au mât où l'auront pris pour cible, suivant le mot de Heine, les bons arbalétriers du Rhin.

HENRI MAZEL.

§

Le Responsable est une affabulation de la guerre. M. Gurékian a pensé non sans raison que la manière de La Fontaine et celle du *Roman du Renart* pouvaient heureusement servir à représenter l'immense conflit. De la sorte, le fait brutal s'estompe, perd de son actualité ; les caractères généraux demeurent ; ils deviennent plus familiers, on les discerne mieux avec des têtes d'animaux.

Les animaux que M. Gurékian a choisis pour figurer les diverses nations aux prises ne correspondent pas à ceux de la tradition. Mais le choix est heureux en général, il témoigne de psychologie. Dans cette longue fable épique, l'Angleterre est représentée par l'éléphant, la France par le taureau, l'Italie par le renard. L'Al-

Allemagne, c'est le sanglier, l'Autriche, le loup, la Turquie, le mulot. Quant à la Russie, elle garde son ours ; mais les États-Unis deviennent un éblouissant et pathétique pélican. Vers l'écureuil pourchassé, l'hermine douloureuse regarde : et voici la Serbie et l'Arménie. Cela me fait penser que M. Gurékian est arménien, mais qu'il a voulu écrire son livre en français. Cette tentative qui l'honore et qui nous honore a réussi. Le style de M. Gurékian est alerte, agréablement imagé, d'une éloquence un peu molle et facile quelquefois.

L'auteur, plus à son aise avec sa belle ménagerie qu'avec des récits de gazettes déjà en poussière, ne suit pas à la lettre les événements. Il nous met en présence de deux groupes adverses d'animaux : l'un suit les principes du lion, la force dans la noblesse et la droiture ; l'autre ceux du lynx, la force dans la brutalité et dans la perfidie. L'allégorie se termine par une conflagration générale, après laquelle un tribunal de justice est institué. On voit que le fabuliste en prend à son aise avec la réalité. Les sentences que rendent les juges velus ou emplumés de ce tribunal constituent l'ensemble des réparations et enfin des conditions à établir pour une paix durable sur la terre. Mais le lynx survit à sa défaite, « car le mal existera toujours ». Le fabuliste est un sage, il garde la mesure. Et il sait que les plus grandes catastrophes, les révolutions les plus radicales, ne changeront pas les lois de la nature. Le discours final du lion est caractéristique de cet état d'esprit :

Tout en conservant jalousement les douces traditions de vos ancêtres, il faut introduire des réformes salutaires. Empêcher les fortes agglomérations où les passions se heurtent.

Ce lion est prophétique. Car l'heure viendra où l'on quittera la ville pour les champs. Les villes ne seront plus tentaculaires, mais délaissées. Ce sera la fin de l'époque industrielle. La guerre a vu son épanouissement suprême, mais aussi le commencement de son déclin. Le grand maître du futur, c'est le paysan. Que les ouvriers prennent garde ! Ils pourraient bien un jour devenir de nouveaux ilotes.

Il faut uniformément répartir le travail et le capital, afin que votre territoire, dans toute son étendue, dans ses plus petits recoins, soit également prospère et attrayant... Loin de vous ce principe erroné, cet expédient malicieux dont le Sanglier voulait se servir pour vous assu-

jettir, que la terre ne doit être peuplée que d'une race homogène. La nature, dans sa formation même, préfère la variété.

Et plus loin :

Tous, petits et grands, difformes et avenants, ont leur utilité et leur raison d'être. C'est dans cette variété de la faune et de la flore que consiste le charme de cette terre qui nous abrite.

Voilà pour les niveleurs, pour les marchands de nuées, pour tous ceux qui ont perdu de vue la nature, et ils sont nombreux ! Malgré son amour de la justice, de l'honneur, de la générosité, M. Gurékian et ses animaux avec lui restent sur la terre où ils sont nés et dont ils dépendent. Si tous voulaient bien s'en souvenir, le séjour de notre planète serait singulièrement embelli. La fable vécue et rêvée de M. Gurékian est pleine de sagesse.

PAUL AESCHIMANN.

A L'ÉTRANGER

Espagne.

MATA HARI, LA DANSEUSE AUX PIEDS NUS, ET LE TRAPPISTE DE LA CARTUJA DE MIRAFLORES.— Mata Hari ! La « *dama de las pieles blancas* », la « *dame aux blanches fourrures* », ainsi que l'appela ce journaliste de *El Liberal*, qui, le premier dans la presse, la signala, à Madrid, comme espionne, — qui se souvient encore de l'émoi causé, en les milieux germanophiles d'Espagne, par l'exécution de la célèbre ballerine, en octobre 1917, à Vincennes ? Dans l'article où, le 4 novembre de cette même année, nous tentâmes de remettre au point — au n° 146 de *La Razón* madrilène : *Mata Hari y los germanófilos* — des choses volontairement confondues par les rédacteurs embochés de l'*ABC*, de la *Tribuna*, du *Día*, du *Correo Español* et d'autres feuilles encore — car la propagande ennemie en entretenait une légion *tras los montes* ! — nous observions qu'elle avait en France un fiancé, qu'elle disait être « capitaine russe ». Et, publiant deux photographies inédites d'elle, prises à l'*Hôtel Continental* à Vigo, dans la première quinzaine de novembre 1916 — alors qu'ayant échoué dans sa tentative de voyage « en Hollande » elle avait été refoulée par les croisières britanniques sur l'Espagne, d'où, étant passée en France, elle s'y fit arrêter le 13 février 1917, pour, le 24 juillet, y être condamnée au poteau, — nous insinuions

que l'« hétaïre par nous modérément admirée, lorsqu'elle s'exhibait à Madrid, ne méritait point d'autre épitaphe que l'épitaphe sobre et lapidaire que lui dédia, en forme de note officielle, à sa mort, le gouvernement français ». Ce n'était, certes, point là l'avis des plumitifs à la solde du noble prince de Ratibor, lesquels avaient imaginé d'opposer au cas de Miss Cavell celui de Mata Hari et, dans *La Tribuna* du 18 octobre 1917, accusaient « les fils de Bayard et successeurs de Jeanne d'Arc », — selon qu'ils s'exprimaient, — d'avoir, dès 1914, fusillé à plaisir d'innocentes femmes allemandes. Mais, déclarions-nous alors, prudemment, il n'était point lieu, de notre part, d'« *anticipar sobre las revelaciones que han de ver la luz en otros varios órganos de prensa* ». Et les quelques initiés qui peuvent lire cette chronique n'auront, en effet, peut-être pas oublié encore, signés : D. Antonio Herreros, les deux articles de *El Parlamentario* des 23 et 26 octobre 1917, ni celui de D. Manuel Aznar de Zubigaray dans le *Nuevo Mundo* du 26 octobre 1917, adressé au propre Directeur de l'ABC, ce D. Torcuato Luca de Tena, dont l'attitude à l'endroit de la France reste actuellement — seule de toute notre presse, l'*Ere Nouvelle* a traduit, cette année, l'ignominieux article que le traître Gaston Routier a eu l'audace, lui condamné à mort, d'écrire dans le journal de ce triste sire sur la France victorieuse — aussi venimeuse que sournoise, bien que le roué compère ait quelque peu détendu les cordes de sa guitare conservatrice et bochophile...

Revenir aujourd'hui sur Mata Hari serait cependant d'un médiocre intérêt, — le cas de l'espionne étant, en lui-même, banal, — s'il n'était piquant d'exalter, une fois de plus, à son propos, les voies du Seigneur, aussi mystérieuses que déconcertantes. Et comme, ce faisant, il nous faudra révéler à qui l'ignorerait l'existence, près Burgos, d'un coin du paradis, nous n'estimons pas que le lecteur ait perdu son temps ni sa peine, s'il veut bien nous suivre jusqu'au bout du présent article.

Quand M. Maurice Barrès publia son *Greco, ou le Secret de Tolède*, M. J.-Ernest-Charles — n'était-ce pas dans *Excelsior*, du samedi 12 mars 1912 ? — s'avisa d'observer qu'il eût pu, aussi bien, intituler cet ouvrage : *Tolède, ou le secret de Maurice Barrès*, puisque l'auteur y découvrait « les mystères merveilleux de sa rhétorique éblouissante, toujours intelligente, avec tant de

variété, et si pleine et si riche ». Fallait-il qu'au lieu de mettre en tête de notre chronique ce qu'on a lu, nous l'intitulions : *Pierre M. ou le secret de Miraflores*, ou, plutôt : *La Cartuja de Miraflores, ou le secret de Camille Pitollet* ? Toujours est-il que nul autre que le grand Théo ne se chargera, à cette place, de nous dire ce qu'est le saint asile où l'ex-fidèle de la danseuse aux pieds nus expie le grand amour qui le brûla naguère et qui le brûle encore, pour cette pécheresse que la *Correspondencia Alemana* barcelonaise du 20 octobre 1917, dans un article : *El fusilamiento de mujeres en Francia*, appelait « la plus belle femme de Hollande ». Or donc, voici ce qu'écrivait Gautier, dans son *Voyage en Espagne* de 1840, publié en volume en 1843 :

Avant de partir de Burgos, nous allâmes faire une visite à la *Cartuja de Miraflores*, située à une demi-lieue de la ville... La *Cartuja* est située sur le haut d'une colline ; l'extérieur en est austère et simple : murailles de pierres grises, toit de tuiles ; tout pour la pensée, rien pour les yeux. A l'intérieur, ce sont de longs cloîtres, frais et silencieux, blanchis à la chaux vive, des portes de cellules, des fenêtres à mailles de plomb dans lesquelles sont enchâssés quelques sujets pieux en verres de couleur, et particulièrement une Ascension de Jésus-Christ d'une composition singulière : le corps du Sauveur a déjà disparu ; on ne voit plus que ses pieds, dont les empreintes sont restées en creux sur un rocher entouré de saints personnages en admiration. Une petite cour, au milieu de laquelle s'élève une fontaine d'où filtre goutte à goutte une eau diamantée, renferme le jardin du prieur. Quelques brindilles de vigne égayaient un peu la tristesse des murailles ; quelques bouquets de fleurs, quelques gerbes de plantes poussent çà et là, un peu au hasard et dans un désordre pittoresque... Le cimetière est ombragé par deux ou trois grands cyprès, comme il y en a dans les cimetières turcs... Une fontaine, placée au centre, pleure, avec ses larmes limpides comme de l'argent, tous ces pauvres morts oubliés ; je bus une gorgée de cette eau filtrée par les cendres de tant de saints personnages ; elle était pure et placide comme la mort... Du haut de la colline, l'on nous fit apercevoir, dans le lointain, San Pedro de Cardena, où se trouve la tombe du Cid et de dona Ckimène, sa femme...

Et c'est là que Pierre M. s'est retiré pour réfléchir à loisir sur les vanités du monde : Pierre M. qui, lorsqu'il suivait les cours des Jésuites à Deusto, se moquait des moines ; Pierre M., l'idole des miss londoniennes, quand il caracolait, au Derby, sur son pur sang ; Pierre M., qui était si fier de son galbe apollinien,

exhibé aux séances de natation pour jeunes filles dans la piscine de son hôtel privé à Genève ; Pierre M., héros qui, plus tard, promena dans les salons et les boudoirs parisiens la séduction d'un uniforme gris cendre où brillait, joyau menu de purs diamants, l'insigne de la Légion d'honneur, cependant que sur son front la zébrure d'un pansement masquait l'horrible trajectoire d'une baïonnette boche ; Pierre M., qui faisait peindre à Tokio un kimono de 20.000 francs et décorer par Lacloche une boîte à cigarettes exigés par l'impitoyable amie de quinze précoces printemps... Que si vous n'avez point encore identifié Pierre M., adressez-vous à la masculine duchesse de Polignac, laquelle, un jour, déclara que, si elle était née homme, c'est à la manière de Pierre M. qu'elle eût voulu porter le frac !

Pourtant, ce grand miracle de la conversion de Pierre M. à l'ascétisme, c'est la danseuse aux pieds nus, c'est la « *dama de las pieles blancas* » qui l'a opéré ! Sous le lourd scapulaire qui tombe à la façon d'un suaire du torse de Pierre M., un merveilleux reliquaire est caché. Il enferme, à travers son ovale de cristal de roche, une miniature, où s'effritent des fleurs souillées de sang. Car Mata Hari mourut fleurie, parfumée à la fougère, les yeux faits au khol, les joues et les lèvres passées au rouge. Mais ne prononcez pas ce nom devant le Trappiste et ne faites point semblant de voir ces fleurs d'amandier sanglantes. Pierre M., mort au monde, à ses pompes et à ses œuvres, ne vit qu'en et pour Mata Hari. Et le moine à la haute stature, sec, de mains ascétiques, aux pommettes saillantes, aux cheveux qui blanchissent, prisonnier sous sa gaine de bure, il nous est apparu tel un vivant témoignage de la millénaire vérité de cet aphorisme de Lucrèce, par quoi ce fripon de D. Juan Valera — dont M. José Lázaro nous dévoile, par les lettres qu'il publie dans *El Liberal*, la si curieuse jeunesse — terminait, en 1874, son premier et plus célèbre roman, *Pepita Jiménez* :

Nec sine te quicquam dias in luminis oras

Exoritur, neque fit lætum, neque amabile quicquam.

N'y aurait-il point, cependant, au cas de Pierre M., une situation plus élégamment moderniste ? Osons la suggérer au R. P. Abbé de Miraflores... Depuis le 5 janvier 1897, le capitaine Morhange (Jean-Marie-François) occupe la niche 54 dans la ga-

lerie des momies d'Antinéa, au Hoggar, et de ce fait, l'*Atlas du Christianisme*, de dom Granger, ignore toujours quels vestiges de la Tadmekka berbère — et, peut-être, chrétienne — recouvrent les ruines de l'Es-Souk musulmane.. C'est là, certes, grave lacune dans les fastes de notre Sainte Mère l'Eglise ! Alors, si l'on envoyait Pierre M. en tournée ? M. Pierre Benoît, sans nul doute, se chargerait d'arranger les choses. Et, qui sait, du même coup cela nous vaudrait, peut-être, un tome deux à l'*Atlantide* ? Car, ainsi que l'écrivait Rachilde, dans le *Mercury* du 15 janvier 1919 : «... il fera des enfants à la Reine » (1).

P. S. — M. le contre-amiral Benton C. Decker, commandant la 7^e région maritime américaine, nous écrit de Key West, *Florida*, qu'il a lu, dans le *Mercury* du 1^{er} février dernier, ce qu'il veut bien appeler nos « *very interesting remarks on Spain* », où il est question de ses services comme attaché naval à Madrid. « *It is — ajoute cet officier remarquable — very pleasing to me to be remembered by you, and you may remember my assistant, Lieut. Comdr. Cusachs : he visited me recently and remembered you very well...* » Il est bien certain, d'autre part, que Benton C. Decker n'a jamais eu dans l'esprit d'accuser l'ambassadeur d'Amérique à Madrid d'avoir voulu entraîner l'Espagne à s'unir aux Centraux. Comme, déjà, le faisait observer l'important *Diario de la Marina* (La Havane) du 29 décembre 1919 dans son article : *El contralmirante Decker dice que impidió que España entrase en guerra*, le contre-amiral Decker n'eut qu'à lutter contre l'opposition de l'ambassade américaine et — ajoutait cette feuille plus ou moins subventionnée par Madrid — « c'était là l'indication, la première publiée, de frottements entre des fonctionnaires diplomatiques et des représentants de la marine à Madrid, pendant la guerre ». Souhaitons que la Commission d'enquête américaine fasse une pleine lumière sur ces obscures intrigues, que nous connaissons en cent détails des plus minutieux. Ce serait l'occasion de présenter les *cosas de España* sous un de leurs aspects les plus pittoresques et qui risquent fort, au train où vont les choses en France, de rester — car, chez nous aussi, il y eut des protagonistes de cette farce madrilène ! — à

(1) Voir aussi notre article sur l'*Atlantide* : *En el 'Jardin de las Letras Francesas*, dans la Revue hebdomadaire madrilène : *Espana*, n° 220, 26 juin 1919.

jamais couverts par le voile d'Isis, au grand dam de l'Histoire, certainement. M. Benton C. Decker, qui n'est venu en Espagne que bien avant, en 1917, n'a connu que le finale de cette complexe tragi-comédie. Mais il en sait assez pour, si on lui demande de parler net, édifier les parlementaires américains, lui et son collaborateur Cusachs, avec lesquels nous échangeâmes près d'un volume in-folio de notes, par nous, *et nous seul*, rédigées en anglais, bien que signées par notre chef, feu l'attaché naval Robert de Roucy, aux beaux temps du « baron Rolland » et de von Kron, en la « neutraliste » Espagne.

CAMILLE PITOLLET.

PUBLICATIONS RÉCENTES

[Les ouvrages doivent être adressés *impersonnellement* à la revue. Les envois portant le nom d'un rédacteur, considérés comme des hommages *personnels* et remis intacts à leurs destinataires, sont ignorés de la rédaction et par suite ne peuvent être ni annoncés, ni distribués en vue de comptes rendus.]

Esotérisme.

- | | | | |
|---|------|--|-----|
| Georges de Dubor : <i>Les mystères de l'hypnose</i> ; Perrin. | 5 50 | Dr Joseph Lapponi : <i>L'Hypnotisme et le Spiritisme</i> ; Perrin. | 6 » |
|---|------|--|-----|

Histoire

- | | |
|--|-----|
| Gabriel Hanotaux : <i>Jeanne d'Arc</i> ; Plon. | 2 » |
|--|-----|

Littérature

- | | | |
|--|--|------|
| Pierre Aguétant : <i>Nos maris, nos femmes, nos jeunes filles</i> ; Plon. » » | Max Jacob : <i>Cinématoma</i> ; La Sirène. | 10 » |
| Raoul Allier : <i>Anthologie protestante française, XVIII^e et XIX^e siècles</i> ; Grès. 7 » | Albert Letellier : <i>Bossuet, notre plus grand écrivain</i> ; Manzi. » » | |
| Paul Arbelet : <i>La jeunesse de Stendhal. Tome I : Grenoble 1783-1799. Tome II : Paris-Milan 1799-1802.</i> (Bibliothèque Stendhalienne. Appendice aux Œuvres complètes) ; Champion. 15 » | Adolphe Retté : <i>La Perle du Sacré-Cœur : Sainte Marguerite-Marie</i> ; Bloud. 5 » | |
| Francis Carco : <i>Les derniers états des lettres et des arts : La poésie</i> ; Sansot. 2 » | Isabelle Rimbaud : <i>Mon frère Arthur</i> ; Camille Bloch. » » | |
| Edouard Chapaizat : <i>Figures et choses d'autrefois</i> ; Grès. 6 » | Michel Salomon : <i>Portraits et paysages. Préface de Paul Bourget</i> ; Plon. 5 50 | |
| Francisco Contreras : <i>Les écrivains contemporains de l'Amérique espagnole</i> ; Renaissance du Livre. 3 75 | Jean Second : <i>Les baisers. Traduction nouvelle de Georges Prevôt. Avec une préface de Jean de Gourmont</i> ; Les Tablettes, Saint-Raphaël. » » | |
| Charles Dodeman : <i>Le long des quais.</i> Illust. de A. Robida et de F. Boul-laie. Préface de M. Emile Le Sen-ne ; Editions Gallus. 10 » | Stendhal : <i>Rome, Naples et Florence.</i> Texte établi et annoté par Daniel Muller. Préface de Charles Maurras. Avec plusieurs facsimile. (Œuvres complètes de Stendhal) ; Champion, 2 vol. 20 » | |
| Elie Faure : <i>La danse sur le feu et l'eau</i> ; Grès. 6 » | Walther de Lerber : <i>L'influence de Clément Marot aux XVII^e et XVIII^e siècles</i> ; Champion. 6 » | |

Musique

H. Opienski et G. Koeckert : *La musique polonaise*, essai historique sur le développement de l'art musical en Pologne. Préface de A. Sérigny. Supplément musical, frontis-

pice et lettres ornées dessinées et gravées sur bois par B. Czarkowski, musique autographiée par J. Andrzejewski ; Crès. " "

Ouvrages sur la guerre de 1914-1918

Jean Desilandres : *Rennbahn, trente deux mois de captivité en Allemagne* ; Plon, 2 vol. 10 "
 Fernand Engerand : *La bataille de la frontière, août 1914 ; Briey*. Avec deux cartes ; Bossard. 7 50
 René Fonck : *Mes Combats*. Préface du Maréchal Foch ; Flammarion. 5 75
 Georges Lecomte : *Jours de bataille et de victoire* ; Bloud. 6 "
 Abbé Pierre Lelièvre : *Le fléau de Dieu* ; Ollendorff. 5 "
 Louis Marchand : *L'offensive morale*

des Allemands en France pendant la guerre ; L'assaut de l'âme française. Préface de M. Maurice Barres ; La Renaissance du Livre. 20 "

Jacques Nanteuil : *Les témoins de la guerre* ; Libr. de la Démocratie 5 20

Eugène Vuillermé : *La paix éternelle du monde entier* ; Chez l'auteur, 2, rue Jacob. Paris. 5 "

M^{me} Louis Wachet : *La guerre, en Champagne, en Argonne et dans les Ardennes* ; Bloud. 5 "

Philosophie

Paul Fauconnet : *La Responsabilité*, étude de sociologie ; Alcan. 12 50
 Fr. Paulhan : *Les transformations sociales des sentiments* ; Flammarion. 5 75

Sirieux de Villers : *La faillite du surhomme et la psychologie de Nietzsche*. Préface d'Edouard Schuré ; Nilson. 5 75

Poésie

D. Boizian : *Aux heures douloureuses* ; Delalain. " "
 Eusèbe de Brémond d'Ars : *Les tilleuls de jain* ; Soc. litt. de France. " "
 Fernand Canet : *Les stations sur la montagne* ; Messein. 3 "
 Jean Dessaigne : *La moisson des feuilles mortes* ; Grasset. " "
 Georges Fourest : *La négresse blonde* ; La Connaissance. 16 "
 M. Th. Gadala : *Les arcs-en-ciel* ; Courrier de Paris. " "
 Edmond Gojon : *Le jardin des Dieux* ; Fasquelle. 4 90
 Albao Guyraud : *La douleur d'Orphée* ; Publications art et littérature. 1 50
 Alban Guyraud : *Sonorités poétiques* ; Publications art et littérature. 1 50
 Maurice Heim : *Les flèches d'or* ; Sansot. 4 50

Louis Le Cardonnel : *Du Rhône à l'Arno*, poèmes (fac-simile des manuscrits). Avec un portrait gravé à l'eau forte par Henry de Groux ; La Connaissance. 30 "
 Alexandre Léty-Courbière : *Accords et préludes* ; Figuière. 4 50
 Paul Louvie : *Des fleurs, des larmes et du sang* ; Préface de M. Jean Aicard ; Messein. 3 "
 J. Valcler : *Prières du soir* ; L'Édition. 10 "
 Abbé F. Vallée : *A l'ombre de Brocéliande*. Avec un glossaire de quelques termes empruntés au parler de Paimpont (Ille-et-Vilaine) ; Messein. 3 "
 Emile Verhaeren : *Toute la Flandre, I : Les Tendresses premières, La Guirlande des Dunes* ; Mercure de France. 6 "

Publications d'art

G. Vidalene : *William Morris* ; Avec 20 planches ; Alcan. 6 "

Roman

Paul Arène : *La Chèvre d'or* ; Plon. 2 "
 François de Bondy : *Constance dans les cieux* ; Grasset. 5 "

René Boylesve : *Nymphes dansant avec des satyres* ; Calmann-Lévy. 4 90

Cyriel Buysse : *Le bourriquet*. Tra-

- duit du flamand par Pierre Maes.
 Avant-propos de Maurice Maeterlinck ; Rieder. 5 »
- Pierre Grasset : *Aimer* ; Renaissance du livre. 5 »
- Jehan d'Ivray : *Mémoires de l'Eunuque Bechir-Aga* ; Albin Michel. 4 50
- Albert Keim : *Un aristocrate* ; Albin Michel. 5 75
- Jeanne Landre : *Où va l'amour* ; Albin Michel. 5 75
- Gabriel de Lautrec : *Les histoires de Tom Joë*. Dessins de Gus Bofa ; Edition franç. illustrée. 5 »
- Charles Leqocq : *Zadig à Babylone*, histoire orientale, suite à l'histoire de Zadig traduite par M. de Voltaire ; Imp. Gielen, Bruxelles. » »
- Luigi Libero Russo : *Contes à la cigogne*, 2^e série, Messein. 3 »
- Lud : *La clairière aux enfants* ; Figuière. 8 »
- Marguerite Regnaud : *Le poids du passé* ; Calmann-Lévy. 4 90
- Charles Renel : *La coutume des ancêtres* ; Ollendorff. 5 »
- Brahm Stoker : *Dracula, l'homme de la nuit*. Traduit par Eve et Lucie Paul-Margueritte ; Edition franç. illustrée. 4 50

Sciences

- Capit. Stéfan Christesco : *Evolution magnétique des mondes et des forces* Costes. 7 »

Sociologie

- Luc Dutemple et Charles Fauriane : *Les semailles sanglantes* ; Soc. mutuelle d'édition. 3 »
- Ferdinand Gros : *L'Assurance, son sens historique et social* ; Bureau d'organisation économique. 5 »
- Abbé Gustave Mugnier : *Les racines*. Préface de M. de Gailhard-Bancel ; Bloud. 2 50
- Alexandre Zévaès : *Auguste Blanqui* ; Marcel Rivière. 5 »

Théâtre

- Léon Charpentier : *Les transmigrations de Yo-Tchéou*, comédie mythologique chinoise ; Société anonyme édition et librairie. » »
- Anna Schneider : *Cœurs d'Alsaciens*, pièce patriotique en 4 actes, en vers ; Chez l'auteur, Le Perreux (Seine). 5 »

Voyages

- Guides bleus : *Paris et ses environs*. Avec une introduction par G. Lenotre, 105 plans et cartes ; Hachette. 20 »
- André Maurel : *L'art de voyager en Italie* ; Hachette. 6 »

MERCURE.

ÉCHOS

L'offensive du 16 avril 1917. — A propos de l'industrialisation de l'armée. — La race alsacienne. — Un portrait de Gustave Flaubert. — Les « Quelconqueries » d'Apollinaire. — Importante découverte de manuscrits de littérature française ancienne. — L'invention des tanks. — J.-K. Huysmans et le Président Loubet. — Quelques réflexions sur les nouveaux-riches. — Les personnages de « l'Œuvre des Athlètes ». — Errata. — Verlaine et le sonnet. — Commémoration Paul Verlaine. — Publications du *Mercure de France*.

§

L'offensive du 16 avril 1917.

Mayence, le 20 avril 1920.

Monsieur le Rédacteur,

Comme suite à la note du lieutenant H.-D.d'A. parue dans le *Mercure de France* du 1^{er} avril 1920, sous le titre « Notes et Documents d'his-

toire », je ne puis m'empêcher de manifester la surprise que m'ont causée certaines assertions qui s'y trouvent contenues.

J'ai pris part comme commandant de Compagnie à l'attaque du 16 avril 1917 et j'avais entre mes mains le plan de l'offensive sur un front de plusieurs kilomètres. Tous les capitaines de mon régiment le possédaient pareillement. Comment aurait-il pu en être autrement ? comment un commandant de Compagnie aurait-il pu mener ses hommes au combat s'il n'avait su où les conduire et ce que faisaient ses voisins de droite et de gauche ? Un commandant de Compagnie, certes, c'était bien peu de chose au regard de l'état-major ; c'étaient néanmoins des sous-ordre de ce genre qui menaient la bataille. J'affirme donc à mon tour qu'il est impossible qu'un commandant de Compagnie ne connût pas le plan d'attaque de sa division, des divisions voisines, de presque toute l'armée. Les idées du lieutenant H.-D. d'A. « qui a côtoyé un état-major » sont là-dessus bien stupéfiantes ou bien naïves, mais n'est-il pas prouvé, une fois de plus, qu'il se passait, au-dessous des états-majors, bien des choses qu'ils ignoraient ?

Il ne faut pas faire fond sur les déclarations ou impressions de blessés, si l'on veut avoir la physionomie exacte d'un combat. Elles sont faussées à leur source. La psychologie d'un blessé n'est plus celle du combattant et du témoin de tout à l'heure. Un blessé grave voit tout en noir, un blessé léger voit tout en rose.

H. D.

§

A propos de l'industrialisation de l'armée.

Nice, le 20 avril 1920.

Monsieur le Directeur,

Au cours de son étude sur *l'Industrialisation de l'armée*, M. le lieutenant-colonel Mayer cite une réponse du général Roques à l'une de ses thèses, et conclut ensuite :

Telle est la manière de voir que doit avoir tout naturellement un polytechnicien (le général Roques) de qui l'ambition était de devenir ingénieur des Ponts et Chaussées et que son rang de sortie de l'Ecole a obligé à entrer dans l'armée et qui a choisi la « sape », qui est l'arme la plus sédentaire qui soit, la moins combattante de toutes, un « outil » plutôt qu'une « arme ».

Ah ! que le lieutenant-colonel Mayer « tombe » vraiment mal !... Un sédentaire, Roques ! Mais il a choisi justement la « sape » pour pouvoir être toute sa vie, comme il l'a été, par monts et par vaux.

Il est au Tonkin en 1887-88, il rentre en France en 1889. Il commande le génie de la colonne Dodds pendant la campagne du Dahomey en 1893. Rentré en France en 1894, il est mis à la disposition du ministre des Colonies en 1895 et part pour Madagascar, où il devient rapidement l'un des collaborateurs indispensables de Galliéni. Il réalise, au milieu de difficultés sans nombre, le chemin de fer de Tananarive, et reste dans

la grande île jusqu'en 1903. J'ajouterai que, pendant la guerre, alors qu'il commandait une armée, il allait presque tous les matins en reconnaissance sur les lignes. Et, à cet égard, ceux qui ont servi sous lui et sous d'autres ont pu faire parfois des comparaisons... Ce « sapeur » avait vraiment le diable au corps.

C'est que la « sape » (il est étonnant que le lieutenant-colonel Mayer l'ignore) est la seule arme métropolitaine où les trois quarts, au moins, des officiers passent une bonne partie de leur vie aux colonies.

Sans remonter jusqu'à Faidherbe, voyez le maréchal Joffre, sapeur lui aussi (et qui, — à mon humble avis, — aurait bien dû rester sapeur et ne point essayer de faire oublier qu'il l'était en abandonnant trop souvent le commandement suprême aux dangereux « verbalistes » de son état-major).

Collaborateur de l'amiral Courbet aux Pescadores en 1885, Joffre est désigné pour délimiter les frontières du Tonkin, où il reste jusqu'en 1889. A peine rentré en France, il part pour le Soudan. En 1892, il commande une des colonnes qui s'emparent de Tombouctou et vengent le colonel Bonnier.

Rentré en France, en 1894, il part, en 1899, pour Madagascar, où il organise la base de Diego-Suarez... Lui non plus n'est pas un sédentaire.

Et Cornille, et Marmier, et le pauvre Cazemajou massacré par les nègres à Zinder, et tant, et tant d'autres sapeurs qui ont laissé *dans toutes nos colonies* l'empreinte ineffaçable de leur initiative, de leur activité.

Si je ne m'abuse, le lieutenant-colonel Mayer a appartenu à l'artillerie métropolitaine : pourrait-il citer beaucoup de ses camarades d'arme qui aient fourni une carrière aussi mouvementée, aussi coloniale, aussi « casse-cou » que celle des trois quarts des sapeurs (annuaire en mains) ?

Après cette guerre de 52 mois, on tombe, d'ailleurs, des nues en lisant que la sape est l'arme la moins combattante de toutes... On trouvait pourtant des sapeurs partout où il y avait de « sales coups » à recevoir, dans toutes les colonnes et vagues d'assaut, dans tous les réseaux barbelés des Boches, dans les écoutes de toutes les mines. Le lieutenant-colonel Mayer ne les a-t-il point vus ?... Que n'a-t-il alors demandé aux fantassins ce qu'ont fait les sapeurs à leurs côtés ? Que ne s'est-il renseigné sur le pourcentage de leurs pertes ?

Que, d'autre part, un ancien polytechnicien ait pu dire que la sape est un *outil* plutôt qu'une *arme*, voilà qui me remplit de tristesse : eh quoi ! l'École où professa Auguste Comte en personne ne met donc pas à l'abri des tentations métaphysiques les plus vulgaires ! On peut en sortir et croire qu'*arme* et *outil* ne sont pas simples vocables de classement provisoire, mais entités distinctes et irréductibles ! Vit-on dans le royaume des chimères, qu'on ne s'avise point qu'une des leçons

principales de la guerre a été justement de confondre l'arme et l'outil dans une même signification guerrière ? N'a-t-on pas vu que tous les outils furent des armes, et à peu près toutes les armes des outils ? Pour la démolition d'un poste ennemi, où est l'arme, je vous le demande, où est l'outil : est-ce le canon qui envoie l'obus, et se trouve en batterie à 15 kilomètres de là ; est-ce le perforateur qui, installé à quelques mètres seulement, prépare à la hâte un fourneau de mine ?...

S'il prétend donc à industrialiser l'armée, c'est-à-dire à faire œuvre positive entre toutes, que le lieutenant-colonel Mayer renonce aux subtilités de la métaphysique ; et, qu'au surplus, il se méfie comme de la peste des vieilles légendes de notre vieille Ecole de la rue Descartes : celle du sapeur sédentaire « à lunettes », en particulier, était déjà démodée de son temps. Je puis lui affirmer que les générations actuelles qui ont « fait » les colonies et la guerre ne la connaissent plus.

Tel est le cours de la vie, hélas, où les meilleures plaisanteries n'ont qu'un temps. Et il faut bien se faire une raison.

Veillez agréer, etc.

PIERRE DEVOLUY
(Colonel Gros Long).

§

La Race Alsacienne. — Dans le numéro du *Mercury* du 15 avril, M. Henri Mazel, mentionnant l'édition d'après-guerre de mon petit pamphlet : *le Pangermaniste en Alsace*, dit, dans une parenthèse : « Personne chez nous ne nie que les Alsaciens appartiennent à la noble race germanique » (par opposition à ce qu'il appelle « les Boches, ou les Tudesques, ou les Prussiens »).

Mais qu'est-ce que la légendaire, la pure race « germanique » ? Pour moi-même qui suis Alsacien, pour tous les Alsaciens, la race germanique n'est qu'une simple Dulcinée confinée dans le Toboso qu'était le cerveau du paradoxal comte de Gobineau. Les Alsaciens n'y regardent plus aujourd'hui de si près : Tudesques, Prussiens, Germains, tout cela, pour eux est même farine, de l'essence unique désormais appelée boche à tout jamais. Quoi d'étonnant qu'ils ne tiennent pas du tout à figurer en pareille société ! Naguère ils laissaient dire, mais aujourd'hui ils tiennent essentiellement à se désolidariser de cette race une fois pour toutes. Leur argumentation est extrêmement concise : habitant la rive gauche du Rhin, ils sont Gaulois et l'ont été de tout temps.

A l'appui de leur affirmation, je puis vous citer une preuve, en ma qualité de président du Comité des amis des jeunes soldats Alsaciens et Lorrains à Nancy, société qui s'est attachée à procurer aux différents corps de la garnison les moyens d'enseigner la langue française aux 900 jeunes soldats alsaciens et lorrains arrivés à Nancy en février dernier.

Or, c'est d'une manière toute facile et rapide que ces jeunes gens

s'assimilent la connaissance de la langue française, qui, hélas ! à la plupart d'entre eux était devenue étrangère, bien qu'étant celle de leur véritable patrie. Cela ne suffit-il pas pour démontrer qu'ils sont bien de notre race, que le français restait en quelque sorte à l'état latent au fond de leur cerveau, que c'est certainement cet atavisme inconscient qui leur permet d'arriver à des résultats aussi surprenants ?

Loin de moi l'idée d'incriminer M. Henri Mazel. Ses intentions étaient bonnes et, sous réserve de la remarque formulée ci-dessus, tout en faveur des Alsaciens. Mais il est naturel que ces enfants de la France ne tiennent pas, pour avoir été plusieurs fois arrachés des bras de leur mère, au cours de l'histoire, à rester victimes d'un préjugé que César et Tacite seraient les premiers étonnés de voir se perpétuer chez nous. Les préjugés passent pour avoir la vie dure ; mais c'est seulement parce qu'on n'apporte pas assez d'énergie et de logique à les combattre.

Et enfin, ne fournissons pas bénévolement nous-mêmes des arguments aux conceptions entortillées des Boches, alors que nous ne connaissons que trop leur façon d'en abuser : grâce à leur « théorie historique », qu'ils ont inventée et qu'ils exploitent avec impudence, est allemand, et peut en tout temps être revendiqué comme allemand, tout pays qu'à un moment donné ils étaient parvenus à envahir. Gauloise ou non, pour eux l'Alsace est allemande et ils n'en démordront jamais. Ne leur donnons du moins pas la satisfaction de paraître convenir que, d'après leur théorie historique, nous aurions commis une iniquité en reprenant l'Alsace. — JULES FROELICH.

§

Un portrait de Gustave Flaubert. — Les portraits de Flaubert, exécutés de son vivant et d'après nature, sont très peu nombreux, on le sait.

D'après l'énumération donnée par Georges Dubosc, dans son ouvrage : *Trois Normands*, on connaît : 1° Un dessin au crayon exécuté par Hyacinthe Langlois en 1830 représentant Flaubert à 9 ans ; 2° Deux photographies par Nadar et Carjat ; 3° Un portrait charge, colorié par Eugène Giraud, exécuté pour l'album du comte de Nieuwerkerke ; 4° Une caricature par Lemot ; 5° Un dessin à la plume par Liphard.

On peut compléter cette liste en citant une photographie exécutée à Rome, dans laquelle Flaubert est placé de profil.

Ces documents iconographiques ont inspiré P. Baudouin pour la fresque-portrait de la bibliothèque de Rouen et L. Bernstamm pour la statue de la rue Thiers, ainsi que Chapu pour le médaillon du haut relief actuellement au Musée de Rouen.

On ne connaît donc guère qu'un véritable portrait peint à l'huile d'après nature.

Or une telle œuvre fut exécutée par le peintre Eugène Giraud (1806-1881), vraisemblablement pour la galerie de la Princesse Mathilde, puisque c'est par un don récent du comte Primoli que cette peinture est entrée au Musée de Versailles, vers 1913. Dans ce portrait (format 50 X 60 cm.) d'une puissante facture largement colorée, Flaubert est représenté de face en buste, vers la cinquantaine ; la moustache est grise, presque blanche, mais les longs cheveux sont châtains et d'une nuance correspondante à celle de la boucle exposée entre deux lames de cristal au Musée Flaubert.

Sur l'initiative du Conservateur du Musée Flaubert, une copie très exacte de ce portrait a été exécutée, le mois dernier, par un artiste peintre de Paris, M. Brun, spécialiste en la matière, pour le Musée Flaubert à Croisset.

§

Les « Quelconqueries » d'Apollinaire.

Poggio a Caiano (Florence), 31 mars 1920.

Cher Monsieur Vallette,

Je vois dans le *Mercur*e du 1^{er} mars qu'on s'occupe pour la deuxième fois des *Quelconqueries* de Guillaume Apollinaire. A propos de ces petits poèmes de mon ami, je pourrais dire — si vous me le permettez — quelque chose qui pourrait intéresser les lecteurs de votre revue.

M. Ch.-H. Hirsch, qui se moquait de ces versiculets, réimprimés dans *Littérature* (on verra plus loin pourquoi je dis *réimprimés*), ignore sans doute que le premier à en rire était le grand poète, qui les avait écrits pour s'amuser et sans aucune intention de les publier, ainsi qu'on pourra s'en rendre compte d'après ce que je suis en état de vous dire à ce sujet, car il y a en effet une petite histoire relative à la première publication de ces poèmes. La voici :

Au printemps de 1914 je me trouvais à Paris et voyais souvent Guillaume Apollinaire. J'étais alors directeur, avec mon ami Giovanni Papini, de la revue littéraire *Lacerba*, que nous publiions à Florence. Au cours de nos conversations j'avais plus d'une fois prié Apollinaire, lequel aimait notre feuille, de me donner quelque chose de sien que j'aurais imprimé avec plaisir. Mais puisque, lui aussi, devait vivre de sa littérature, et que tout ce qu'il faisait était engagé d'avance, jamais je ne pus rien obtenir de sa production vraiment importante. Cependant, comme il aimait me faire plaisir, un jour que j'étais chez lui il m'autorisa à fouiller parmi ces paperasses où j'aurais peut-être mis la main sur quelque petite chose dont j'aurais pu profiter.

Je fouillai donc, et je trouvai.

— Mais ce sont des banalités ! — me dit mon ami.

— Eh bien, soit, — lui répondis-je, — je les publierai avec ce titre.

Apollinaire trouva la chose amusante et me laissa faire. Et sous ce titre de *Banalités* parurent, en effet, dans le numéro du 15 avril 1914 de *Lacerba*, une douzaine de ces curieuses compositions. Cependant, le 30 avril suivant, mon ami m'écrivit une carte dans laquelle, entre autres choses, il me disait : « La prochaine fois, au lieu de *Banalités*, mets *Quelconqueries*, qui est plus drôle. »

Je le contentai, naturellement, et c'est avec ce nouveau titre que parurent, dans la même revue du 1^{er} juin et du 15 juillet, les autres douze petites pièces qu'il m'avait données.

J'ai pensé, cher Monsieur Vallette, qu'il ne serait pas inutile de porter à la connaissance de vos lecteurs les faits que je viens de vous exposer. Ils serviront du moins à prouver qu'en écrivant ces petites choses, Guillaume Apollinaire ne cherchait à tromper personne, qu'il n'avait aucune intention « famiste », et que s'il les laissait paraître, c'était uniquement pour complaire à quelques amis, — peut-être un peu indiscrets. La vérité est que ce poète génial n'attachait aucune importance à ces « drôleries » ou caprices écrits dans des moments de bonne humeur poétique — et souvent bien jolis, d'ailleurs.

Je n'ai pas vu le ou les numéros de *Littérature* pour pouvoir dire si, outre *Le Phoque*, *Chapeau-tombeau* et *Le tabac à priser*, cités par votre rédacteur, et qui ont bien paru dans notre revue, le reste des *Quelconqueries* publiées à Paris est également une réimpression.

Agréez, etc...

ARDENGO SOFFICI.

§

Importante découverte de manuscrits de littérature française ancienne. — Dans une étude qui fait partie des *Beihefte* (ou fascicules supplémentaires) que publie le *Zentralblatt für Bibliothekswesen* (t. XLVI, Leipzig, 1916), le Dr Karl Christ rend compte (sous le titre : *Die altfranzösischen Handschriften der Palatina*) de la découverte, parmi les *Palatini Latini*, mss. provenant des collections des comtes palatins et conservés au Vatican, de 25 mss. français non catalogués et pratiquement inconnus. On en trouvera l'exacte description — ainsi que celle des 3 vieux mss. de même provenance conservés à la Bibliothèque universitaire de Heidelberg — dans la brochure ci-dessus, qui risquait fort, étant donné l'état de nos bibliothèques, où rien d'Allemagne n'arrive plus depuis 1914, de rester inconnue en France. Signalons, en particulier, un fragment de la chanson de geste d'*Aspremont*, des manuscrits de *Folque de Candie*, *Partonopeus de Blois*, *Floire et Blanchefleur* (fragment), *Amadas et Idoine* (id.), du *Brut* de Wace (id.), des *Miracles de Nostre Dame* de Gautier de Coincy, un *Tristan* en prose et une *Mort d'Artus*, une traduction du *Belli sacri historia*, le *Manuel des Péchés* de Wading-

ton, les *Sept articles de la Foi* de Jean Chapuis (fragment), une *Passion*, une *Bible abrégée* en prose, le *Pèlerinage de la vie humaine* de G. de Deguilleville, le *Régime du Corps* d'Aldebrandus de Sienna, des traités didactico-théologiques en prose et en vers, la *Cité des dames* de Christine de Pisan, le *Livre des quatre Dames* d'Alain Chartier, ainsi que la *Consolation des Trois vertus*, la traduction du *Décameron* par Laurent de Premierfait, le *Champion des Dames* de Martin Le Franc, le *Recueil des histoires de Troie* de Raoul Lefèvre et, enfin, deux importants mss. du xvi^e siècle : une collection de poésies par Marot, Melin de Saint-Gelais et leurs amis et un drame protestant, la *Tragédie du sac de Cabrière*.

§

L'invention des tanks.

Bruxelles.

Monsieur,

Luigi da Porto, l'auteur de l'une des premières versions de « Roméo et Juliette », décrit dans ses *Lettere storiche* (1509-1528) un essai de chars de guerre tenté par les Espagnols :

Fabrizio Colonna... aveva loro insegnata una nuova ordinanza, appresa forse dalle antichissime carrette falcate di Dario, la quale un tal modo era disposta : prese cette carrette a due ruote, fatte di legname leggiero, con un siemo lungo d'intorno sei piedi, aveva posti nella lor fronte alcuni spiedi di ferro, lunghi quasi una lancia comune da cavallo, acutissimi, e annodati ad alcuni archibugi gagliardi, già inchiodati presso di loro sopra le dette carrette.

Da Porto explique ensuite comment, abrités par les chars qu'ils faisaient avancer en rase campagne, les soldats pouvaient s'arrêter, tirer sur l'ennemi, se remettre de temps en temps sous la protection des « tanks ».

Mais Pietro Navarra, commandant l'infanterie espagnole avec la nouvelle arme, fut surpris par la terrible artillerie d'Alphonse de Ferrare (le patron d'Arioste), et les chariots renouvelés des Perses n'eurent aucun succès.

Voir sur ce sujet : *Lettere storiche* di Luigi da Porto... per cura di Bartolommeo Bressan, Firenze, Le Monnier, 1857.

Agréer, etc...

F. VELLUT.

§

J.-K. Huysmans et le Président Loubet.— D'une lettre inédite de J.-K. Huysmans à François Coppée nous détachons la phrase suivante :

Vous apprendrez avec plaisir sans doute que, dans un dîner à l'Elysée, le sieur Loubet, qui avait près de lui une ambassadrice, n'a cessé de lui parler de la peine qu'il éprouvait à voir que la France perdait la Foi ; ce renseignement est absolument exact ; c'est vraiment bien, n'est-ce pas ?

Cette lettre est datée du 26 janvier 1905. Et l'on s'explique la surprise

amusée du bon Joris-Karl, si l'on se rappelle qu'à cette date des anticléricaux notoires avaient été appelés par le Président Loubet au ministère : le général André à la Guerre ; Camille Pelletan à la Marine ; M. Emile Combes, Président du Conseil, s'étant réservé l'Intérieur et les Cultes.

§

Quelques réflexions sur les nouveaux-riches. — Elles méritent d'être rappelées, car elles datent de cent soixante-dix ans et sont de Duclos dans ses *Considérations sur les mœurs*.

L'ostentation d'opulence est plus communément la manie de ces hommes nouveaux, qu'un coup du sort a subitement enrichis, que de ceux qui sont parvenus par degrés. Il est assez singulier que les hommes tirent plus de vanité de leur bonheur que de leurs travaux.

Ceux qui doivent tout à leur industrie savent combien ils ont évité, fait et réparé de fautes. Ils jouissent avec précaution, parce qu'ils ne peuvent pas s'exagérer les principes de leur fortune ; au lieu que ceux qui se trouvent tout à coup des êtres si différents d'eux-mêmes se regardent comme des objets dignes de l'attention particulière du sort. Ils ne savent à quoi l'attribuer ; et cette obscurité des causes, on l'interprète toujours à son avantage.

Il est difficile de faire un portrait plus clair et plus exact.

§

Les personnages de « L'Œuvre des Athlètes ». — M. Maurice Boissard nous communique la lettre suivante qu'il a reçue de M. Georges Duhamel :

Paris, le 5 mai 1920.

Mon cher ami,

Laissez-moi vous affirmer que *L'Œuvre des Athlètes* n'est pas une pièce à clef.

A l'occasion de cet ouvrage, certains de nos confrères ont nommé diverses personnes, dont plusieurs me sont inconnues. Voilà un résultat qui dépasse toutes mes espérances.

En écrivant cette comédie, je n'ai pas voulu, — vous le savez bien, — attaquer des individus, mais dépeindre des caractères.

Pour réaliser ce dessein, j'ai, sans doute, emprunté à la réalité des ridicules, des traits épars. Je n'ai pas songé à faire des portraits : mon ambition, je l'avoue, était plus haute.

Voilà ! Et croyez-moi cordialement vôtre.

GEORGES DUHAMEL.

§

Errata. — Dans la lettre sur l'Offensive du 16 avril 1917 publiée dans les Echos du dernier numéro, p. 857, l. 8, au lieu de « modeste spéculateur », lire « modeste spectateur » ; p. 858, l. 32, au lieu de « montrent une émotion », lire « érudition » ; l. 37, au lieu de « 150 mètres derrière eux », lire « 1.500 mètres ».

§

Verlaine et le sonnet.

16 avril 1920.

Monsieur le Directeur du *Mercure de France*,
Huysmans, dans *A Rebours*, dit de Verlaine :

Il avait tenté de rajeunir les poèmes à forme fixe : le sonnet qu'il retournait, la queue en l'air, de même que certains poissons japonais en terre polychrome qui posent sur leur socle, les ouïes en bas ; ou bien il le dépravait, en n'accouplant que des rimes masculines pour lesquelles il semblait éprouver une affection.

Pour ce qui est de l'affection de Verlaine pour les rimes masculines, peut-être ne faut-il voir dans ce que dit là Huysmans qu'une allusion, sur laquelle, d'ailleurs, je n'insisterai pas. Mais je ferai remarquer que Verlaine a fait un grand nombre de pièces de vers toutes en rimes féminines, telle le sonnet *Sapho*. A noter que ce sonnet offre encore cette particularité d'être « retourné la queue en l'air ». L'accouplement dans un sonnet de rimes exclusivement de même sexe n'était d'ailleurs pas une innovation. Des poètes du XVI^e siècle : Mellin de Saint-Gelais, Clément Marot, Joachim du Bellay ont fait des sonnets en n'employant que des rimes féminines.

En vous priant d'excuser cette petite digression sur le sonnet, veuillez agréer, etc...

JEAN DELON.

§

Commémoration Paul Verlaine. — Lors de la réunion des Amis de Paul Verlaine au Luxembourg, le 12 janvier 1919, M. Georges Izambard, leur président, proposa que la commémoration annuelle fût fixée à une saison plus clémentine, et on arrêta que ce serait dorénavant en mai. C'est en raison de cette décision que la réunion habituelle, qui se tenait le premier dimanche suivant la date anniversaire de la mort de Verlaine, n'eut pas lieu en janvier dernier : seules la famille et quelques personnes portèrent des fleurs au cimetière ou au pied de la statue.

On se réunira au Luxembourg le dimanche 30 mai, à 10 heures et demie. Un déjeuner suivra, pour lequel on ne s'inscrit pas d'avance.

§

Publications du « Mercure de France ».

TOUTE LA FLANDRE, I : *Les Tendresses premières, La Guirlande des Dunes*, par Emile Verhaeren. Vol. in-16, 6 fr. (Tiré et numéroté à la presse 647 hollandaise à 25 francs.) Il a été fait un tirage sur papier pur fil des Papeteries Lafuma à 1.650 exemplaires, savoir : 1.625 ex. numérotés de 648 à 2.272, à 12 fr. ; 25 ex. marqués A à Z (hors commerce).

Le Gérant : A. VALLETTE.

Poitiers. — Imp. du Mercure de France, Marc TEXIER, 7, rue Victor-Hugo.